Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE – N° 13825 – 4,50 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Fontaine — MARDI 11 JUILLET 1989

Afrique du Sud : une rencontre historique

Est-ce bientôt la fin des épreuves pour Nelson Mandela, qui a déjà passé plus d'un quart de siècle derrière des barreaux ? La « visite de courtoisie » qu'il a faite, le 5 juillet, au président Pieter Botha, et qui n'a été révélée que trois jours plus tard par le ministre de la justice, donne à penser que ses jours en prison, celle-ci fût-elle « dorée » – maison avec piscine depuis décembre dernier, – sont maintenant comptés. L'histoire ne dit pas qui, du geôlier ou du détenu, a eu l'initiative de cette rencontre sans précédent.

Il y a des mois que les autorités de Pretoria, soumises à de constantes pressions de la communauté internationale – de Margaret Thatcher à Jean-Paul II – s'emploient à régler le cas Mandela. Encore veulent-elles y réussir sans se déjuger ni perdre la face. Aussi ont-elles invité le chef historique de l'ANC à leur faciliter la tâche en faisant preuve d'esprit de conciliation. Mais il s'est toujours montré intraitable : pas question de renoncer à la violence en échange de sa libération.

Le gouvernement sud-africain a cherché, pour tourner la difficulté, à obtenir de Nelson Mandela qu'il se prononce au moins en faveur d'une solution pacifique. A-t-il eu finalement gain de cause ? Le ministre de la justice a indiqué que M. Botha et son interlocuteur, même si, paraît-il, ils n'ont pas parlé politique, ont néanmoins confirmé « leur soutien à un développement pacifique de la situation ».

Certes, l'ANC maintient encore son mot d'ordre de lutte armée pour arriver à ses fins. Mais, sans l'avouer, ses dirigeants savent que cette voie-là ne suffit plus. Le Parti communiste sud-africain, qui est une des composantes – et pas la moindre – du mouvement nationaliste, commence à exprimer des vues favorables à une solution négociée. Quant à l'Union soviétique, elle ne cache plus que la discussion est de loin préférable à l'affrontement.

Du côté du pouvoir en place, singulièrement du Parti national et de son chef, M. Frederik De Klerk, le futur président, l'attention se porte aujourd'hui sur la préparation des élections législatives, qui doivent avoir lieu début septembre. Or une libération trop précipitée de Nelson Mandela risquerait de donner des armes au Parti conservateur. Celui-ci ne manquerait pas d'exploiter pendant la campagne la faiblesse d'un gouvernement qu'il accuse d'avoir déjà « lâché » Jonas Savimbi, le chef des rebelles angolais, et accepté de voir s'installer en Namibie un régime « marxiste ».

M. Pieter Botha, dont la carrière politique touche à sa fin, est d'autant moins sensible à ces arguments qu'il a été mis sur la touche sans grand ménagement. En recevant chez lui le chef historique de l'ANC, peut-être a-t-il voulu mettre dans l'embarras le Parti national, dont son état de santé lui a fait perdre la présidence. Il n'avait rien à perdre en se donnant le beau rôle. Ira-t-il plus loin ? Il lui déplairait probablement de laisser à son successeur le bénéfice d'une mesure de clémence.

Mandela libéré, la voie serait ouverte au dialogue entre partisans et adversaires de l'apartheid. A plusieurs reprises, ces derniers temps, M. De Klerk a annoncé « la fin de la domination blanche » en Afrique du Sud. Ses propos ont paru neufs et courageux. Mais ni lui ni les siens n'en sont encore à admettre la domination noire, à quoi conduirait nécessairement l'adoption du principe « un homme, une voix ».

(Lire nos informations page 3.)

M 0147 - 0711 0- 4,50 F
5790147004500 07110

Accueilli avec enthousiasme à Varsovie

M. Bush veut aider une Europe « réconciliée, entière et libre »

Après avoir été accueilli par des dizaines de milliers de Polonais enthousiastes, à son arrivée à Varsovie, dimanche soir, le président Bush devait, lundi 10 juillet, réunir, au cours d'un déjeuner, des représentants du pouvoir et de Solidarité. Il devait ensuite prononcer un discours devant le Parlement issu des dernières élections. M. Bush entend souligner, à Varsovie puis à Budapest, son idée d'une Europe « réconciliée, entière et libre », avec l'aide économique de l'Ouest.

VARSOVIE
de notre envoyé spécial

Six semaines à peine après un premier séjour en Europe, le président américain se retrouve sur le Vieux Continent, mais à l'Est cette fois, et avec une idée en tête : encourager, de la voix, mais surtout du geste, les réformes politiques et économiques qui rendront possible la « *réconciliation européenne* ». Il l'a dit dimanche soir, dès son arrivée à Varsovie, « *au cœur de l'Europe* » : « *Les Américains ont le fervent désir que l'Europe soit entière et libre.* » Il a été accueilli à l'aéroport par un général Jaruzelski certes raide, mais fort aimable, qui semblait avoir oublié le riche répertoire de reproches dont il accablait naguère l'Amérique dans chacun de ses discours.

Avant même son départ, M. Bush avait défini l'esprit dans lequel il envisageait sa visite à Varsovie, Gdansk et Budapest. Il ne vient pas prêcher, mais encourager, et d'abord « *rendre hommage* » aux deux pays, qui se sont engagés dans « *des développements inimaginables il y a encore un an* ». C'est pourquoi le président américain a choisi de venir en Pologne, en Hongrie et nulle part ailleurs à l'Est. L'URSS, elle aussi, est en grand chambardement, mais il semble infiniment moins pressé de s'y rendre.

Ce président conservateur arrive dans un monde qui bouge et il veut favoriser ce mouvement mais avec tact, pousser à la roue mais pas trop fort. Il a pris grand soin de souligner qu'il ne voulait à aucun prix paraître dicter leur conduite à la Pologne et à la Hongrie – mais il ne se privera pas non plus de faire savoir de quel côté son cœur balance. Il l'avait d'ailleurs déjà fait de manière spectaculaire lors de sa visite de septembre 1987 en tant que vice-président.

JAN KRAUZE.

(Lire la suite page 6.)

Le conflit de Renault et l'arrêt du Conseil constitutionnel

La CGT demande à l'Elysée de régler l'affaire des « dix »

La CGT s'efforce de donner une ampleur nouvelle à la manifestation, appuyée par le PCF, qu'elle organise mercredi 12 juillet à Paris. Elle appelle à la mobilisation contre le refus, par le Conseil constitutionnel, de l'amnistie pour les dix militants licenciés par Renault en 1986, pour la plupart membres du PCF. Ils sont cependant entrés lundi 10 juillet à Billancourt. La CGT en appelle à M. Mitterrand pour que le gouvernement impose leur réintégration. (Lire nos informations page 38.)

BICENTENAIRE

- « Vivement les jacobins », par Régis Debray, page 11.
- La manifestation et le concert de la Bastille, page 12.
- Parade américaine à l'Hôtel de Ville, page 13.

De 6 000 à 48 000 F par an

Des primes pour les universitaires

Quatre mois après la signature de l'accord sur la revalorisation des carrières des universitaires, le ministère de l'éducation met les bouchées doubles pour que les premières améliorations soient effectives avant la fin de l'année. Il vient de boucler un ensemble de textes d'application qui traduisent concrètement les décisions adoptées en mars dernier : déroulement accéléré des carrières, intégration facilitée pour plusieurs catégories d'enseignants (assistants, agrégés du secondaire, attachés d'enseignement et de recherche, etc.) ou encore création d'une agrégation interne en droit et sciences économiques.

Mais surtout, dans une « *note* » qui devrait être diffusée rapidement à tous les enseignants du supérieur, le ministère précise l'organisation du système de primes dont vont désormais pouvoir bénéficier les universitaires : à une prime uniforme de 6 000 francs par an pour tous, s'ajoute une palette de primes différenciées qui se situent dans une fourchette de 6 000 à 48 000 francs par an. Ces « indemnités contractuelles » sont destinées à mieux rémunérer les universitaires qui se consacreront de façon plus intensive à la pédagogie, à la recherche ou aux tâches administratives. A terme, la moitié d'entre eux devraient en bénéficier : une petite révolution dans le monde universitaire.

(Lire page 10 l'article de GÉRARD COURTOIS.)

Un entretien avec deux dissidents chinois

« Deng Xiaoping est pire que Mao ou Pinochet »

Les deux dissidents chinois Yan Jiaqi et Wu'er Kaixi, qui ont fui Pékin pour échapper à la répression, viennent de rompre le silence. Après avoir rendu publique la semaine dernière à Paris une déclaration commune (« le Monde » du 5 et daté 9-10 juillet), ils ont accepté de donner au « Monde » leur première interview.

Encore marqués par la brutalité de la répression et par la clandestinité, ils nous ont reçu au milieu d'un groupe de leurs amis, membres de l'Association des intellectuels de Pékin et de l'Association autonome des étudiants de Pékin.

Leur principal souci est de témoigner sur les massacres et sur les objectifs du mouvement démocratique, dont les membres restés en Chine sont soit en fuite, soit sous les verrous, ou bien ont été tués. Même s'ils sont fort sévères contre le régime, et en particulier contre M. Deng Xiaoping depuis que ce dernier a lancé ses chars contre la population dans la nuit du 4 juin, leur programme est modéré.

M. Yan, universitaire, auteur d'un livre controversé sur la révolution culturelle, ancien conseiller de M. Zhao Ziyang, secrétaire général déchu du PCC, a quarante-sept ans. Parlant avec un fort accent du centre de la Chine, vêtu d'une chemise blanche froissée, il compare la répression actuelle à la révolution culturelle : « *Le massacre du 4 juin a été dix, vingt, cent fois plus cruel que la révolution culturelle. A l'époque de Mao Zedong, on réprimait les gens à coups de matraque alors que, aujourd'hui, on utilise les chars et les fusils pour mitrailler la foule.*

» *La cruauté de Deng Xiaoping dépasse largement celle de Mao et de Tchiang Kaï-chek. Comme Suharto et Pinochet, ils* [les dirigeants de Pékin] *vont poursuivre leur politique de terreur dans tout le pays. Mais ils ne se sont même pas engagés comme eux dans un processus de libéralisation. (...) Il n'y a plus aucune liberté. C'est une terreur pire que la révolution culturelle : à cette époque, il y avait des gens qui n'étaient pas touchés alors que, maintenant, tout le monde l'est.*

PATRICE DE BEER.

(Lire la suite page 7.)

La préparation du budget 1990
La progression des dépenses pourrait atteindre 5,5 %
PAGE 42

Khartoum face à la rébellion du Sud
Le nouveau régime adopte une position ambiguë
PAGE 3

La télévision soviétique et la glasnost
Un entretien avec M. Sagalaev, directeur de l'information
PAGE 15

Le Monde ÉCONOMIE

- Un autre sommet économique à Paris. ■ Pauvreté au Burkina ; Misère en Haïti. ■ L'aide française au développement. ■ La chronique de Paul Fabra. ■ Les notes de lecture d'Alfred Sauvy.

PAGES 21 à 24

Le sommaire complet se trouve page 42

Je me suis beaucoup déplacée. Ma longue vie, telle la Gaule de Jules César (...), est divisée en trois parties. J'ai passé un peu plus de vingt ans dans un pays qui, en ce temps-là, s'appelait "la Russie", environ vingt-cinq ans dans un autre qui continue de s'appeler "la France", et, pour finir, une quarantaine d'années dans un troisième : "les Etats-Unis".

NINA BERBEROVA
C'est moi qui souligne
AUTOBIOGRAPHIE TRADUITE PAR ANNE ET RENÉ MISSLIN

UNE ŒUVRE SUPERBE DÉCOUVERTE AVEC 50 ANNÉES DE RETARD

ACTES SUD

Radioscopie de l'Assemblée nationale et du Sénat

I. – Le vague à l'âme des parlementaires

L'Assemblée nationale, qui fête – aussi ! – son bicentenaire, s'interroge sur sa destinée alors que l'absentéisme prend un tour inquiétant. Le Sénat, Chambre mal aimée, vit une véritable crise d'identité. Quel est l'état de santé du Parlement ? Comment trouver remèdes aux maux qui l'oppressent ? Quel éclairage peut apporter l'Histoire ? Comment sont perçus aujourd'hui les parlementaires ? Autant de questions auxquelles notre enquête tente de répondre.

Quatre-vingt-sept pour cent de la population affirme suivre « *constamment ou presque constamment* » les retransmissions des travaux du Parlement ; plus de trois cents députés se sont inscrits, le mercredi 31 mai, pour intervenir dans le débat de la journée ; les électeurs assaillent de coups de téléphone et submergent de télégrammes leurs représentants afin de faire valoir leur point de vue : des données à faire pâlir d'envie... un député français, car tout cela se déroule en Union soviétique.

Tout à la découverte d'un Congrès qui débat de questions aussi importantes que le rôle du KGB dans la société ou le sort réservé aux pays baltes par le pacte conclu avec Hitler en 1939, les Soviétiques se passionnent pour les discussions parlementaires. On pourrait difficilement en dire autant des Français. Il est vrai que l'attrait de la nouveauté s'est, depuis longtemps, émoussé dans notre vieille démocratie parlementaire. Plus inquiétante est sans doute, ces dernières semaines, la brusque remontée de l'antiparlementarisme, maladie chronique de ce pays toujours prêt à suspecter députés et sénateurs de mener la belle vie et de « s'autoblanchir » en cas de nécessité. L'absentéisme parlementaire et les palinodies autour de l'amendement amnistiant les indélicatesses financières liées aux campagnes électorales n'ont rien arrangé.

ANNE CHAUSSEBOURG et PIERRE SERVENT.

(Lire la suite page 8.)

SPORTS

- Tennis : victoires allemandes à Wimbledon.
- Formule 1 : Prost, vainqueur au Castellet.
- Tour de France : la parole aux grimpeurs.
- Boxe : le rêve brisé de René Jacquot.

Pages 19 et 20

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 6 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 $; Antilles/Réunion, 7,20 F ; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 160 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1 800 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cs. ; Suisse, 1,60 f. ; USA (NY), 1,50 $; USA (others), 2 $.

Débats

TELEVISION

La SEPT, ligne Maginot de la culture ?

par DOMINIQUE WOLTON (*)

LA création d'une chaîne culturelle, la SEPT, chargée de promouvoir la culture, – malmenée par le succès grandissant de la télévision – est apparemment une bonne idée, largement partagée. Le nombre et la qualité des personnalités qui ont béni l'existence de la SEPT, voire qui s'y sont investies en oubliant les critiques qu'elles ont souvent proférées, préalablement, à l'égard des médias de masse, ont fini par convaincre tout le monde. Si donc l'élite intellectuelle donne son quitus, c'est qu'il n'y a plus rien à dire. Et pourtant...

Pour comprendre l'unanimité qui entoure l'idée d'une télévision culturelle, il faut replacer le projet dans le contexte des quarante dernières années. Aux débuts de la télévision, dans presque tous les pays, les relations ont été assez bonnes entre la culture et la télévision, considérée souvent comme « l'école du vingtième siècle », mais elles se sont rapidement dégradées, pour devenir presque hostiles au fur et à mesure que le succès éclatant de la télévision marginalisait la production culturelle. En valorisant les héros et les œuvres produites par le petit écran, la télévision créait une légitimité médiatique, forte du poids des téléspectateurs, qui imposait ses critères, souvent jusqu'au domaine culturel, réduisant la place et le rôle des créateurs et des intellectuels.

Force et limite

Il y a donc un long contentieux entre culture et médias, et le sentiment qu'une revanche doit être prise. Toute la question est de savoir si la création de la SEPT, qui s'inscrit dans ce rapport de forces, est la bonne réponse au problème de fond qui est d'assurer une meilleure place à la culture dans un vaste espace de communication. Il me semble que non, pour trois raisons.

La première est le risque de créer un *ghetto culturel* dont le résultat serait exactement inverse de celui qui est souhaité. Ce ghetto donnerait bonne conscience au monde de la communication en lui retirant toute *obligation de programmes* à caractère culturel, la chaîne spécialisée servant d'alibi... et de repoussoir : inutile de s'occuper de culture puisqu'il y a une télévision spécialisée pour cela ! Le risque est l'apartheid, avec son complément, la perte d'audience et une production télévisuelle qui se referme sur elle-même, c'est-à-dire sur son propre public, et incapable d'élargir son audience.

Comment croire qu'une télévision réservée à la culture et aux intellectuels suffira à faire venir le public ? Il n'est pas certain que celui-ci vienne, ni même d'ailleurs le public cultivé. C'est une chose de vanter les qualités de l'émission « Océaniques », dont on parle plus qu'on ne la regarde, c'en est une autre de croire qu'une chaîne faite uniquement d'émissions culturelles aurait un public suffisant.

La télévision culturelle « ghetto » nie également la spécificité de la télévision, qui est la nature de l'image et le rapport au public. La force de la télévision reste l'image, c'est-à-dire un spectacle à destination d'un public vaste, anonyme, qui regarde la plupart du temps les émissions gratuitement, à domicile, pour se distraire. Si l'image de télévision est propice aux émotions, au spectacle, elle l'est moins aux idées. Celles-ci y passent mal, en tout cas de manière plus simplifiée que dans l'expression orale ou écrite. L'image de télévision impose un style et une écriture qui ne conviennent pas à toutes les productions culturelles ou qui imposent des contraintes interdisant de voir dans la télévision un simple outil de « communication » *susceptible de s'adapter à tous les* contenus.

La seconde spécificité de la télévision est d'être d'abord un médium de masse qui s'adresse au grand public, même si ce sont des publics qui regardent. Sa force est de s'adresser à tous, laissant à chacun la liberté de regarder ce qu'il veut, quand il veut. Dans cette rencontre en bonne partie imprévue entre une offre de programme, une demande et ce qui est finalement regardé, résident la liberté qu'offre la télévision, et son caractère émancipateur.

Les chaînes spécialisées, aujourd'hui à la mode, permettent évidemment de mieux cibler les publics, mais avec l'inconvénient complémentaire de réduire cette part d'offre générale qui constitue une bonne part de l'accès à la télévision par l'intermédiaire du « zapping » ou du simple hasard. Cet accès « par hasard » est très utile, notamment pour les programmes culturels, car seule une petite partie des téléspectateurs les regarde délibérément.

Elite et masse

La troisième raison peu favorable au concept de télévision culturelle concerne la question de fond, posée depuis cinquante ans, des rapports entre *culture d'élite et culture* de masse. Celle-ci s'est largement développée avec l'élévation du niveau de vie et des connaissances, et a incontestablement trouvé, dans la télévision, son miroir, mais aussi, on l'oublie trop souvent, un moyen de promotion pour la plus grande partie de la population. Reste la culture d'« élite », marginalisée, et dont l'avenir est lié à la capacité de créer un autre rapport de forces. Il n'est pas certain que la chaîne culturelle soit le meilleur moyen d'y arriver, car elle donne le sentiment illusoire d'être la solution à ce problème. Il ne suffit pas de mettre beaucoup de culture dans une chaîne de télévision pour que culture et médias soient *réconciliés*.

Supposer que la « télévision culturelle » puisse faire le lien entre les deux cultures, ou même être la télévision de la culture, conduit à un double contresens. Le premier est de croire que la télévision est un lieu de culture au même titre que les autres expressions culturelles. Elle l'est incontestablement, mais dans le cadre de la culture de masse, qui n'est *justement pas celle qu'il s'agit*, par ailleurs, d'aider à vivre. Le deuxième est de croire qu'en facilitant l'accès à la culture, la télévision réduit la distance qui sépare toujours l'accès et le contenu.

Généraliste contre thématique

Le fossé reste infranchissable entre les deux formes de culture et il est finalement bénéfique aux deux. *Pour le téléspectateur, qui sait que* la télévision est une des formes de la culture de masse et en même temps une voie d'accès aux autres aspects de la culture, mais qu'elle n'est pas la culture. Pour l'intellectuel, qui doit reconnaître que la télévision est *un lieu de la culture de masse*, en même temps qu'un accès aux autres formes de la culture, mais rarement un lieu de production de culture au sens où il l'entend.

Réaffirmer au contraire tout ce qui sépare des formes de culture et montrer ce *qui les* rend partiellement incommunicables dans une société où l'on croit que tout peut communiquer est en revanche salutaire. Chacun est renvoyé à sa place, nécessairement modeste, parce que incomplète, mais finalement *complémentaire de l'autre, personne* n'ayant alors le monopole de la définition de la culture.

Beaucoup de choses sont possibles, à condition d'accepter ces deux principes de base : la spécificité de la télévision et l'insoluble rapport de forces entre culture de masse *et* culture d'élite.

La solution la plus conforme à l'idéal démocratique qui *sous-tend* l'existence de la télévision de masse consiste à renforcer la présence d'émissions culturelles et intellectuelles au sein des programmes des télévisions grand public. Pourquoi ? Parce qu'il s'agit là du véhicule qui touche le grand public et que le rôle de lien social de la télévision impose la cohabitation de tous les programmes. L'offre doit rester générale pour *éviter* de marginaliser *la* culture dans un cadre spécifique.

Faire des émissions culturelles dans une *télévision* de masse signifie accepter les contraintes de l'outil, et le principe selon lequel le public peut accéder à tout. En sachant que ce « *tout* » *n'est pas la culture mais* une forme d'accès à celle-ci laissant *la* place à une *production culturelle* qui pour une bonne part se fait ailleurs. Autrement dit, c'est au sein de la télévision généraliste que les acteurs de la vie culturelle doivent se faire entendre et respecter. La télévision généraliste, malgré les critiques, reste la plus démocratique et la plus conforme au projet d'émancipation qui sous-tend son existence.

C'est aussi le plus sûr moyen d'obliger les responsables de *médias* à admettre l'intérêt et la légitimité d'une production culturelle et intellectuelle qu'ils ont vite fait de marginaliser au nom de leur prétention à connaître *« ce que veut le public »*.

Certes, cette volonté d'accroître la place du programme *culturel* au sens large demandera des efforts, mais la télévision culturelle se ferait-elle sans bataille ? Les coteries, modes et mandarinats risqueraient d'être aussi redoutables que le comportement actuel des responsables de médias généralistes.

La SEPT a une place essentielle, nullement contradictoire avec une partie de sa mission actuelle, à condition de la concevoir comme la chaîne de toutes les innovations, aussi bien pour l'information, la fiction, les sports, que pour les variétés, les dramatiques, la culture... Dans le vaste système audiovisuel en construction, il manque, en effet, une chaîne où puissent être expérimentés les nouveaux produits, seul moyen de renouveler les talents. Actuellement, la loi d'airain de l'audience est telle qu'il y a une incontestable prime à la répétition pour tous les genres de programmes.

Une ouverture européenne

Chaîne de toutes les innovations, la SEPT serait cet espace et pourrait tout à fait trouver son public. Cette ouverture, évidemment européenne, susciterait d'ailleurs moins de réserve que n'en suscite la conception actuelle qui fait que nos voisins sont un peu agacés par la manière dont les Français s'arrogent une sorte de position d'arbitre dans le domaine culturel.

Il s'agit, au fond, de savoir jusqu'où la culture doit sacrifier à l'impératif de la communication – dans son intérêt comme dans celui des créateurs et du public – et à partir de quand il est nécessaire de maintenir une frontière entre la *création sous toutes ses formes et la* communication.

Les promoteurs de la SEPT, dans sa version actuelle, ont pensé que la création d'une chaîne spécialisée répondrait au mieux à ces deux critères. La thèse développée ici consiste, en revanche, à craindre que cette bonne intention ne se retourne contre ses auteurs.

Maintenir les programmes culturels au sein de la télévision généraliste leur garantit au contraire l'audience la plus large possible, préserve la fidélité à un certain idéal démocratique, et surtout rappelle ce qui subsiste d'inconciliable entre création, culture et communication. Cette position modeste réduit également les risques d'un ghetto culturel, sorte de ligne Maginot, dont on *se souvient du coût et de l'efficacité.*

(*) Directeur de recherche au CNRS.

EDUCATION

Une discussion escamotée

par JEAN-MARIE DOMENACH (*)

« *UN jour, il n'y aura plus d'autre réflexion que celle portant sur l'éducation* », écrivait Nietzsche lorsqu'il imaginait la *« grande politique »*. Il faut croire que nous en sommes toujours à *la petite* : *le* débat que l'Assemblée nationale a consacré les 7, 8 et 9 juin à la loi d'orientation sur l'éducation ne tiendra dans les annales de *1989* qu'une place minime. Il est vrai que l'Iran et la Chine lui faisaient alors concurrence dans les médias. Mais aussi les tergiversations, les va-et-vient politico-syndicaux, enfin la bousculade, qui ont marqué la préparation de cette loi ont contribué à faire un échec de ce qui aurait dû être le grand moment de cette législature.

Certes, le débat fut sérieux, abondant (cinquante-quatre interventions), sans violence mais aussi sans grandeur malgré l'évocation rituelle de Condorcet, Le Peletier et Jules Ferry. Les Français, pas plus que leurs représentants, n'ont eu le sentiment *qu*'on discutait de ce qui commande l'avenir de leur nation. Car l'éducation nationale n'est pas seulement « une priorité », elle est « la » priorité nationale, comme un sous-amendement l'a précisé, en accord avec le sens d'un mot qui ne supporte pas l'article indéfini. On s'est envoyé à la tête les échecs essuyés en ce domaine par la majorité et par l'opposition, on a soulevé le cas des médecins scolaires et des conseillers d'éducation, mais *tout s'est passé* comme s'il s'agissait d'une de ces innombrables réformes par lesquelles chacun des ministres de l'éducation nationale croit devoir s'illustrer, et qui glissent sur le dos du monstre comme l'eau sur les plumes du canard.

On avance donc dans la nuit, et chacun peut y aller de son numéro sur le niveau qui monte ou qui descend. On en sait pourtant suffisamment pour percevoir en gros, à côté de merveilleuses réussites, un échec global qui ne se résume pas à l'échec scolaire d'une minorité. La moitié des élèves qui entrent en sixième sont incapables de lire et écrire convenablement. *Cela, on le sait*, et l'on sait aussi que, derrière les discours à la gloire de l'égalité, se cache la plus hypocrite des sélections.

Sauver la langue

Personne ne conteste qu'une grande partie du corps enseignant est démoralisée et ne se recrute plus qu'au rabais (osera-t-on publier les moyennes auxquelles viennent d'être déclarés admissibles les candidats aux CAPES de mathématiques et d'histoire ?). Le système est au bord du collapsces, c'est du moins ce que pensent la plupart de ceux qui le connaissent bien.

Or, au lieu d'en prendre acte, on distribue de l'argent aux enseignants, sans lier cette amélioration, d'ailleurs nécessaire, à une réforme fondamentale. Quinze milliards en deux ans, c'est bien, c'est généreux. Mais il ne sert à rien de chauffer une maison dont on laisse les fenêtres ouvertes. Et croit-on que c'est avec des suppléments de salaire qu'on guérira le malaise des enseignants, alors qu'il s'agit de leur dignité, de leur légitimité, du rôle qui leur est imparti dans le premier des services publics ?

Certes, il y a de bonnes choses dans cette « loi Jospin » ; tous les intervenants, de droite comme de gauche, l'ont reconnu. En particulier, l'appel à former une *« communauté éducative »* et à instaurer ce qui existe depuis longtemps dans beaucoup d'établissements privés : la participation de parents (faut-il pour autant les indemniser ?) et de délégués de classe aux principales orientations des établissements. Mais, sur l'essentiel, la loi ne dit rien ou se borne à des vœux pieux.

L'essentiel, c'est d'abord le sauvetage de la langue. Il faut décréter l'état d'urgence et mobiliser sur ce point la « communauté éducative » afin d'associer à l'entreprise l'ensemble des enseignants en bousculant au besoin les programmes du premier cycle du secondaire et en renonçant à un tronçonnage des disciplines qui déconcerte bon nombre d'élèves au sortir du primaire. « *Quand va-t-on briser ce corporatisme des matières*, a demandé le député B. Derosier, *et penser qu'un programme est d'abord fait pour l'élève ?* ». Partir de l'élève, et non des enseignants, *voilà une juste préoccupation*, à condition qu'on ne se borne pas à ce qui est, ni même à ce qui manque, mais qu'on institue ce qui doit être. Il est extraordinaire que *la loi* d'orientation laisse de côté la question centrale, celle du contenu de l'enseignement, dont, en fin de compte, dépendent les autres.

Nous vivons non seulement une mutation économique et professionnelle, mais une mutation du savoir, et c'est en fonction de cette nouvelle *épistémè* qu'il faut reconstruire un corpus et réaliser, pour le secondaire, la même opération que les fondateurs de l'école laïque, il y a cent ans, réussirent pour le primaire. Associer les enseignants à cette nouvelle promotion du savoir, n'est-ce pas le meilleur moyen de leur restituer leur légitimité et la conscience de leur rôle ? Malheureusement, la question n'a été qu'effleurée par le ministre, et c'est à bon droit que le *député* F. Bayrou a regretté que l'Assemblée n'ait pas été consultée sur *« ce que l'entreprise, l'Europe et l'ouverture au monde demanderont demain à nos enfants »*.

Cette loi, en effet, ne dit pratiquement rien de l'Europe, non plus que *de la liaison de l'école* avec la recherche et avec l'entreprise. Rien sur le type d'homme qui convient à notre temps. Presque rien sur la décentralisation et la marge d'autonomie nécessaire aux établissements pour que de nouvelles pédagogies soient mises en place. Une grande œuvre qui aurait dû être construite avec le concours de toutes les bonnes volontés et soumise à un large débat national s'est trouvée ainsi bâclée en quelques semaines et dévitalisée par l'effet conjoint des corporatismes, de la bureaucratie et des sectarismes qui se sont à nouveau enkystés là.

La grande machine va donc continuer sa route sans se soucier de ce qui arrivera fatalement bientôt (où mettra-t-on, par exemple, les centaines de milliers de nouveaux bacheliers si l'on ne construit pas de nouvelles universités ?). Et une fois de plus, comme en 68, comme en 84, comme en 86, le problème de l'enseignement *se réglera dans* la *rue*, faute d'avoir *été* réglé démocratiquement.

(*) Auteur de *Ce qu'il faut enseigner* (Seuil).

Vient de paraître

REVOLUTION ET TRAGEDIE...

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL *le Monde*

Gérant :
André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur général : Bernard Wouts.
Rédacteur en chef : Daniel Vernet.
Corédacteur en chef : Claude Sales.

ABONNEMENTS PAR MINITEL
36-15 – Tapez LEMONDE
code d'accès ABO

Imprimerie du « Monde » 7, r. des Italiens PARIS-IXe

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437
ISSN : 0395-2037
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-99-61.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

Le Monde
PUBLICITE S A
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

Tarif	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS voie normale
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner
RENVOYEZ CE BULLETIN
accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

PORTAGE : pour tous renseignements tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ______ ☐
6 mois ______ ☐
9 mois ______ ☐
1 an ______ ☐

Nom : ______
Prénom : ______
Adresse : ______
______
______
Code postal : ______
Localité : ______
______
Pays : ______
______

91 MDH01

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

AFRIQUE DU SUD : à deux mois des élections législatives

La rencontre entre le président Botha et Nelson Mandela embarrasse les milieux politiques

Un face-à-face historique a eu lieu, mercredi 5 juillet, en Afrique du Sud entre le président Pieter Botha et son prisonnier politique numéro un, Nelson Mandela. Le ministre des affaires étrangères M. « Pik » Botha, n'a pas hésité à déclarer que *« c'est probablement l'événement le plus important de l'histoire récente du pays »*.

Les protagonistes de cette rencontre tenue secrète pendant près de quatre jours sont les deux hommes qui – l'un à la tête de l'Afrique du Sud, l'autre en prison depuis vingt-sept ans – ont occupé pendant une décennie au moins le devant de la scène politique au pays de l'apartheid. Les deux hommes se sont rencontrés dans la résidence officielle de M. Botha au Cap, à Thuynhuss, où le chef historique du Congrès national africain (ANC) a été conduit en secret dans une voiture de police.

Les rares détails de cette rencontre ont été dévoilés, samedi soir, après l'apparition de rumeurs tant en Afrique du Sud qu'à Londres et à Lusaka, le quartier général de l'ANC. L'annonce officielle a été faite par le ministre de la justice, M. Kobie Coetsee, qui a précisé avoir assisté personnellement à cette rencontre. La conversation entre M. Botha et M. Mandela a duré quarante-cinq minutes, a-t-il dit.

Elle s'est déroulée *« dans une atmosphère cordiale »*, autour d'une tasse de thé, a précisé la presse de Johannesburg. Selon le communiqué de M. Coetsee, il s'est agi, de la part de M. Mandela, d'une *« visite de courtoisie »*. Il n'y a eu ni négociation, ni même *« débat sur des questions politiques »*, a dit le ministre. *« Cependant,* a-t-il souligné, [les deux hommes] *ont profité de l'occasion pour confirmer leur adhésion à une évolution pacifique de la situation sud-africaine. »*

Le journal du dimanche en langue afrikaans, *Rapport*, a estimé qu'il s'agissait là d'un passage capital de ce communiqué *« car il concerne la question-clé des conditions mises à la libération de M. Mandela »*.

Le commentateur politique de ce journal a rappelé, en effet, que M. Botha avait toujours mis comme condition à la libération du chef historique de l'ANC qu'il renonçât formellement au recours à la violence, condition qui s'imposait d'autant plus, selon lui, que M. Mandela – condamné à la prison à vie pour *« sabotage et complot contre l'Etat »* – fut le fondateur de la branche armée de son organisation.

Cependant, le mois dernier, lors de la présentation au congrès du Parti national (NP) de son plan de réformes sur cinq ans, M. Frederik de Klerk, le futur chef de l'Etat, s'était abstenu de mentionner cette condition, se bornant à dire qu'un ralliement à une formule de règlement paficique de la crise sud-africaine suffirait. Le communiqué du ministre de la justice semble indiquer que c'est maintenant chose faite, relèvent les observateurs.

Dimanche, en milieu de journée, M. Mangosuthu Buthelezi, leader du mouvement conservateur zoulou Inkatha, a commenté : *« Tous les hommes de bonne volonté applaudiront à cette rencontre entre le président Botha et le docteur Mandela. »* Et, depuis Londres, où il se trouve, M. Denis Worrall, l'un des leaders du nouveau Parti démocrate (libéral, à gauche du NP), s'est lui aussi félicité de ce développement, qui *« justifie nos contacts avec l'ANC »*.

Certains commentateurs politiques se sont déclarés surpris du moment choisi pour cette rencontre, deux mois avant les élections générales du 6 septembre, laissant entendre que le geste sans précédent de M. Botha pourrait avoir été calculé pour embarrasser son successeur désigné, M. de Klerk. Les relations entre M. Botha, qui avait eu une congestion cérébrale en janvier dernier, et le Parti national (NP), qui lui a désigné comme successeur M. de Klerk, sont, en effet, notoirement tendues.

M. Robert Schrire, professeur de sciences politiques à l'université du Cap, a estimé douteux que le NP soit en mesure de tirer avantage de cette rencontre, que la plupart des gens auront tendance à interpréter, a-t-il dit, *« comme l'action solitaire et irréfléchie d'un président condamné à l'oubli, mais qui tient à montrer qu'il est toujours là »*.

La réaction du Parti conservateur (CP, extrême droite) a été très négative. Son porte-parole, M. Koos Van der Merwe, s'est déclaré, *« à l'évidence, stupéfié par le fait que le chef de l'Etat ait pu recevoir cordialement, dans les salons de la résidence présidentielle, un criminel condamné »*. *« Cette amicale partie de thé réduit à néant toutes les critiquess adressées par le NP au Parti démocrate au sujet de ses contacts avec l'ANC, puisque le chef de l'Etat lui-même conspire avec le numéro un de cette organisation »*, a ajouté M. Van der Merwe.

« Un simple stratagème »

La rencontre du président Botha avec M. Mandela *« ne constitue aucunement un éventuel capital dans l'histoire de notre pays »*, ont affirmé, de leur côté, dimanche, l'épouse du dirigeant historique de l'ANC et le secrétaire général du Conseil des Eglises (SACC), le pasteur Franck Chikane. *« Il s'agit d'un simple stratagème pour semer la confusion »*, a ajouté ce dernier.

C'est au cours d'une conférence de presse réunie à la hâte, dimanche après-midi, au domicile de Winnie Mandela à Soweto, que le révérend Chikane a donné lecture d'un bref communiqué rédigé au nom de l'épouse de M. Mandela et de certaines organisations anti-apartheid. Selon ce communiqué, *« Cela* (le face-à-face Mandela-Botha) *est encore l'un de ces événements soigneusement orchestrés pour alimenter l'espoir des gens sans accéder à leurs exigences. »*

M. Chikane a déclaré que la famille Mandela et lui-même trouvaient *« hautement suspecte »* la rencontre Mandela-Botha et qu'ils hésitaient à la commenter *« jusqu'à ce que nous puissions voir M. Mandela et recueillir sa version »* des faits.

Quant à l'archevêque anglican du Cap et prix Nobel de la paix, Mgr Desmond Tutu,, il s'est déclaré *« surpris »* par la rencontre, mais il pense que Nelson Mandela avait *« plus à y gagner qu'à y perdre »*. En acceptant de se faire conduire chez M. Botha, le chef historique de l'ANC *« a fait la preuve que lui-même et l'organisation qu'il dirige sont fermement engagés en faveur d'une solution négociée »* de la crise sud-africaine, a dit le prélat.

Pour sa part, le gouvernement britannique a qualifié cet entretien de *« très positif »*, précisant que Londres avait été tenu informé de la visite de M. Mandela. A plusieurs reprises, Mme Margaret Thatcher avait dit que la libération du leader noir était une des conditions à son éventuelle venue en Afrique du Sud. – *(AFP.)*

Vingt-sept ans en prison

Nelson Mandela, le chef historique du Congrès national africain (ANC, interdit), qui a rencontré, pour la première fois, le président sud-africain Pieter Botha au Cap, est emprisonné depuis vingt-sept ans. Agé de près de soixante et onze ans, il a été arrêté en août 1962, condamné en 1964 à la prison à vie pour complot visant à renverser le régime et enfermé au bagne de Robben-Island.

Autorisé à voir son premier petit-fils en 1978, Mandela est transféré en 1982 au pénitencier de Pollsmoor (province du Cap), où ses conditions de détention sont assouplies. Il peut recevoir trente visites annuelles. Lors de son soixante-dixième anniversaire, le 18 juillet 1988, Mandela refuse la visite de six heures de toute sa famille accordée par les autorités, mais, quelques jours plus tard, il reçoit sa femme Winnie, sa fille Zinzi et trois de ses petits-enfants.

Depuis son transfert dans une villa attenante à la prison de Paarl, le 7 décembre 1988, Mandela bénéficie d'un droit de visite illimité que sa famille refuse. La veille de Noël 1988, Mandela a reçu la visite de quatre anciens coaccusés de 1964, encore emprisonnés, dont celle de Walter Sisulu. En juin dernier, son ancien compagnon de lutte, Govan Mbeki, libéré en 1987, lui a rendu visite.

SOUDAN : dix jours après le coup d'Etat

Les intentions du régime militaire envers la rébellion sudiste restent très floues

L'auteur du coup d'Etat du 30 juin à Khartoum, le général Omar Hassan el Béchir, a formé, dimanche 9 juillet, un gouvernement de hauts fonctionnaires et de technocrates, dont il a pris la tête. Composé de vingt et un ministres, il comprend notamment cinq militaires – dont le général Béchir – ainsi qu'un ancien ministre de l'ex-président Nemeiry, renversé en 1985 et réfugié, depuis, en Egypte.

KHARTOUM
de notre envoyé spécial

Près de dix jours après le coup d'Etat de Khartoum, la « révolution de la sauvegarde nationale » ne suscite toujours pas au Soudan l'enthousiasme populaire. Certes, rares sont ceux qui regrettent la chute de M. Sadek el Mahdi, mais la satisfaction est tempérée par la crainte de l'avenir. Les Soudanais ont la mémoire longue. Ils se souviennent du putsch précédent, celui du général Nemeiry en 1969 : les militaires s'accrochèrent pendant près de seize ans au pouvoir, non sans compromettre sérieusement la situation du pays.

Le régime de M. Sadek el Mahdi avait redonné le goût de la démocratie aux Soudanais, un peuple hautement politisé. Chaque matin, les habitants de Khartoum s'arrachaient les quelque dix quotidiens de toutes options politiques empilés sur les étals des vendeurs de journaux. Les kiosques, désormais tristement vides, n'offrent plus aux lecteurs que l'affligeante orthodoxie de l'organe des forces armées *al Quatt el Moussalaha*, qui véhicule la pensée militaire officielle. Une chape de plomb s'est également abattue sur la vie politique, jadis mouvementée.
Les partis, qualifiés par le nouveau régime de nids de tribalisme et de corruption, ont vu leurs bureaux fermés. Même chose pour ceux des organisations syndicales et professionnelles, qui représentaient la spécificité de la démocratie soudanaise.

Les nouveaux maîtres du pays, qui disposent de la télévision, rassurent le public. *« Ce n'est,* disent-ils, *qu'une situation provisoire ; bientôt vous aurez de nouvelles lois et tout rentrera dans l'ordre. »* En fait, c'est le tout-puissant conseil de la révolution qui décidera quels seront les journaux autorisés à paraître et dans quelles conditions. Quant aux partis, *« source de tous les malheurs du pays »*, ils resteront probablement interdits. Les unions syndicales, pour leur part, seront corsetées, et les associations professionnelles réglementées *« afin d'éviter la pagaille et l'anarchie »*. *« nous ne voulions pas cela,* gémit un intellectuel qui, jour et nuit, souhaitait la chute de M. Sadek el Mahdi. *Nous voulions bien son départ, mais pas l'enterrement du système démocratique. »*

Mais la démocratie au Soudan n'est-elle pas un luxe alors que la famine guette le pays, surtout dans le Sud, où plus de deux cent cinquante mille personnes sont mortes de privations et de maladie en 1988. *« Le mot de démocratie,* poursuit notre intellectuel, *a été galvaudé par les partis au pouvoir. Le petit peuple, en butte à une situation économique difficile – dans certains quartiers périphériques, le pain et le sucre étaient pratiquement introuvables, – ne pouvait être mobilisé autour du thème de la défense de la démocratie alors qu'il avait faim; une situation déplorable dont ont profité les militaires pour reprendre le pouvoir. »*

Lutte contre la corruption

Fort habilement, la télévision s'attarde longuement sur le thème populaire de la lutte contre la cherté de la vie, le marché noir et la corruption, menée tambour battant par le nouveau régime. Les premières mesures prises ont interdit les augmentationss abusives et le stockage spéculatif des denrées alimentaires. Les prix de certains produits alimentaires de base ont déjà considérablement baissé. Autant de mesures qui ont été accueillies favorablement par une population dont le niveau de vie a été laminé, sous le régime précédent, par une inflation galopante que les militaires estiment à environ 80 % par an.

La télévision montre des soldats en train d'examiner le contenu de certains dépôts clandestins, véritables cavernes d'Ali Baba, où étaient entassés, pêle-mêle, les produits qui font cruellement défaut aux Soudanais. Ces images font merveille. Il ne fait pas de doute que cette campagne de salubrité publique contribue à rehausser le prestige des militaires et à discréditer les profiteurs qui gravitaient autour de l'ancien régime. Une telle campagne et les menaces de sanctions – y compris la peine capitale – brandies contre les spéculateurs ne peuvent cependant suffire à résoudre une crise économique due avant tout à la poursuite d'une guerre ruineuse dans le Sud.

Le nouveau régime ne pourra consolider ses assises que s'il parvient à convaincre les Soudanais qu'il désire sincèrement mettre fin à ce conflit. Or, malgré les déclarations conciliantes faites jusqu'à présent à ce sujet par le général Béchir, de graves doutes persistent sur les intentions des militaires. Au cours de la conférence de presse qu'il a tenue, samedi soir 8 juillet, à l'intention des journalistes étrangers, le chef de la junte a nettement fait savoir qu'il considérait l'accord d'Addis-Abeba du 16 novembre dernier comme nul et non avenu. Pour lui, il ne s'agissait que d'un jeu politique conduit par d'anciens grands partis, l'Oumma (de M. Mahdi) et le Parti démocratique unioniste (PDU).

Il faudra donc, selon les militaires, repartir de zéro et *« négocier sans préconditions »*. Cela veut dire avant tout que la principale condition posée par le chef de la rébellion sudiste, le colonel Garang, à Addis-Abeba : la suspension de la charia, est inacceptable et doit être renégociée. Cela confirme les appréhensions de ceux qui affirment que les nouveaux maîtres du Soudan ne sont nullement disposés à abandonner la loi islamique. Certains vont même jusqu'à prétendre, sans pouvoir évidemment étayer leurs affirmations, que l'un des objectifs du coup d'Etat du 30 juin était de torpiller l'accord du 16 novembre et ses conséquences, en particulier la réunion du 4 juillet d'Addis-Abeba entre une délégation de Khartoum et l'APLS (Armée populaire de libération du Soudan). Cette rencontre visait à mettre au point les dispositions finales devant permettre la réunion, le 18 septembre, dans la capitale éthiopienne, d'une conférence constitutionnelle regroupant toutes les forces politiques du pays.

Le point de vue des islamistes

Ce projet est maintenant définitivement enterré. Le général Béchir s'est cependant montré optimiste, affirmant que tout sera négocié à Addis-Abeba avec le mouvement du colonel Garang, ajoutant : *« Nous, les militaires, combattons dans les forêts. C'est nous qui souffrons le plus de cette guerre. Nous sommes donc les mieux placés pour mettre fin au conflit. »* Il a admis néanmoins que l'APLS n'avait toujours pas répondu à son offre de négociations. Ceux qui connaissent bien le colonel Garang affirment qu'il y a peu de chance que ce dernier abandonne ces *« préconditions »*, notamment le gel de la charia.

« En somme, déclare un intellectuel, *c'est le point de vue de M. Hassan el Tourabi* [le leader du Front national islamique, actuellement en prison] *qui triomphe. Celui-ci s'était toujours opposé aux préconditions du colonel Garang et avait soutenu l'intangibilité de la charia. »* A ce propos, certains relèvent une « affinité islamique » entre la nouvelle junte et le FNI, aujourd'hui dissous. A l'appui de leurs dires, ils notent que le général Béchir, issu d'une famille proche des Frères musulmans, n'a jamais attaqué le FNI au cours des nombreuses déclarations qu'il a faites depuis le coup d'Etat, qu'il n'a pas mis en cause les banquiers islamiques, l'une des principales sources, pourtant, du désordre économique, et qu'il vient de recevoir l'appui chaleureux de l'Union des étudiants de l'université de Khartoum, totalement contrôlée par les militants du Front national islamique.

JEAN GUEYRAS.

ANGOLA

Washington envisage d'établir des relations diplomatiques avec Luanda

Le secrétaire d'Etat adjoint américain chargé des affaires africaines, M. Herman Cohen, a déclaré, dimanche 9 juillet à Windhoek, en Namibie, que Washington envisageait la possibilité d'établir des relations diplomatiques normales avec l'Angola. Washington s'est refusé, jusqu'à présent, à reconnaître le régime de Luanda – aux mains, depuis 1975, du Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA) – en raison du soutien américain au mouvement rebelle de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) et de la présence dans ce pays d'environ cinquante mille soldats cubains.

D'autre part, la commission tripartite de contrôle des accords de New-York sur l'Angola et la Namibie (Afrique du Sud, Angola et Cuba) a achevé, samedi 8 juillet, ses travaux de deux jours à Luanda, qualifiés de *« satisfaitants »* par le chef de la délégation sud-africaine, M. Neil Van-Heerden. *« La commission a atteint une phase de maturité et nous sommes plus à l'aise pour parler ouvertement et avec confiance de nos problèmes »*, a souligné ce dernier. Il a affirmé qu'il croyait que la Namibie accéderait à l'indépendance *« à la date prévue »*, soit le 1er avril. Le représentant spécial de l'ONU en Namibie, M. Maotti Ahtisaari, a déclaré, samedi, que le processus d'accession à l'indépendance de la Namibie continuait malgré des difficultés et que les élections législatives dans ce territoire, initialement prévues le 1er novembre, se dérouleraient le 6 novembre.

De son côté, M. Theo Ben Gurirab, secrétaire aux affaires étrangères de la SWAPO, qui s'exprimait au cours d'une réunion électorale près de Windhoek, a affirmé que les responsables des tortures qu'auraient subies des anciens prisonniers de ce mouvement indépendantiste auront à répondre de leurs actes devant la justice. La SWAPO avait libéré, le 25 mai, un groupe de 199 personnes que le mouvement détenait sous l'accusation d'espionnage au profit de l'Afrique du Sud. Leur porte-parole avait alors accusé leurs geôliers de les avoir torturées. – *(AFP.)*

SOMALIE : pour la première fois depuis vingt ans

Une délégation d'Amnesty International a étudié sur place la situation des droits de l'homme

Une délégation d'Amnesty International a évoqué la situation des droits de l'homme en Somalie avec le président somalien, M. Siad Barré, lors de sa visite dans ce pays, la première visite depuis vingt ans, a indiqué, samedi 8 juillet, un communiqué de l'organisation humanitaire. Le but de cette visite, qui a eu lieu du 24 juin au 2 juillet, était de rencontrer les principaux responsables somaliens pour établir de meilleures relations à l'avenir avec le régime de Mogadiscio. Les deux délégués n'ont pas demandé à visiter les prisons, ni à voyager dans le nord du pays, où les troupes gouvernementales affrontent les guérilleros du Mouvement national somalien (MNS).

En février, peu après le gel par le Congrès américain d'une aide de 55 millions de dollars de la Somalie, le premier ministre somalien avait annoncé à Washington qu'Amnesty International pouvait venir enquêter *« en toute liberté »*. Il avait aussi annoncé la libération sans condition de tous les prisonniers politiques somaliens.

Dans son communiqué, Amnesty International indique que sa délégation a évoqué la situation avec le président Siad Barré, avec le premier ministre, M. Mohamed Ali Samantar, ainsi qu'avec plusieurs autres membres du gouvernement.

Les deux hommes ont notamment évoqué l'amnistie nationale en vertu de laquelle la plupart des prisonniers politiques recensés par Amnesty ont déjà été libérés, dont cent dix en mai dernier, selon le gouvernement. Les délégués d'Amnesty ont aussi rappelé les accusations d'exécutions expéditives de civils par les troupes gouvernementales dans le nord du pays. – *(AFP.)*

Amériques

ARGENTINE : la prise de fonctions de M. Carlos Menem

Le président péroniste promet « sacrifice, travail et espoir »

BUENOS-AIRES
de notre correspondante

Le péroniste Carlos Menem est devenu, samedi 8 juillet, le quarante-sixième président d'une Argentine à bout de souffle. L'angoisse se lisait sur les visages des quelque cinquante mille Argentins venus ovationner leur nouveau *lider* sur la place du Congrès, où il a prononcé un long discours, puis sur la place de Mai, devant la Casa Rosada, où l'ex-président radical Raul Alfonsin a tout de même réalisé son rêve en remettant l'écharpe présidentielle à son successeur démocratiquement élu.

M. Alfonsin a bien dû remarquer – petite consolation – que, quand lui-même avait pris ses fonctions en décembre 1983, la même place et les rues adjacentes étaient noires de monde. Mais c'était un autre monde. Ils étaient pauvres, ceux de samedi, et ils venaient de ces quartiers périphériques où on survit de soupes populaires plus que de salaires, de plus en plus amaigris par la dépréciation monétaire. Ils étaient venus crier à celui en qui ils voient leur sauveur tout l'espoir qu'ils placent en lui. « *Eva* [Peron] *est de retour* », entendait-on à l'adresse de la première dame, Mme Zulema Menem, tout de blanc vêtue. Mais aussi : « *Le calvaire se termine* », à l'adresse du président sortant, qui a été sifflé et hué avant de se rendre dans sa ville natale de Chascomus, où l'attendaient ses amis.

C'est en grande partie à cette frange déshéritée de la population que s'est adressé le message de M. Menem devant le Congrès. Plusieurs fois, il a répété cette phrase biblique : « *Argentine, lève-toi et marche* », comme en écho au « *Suis-moi* » de sa campagne. Le petit avocat d'origine syro-libanaise de la Rioja, province pauvre du nord-ouest du pays, est bien conscient qu'il se trouve face à un défi écrasant. Personne ici, péroniste ou pas, ne doute qu'il représente la dernière chance d'une Argentine au bord du gouffre de la « tiers-mondisation ».

Après avoir dressé un bilan catastrophique de l'état du pays, « *détruit, dévasté, ravagé, en ruine* », il s'est assigné solennellement la mission de « *reconquérir la prospérité* ». Mais il a aussi, enfin, refusé la démagogie. La seule chose qu'il peut offrir à son peuple, pour l'instant, c'est « *le sacrifice, le travail et l'espoir* ». Il n'a pas caché qu'il faudra « *serrer les dents* » pour affronter « *l'austérité* ». Il a annoncé de nouvelles mesures économiques qui entrent en vigueur le 10 juillet *(voir encadré)*. Il a affirmé que la corruption et la fraude fiscale, principales causes de la débâcle actuelle, selon lui, seront désormais sévèrement punies.

Il a aussi insisté à plusieurs reprises sur un point qui semble lui tenir particulièrement à cœur : la nécessité de la réconciliation et de l'unité nationales entre « *adversaires politiques et sociaux* », mais aussi entre « *civils et militaires* » pour « *tourner la page du passé et cicatriser les blessures* ».

C'était une manière d'annoncer la prochaine amnistie des militaires accusés ou déjà condamnés pour des atteintes aux droits de l'homme sous la dictature (1976-1983), une mesure que les fortes pressions de l'armée laissaient prévoir. Et, comme pour parer, à l'avance, les attaques que certains secteurs ne vont pas manquer de lui adresser, il a rappelé les cinq années que lui-même a passées en prison sous cette même dictature et les tortures qu'il y a subies.

Dimanche, M. Carlos Menem a indiqué que l'idée d'une messe de réconciliation entre ex-guérilleros Montoneros et militaires lui paraissait bonne ; cela laisse à penser que l'amnistie sera générale.

« Pas magicien »

Le nouveau président a également tranquillisé les créanciers du pays : la dette extérieure sera aussi payée. Mais il n'a pas dit quand ni comment. Les Malouines ? Elles seront pacifiquement récupérées. M. Menem a annoncé son intention de reprendre dès que possible le dialogue avec la Grande-Bretagne, interrompu depuis la guerre de 1982. « *Nous souhaitons créer une situation qui nous permette de négocier en mettant la question de la souveraineté sous une cloche de verre* », a-t-il déclaré.

Une preuve de la volonté du nouveau président d'éviter le sectarisme et de tout faire pour obtenir l'unité nationale est l'incorporation à son gouvernement d'hommes de différents horizons politiques (1). « *Résoudre*, a-t-il dit, *les difficultés actuelles ne peut dépendre d'un seul homme, du caprice d'un parti.* » Il s'est écrié : « *Je ne suis pas sorcier, je ne suis pas magicien, je ne fais pas de miracles, seul je ne peux rien faire. Suivez-moi !* »

« Sans anesthésie »

Le premier des non-péronistes à entrer au gouvernement est le ministre de l'économie, M. Miguel Roig. Cet ingénieur de soixante-trois ans, à la retraite, a passé l'essentiel de sa carrière dans la principale multinationale argentine, Bunge y Born. Son plan – nommé plan B.B. – est inspiré du modèle du prix Nobel américain Lawrence Klein. Sa stratégie tient en deux étapes : la première pour freiner l'inflation ; la deuxième pour restructurer le secteur public. L'idée est peu différente de celle que M. Alfonsin a essayé d'appliquer, mais sans succès, en raison de l'opposition de la centrale syndicale péroniste CGT.

Le ministre de l'éducation et de la justice, M. Antonio Salona, pour sa part, vient du MID, une dissidence du radicalisme. Le ministre des affaires étrangères, M. Domingo Cavallo, est « sans étiquette » (2).

Le chef du petit Parti libéral (conservateur), M. Alvaro Alsogaray, a été nommé conseiller en économie. Sa fille, Maria-Julia, sera chargée de l'entreprise nationale des téléphones (ENTEL), susceptible d'être privatisée en priorité. Mme Amalita Fortabat, une des principales chefs d'entreprise du pays, a été nommée ambassadeur itinérant.

M. Menem a opté pour le pragmatisme en vue de faire subir à l'économie nationale une « *opération chirurgicale majeure et sans anesthésie* ». Il se dit prêt à en assumer le « *coût social* » et à faire payer les riches. Il risque de ne pas se faire que des amis. Mais il n'en a cure car il est convaincu que, « *pour l'Argentine, c'est maintenant ou jamais* ».

CATHERINE DERIVERY.

(1) Un *chiste* (blague) circule à Buenos-Aires : le SIDE (les renseignements généraux argentins) est en train d'enquêter sur l'infiltration péroniste dans le gouvernement.

(2) Les autres ministres péronistes sont MM. Eduardo Bauza (intérieur), Italo Luder (défense), Julio Corzo (santé et affaires sociales), Jorge Triaca (travail) et José R. Dromi (travaux et services publics).

Privatisation

BUENOS-AIRES
de notre correspondante

Le nouveau ministre de l'économie, M. Miguel Roig, a défini dimanche ce qu'est la « *révolution productive* », le slogan qui a été celui de M. Menem pendant la campagne électorale. Il a annoncé le lancement d'un « *plan de stabilisation et de croissance* » d'une « *inhabituelle sévérité* », mais qui épargnera au maximum les secteurs les plus défavorisés de la population.

Pour les réformes structurelles, le plan prévoit la privatisation de l'ensemble du secteur public, sauf les industries ou services relatifs à la sécurité ou à la défense. Les tarifs publics vont être beaucoup augmentés, mais de façon modulée. Pour illustrer l'idée « ménémiste » de « *faire payer les riches* », le ministre a cité l'exemple du gaz : la hausse des tarifs variera de 650 % pour les titulaires des plus hauts revenus à 50 % pour les plus pauvres.

A partir de septembre, la Banque centrale ne pourra plus financer le gouvernement fédéral ou les provinces : elle devra se consacrer uniquement à la défense de la monnaie. Une réforme fiscale est également en cours de définition. Toutes ces mesures, a dit M. Roig, seront soumises à l'approbation du Congrès, dominé par les péronistes.

C. D.

● COLOMBIE : la guérilla prête à un « dialogue de paix ». – Cinq des six principales organisations colombiennes de guérilla ont signé un texte proposant au gouvernement du président libéral Virgilio Barco l'ouverture de négociations directes, a annoncé, samedi 8 juillet, M. Fabio Etcheverri, membre d'une commission de notables ayant entamé le dialogue avec les rebelles. Les mouvements concernés, précise l'agence France-Presse de Bogota, sont, outre le M.19 (gauche nationaliste), qui avait déjà conclu un accord avec le gouvernement au début de cette année : les FARC, pro-soviétiques ; l'EPL, de filiation maoïste ; le mouvement Quintin Lame, indigéniste (proche du M.19), et le PRT, de mouvance trotskiste.

Europe

URSS

Tensions entre nationalistes et russophones en Moldavie

Un double rassemblement a mis face à face, dimanche 9 juillet à Kichinev, capitale de la Moldavie, les russophones du mouvement Interfront et les nationalistes de cette République du sud-ouest de l'URSS, à la frontière de la Roumanie, a annoncé la télévision soviétique.

Selon le commentateur, « *l'intervention des forces de l'ordre a permis d'éviter tout incident, mais l'atmosphère était tendue* ». Les images diffusées par la télévision montraient, d'un côté, des nationalistes portant des drapeaux tricolores et criant des slogans tels que « *La Moldavie aux Moldaves !* » et « *Les occupants dehors !* », de l'autre, un groupe agitant une grande banderole : « *Nous ne sommes pas vos invités, nous sommes chez nous !* »

Les résidents non moldaves se sentent menacés par les revendications des nationalistes. Depuis des mois, ceux-ci réunissent régulièrement des dizaines de milliers de personnes à Kichinev. Ils demandent notamment le droit de réutiliser leur langue d'origine, protestent contre la dégradation de l'environnement et accusent les autorités de la République de ne pas lutter suffisamment contre la corruption. – *(AFP, AP.)*

Les mystères de l'université de Moscou

M. Anatoli Loukianov, premier vice-président du Soviet suprême de l'URSS, a-t-il été un camarade d'université de M. Gorbatchev dans les années 50, ou en *fut-il aussi un censeur ? La question* se pose après la reproduction d'un article publié en 1953 par le bulletin de l'université de Moscou et dans lequel M. Loukianov critiquait l'actuel chef du parti pour l'insuffisance de son travail au sein de l'organisation de jeunesse (komsomol) des étudiants en droit de l'université, dont M. Gorbatchev était devenu l'un des responsables l'année précédente.

M. Loukianov dénonçait dans cet article des « *insuffisances sérieuses dans le fonctionement du bureau de la faculté de droit* », dont « *653 étudiants seulement sur 750 ont terminé leur trimestre avec des appréciations bien ou très bien* ». Il ajoutait : « *Le secteur du bureau en charge de ces problèmes (les camarades Gorbatchev et Serebriakov) n'accomplit quasiment pas son travail d'éducation : il se borne à recueillir des données et à faire des constatations.* »

La *Komsomolskaia Pravda*, qui reproduit cet article dans son numéro du 7 juillet, indique qu'elle a pris cette décision à la suite de nombreuses lettres de lecteurs demandant des précisions après les révélations faites par M. Roy Medvedev, l'historien ex-dissident – et maintenant député au Parlement soviétique – le mois dernier au Kremlin. En fait, M. Medvedev n'avait pas fait état dans son discours de cette critique de l'actuel numéro deux de l'Etat contre le numéro un, mais de leur étroite association.

Citant le bulletin *Université de Moscou* des années 1950-1955 (les années qu'y passa le jeune Gorbatchev), il relevait que le comité komsomol des étudiants en droit comportait à une date non précisée un « *secteur éducatif et d'enseignement* » dont le président était « *l'étudiant Loukianov* » et le vice-président « *l'étudiant Gorbatchev* ».

Le fait que M. Loukianov ait eu alors la préséance s'explique aisément, dans la mesure où il était d'un an plus âgé que son camarade et était entré à l'université deux ans avant lui. A peine son diplôme obtenu, en 1953, il commençait d'ailleurs une belle carrière comme consultant principal à la commission juridique du conseil des ministres à Moscou, *alors que le jeune* Micha Gorbatchev regagnait sa province de Stavropol.

En revanche, le vrai « politique » était le futur secrétaire général, qui avait adhéré au parti dès 1952, alors que M. Loukianov devait attendre jusqu'en 1955. Et la qualité de communiste imposait certaines obligations dans les derniers mois de la vie de Staline, marqués, avec l'« *affaire des médecins* », par une nouvelle crise de paranoïa dans la politique soviétique.

Un numéro introuvable

Le jeune Gorbatchev a-t-il dénoncé à cette époque les « *médecins assassins* », les « *cosmopolites* » et autres « *sionistes* » (presque tous les supposés comploteurs étaient juifs) qui leur auraient servi d'inspirateurs ? M. Dmitri Simes, un émigré soviétique travaillant aujourd'hui à Washington, et dont le père était alors professeur de droit à l'université de Moscou, assure que M. Gorbatchev a prononcé un discours en ce sens le 27 janvier 1953 et que ce texte a été intégralement *reproduit dans le Moskovski Komsomolets*, l'organe des komsomols de la capitale, dans son numéro du lendemain.

Malheureusement, ce numéro est introuvable. Un chercheur occidental qui en faisait la demande à la bibliothèque Lénine de Moscou s'est entendu répondre que la collection de ce petit journal pour ces années-là est « *en trop mauvais état* » pour être consultée. La journaliste britannique Nora Beloff, qui rapporte cette précision, s'est adressée en désespoir de cause à M. Roy Medvedev. On dira qu'il est peu important en fin de compte qu'un étudiant de vingt-deux ans ait commis ou non dans les conditions de l'époque un « péché de jeunesse » sans conséquence pour le sort de la perestroïka. Mais la curiosité des historiens est toujours légitime, surtout à l'heure de la glasnost.

MICHEL TATU.

Publication du premier plan « exact » de Moscou

Le premier plan exact de *Moscou depuis plus d'un demi-*siècle vient d'être publié en URSS, a annoncé dimanche 9 juillet l'agence *Tass*.

Toutes les cartes de la capitale soviétique publiées en URSS depuis le milieu des années 30, comme celles des *autres villes du pays, étaient* volontairement « *faussées* », a ajouté *Tass* en dénonçant la « *politique du secret* » appliquée en URSS pendant de nombreuses années.

Les *Izvestia*, le journal du gouvernement, avaient révélé en septembre de l'année dernière que les cartes de l'URSS accessibles au grand public avaient été délibérément falsifiées, sur ordre du KGB, depuis la fin des années 30, et jusqu'en 1988. – *(AFP.)*

● RECTIFICATIF. – Une erreur s'est glissée dans le compte rendu du colloque organisé la semaine dernière à Paris par l'Association des journalistes économiques et financiers (*le Monde* du 7 juillet). M. Valentin Pavlov, ministre soviétique des finances a déclaré : « *Pour des gens qui font des fusées, il faut du temps pour savoir fabriquer des savons* » et non... « *des avions* » comme il a été imprimé.

GRÈCE

Le gouvernement de M. Tzannétakis obtient la confiance du Parlement

Par 174 voix contre 124 et deux abstentions, le Parlement grec a accordé, dimanche 9 juillet, sa confiance au nouveau gouvernement de M. Tzannis Tzannétakis (Nouvelle Démocratie, conservateur) qui est soutenu par les communistes. Ce vote a eu lieu au terme de trois jours de débats houleux sur l'application de la loi sur la responsabilité des anciens ministres dans les divers scandales politico-financiers de ces derniers mois.

Plusieurs parlementaires de la Nouvelle Démocratie ont déposé des propositions écrites, relatives aux deux plus grosses « affaires ». Dans le « *scandale Koskotas* », du nom du financier accusé d'avoir détourné au moins 220 millions de dollars de la banque de Crète, ils mettent en cause M. Andréas Papandréou, chef du gouvernement socialiste sortant, M. Agamemnon Koutsoyorgas, ancien numéro deux du cabinet, et trois autres membres de celui-ci : MM. Georges Petsos (ordre public), Panayotis Rouméliotis (économie nationale) et Dimitri Tsovolas (finances).

La seconde proposition concerne M. Nikos Athanassopoulos, ex-vice ministre de l'économie nationale, impliqué dans une affaire de maïs yougoslave vendu comme un produit grec aux pays de la Communauté européenne. Ces initiatives de la Nouvelle Démocratie ont provoqué un tollé chez les socialistes du PASOK, furieux de voir mis en cause leur leader.

Concluant les débats, le nouveau premier ministre a lancé un appel à la réconciliation nationale. Il a invité les socialistes, aujourd'hui seuls dans l'opposition, à coopérer avec le gouvernement pour « *faire avancer la cause de la catharsis* ». « *Cette épuration sera effective*, a-t-il ajouté, *mais n'aura aucun caractère de vengeance* ». – *(AFP.)*

ITALIE : quarante-huitième crise...

M. Andreotti vers une sixième présidence du Conseil

ROME
de notre correspondant

Le quadrille continue, un nouveau champion entre dans la danse. Quarante-huit heures après que son collègue démocrate-chrétien, M. Ciriaco De Mita eut jeté l'éponge au quarante-huitième jour de la quarante-huitième crise italienne depuis la guerre, M. Giulio Andreotti, soixante-dix ans, le politicien catholique-conservateur le plus populaire de la péninsule, a reçu dimanche 9 juillet, du président Francesco Cossiga, mandat de former un nouveau gouvernement.

Selon la formule consacrée, et parce que personne, en Italie, n'est plus prudent, plus rusé et plus rompu que lui aux longues crises, le « *divin Giulio* », comme on l'appelle parfois, a « *réservé* » sa réponse. Il devait cependant ouvrir sa propre série de consultations mardi 11 juillet. Trois jours plus tard, il sera, au côté de M. Ciriaco De Mita – qui reste en charge des affaires courantes – au sommet des sept pays les plus riches à Paris.

« Belzébuth »

« *Personne ne pouvant penser que l'on puisse constituer un gouvernement en trois jours et demi* », comme il le dit lui-même, M. Andreotti sera à Paris en sa qualité de ministre sortant des affaires étrangères, poste qu'il occupe avec intelligence et sang-froid depuis... très longtemps.

« Vingt fois ministre, cinq fois déjà président du Conseil, celui que la presse surnomme aussi parfois « *Belzébuth* », sous prétexte qu'il tirerait toutes les ficelles de la politique italienne depuis des lustres, a toutes les chances de transformer le onzième mandat qui vient de lui être confié en une sixième présidence du conseil des ministres. Non que l'obstacle qui a officiellement fait échouer M. De Mita ait disparu – les socialistes exigent toujours que républicains et libéraux rompent leur alliance avec les radicaux de M. Pannella, – mais chacun sait à Rome que ledit obstacle n'était en réalité que « *prétexte* ».

C'est en tout cas ce qu'écrivait le week-end dernier le directeur de la *Repubblica*, ajoutant qu'en définitive c'est d'abord contre la personne de M. De Mita que le chef des socialistes, M. Bettino Craxi, « *avait mis son veto* ». Situé à la gauche de la démocratie chrétienne, M. De Mita a toujours été suspecté par M. Craxi de *faire les* yeux un peu trop doux aux rivaux de ce dernier, les communistes. M. Andreotti, s'appuyant sur une clientèle largement différente, entretient d'excellents rapports avec le bouillant « *Pharaon* » socialiste.

Sera-ce suffisant pour autoriser la reconstitution de la coalition à cinq partis ? Réponse, au mieux, dans une semaine...

PATRICE CLAUDE.

RFA

Manifestation contre l'extrême droite à Berlin-Ouest : trente-deux policiers blessés

Trente-deux policiers ont été blessés et treize personnes interpellées au cours d'échauffourées samedi 8 juillet, à Berlin-Ouest, entre forces de l'ordre et manifestants.

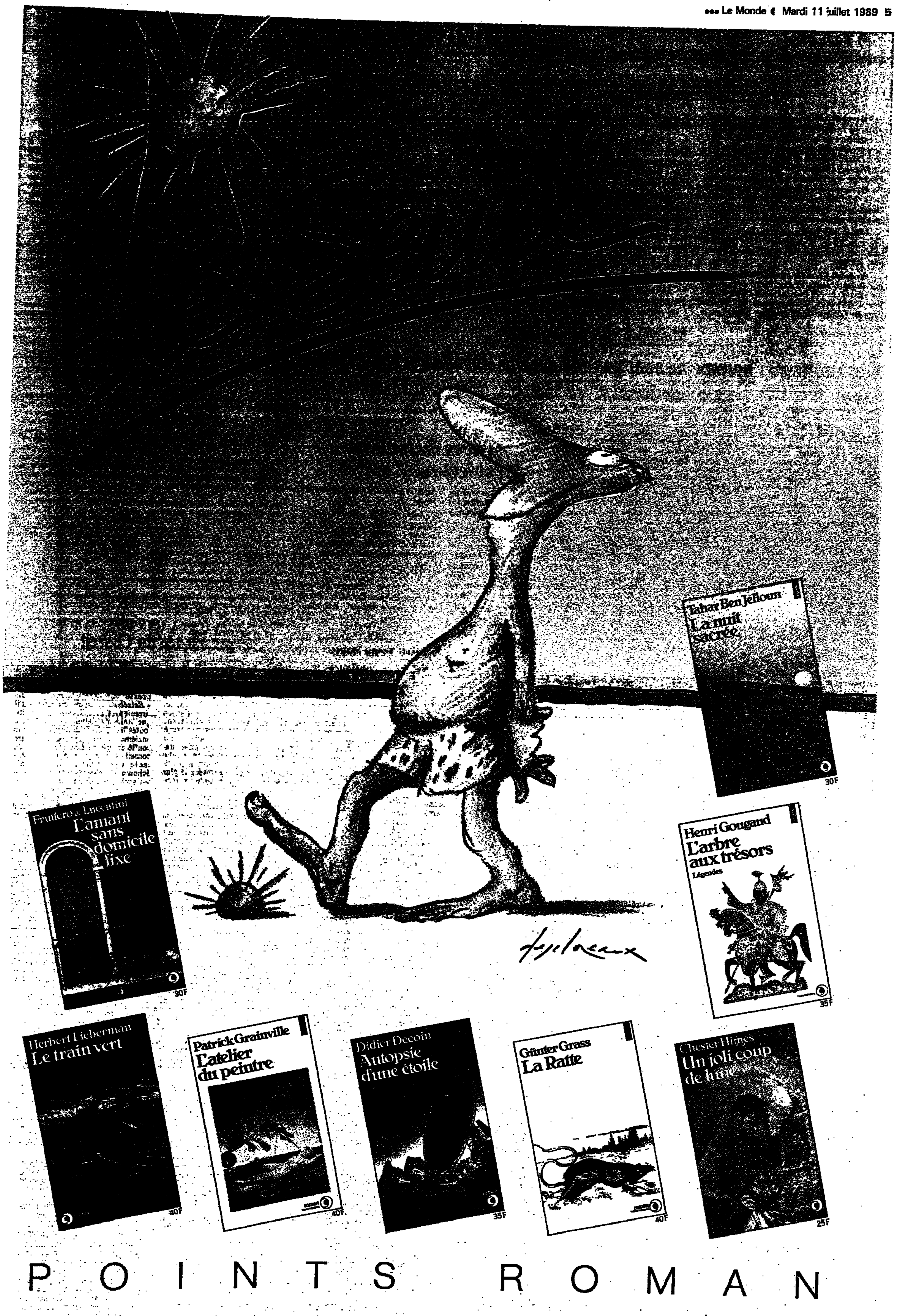
Les incidents ont éclaté à la fin d'une manifestation, jusque-là pacifique, qui avait rassemblé plus de trois mille personnes protestant contre « *le fascisme, le racisme et le sexisme* », à l'appel des Jeunes socialistes (« *Jusos* »), *de la Liste* alternative (écolo-pacifistes) et des syndicats. Les manifestants voulaient ainsi marquer leur désaccord avec la tenue à Berlin-Ouest d'un congrès régional du Parti républicain (extrême droite).

Quelque mille cinq cents policiers avaient été mobilisés pour endiguer les débordements d'un groupe de quatre cents personnes environ, dont certaines étaient masquées de cagoules noires. Les forces de l'ordre ont été accueillies par des jets de pierres et de bouteilles. Plusieurs magasins ont été pillés et incendiés.

Les incidents de samedi n'ont toutefois pas atteint l'ampleur de ceux du 1er mai dernier, survenus à la fin d'une manifestation organisée par les mêmes associations. Trois cent trente-cinq policiers avaient alors été blessés par des « autonomes » ; le bilan des dégâts s'était élevé à plusieurs millions de deutschemarks. – *(AFP.)*

Avec Le Monde sur Minitel
CESTI – ESSEC
ESC Marseille et Montpellier
GRANDES ÉCOLES
36.15 LEMONDE

هكذا من الأصل



Diplomatie

La préparation des cérémonies du Bicentenaire

Les chefs d'Etat et de gouvernement invités à participer aux cérémonies du Bicentenaire de la Révolution – c'est-à-dire les représentants des pays les plus industrialisés, ainsi que des représentants de pays d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie et d'Europe – arriveront à Paris dans la journée du mercredi 12 juillet et la matinée du jeudi 13, hormis Mme Corazon Aquino, attendue dès mardi pour une visite officielle préalable aux festivités du Bicentenaire.

Outre les contacts bilatéraux qu'ils pourront avoir, le programme des cérémonies pour l'ensemble de ces dirigeants étrangers prévoit :

● *Jeudi 13 juillet* : une cérémonie sur le parvis des Libertés et des Droits de l'homme au Trocadéro (12 heures), suivie d'un déjeuner à l'Elysée; l'inauguration de l'Opéra Bastille (19 heures) et un dîner offert par le président de la République au Musée d'Orsay.

● *Vendredi 14 juillet* : le défilé des Champs-Elysées (10 heures), suivi d'une réception au Quai d'Orsay et d'un déjeuner offert par le président de la République à *l'hôtel* de Lassay.

Les cérémonies officielles du Bicentenaire s'arrêtent là. Le groupe des invités se sépare et le sommet des sept pays les plus industrialisés commence, vendredi 14 juillet vers 16 heures, à la *pyramide* du Louvre pour les chefs des délégations, avenue Kléber pour les ministres des affaires étrangères *et* à Bercy *pour* les *ministres* des finances.

Le vendredi soir, les chefs d'Etat et de gouvernement participant au sommet des Sept dînent en présence du président de la République à l'Hôtel de la Marine, place de la Concorde. M. et Mme Rocard, de leur côté, reçoivent à dîner les autres invités du Bicentenaire avec leurs conjoints ainsi que les conjoints des sept Grands. Tout le monde devrait se retrouver vers 22 heures place de la Concorde pour assister au spectacle de Jean-Paul Goude, la *Marseillaise*.

Le sommet des sept se poursuivra samedi 15 et dimanche 16 juillet entre la pyramide du Louvre et l'Arche de la Défense et s'achèvera dimanche par un dîner à l'Elysée.

Les « sherpas », qui ont pour tâche de préparer cette réunion des Sept, ont mis vendredi dernier la dernière main à l'ordre du jour, dominé par les dossiers de l'environnement et de la dette. Le projet de communiqué final, dans l'état d'avancement où il était en fin de semaine dernière, ne semble pas satisfaire les Britanniques.

Mauvaise humeur britannique

Les droits de l'homme ne sont pas nés avec la Révolution française...

LONDRES
de notre correspondant

Les Britanniques n'apprécient pas du tout le projet de la déclaration rédigée par les Français, laquelle devrait être rendue publique le 15 juillet lors du sommet des sept pays les plus industrialisés du monde. Londres bat le rappel des autres participants pour qu'ils fassent également pression sur Paris. Le Foreign Office considère, selon le *Sunday Telegraph*, que ce texte est *« irréaliste »*, dans la mesure où il proclame des droits que les sept Etats concernés sont bien incapables de faire respecter.

Parmi ceux-ci figurent, selon le journal dominical conservateur, le droit au *développement* économique, à un environnement propre et aussi, apparemment, ce qui a beaucoup intrigué les Britanniques, à la protection du *« patrimoine génétique »*. On n'aime pas beaucoup ici les déclarations abstraites ou grandioses et on préférerait que les Sept se bornent à réaffirmer les droits politiques traditionnels concernant la liberté d'expression et de circulation des personnes, un domaine qui est du ressort des Etats.

La mauvaise humeur britannique est également provoquée par la formulation de cette déclaration, qui laisserait entendre que les droits de l'homme ont commencé avec la Révolution française. Les diplomates de Sa Gracieuse Majesté rappellent à cette occasion que la Grande Charte de 1215, qui imposait des limites au pouvoir royal, et surtout la Déclaration des droits de 1689, qui a créé la monarchie constitutionnelle britannique, ont quelque antériorité sur les textes révolutionnaires. Mme Thatcher avait elle-même répondu récemment aux Communes à ses détracteurs qui lui reprochaient de rater la prochaine révolution européenne : *« Nous avons mis assez de temps pour nous débarrasser des effets de la Révolution française pour ne pas en souhaiter une autre ! »*

Londres s'inquiète également des projets prêtés à M. Mitterrand en ce qui concerne la remise de la dette du tiers-monde. La Grande-Bretagne a elle-même annulé la dette publique des pays les plus pauvres d'Afrique, mais elle ne veut pas être entraînée dans une action collective, et surtout elle estime qu'elle n'a pas à dicter leur conduite aux banques privées.

Les festivités du Bicentenaire sont abondamment annoncées dans la presse, sur le ton railleur qu'on emploie volontiers ici pour tout ce qui concerne les fastes républicains. D'innombrables articles historiques sont *consacrés à la guillotine, qui est* de loin ce que les Britanniques connaissent le mieux à propos de la Révolution française. Faire coïncider le sommet des Sept et les fêtes du Bicentenaire n'était décidément pas une *bonne idée*, en tout cas vu de Londres.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Trente-deux chefs d'Etat et de gouvernement invités

Voici la liste des trente-deux chefs d'Etat et de gouvernement *qui seront présents aux cérémonies* du Bicentenaire :

Afrique. – Côte-d'Ivoire : Félix Houphouët-Boigny; Djibouti : Hassan Gouled-Aptidon; Egypte : Hosni Moubarak; Gabon : Omar Bongo; Madagascar : Dider Ratsiraka; Niger : Ali Saibou; Ouganda : Yoweri Kaguta Museveni; Sénégal : Abdou Diouf; Togo : Gnassingbe *Eyadema; Zimbabwe : Robert* Mugabe; Cameroun : Paul Biya; Mali : Moussa Traoré.

Amérique. – Brésil : José Sarney; Canada : Martin Brian Mulroney; Etats-Unis : George Bush; Mexique : Salinas de Gortari; Uruguay : Julio Maria Sanguinetti; Venezuela : Carlos Andres Perez.

Asie. – Inde : Rajiv Gandhi; Japon : Sosuke Uno; Pakistan : Benazir Bhutto; Philippines : Corazon Aquino; Bangladesh : Houssain-Mohannad Ershad.

Europe. – *RFA : Helmut* Kohl; Grèce : Christos Sartzetakis; Irlande : Patrick Hillery; Italie : Ciriaco De Mita; Portugal : Mario Soarès; Royaume-Uni : Margaret Thatcher; Chypre ; Georges Vassiliou.

Le secrétaire général des Nations unies : *Javier Perez de* Cuellar.

Le président de la Commission des Communautés européennes : Jacques Delors.

La médiation arabe sur la question libanaise piétine

Beyrouth *(AFP)*. – L'envoyé spécial arabe au Liban, M. Lakhdar Ibrahimi, a quitté Beyrouth, dimanche 9 juillet, pour Damas, sans avoir réussi en quatre jours à concilier les exigences du camp chrétien et des *alliés de Damas*. Par ailleurs, neuf personnes ont été tuées et onze blessées dans la banlieue sud de Beyrouth, sous contrôle syrien, dans de nouveaux affrontements entre les milices chiites Amal (prosyrien) et Hezbollah (pro-iranien), au moment où *leurs dirigeants se trouvent* à Téhéran.

En quatre jours d'entretien au Liban, M. Ibrahimi a, une nouvelle fois, été confronté à l'intransigeance des protagonistes qui a empêché tout accord aussi bien dans les domaines militaire que politique. Il n'a obtenu l'annonce ni d'un cessez-le-feu global, ni la levée du blocus *maritime imposé* par la Syrie et ses alliés au *« pays chrétien »*, tenu par le général Michel Aoun, chef d'un gouvernement de militaires. Dans le même temps, les députés du camp chrétien ont refusé la proposition d'une réunion du Parlement hors du Liban avant l'arrêt des combats et la levée totale du blocus.

« Pas de levée du blocus maritime sans l'engagement du général Aoun d'accepter des observateurs arabes contrôlant tous les navires, pour empêcher les fournitures de matériel militaire à son armée », a, de son côté, souligné le ministre de l'intérieur du gouvernement soutenu par la Syrie, M. Abdallah Racy.

Le triumvirat de chefs d'Etat arabes (Maroc, Algérie, Arabie saoudite), dont M. Ibrahimi est l'envoyé spécial, avait estimé *« impératifs »* le 28 juin l'arrêt des hostilités et la levée des blocus pour permettre une réunion, hors du Liban, des parlementaires chargés d'élaborer un document d'entente nationale.

Les combats y ont repris avec violence dans l'après-midi entre miliciens rivaux d'Amal et du Hezbollah, faisant au moins neuf tués et six blessés dans *les* quartiers chiites au sud de Beyrouth.

La fin de la réunion de Bucarest

Un accord sur le désarmement conventionnel est possible en 1990

estiment les pays du pacte de Varsovie

Le communiqué adopté samedi 8 juillet par les dirigeants du pacte de Varsovie réunis à Bucarest porte essentiellement sur les questions de désarmement. Les représentants des pays socialistes saluent les propositions américaines sur le désarmement conventionnel présentées devant le sommet de l'OTAN fin mai à Bruxelles. Ils *« attendent que ces propositions soient détaillées et présentées dans les meilleurs délais à Vienne »*. La deuxième session des négociations de Vienne doit s'achever le 13 juillet ; leur reprise est prévue pour le 9 septembre. *« La situation actuelle permet de réaliser les premiers accords au cours de l'année 1990 »*, dit le texte de Bucarest.

Le communiqué du pacte de Varsovie dénonce en revanche la dissuasion nucléaire comme un *« anachronisme »* et reprend les propositions faites à Strasbourg par M. Gorbatchev. Dans un entretien qu'il a accordé à la télévision soviétique, M. Gorbatchev a estimé que l'organisation devait devenir davantage une organisation politique et moins une organisation militaire : *« La vie change, et l'organisation va certainement changer elle-même (...). D'abord, cette union militaro-politique se transformera en politico-militaire. Peut-être viendra un temps où la nécessité de son existence disparaîtra »*, a estimé le numéro un soviétique. *« Mais c'est l'affaire de l'avenir. Pour le moment, cette organisation fonctionne bien »*, a ajouté M. Gorbatchev.

La rencontre qui a eu lieu en marge du sommet entre M. Ceausescu et le nouveau chef du PC hongrois, M. Nyers, n'a pas permis d'aplanir les différends entre les deux pays. M. Honecker, souffrant, avait regagné Berlin-Est samedi matin. *Il* était *remplacé* lors de *la* rencontre en comité restreint consacrée aux questions politiques par M. Willy Stoph, le chef du gouvernement est-allemand. – *(AFP, Reuter.)*

Ce qui restera demain de l'actualité est aujourd'hui dans Jeune Afrique Plus

Un événement dans la presse.
Un événement qui se renouvellera
tous les 2 mois :
la parution de Jeune Afrique Plus.
Sous une présentation très soignée, éclairée
de photos superbes, Jeune Afrique Plus
est un "journal longue durée".
Par rapport à l'actualité de l'Afrique et du monde,
il va plus en profondeur, prend plus de recul,
apporte une vue plus large
sur les phénomènes de culture,
de société, d'économie, de politique.
Des faits passionnants aujourd'hui,
des références pour demain.

JEUNE AFRIQUE PLUS

LE N°1 EST PARU.
DECOUVREZ-LE VITE !

UN APERÇU
DU SOMMAIRE :

● **QUI AVANCE ET QUI RECULE EN AFRIQUE :** une étude sans précédent, passant au crible les performances de tous les pays africains depuis les indépendances. Dans ce palmarès sans concessions, les gagnants ne sont pas toujours ceux que l'on croit.

● **YAMOUSSOUKRO :** un voyage en images exclusives au cœur de la Basilique, la réalisation grandiose et controversée d'Houphouët.

● **QUELLE PLACE POUR LES ISLAMISTES AU MAGHREB :** *la Tunisie* vient de leur donner droit de cité. L'Algérie et le Maroc vont-ils suivre ?

● **UN GÉO-PORTRAIT : LE CAMEROUN,** fort et fragile de sa diversité.

● **LA LONGUE MARCHE DU CINÉMA MAGHRÉBIN.**

● **LUMUMBA :** les premiers combats d'un leader nationaliste.

● **LA VIE SEXUELLE DE GANDHI :** les secrets de l'indomptable énergie du Mahatma.

● **LA RÉVOLUTION DE 1789 ET LES NOIRS.**

La visite du président américain en Pologne

M. Bush veut aider une Europe « réconciliée, entière et libre »

(Suite de la première page.)

George Bush avait alors manifesté plus clairement qu'aucun autre responsable occidental avant lui sa sympathie pour le mouvement de Lech Walesa.

Les préoccupations électorales du candidat d'alors n'expliquaient pas tout : M. Bush semble nourrir des sentiments sincèrement chaleureux à l'égard de la Pologne, et en particulier à l'égard de ceux qui tentent de la raccrocher au train de la démocratie et du développement économique. Au sein de son équipe, l'avenir de l'Europe orientale est d'ailleurs un sujet d'intérêt majeur, l'un des domaines auquel on a le plus réfléchi, celui peut-être qui suscite le plus d'espoirs. *« La guerre froide a commencé en Europe de l'Est et, si elle doit finir, c'est là qu'elle finira »*, avait déclaré en avril M. Bush, dans le premier de ses grands discours de politique *étrangère, prononcé précisément* devant des Polono-Américains.

Aide économique concertée

A priori M. Bush aborde cette visite avec beaucoup d'atouts dans sa main. Il est à peu près certain d'être bien reçu, par la population *bien sûr, mais aussi par les officiels*. Sa venue est d'autant plus appréciée que le chancelier Kohl a, lui, cru bon de remettre sa visite, et cela au moment où en Allemagne des accents fort désagréables pour des oreilles polonaises se font à nouveau *entendre*.

Il peut aussi s'appuyer sur l'héritage d'une politique américaine qui à l'égard de la Pologne a *été* marquée par une solide constance. M. Reagan avait pris rapidement d'énergiques sanctions après l'imposition de l'état de siège en décembre 1981 et n'avait pas ménagé ses critiques à l'adresse du général Jaruzelski, tandis *que le Congrès et* surtout les syndicats américains soutenaient concrètement la lutte clandestine de Solidarité. Mais dès que l'homme du 13 décembre eut relâché ses prisonniers politiques, les Etats-Unis relâchèrent à leur tour leur pression et, dans *la* propagande de Varsovie, perdirent progressivement leur rôle de bouc émissaire pour tous les maux de l'économie polonaise.

M. Bush, lui-même, avait salué la relégalisation de Solidarité en avril dernier par l'annonce de diverses mesures susceptibles de favoriser (modestement) les exportations polonaises. Mais il faudrait bien autre chose pour insuffler un réel ballon d'oxygène à une économie pantelante, beaucoup plus que Washington ne semble prête à donner. *Des conseillers de Solidarité* avaient lancé le chiffre de 10 milliards de dollars (la Pologne a 39 milliards de dettes), et M. Bush a fait comprendre que ce chiffre, dans l'immédiat, n'était pas très réaliste. Mais le président américain est décidé à profiter du sommet de Paris, à la fin de la semaine, pour demander aux six autres grands *pays industrialisés de lancer* une action coordonnée d'envergure pour favoriser des investissements en Pologne. L'idée d'un tel « consortium » revient à M. Zbigniew Brzezinski, ancien chef du conseil de sécurité du président Carter (à *l'époque fort redouté par les officiels* polonais), qui a contribué à la préparation du voyage de M. Bush.

Payer pour le spectacle

De bonnes intentions, et même l'ébauche de projets plus précis ne suffiront pas forcément à convaincre les Polonais *que les Américains ont* vraiment pris la mesure de l'enjeu et de leur responsabilité, à un moment que M. Bush lui-même qualifie d'*« historique »*. L'économie polonaise est rongée par l'inflation, le découragement guette, et le fait d'avoir pu voter *librement* ce printemps ne suffit pas à compenser les frustrations d'une population trop longtemps éprouvée. S'il veut apparaître comme un rayon d'espoir, M. Bush ne doit pas se contenter de belles paroles ni même de quelques petits cadeaux *sonnants* et trébuchants : à lui de trouver le bon dosage, les mots et les gestes qui touchent pour que ce voyage soit vraiment un succès.

Signe des temps, ses rencontres sont à peu près également partagées entre les représentants du pouvoir et ceux de l'opposition, qui devaient se retrouver ensemble à un déjeuner donné lundi par la partie américaine. A la Diète, où M. Bush devait *ensuite prononcer* un *discours*, Solidarité sera aussi présente en force, puisqu'elle a gagné la quasi-totalité des sièges pour lesquels un choix réel était offert. Et mardi, après avoir déjeuné avec M. Lech Walesa et salué la mémoire des victimes des répressions passées, c'est directement de Gdansk qu'il quittera la Pologne pour sa prochaine étape, Budapest, avant de *rejoindre ensuite* Paris.

Que les autorités polonaises acceptent un tel programme de visite témoigne de leur étonnante *« bonne volonté »*, ou si l'on préfère, de leur incapacité à imposer autre chose. *Se souvient-on* encore qu'en 1972, Richard Nixon, en visite à Varsovie, s'était vu opposer un refus catégorique à ses demandes insistantes de rencontre avec le cardinal Wyszynski, et qu'en 1977 encore, en pleine détente, seule l'épouse du président Carter avait trouvé le moyen de rendre une brève visite à celui qui faisait alors figure de symbole de la Pologne *« non communiste »* ? A l'époque, le programme et l'itinéraire suivis par l'hôte d'outre-Atlantique étaient tenus secrets dans l'espoir – vain – d'éviter des attroupements trop enthousiastes. Aujourd'hui, on peut trouver toutes les informations requises en lisant le quotidien de Solidarité, *Gazeta*, publié sur les presses officielles...

M. Bush lui-même est en mesure de constater l'incroyable *« différence »*, l'espèce de renoncement auquel a consenti *in extremis* un pouvoir d'essence totalitaire qui n'avait plus les moyens d'être lui-même. En septembre 1987, le général Jaruzelski lui expliquait encore avec assurance que Solidarité était une *« organisation morte »*. Et Lech Walesa en personne estimait hautement improbable et pas forcément souhaitable que son mouvement soit relégalisé.

La roue tourne et M. Bush sait bien que le mécanisme qui la meut obéit à des impulsions venues de l'intérieur et non de l'extérieur. *« La Pologne est en train de faire sa propre histoire et l'Amérique – et le monde – regarde »*, a-t-il déclaré à son arrivée. Combien faut-il payer pour que le spectacle puisse continuer ?

JAN KRAUZE.

هكذا من الأصل

Asie

CHINE

« Deng Xiaoping est pire que Mao ou Pinochet »

déclarent au « Monde » deux dissidents chinois

(Suite de la première page.)

» *Ces gens sont aussi cruels parce qu'ils sont dans une impasse. Deng pense :* « Après moi, le déluge ! » *Il croit que, comme la libéralisation a été inventée par les étudiants et les intellectuels, il faut tuer un par un ces porteurs des idées de liberté et de démocratie. Il est prêt à en tuer deux cent mille. Mais nous croyons que, plus il y aura de morts, plus il y en aura qui se lèveront. Ces morts sont un drame pour la Chine.* »

« Deux cent mille morts pour vingt ans de paix »

M. Wu'er — qui demande que l'on cesse de l'appeler de son nom chinois et qu'on lui donne son nom ouigour de Uerkesh Daolet (il est originaire du Xinjiang) — a une vingtaine d'années. Charmant, volubile et souriant dans son T-shirt noir, il veut porter témoignage sur les massacres. Il a quitté Tiananmen « *vers 4 heures du matin. J'ai vu l'armée arriver sur la partie nord de la place avec des fusils et décimer, rangée après rangée, les étudiants ; une dizaine tombaient à chaque fois. Après, je suis parti et les blindés ont écrasé les étudiants. Dans un seul secteur, il y a eu deux cents victimes ; le chiffre le plus prudent est de deux mille morts sur la place.*

— Pourquoi le régime a-t-il tant attendu avant d'intervenir ?

M. Wu'er Kaixi : « *Au début, je ne croyais pas à la répression. Jusqu'au 19 mai, date à laquelle on nous a demandé de nous disperser, laissant entendre qu'il pourrait y avoir de véritables massacres,* « *en tuer deux cent* » *mille pour avoir la paix pen*» *dant vingt ans* ». *Ils avaient besoin de temps pour s'organiser, rassembler leurs troupes. Il y a eu aussi de violents affrontements au sein du parti. Deng Li Yang* [MM. Deng Xiaoping, Li Peng et Yang Shangkun, respectivement président de la commission militaire du PCC, premier ministre et chef de l'Etat] *sont responsables de cette répression. Je ne sais qui en a eu l'idée, mais celui qui décide en dernier ressort, c'est Deng. C'est le parti des vieillards qui l'a emporté.* »

M. Yan Jiaqi : « *Deng devrait être jugé publiquement. Il faut ériger place Tiananmen une immense statue de la démocratie fustigeant deux personnes, dont une serait Deng, afin qu'il laisse une odeur puante pendant dix mille ans,* dit-il en éclatant de rire. *Elle ferait pendant au mausolée de Mao, afin que le peuple se souvienne. Ce procès aura certainement lieu, avant ou après sa mort. L'histoire le jugera.*

» *Ces massacres ont renforcé le sentiment démocratique des Chinois. Auparavant, on critiquait le parti pour ses excès de centralisme. Depuis, les gens critiquent carrément le système. Celui-ci s'est dépouillé de ses oripeaux et apparaît comme un pouvoir impérial. Il* [Deng] *se comporte comme un empereur. Le peuple tout entier le sait. Ce n'est pas parce que nous sommes à l'étranger que nous l'accusons d'être un dictateur. Au sein du mouvement étudiant, on criait déjà* « A bas Deng Xiaoping ! ».

M. Wu'er Kaixi : « *Nous n'avions pas le droit d'ouvrir la bouche. Tout ce que nous demandions, c'était de dialoguer. En parlant, on pouvait résoudre les problèmes. Nous comptions même quitter la place un par un dans la nuit du 4 juin. (...) Nous ne pensions pas du tout renverser le parti. Encore moins qu'il se retire de la scène de lui-même, bien que ce soit nécessaire. Il n'est pas possible qu'il change en un seul jour. Notre mouvement voulait la démocratie, comme beaucoup de gens.*

L'échec du socialisme

» *Notre système est vieux de quarante ans. C'est celui du monopole d'un parti. Si nous, quelques centaines de milliers d'étudiants, étions parvenus à faire pacifiquement une brèche dans ce monopole, cela aurait déjà été beaucoup. (...) Nous sommes aussi contre la corruption, le bureaucratisme, l'absolutisme et pour la liberté de la presse. Les étudiants ne sont pas des fauteurs de troubles.* »

Le professeur Yan voit dans le retard politique de la Chine une origine historique : « *Les changements politiques en Chine ont été causés par des guerres paysannes. La victoire du PCC sur le Kouomintang a été principalement celle d'un soulèvement paysan, comme ceux qui renversaient les dynasties. Cette fois, le mouvement du PCC a renversé la dynastie de Tchiang Kaï-chek, fondant une nouvelle dynastie, celle de Mao et de Deng. C'est la première fois qu'un soulèvement urbain se produit en Chine depuis la libération en 1949, au moment où la France fête le Bicentenaire de sa Révolution. Il y a eu une forte influence française dans cette opposition populaire, pacifique et non violente au pouvoir.*

— Le communisme est-il mort, comme on l'entend dire ?

M. Wu'er Kaixi : « *Certains le disent. Je pense qu'il y a deux grandes tendances dans le monde, le capitalisme et le socialisme, avec la Chine, l'URSS et l'Europe de l'Est. Aujourd'hui, le socialisme est à un stade où il doit se transformer. La Russie est en train de changer. Je considère que l'échec du socialisme est le phénomène le plus important du vingtième siècle. Cela ne veut pas dire qu'il faille suivre le capitalisme, mais créer de toutes pièces un gouvernement démocratique. Comme il n'existe pas de base pour ce faire, il faut commencer par la réforme économique. Mais on doit principalement compter sur le processus politique.* »

M. Yan Jiaqi : « *Les formules de Lénine, Staline, Mao et Deng ont échoué parce qu'elles nient que le droit d'être consulté soit un droit des citoyens. Pour entrer dans le vingt et unième siècle, il faut que le peuple ait le droit de choisir son gouvernement. Ce qui différencie Lénine et Staline de Mao et Deng, c'est que ces derniers se sont auto-proclamés.* »

Le mépris de M. Li Peng

Tous deux estiment que le rôle des intellectuels et des étudiants est déterminant dans l'évolution de leur pays. M. Wu'er pense qu'« *ils ont une importance certaine pour faire progresser les idées. Il faut que le PCC, qui est de nature paysanne, s'intellectualise. (...) Les étudiants sont la force motrice du peuple* ». Ils ont réussi à mobiliser 1,1 milliard de Chinois, y compris les ouvriers, même si ceux-ci « *n'ont pas une idée très claire de la démocratie* », et les Chinois d'outre-mer. Mais il dément les accusations de manipulation de son mouvement, de l'intérieur comme de l'étranger.

Le jeune dirigeant étudiant repousse aussi toute idée de terrorisme, de recours à la force : « *Je ne peux pas dire qu'en Chine il n'y ait personne qui soit en faveur d'y recourir. Ceux qui ont l'esprit un peu plus clair comprennent que si on utilise la force, on court au massacre. Il faut garder la tête froide pour diriger ces mouvements. Personnellement, je pense qu'à l'avenir il faut s'opposer à une politique de violence.* »

Il conserve un faible pour Hu Yaobang, le secrétaire général du PCC révoqué par M. Deng au lendemain des premières manifestations étudiantes de décembre 1986 et dont la mort, le 15 avril dernier, fut le détonateur des premiers défilés. De même pour son successeur Zhao Ziyang, limogé le mois dernier après avoir été accusé de soutenir la « *contre-révolution* ». « *Zhao était un partisan très actif de l'ouverture et des réformes économiques. Il soutenait aussi, dans une certaine mesure, notre mouvement, et il pensait que nos revendications étaient justifiées. Il n'a pas pu nous protéger parce que sa propre position était menacée (...). Quand il est venu nous parler le 19 mai, il nous a laissé entendre très clairement que la loi martiale allait être imposée. Elle le fut la nuit suivante.* »

M. Yan ajoute : « *Il était contre la répression et il n'a pas voulu participer à la décision* (de proclamer la loi martiale). *Il était très malheureux* » quand il vint voir, pour la dernière fois, les étudiants, les larmes aux yeux. En revanche, tous deux n'ont que haine et mépris pour M. Li Peng. M. Wu'er affirme qu'il « *a refusé tout dialogue. Quand il nous a rencontrés à 4 heures du matin et le lendemain, la loi martiale était proclamée. Il m'a engueulé d'un ton méprisant et sévère* ».

Les deux dissidents ne donnent pas deux ans au régime pour qu'il s'effondre. Ils comptent sur un appui international. M. Yan considère que « *la dictature de Deng-Li-Yang a déjà des problèmes ; il faut que les autres gouvernements suppriment toute coopération — politique comme économique — qui profite à la dictature, mais pas celle qui bénéficie au peuple (...). Les vieillards vont continuer de seriner leurs slogans sur la réforme, rafistoler leur politique d'ouverture et de réformes, tout faire pour bien accueillir les hommes d'affaires étrangers. Mais l'aide étrangère ne doit pas contribuer à renforcer la dictature de Deng. Nous espérons que les hommes d'Etat étrangers clairvoyants comprendront le jeu de Deng.*

— Pensez-vous que le prochain mouvement populaire aura toujours pour objectif de réformer le communisme ou bien de le combattre ?

M. Wu'er Kaixi : « *Je pense que ce sera pour le réformer.* »

M. Yan Jiaqi : « *Il faut remplacer le gouvernement absolutiste. Une évolution progressive de l'économie a déjà permis une libéralisation. Je pense que l'avenir est dans la libéralisation et nous nous en considérons comme les éléments moteurs.* »

Propos recueillis par
PATRICE DE BEER.

M. Zhao Ziyang aimait trop la musique pop...

Chaque organisation y allant de sa critique contre M. Zhao Ziyang, le coup de pied de l'âne est venu, samedi 8 juillet, du vice-président de l'Association des auteurs dramatiques chinois. M. Liu Housheng a accusé le secrétaire général déchu du PCC de préférer les chanteurs de musique pop chinois gagnant « *plusieurs milliers de yuans* » par soir « *aux honnêtes acteurs qui touchent à peine plus d'un yuan* » par représentation : « *Il ne prêtait guère d'attention à l'art dramatique sérieux et avait opté pour le laissez-faire à l'égard de certains chanteurs pop. Il s'agit d'une confusion entre le capitalisme et le socialisme* » qui doit être « *rectifiée* », a ajouté M. Liu, qui s'est bien gardé de critiquer le goût de M. Deng Xiaoping pour les dessins animés de Walt Disney.

D'autres écrivains ont accusé M. Zhao d'avoir favorisé la diffusion du « *libéralisme bourgeois* » et de « *n'avoir jamais accordé la moindre attention au théâtre chinois* ». Pour asseoir ce nouvel ordre moral, les autorités ont envoyé des instructeurs sur les campus, a annoncé samedi le *Quotidien de Pékin*. Plus de deux mille étudiants d'une université de Pékin ont été astreints à des cours de rééducation politique destinés en particulier à obtenir l'« *autocritique* » des participants au printemps de Pékin. Ces séances sont obligatoires pour l'obtention du diplôme de fin d'études.

D'autre part, des équipes spéciales de commissaires politiques vont être créées pour mener des enquêtes « *approfondies* » dans les usines afin d'y contrer l'influence des idées « *bourgeoises* » et de « *renforcer l'éducation communiste et collectiviste* », a indiqué le *Quotidien du peuple*. Cette décision a été prise au cours d'une réunion à Pékin de responsables du « *travail idéologique* » qui a été l'occasion de la réapparition de M. Deng Liqun, l'idéologue le plus conservateur du PCC, qui n'avait pas été réélu au 13e congrès en 1987. Par ailleurs, les milices populaires sont à nouveau à l'honneur, patrouillant dans les quartiers et arrêtant les suspects.

A Washington, le secrétaire général de la Maison Blanche, M. John Sununu, a estimé dimanche « *constructif* » le fait que M. Li Peng ait déclaré qu'il ne poursuivrait que les « *instigateurs* » du mouvement étudiant. Enfin, en Italie, la presse dominicale a indiqué que quatre Chinois qui avaient demandé l'asile politique le 13 juin auraient été enlevés par des membres du consulat chinois à Milan. Deux d'entre eux ont réussi à s'échapper. — *(AFP, AP.)*

JAPON

Les hommes politiques et les femmes (suite)

Alors que le premier ministre nippon, M. Uno, ne parvient pas à se sortir du scandale dans lequel l'ont plongé ses aventures féminines, en particulier avec une geisha (*le Monde* daté 9-10 juillet), son propre ministre de l'agriculture vient de commettre une nouvelle gaffe en déclarant publiquement que les femmes étaient « *inutiles en politique* ».

Parlant dans une réunion électorale à Mie, M. Hisao Horinouchi avait affirmé vendredi 7 juillet que le rôle des femmes était de « *rester à la maison et de s'occuper de leur famille* ». Il avait ajouté que « *Mme Thatcher est un cas à part, car elle a un mari et des enfants. La présidente du PSJ, Mme Doi, est célibataire et nous ne devons pas permettre à une personne qui n'a jamais eu de famille d'être chef de gouvernement* ».

M. Horinouchi a immédiatement été prié par M. Uno de se rétracter, tandis que le secrétaire général du Parti libéral démocrate (PLD) au pouvoir, qui doit faire face le 23 juillet à de difficiles élections sénatoriales et craint de perdre le vote féminin, a qualifié ses propos de « *calomnie à l'égard des femmes candidates du PLD* ». Contraint et forcé, le ministre de l'agriculture a « *retiré* » tout ce qu'il avait dit. « *Je présente mes excuses,* a-t-il ajouté, *aux nombreuses femmes qui ont été offensées.* » — *(AFP, AP.)*

EN BREF

● **AFGHANISTAN : Revers pour les moudjahidins près de Jalalabad.** — Les troupes gouvernementales ont repris la ville de Samarkhel, investie par les moudjahidins au début du siège de Jalalabad en mars. D'autre part, le chef de l'Etat afghan, M. Najibullah, a menacé, samedi 8 juillet, de porter la guerre en territoire pakistanais si Islamabad continuait d'armer la résistance. A Kaboul, un très important dépôt de munitions a explosé samedi, alors que la capitale était bombardée par une cinquantaine de roquettes qui ont fait au moins quinze morts. *(AP, Reuter.)*

● **CAMBODGE : Arrivée à Paris du prince Sihanouk.** — Le prince Sihanouk est arrivé dimanche 9 juillet à Paris, en provenance de Pékin. Il a déclaré qu'il venait en France « *avec beaucoup de bonne volonté* », « *non pas pour saboter la conférence* » internationale sur le Cambodge prévue en août, mais pour « *aider à son succès* ». Il a estimé que les récents événements en Chine n'auront pas d'incidence directe sur la conférence, à laquelle la Chine est invitée. Le prince devait être reçu lundi par M. Dumas, ministre des affaires étrangères, et mardi par M. Mitterrand.

● **PAKISTAN : Islamabad devrait réintégrer le Commonwealth.** — Mme Benazir Bhutto, premier ministre pakistanais, qui se trouve en visite officielle à Londres, a indiqué, vendredi 7 juillet, que son pays allait probablement rejoindre le Commonwealth. Le Pakistan avait quitté l'organisation en janvier 1972 pour protester contre l'admission du Bangladesh, devenu indépendant à l'issue d'une guerre civile et de l'intervention indienne. Mme Thatcher s'est félicité de la décision du Pakistan, qui pourrait réintégrer l'organisation dès son prochain sommet, en octobre, à Kuala-Lumpur (Malaisie). — *(AP, AFP.)*

Proche-Orient

ISRAËL

Le gouvernement tente d'endiguer la vague de représailles anti-arabes

Rompant le silence dont il ne sort qu'exceptionnellement depuis qu'il a quitté le pouvoir, en août 1983, M. Menahem Begin a condamné, dimanche soir 9 juillet, le récent attentat palestinien (quatorze morts) contre un autobus israélien, tout en mettant en garde contre les conséquences d'une « *réaction violente* » de la part des Israéliens qui « *engendrera une haine plus grande entre les deux peuples* ». Par ailleurs, M. François Mitterrand a adressé un message de condoléances au président Chaim Herzog, à la suite de l'attentat, dans lequel il appelle notamment à « *la tolérance, au dialogue et à la paix* ».

« Arrêter la haine »

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Le spectre de la violence et de la haine ethnique en Israël est-il en train de devenir réalité ? La question se pose depuis la multiplication des incidents anti-Arabes consécutifs à l'attentat contre l'autobus Tel-Aviv—Jérusalem. « *Ce phénomène inquiétant* », comme l'a qualifié le premier ministre, M. Itzhak Shamir, ne peut, de l'avis général, être enrayé que par un renforcement des mesures de sécurité, mais surtout par une campagne de réprobation vigoureuse, de la part des autorités, des actes de violence anti-Arabes. « *La colère provoquée par l'attentat de l'autobus est partagée par tous les Israéliens,* écrit le quotidien *Hadashot, mais elle ne doit pas nous faire perdre la raison.* »

Le premier personnage de l'Etat d'Israël, le président Haïm Herzog, a pris la tête de cette campagne de réprobation, en lançant un vibrant appel pour « *arrêter la haine et la folie des lâches qui attaquent des Arabes innocents et des adversaires politiques (...), ce qui risque de mener la société israélienne au chaos et à sa perte* ».

Le gouvernement a également publié un communiqué, plus nuancé, qui condamne « *les actes irresponsables commis par les juifs dans des moments de douleur* », tout en s'insurgeant aussi contre « *le manque de sensibilité manifesté par certains éléments à l'étranger contre l'attentat de l'autobus Tel-Aviv—Jérusalem* » ; allusion au refus du département d'Etat américain de qualifier cet attentat d'« *acte de terrorisme* ».

Parallèlement à ces efforts entrepris par les autorités pour essayer de calmer les esprits, la police a pris des dispositions sur le terrain. Les effectifs ont été renforcés, en particulier dans certains secteurs de Jérusalem. Mais cela n'a pas empêché, dimanche 9 juillet, de nouveaux incidents, en particulier dans le quartier de Shmuel-Hanevi. A plusieurs reprises, les forces de sécurité ont dû intervenir en usant de gaz lacrymogènes, pour disperser des groupes de jeunes Israéliens qui lançaient des pierres sur des voitures arabes de Cisjordanie (reconnaissables à leurs plaques minéralogiques bleues).

Les incidents n'ont cependant pas atteint la gravité de ceux de la veille. La journée de samedi avait, en effet, été marquée par une série d'attaques anti-Arabes concentrées à Jérusalem et dans la région d'Ashkelon, proche de la bande de Gaza, d'où est originaire l'auteur de l'attaque contre l'autobus. C'est aussi dans ce secteur qu'ont disparu ces derniers mois deux soldats israéliens, dont un a été retrouvé assassiné, ce qui avait déjà provoqué des actes de violence anti-Arabe.

« Intifada juive »

Pendant le week-end, il y a eu au moins deux cas très graves de jets de pierres sur des voitures d'habitants de Gaza. Dans un cas, le chauffeur, atteint à la tête, a été tué et, dans l'autre, il a été grièvement blessé. A cela, il faut encore ajouter l'affaire d'un jeune Arabe battu par une vingtaine d'Israéliens sur une place de Césarée et celle d'un Palestinien renversé délibérément par une voiture conduite par trois Israéliens près de Tel-Aviv.

Le ministre de la police, M. Haïm Bar-Lev, a attribué tous ces incidents — ainsi que ceux commis contre des hommes politiques israéliens de gauche — à une minorité de « *primitifs et de têtes brûlées* ». La formule n'a pas fait l'unanimité. Il a été critiqué par certains hommes politiques de droite, mais aussi par des universitaires qui ont fait valoir qu'une telle expression sous-estimait la gravité de l'escalade des violences. Certains universitaires parlent même à présent d'« *Intifada juive* ». A voir, dans le quartier de Shmuel-Hanavi à Jérusalem, les jets de pierres, les bris de vitres des voitures, les gaz lacrymogènes et même les pneus brûlés, on peut en effet s'interroger sur l'influence que dix-neuf mois d'Intifada palestinienne ont pu avoir sur certains secteurs de la population israélienne. — *(Intérim.)*

M. Arafat estime qu'un « coup mortel » a été porté au projet d'élections

M. Yasser Arafat estime que le récent durcissement de la position du premier ministre israélien M. Itzhak Shamir concernant le projet d'élections dans les territoires occupés est un « *coup mortel* » porté à cette option. Il en impute la responsabilité, au moins partielle, aux Etats-Unis. Dans un entretien publié, lundi 10 juillet, par l'*International Herald Tribune*, le chef de l'OLP évoque également une possible rupture du dialogue entamé en décembre avec les Etats-Unis.

Pour sa part, un « *haut fonctionnaire* » voyageant dans le Golfe arabo-persique à bord de l'avion du secrétaire d'Etat américain James Baker a indiqué que Washington pourrait explorer l'idée d'une conférence internationale sur le Proche-Orient si le projet d'élections dans les territoires occupés (prôné par les Etats-Unis) échouait à cause des conditions mises tant par Israël que par l'OLP. Le gouvernement égyptien a, par ailleurs, demandé aux Américains de réviser leur position et de s'orienter, désormais, vers un projet de conférence internationale.

Mort de Moshe Kol co-fondateur de l'Etat hébreu

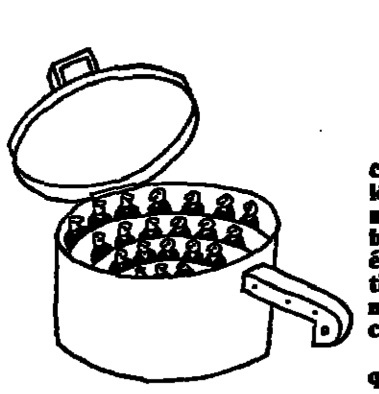
Moshe Kol, un des signataires de la déclaration d'indépendance d'Israël de 1948, est mort vendredi 7 juillet à l'âge de soixante-dix-huit ans.

[Né à Minsk, en Biélorussie, Moshe Kol était l'un des fondateurs du Mouvement sioniste libéral et avait occupé le poste de ministre du tourisme de 1966 jusqu'au début des années 70. Moshe Kol avait aussi présidé le Parti libéral (centre) de 1961 à 1965 et fondé le Parti libéral indépendant en 1965.]

● **IRAK : Paris n'aurait pas accepté de reconstruire la centrale nucléaire de Tammouz.** — La France « *n'a pas accepté jusqu'à présent de reconstruire* » le réacteur nucléaire irakien de Tammouz, au nord de Bagdad, détruit en 1981 par l'aviation israélienne, a affirmé M. Tareq Aziz, vice-premier ministre irakien et ministre des affaires étrangères, dans un entretien publié lundi 10 juillet par l'hebdomadaire *Kol el Arab*. Un porte-parole du ministère français des affaires étrangères avait indiqué, le 7 mai dernier, qu'il n'y avait pas de pourparlers en cours entre l'Irak et la France en vue de la reconstruction du réacteur de Tammouz, mais avait reconnu que la question avait été soulevée par les Irakiens dans une période récente.

Politique

Radioscopie de l'Assemblée nationale et du Sénat



L'Assemblée nationale connaît, depuis un an, un climat apaisé tranchant avec celui plus mouvementé des législatures précédentes. Cette phase de décrispation n'est pas encore assimilée par tous. La nostalgie des bonnes et vieilles empoignades dissuade encore certains élus de goûter au renouveau. Sous-jacent et traditionnel, l'absentéisme est devenu ces derniers mois un mal aigu qui touche séances publiques et réunions de commissions.

Cette désaffection alimente un antiparlementarisme qui ne tient pas compte d'une amélioration des conditions dans lesquelles les parlementaires légifèrent. Du coup se trouve masquée la volonté de certains d'entre eux de rendre à leur institution ses lettres de noblesse. La polémique sur l'amendement fantôme amnistiant les indélicatesses financières n'a pas contribué à améliorer l'image des hommes politiques. L'Assemblée nationale *mais aussi le Sénat sont confrontés à une crise d'identité.* Interrogations sur leur propre poids dans le processus législatif, doutes sur leur indépendance vis-à-vis de leur formation politique, *incertitudes sur l'utilité d'un pouvoir qui semble leur échapper, perplexité sur le rôle que l'opinion voudrait leur voir tenir...*

A ce premier article sur les symptômes du mal s'ajoutera un deuxième consacré à la recherche des *remèdes à y apporter. Ensuite,* dans un troisième, sera pris en compte la dimension historique d'une Assemblée aujourd'hui bicentenaire. Le quatrième proposera un voyage à *l'intérieur* de la maison du président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius. Enfin, un sondage SOFRES-*le Monde* permettra de dire quelle image les Français ont de leur Parlement aujourd'hui.

Au Palais du Luxembourg, l'ennui

« Litanie, liturgie, léthargie », cette formule, dont Edgar Faure gratifiait la discussion budgétaire, touche désormais l'ensemble des travaux *sénatoriaux.* De *la routine* naît l'ennui et l'ennui endort. Le Palais du Luxembourg se retrouve avec la facheuse réputation d'un château de la belle au bois dormant... où – horreur ! – aucune belle ne sommeille plus.

L'absentéisme constitue la face immergée de l'iceberg : absence dans l'hémicycle, bien sûr mais aussi dans les commissions, désaffection des réunions de groupe... Quand l'Union centriste se réunit en séminaire et rassemble une cinquantaine de ses membres, il faut être un sénateur de bien fraîche date comme *Xavier de Villepin, élu il y a trois* ans, pour s'étonner qu'une vingtaine manque à l'appel, et il faut être un solide routier de l'endroit comme Jean Cluzel pour, au contraire, y voir un signe encourageant.

Même les fameux voyages à l'étranger, proposant quelques missions dans des cadres exotiques, ne font plus recette. Pour une mission dépêchée, cet été en Union soviétique, Claude Estier a eu toutes les peines du monde à trouver un volontaire qui y participera... quatre jours sur les quinze prévus.

Depuis des années des élus s'indignent : l'un des plus virulents, aujourd'hui décédé, le centriste Adolphe Chauvin, homme au demeurant tolérant et placide, prenait de bien belles colères en constatant la désertification de l'hémicycle. *« Les sénateurs prennent le Sénat pour un conseil d'administration où les jetons de présence sont payés même aux absents »*, disait-il. Réquisitionnés en priorité, les sénateurs parisiens ou de la région parisienne et ceux représentant les Français de l'étranger. A ceux-là rien n'est épargné : la permanence en *séance de nuit*, la *responsabilité* des votes de leurs collègues pour les scrutins publics, les explications de vote tout azimut, la défense des amendements de leurs « amis » retenus par des servitudes locales. Les obligations du terrain fournissent une excuse galvaudée tant elle est utilisée.

Une Chambre repliée sur elle-même

On n'est pas sénateur si l'on n'a pas un ou plusieur mandats locaux. Autant de prétextes pour ne venir à Paris que pour régler les problèmes de son département. Autant le dire, il est des sénateurs inconnus au palais du Luxembourg. Citera-t-on cet ancien maire d'une des plus grandes villes de France, qui chaque année semble prendre connaissance en même temps qu'il le lit de son *rapport* budgétaire ? Ou celui-là, qui depuis sa première élection a plus fait parler de lui – tout étant relatif, – en changeant de groupe politique plus souvent qu'en montant à la tribune ?

Les occupations en province, pour accaparantes qu'elles soient, n'expliquent pas tout. Représentants, de par la Constitution, des collectivités territoriales, les sénateurs ont aussi du vague à l'âme, une sorte de mal de vivre qui les fait s'interroger sur leur utilité. Autant en province, leur fonction leur confère une *aura* qui leur vaut d'être souvent traités avec plus d'égards que n'importe quel autre élu, autant à Paris, leur prestige se trouve estompé. Les retombées médiatiques sont des plus aléatoires : la présence des organes audiovisuels est des plus rares. Pour la session qui vient de s'achever, la *réforme du* code pénal (au cas où...), la présidence commune pour Antenne 2 et FR3 (nombrilisme oblige !) et... Brigitte Bardot ont attiré micros et caméras. La saturation du téléspectateur n'est pas pour demain !

Consciemment ou non, nombre de sénateurs se désintéressent d'autant plus de leur Assemblée que cette dernière ne les valorise pas. La discrétion dont est entourée leurs travaux collectifs n'est guère stimulante. Sans compter *que replié sur* lui-même, le Sénat est le cadre propice aux intrigues de couloirs, aux *rumeurs,* aux bruits vrais ou faux qui vous font une réputation en moins de temps qu'il n'en faut pour le dire. Au total, toute tête qui émerge un tant soit peu devient suspecte, voire dangereuse dans la mesure où toute initiative est porteuse d'un germe : celui de bousculer l'ordre établi.

N'est pas iconoclaste qui veut. Il y a les rites, les traditions qui font qu'un Michel Poniatowski, dont on peut tout dire sauf qu'il est un néophyte, n'a pas pris la parole une seule fois depuis son arrivée cet hiver au Sénat. Ce n'est pas l'âge des artères qui compte mais bel et bien l'ancienneté maison. Les arrivants n'ont d'autre choix que de suivre silencieusement l'initiation que voudront bien leur prodiguer leurs aînés. Résultat : un ron-ron, un conformisme qui au mieux irrite, au pire lasse.

Parmi les explications plausibles à une situaton qui s'aggrave, il y a bien sûr la nature même de l'institution. Seconde Chambre, ses pouvoirs sont limités : pas question de renverser un gouvernement, la Constitution le lui interdit, pas question d'imposer telle ou telle disposition *législative contre le gré de la majorité* existant à l'Assemblée nationale. Son seul moyen de s'opposer contre le camp au pouvoir relève de l'obstruction. La droite y a plutôt bien réussi sur la réforme Savary en 1984, et dans la foulée pour imposer à François Mitterrand le renoncement à l'élargissement du champ référendaire. Dans des circonstances différentes, le Sénat est redevable de l'échec du général de Gaulle en 1969. Mais les occasions sont rares pour cette Haute Assemblée d'obtenir gain de cause contre le pouvoir en place. Même, quand elle s'est retrouvée en phase avec la majorité nationale, son influence n'a guère été plus sensible : elle était là pour *avaliser vite fait bien fait ce que souhaitait* le gouvernement.

Obéir aux consignes

La chape de plomb qui recouvre le palais de Catherine de Médicis s'est encore alourdi, avec la mise en place de la concertation sénatoriale qui réunit régulièrement les *responsables des groupes de droite.* C'est dans cette instance que tout est censé se décider. Du coup, le sénateur Lambda sous peine de passer pour un dangereux contestataire, obéit aux consignes. A quoi pourrait bien lui servir de venir voter en séance ou écouter un débat dont l'issue a été arrêtée sans qu'on lui demande son avis. Pire même, quand les positions fixées sont contraires aux siennes. Nul doute que les spécialistes en sont découragés. Marcel Rudloff et Jacques Larché respectivement rapporteur et président de la commission des *lois* en ont fait encore récemment l'amère expérience : plutôt favorables au projet d'amnistie des militants indépendantistes antillais, ils on dû faire contre mauvaise fortune bon cœur et voter contre le texte, la majorité sénatoriale en ayant décidé ainsi. Et que dire d'un Jean Cluzel qui préfère ne pas participer aux votes quand il s'agit d'audiovisuel, plutôt que de suivre ses amis.

A. Cg et P. S.

Le vague à l'âme des parlementaires

(Suite de la première page.)

Pourtant, la situation est pour le moins paradoxale : cette brusque poussée d'antiparlementarisme se fait jour alors que, depuis un an, l'Assemblée *nationale* a *fait* un travail législatif de qualité dans un climat apaisé, et que le Sénat a – en *partie* – *renoncé à ses excès oppositionnels des années 1984-1985.*

Pour apprécier cette substantielle amélioration des conditions de travail des députés, il n'est pas inutile de rappeler que, depuis les débuts de la Vᵉ République, le Parlement est pris dans un double étau. Soucieux de mettre un terme au parlementarisme *débridé* de la IVᵉ République, les constituants de 1958 ont doté l'exécutif d'un certain nombre de moyens coercitifs *vis-à-vis* de l'Assemblée afin d'encadrer strictement sa marge de manœuvre (maîtrise de l'ordre du jour, vote bloqué, etc.).

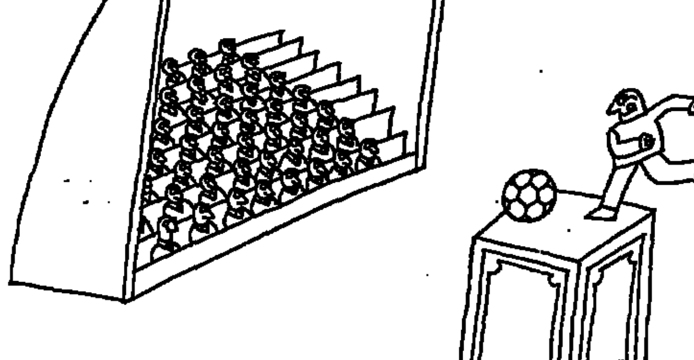
Le premier Premier ministre de la nouvelle République, M. Michel Debré, ne cachait d'ailleurs pas son souhait de voir inscrit dans la Constitution le mode de scrutin majoritaire, dans lequel il décelait un immense avantage, qu'il résumait, selon son entourage, ainsi : *« Pendant que les députés seront bloqués dans leur circonscription pour se faire réélire, nous aurons la paix à Paris... »* C'était tout dire !

Les pères fondateurs de la Vᵉ République n'avaient toutefois pas imaginé que, quatre ans plus tard, viendrait se surajouter à leur premier dispositif contraignant un second, qui allait cadenasser le Parlement et transformer l'Assemblée nationale en Chambre d'enregistrement : le fait majoritaire, c'est-à-dire la concordance de la majorité présidentielle et de la majorité parlementaire, et donc la possibilité pour le gouvernement de faire voter « au canon » ses textes. En 1962, après les élections législatives de novem*bre et la défaite du « cartel* des non » hostile à l'élection du président de la République au suffrage universel, *apparaissait à l'Assemblée* un bloc majoritaire conforme à la majorité présidentielle dégagée au *référendum du 28 octobre.*

Les gaullistes envahissaient les travées qui, quatre ans plus tôt, étaient occupées par pas moins de onze groupes... Ainsi doublement encadrée, l'Assemblée nationale devait connaître successivement, avec quelques variations, l'époque des *« godillots »* gaullistes, des *« escarpins »* giscardiens (1) et des *« pataugas »* socialistes... Malgré quelques grognes et rognes, la soumission était la règle.

Une situation nouvelle est apparue *depuis un an avec l'affaiblissement* de l'une des deux mâchoires qui enserrent l'Assemblée. Le groupe qui soutient le gouvernement n'a pas la majorité absolue et il ne dispose pas d'allié sur lequel compter. Le gouvernement a donc dû s'appuyer, notamment lors de la discussion budgétaire de l'automne dernier, sur des majorités à géométrie variable. Avant les élections législatives de juin 1988, le premier ministre, M. Michel Rocard, avait affirmé son souhait de voir le Parlement retrouver une certaine dignité en n'étant plus obligé, comme en 1981 et en 1986, de légiférer à marche forcée (circulaire aux ministres du 25 mai 1988) : bref, M. Michel Rocard souhaitait que le Parlement légifère moins, mais légifère mieux.

L'absence de majorité absolue dans l'hémicycle du Palais-Bourbon a transformé ces bonnes résolutions *en obligations,* car, *sauf à utiliser* l'engagement de responsabilité (49-3) sur tous les textes afin de les faire *adopter sans vote, le premier ministre* n'a eu d'autre recours que de chercher l'adhésion d'une majorité *de députés au-delà des frontières du* seul groupe socialiste. Le pragmatisme venait en renfort de la vertu. *La pacification du débat* (amorcée discrètement, il est vrai, sous la cohabitation) allait pouvoir s'accélérer.



On assiste en effet depuis un an à un changement sensible : la plupart des projets qui viennent en discussion ne sont pas des textes de *« revanche »* qui systématiquement prendraient le contre-pied de ce qui avait été fait auparavant. La dose idéologique par projet de loi a considérablement baissé : les députés de l'opposition le reconnaissent eux-mêmes. Evitant ainsi le petit jeu de balancier consistant à défaire ce qui avait été fait (sauf pour le projet Joxe sur l'immigration, ou encore celui substituant le CSA à la CNCL comme autorité de l'audiovisuel), le gouvernement a ouvert un espace de discussion, malheureusement occupé par un nombre restreint de députés. La volonté des élus centristes de jouer le jeu d'une opposition constructive a consolidé cet espace.

Mais ce renouveau a débouché *paradoxalement* sur un absentéisme aggravé qui frappe non seulement la séance publique, mais également – ce qui est nouveau – les réunions des commissions permanentes. A plusieurs reprises, au début de la législature, les journalistes parlementaires ont pu assister à une scène fort éloquente. Le débat se déroule sur un projet de loi (le revenu minimum d'insertion par exemple) : les députés de tous les groupes qui ont déjà travaillé ce texte en commission sont présents. Le dialogue avec le ministre est de qualité. Soucieux de trouver une majorité, il explique, détaille, cherche à convaincre, traque le consensus.

Parfois, il a pris *soin* de voir les présidents de groupe de l'opposition, avant le débat, pour leur expliquer *en détail la philosophie de son projet.* La discussion avance, le travail par amendements se fait pas à pas. Arrive *alors dans l'hémicycle* tel député qui connut son heure de gloire à l'époque des grandes *batailles* d'obstruction. Il n'a pas suivi le débat. Il ne fait pas partie de la commission qui a travaillé sur le texte. Il trouve la discussion molle. Il prend la parole pour tenter de redonner à ses troupes un esprit plus offensif. Ne pouvant débattre au fond, il s'en tient à des propos généraux. Visages consternés des députés de son groupe qui voient cette intervention tomber comme un cheveu sur la soupe. Ces députés « offensifs » déserteront rapidement l'hémicycle pour ne réapparaître que le mercredi, lors de la toujours animée séance des questions au gouvernement, ou quand surgira – enfin ! – un bon vieux texte à contenu iédologique.

Un premier constat s'impose : il n'y pas foule de parlemtaires pour s'investir dans une œuvre législative qui exige de la constance, et qui procure peu de notoriété. Ceux qui le font *n'obtiennent même* pas toujours la reconnaissance de leur propre formation politique. Une petite phrase habilement lâchée dans les couloirs du Palais-Bourbon assure souvent une meilleure reprise par la presse qu'un travail d'arrache-pied, en séance de nuit, sur un texte qui pourtant va toucher la vie des Français. Paradoxe à nouveau : les Français ne jugent l'Assemblée nationale qu'à travers la caricaturale séance hebdomadaire des questions au gouvernement, retransmise à *la télévision.* Les gesticulations télévisuelles du mercredi occultent les discussions parlementaires qui s'étalent sur plusieurs jours (souvent en séance de nuit).

Atmosphère « cotonneuse »

Fréquemment des députés de l'opposition se plaignent : *« Il ne se passe rien à l'Assemblée, l'atmosphère est cotonneuse. »* Nostalgie des grands affrontements d'hier, où il n'était pas toujours essentiel d'avoir travaillé un sujet pour savoir qu'en penser et qu'en dire : on pouvait se payer à peu de frais une belle improvisation dans l'hémicycle, l'indignation en bandoulière et la main sur le cœur... Du côté de la majorité, d'autres raisons expliquent le désenchantement ou le désintérêt de certains. Il y a les déçus, ceux qui souhaiteraient une politique plus marquée à gauche. Mais plus généralement l'absentéisme des députés socialistes est dû aux effets pervers d'une évolution positive... Combien de fois de 1981 à 1988 les députés de la majorité ont-ils renâclé parce que le gouvernement leur présentait un projet de loi tout ficelé qu'ils étaient priés d'avaler tel quel ?

Conscient de cette difficulté, le *gouvernement* de M. Michel Rocard a multiplié au cours de la dernière session de printemps les séances de concertation en amont avec le groupe majoritaire, c'est-à-dire avant même que le projet soit adopté en conseil des ministres (ce fut, par exemple, le cas pour le projet Soisson sur le licenciement économique). Sur le projet de Xᵉ Plan les députés socialistes ont pu également faire valoir leur point de vue avant que le texte soit bouclé. Chaque fois, l'affrontement a été évité grâce à des négociations anticipées mais chaque fois aussi, l'opposition prête à juger positivement la copie gouvernementale s'est rétractée devant les *« fleurs »* faites ainsi aux socialistes...

D'où vient l'effet pervers ? Quand un *texte est en préparation* à Matignon, le groupe socialiste de l'Assemblée nationale crée un groupe de travail en *son sein pour* plancher sur le sujet. Le groupe est ouvert à tous... Résultat : on n'y retrouve qu'une petite poignée de députés spécialisés dans la matière traitée. Ce sont généralement toujours les mêmes que l'on voit s'impliquer dans ce travail de bénédictin. Les autres députés suivront les choses de très loin en s'en remettant aux « spécialistes » : la discipline de vote étant là pour dicter la conduite à tenir en séance.

Ajoutez à cela ces invraisemblables séances de nuit qui imposent aux parlementaires de légiférer jusqu'au petit matin, les paupières lourdes et la langue pâteuse ; et vous saurez, Monsieur, pourquoi votre *Assemblée* nationale, bi-centenaire est malade... et pourquoi votre Sénat souffre de langueur.

ANNE CHAUSSEBOURG et PIERRE SERVENT.

(1) En 1974, les députés giscardiens étaient minoritaires au sein de la coalition majoritaire dominée par l'UDR, devenue RPR en 1976.

M. Chamard : « Une vie crevante et passionnante »

M. Jean-Yves Chamard, quarante-six ans, est un député heureux. Elu RPR de la cuvée de 1988 (dans la Vienne), il affiche depuis un an dans les couloirs ou dans l'hémicycle un sourire et une tonicité qui tranchent avec la mine *un peu lasse de nombre de ses collègues,* tous groupes confondus. *« Nous sommes tout beaux tout frais ! »*, lance-t-il au mois de juin en prenant la tête d'un petit groupe de députés RPR élus pour la première fois en 1988, qui se veulent *« les députés vitamines »* de l'opposition. Membre de la commission des affaires sociales, il pioche son terrain avec la ferveur d'un converti de fraîche date. Du revenu minimum d'insertion au texte sur les enfants maltraités, en passant par l'accueil des personnes âgées ou handicapées, nul texte social n'échappe à sa vigilance. Pointu sur les amendements, achamé dans l'hémicycle s'il croit avoir raison, amoureux du débat, il lui arrive parfois de se faire tancer par le président de séance, M. André Billardon (PS), quand, l'enthousiasme aidant, il se met *à vouloir animer la discussion à sa place. « Vous êtes coutumier du fait, monsieur Chamard. Je vous donne la parole, mais n'y revenez pas ! »*, clame du haut du perchoir M. Billardon, avec la moue indulgente du vieux briscard pour ce jeune turc fougueux.

« C'est un théâtre d'ombres », avait-on dit à M. Chamard, avant qu'il ne découvre les bancs carmin de l'hémicycle, pour le prévenir des charmes délétères du Palais-Bourbon. Après un an d'exercice de son mandat d'élu de la nation, M. Chamard est intarissable sur ce que l'on peut faire au Parlement pour peu qu'on y prenne le temps et la manière. *« Les électeurs s'imaginent à tort que l'essentiel de l'Assemblée se résume à la séance des questions du mercredi, de 15 heures à 17 heures,* s'insurge-t-il. *On pervertie un peu le système en donnant cette seule image du travail des députés. »* Mathématicien de formation (il est agrégé), il a méthodiquement organisé son travail, choisissant de s'investir sur les textes qui le passionnent, de la commission à la séance publique.

Pas seulement une assitante sociale

Pas question de faire banquette – comme certains députés – pendant trois articles pour voir apparaître son nom une fois au *Journal officiel* et justifier ainsi auprès de ses électeurs *(voire de son épouse) sa présence à Paris. « Depuis un an, ma vie est crevante, mais elle est passionnante »*, constate-t-il. Cet ancien de l'UJP (Union des jeunes pour le progrès) veut pratiquer dans l'hémicycle une *« opposition constructive »* qui ne tombe pas pour autant dans *« le consensus mou ».*

Se définissant comm un « homme politique de terrain » (il est vice-président et pésident de la commission des finances du conseil général de la Vienne) M. Chamard veut nourrir sa réflexion sur les lois en discussion de l'expérience de ses concitoyens de Poitiers et des environs. Régulièrement, avant la discussion *de tel ou tel projet, il organise une réunion* publique pour recueillir les points de vue de base. *« On est plus crédible en commission sur tel ou tel amendement quand on s'appuie pour le défendre sur une expérience vécue sur le terrain. Et puis cela permet de bien montrer dans ma circonscription qu'un député, ce n'est pas seulement une assistante sociale, mais que c'est aussi celui qui légifère. Il faut que les gens comprennent qu'un député n'éxiste pas seulement le mercredi à la télévision pendant deux heures. »*

Un souci du terrain qui lui attire les reproches de certains de ses collègues socialistes *de la commission des affaires culturelles,* qui, tout en vantant sa courtoisie et son assiduité, trouvent qu'en ayant un peu trop le nez collé sur son département on finit par perdre de vue l'intérêt général, pour ne devenir au Parlement que le supporter zélé de sa ville, de son canton ou de sa région : vieux débat qui anime de plus en *plus* les *« locaux »* (notamment les détenteurs du pouvoir départemental) et les *« nationaux »* qui se méfient des risques de résurgences féodales.

P. S.

Prochain article :

LA RECHERCHE D'UNE THÉRAPIE

Politique

Ayant échoué de peu aux élections européennes

Les chasseurs et les pêcheurs lancent un mouvement national

BORDEAUX
de notre envoyé spécial

Il fallait s'y attendre. Les candidats de la liste Chasse, Pêche, Tradition qui n'avaient pas réussi à entrer au Parlement européen le 18 juin dernier ont décidé de *« continuer le combat »*. Battus mais contents d'avoir glané 740 000 suffrages, ils ont lancé, dimanche 9 juillet, à Bordeaux, un mouvement national. Son nom n'est pas encore arrêté mais, pour élargir son audience, il pourrait s'intituler « Chasse, Pêche, Nature et Tradition ».

L'ambiance était électrique, dimanche, dans le moderne bâtiment de bois et de brique que la Fédération des chasseurs girondins a fait construire dans la nouvelle zone d'activité de Bordeaux-Lac. Une centaine de gaillards en manches de chemise, la bedaine conséquente, sanguins et véhéments, étaient rassemblés pour faire le bilan de leur campagne et en tirer les conséquences. Parmi eux, une vingtaine de présidents de fédérations départementales de chasseurs et de pêcheurs. Notamment ceux des départements du Sud-Ouest où les scores de la liste Chasse, Pêche, Tradition avaient frisé ou dépassé 10 % des suffrages exprimés. Pépés gâchette aux cheveux gris ou jeunes Turcs, ils avaient tous envie d'en découdre avec quiconque leur contestera le droit de chasser et de pêcher à leur guise.

A l'instigation de leur chef de file André Goustat, un chasseur périgourdin, ils ont résolu de transformer leurs comités électoraux en sections départementales permanentes. Ils se réuniront en assemblée constituante le 30 septembre prochain, toujours à Bordeaux, devenue ainsi La Mecque de la révolte cynégétique. Puis les délégués élus dans chaque département se retrouveront en congrès en mars 1990.

Plutôt un groupe de pression

Une nouvelle formation politique ? Les militants s'en défendent en étalant l'éventail de leurs opinions. On parle plutôt de groupe de pression. Un lobby hétéroclite rassemblant porteurs de fusil, armuriers, taxidermistes, employés de fédérations, pêcheurs, amateurs de corrida, etc. Que défendront-ils ? *« Une culture, un art de vivre, la ruralité »*, dit André Goustat, qui tente ainsi d'élever le débat et de ratisser large.

Sur le plan tactique, voici les futures grandes manœuvres : en 1992, un tiers des présidents des fédérations de chasse seront renouvelables. Le mouvement compte emporter ces bastions-là. Puis, en 1994, nouvelles élections européennes. Les traditionalistes entreront en lice. Leurs bêtes noires sont les fonctionnaires de Bruxelles et les parlementaires de Strasbourg, qui, selon eux, veulent la mort de toute chasse en France et demandent l'extinction de la pêche elle-même. Bref, les conjurés de Bordeaux entendent faire barrage à cette vague de sensibilité qui ne supporte plus que l'on traite l'animal comme un jouet et qu'on le sacrifie pour le plaisir.

Vaste programme. Il leur faudra d'abord éponger le déficit de 1,3 million de francs laissé dans leur trésorerie par la campagne électorale. Puis infiltrer, avant de les réformer de l'intérieur, les vieilles unions de chasseurs et de pêcheurs ayant pignon sur rue. Mais on veut aussi apparaître comme des défenseurs de la nature, puisque la vague écologiste déferle. Le nouveau mouvement se heurtera aux Verts déjà installés sur un créneau. *« Nous, hommes de terrain, vrais écologistes de la campagne, nous sommes les seuls véritables professionnels de la nature,* assure le président Goustat, *les autres sont des rats des villes, des amateurs qui, en outre, ne souhaitent que notre disparition. »*

Au pied des pylones de tir à la tourterelle, les échauffourées ne sont donc pas finies. Elles vont d'ailleurs se réveiller prochainement sur les grèves et au bord des étangs. Cette année, s'appuyant sur des rapports scientifiques, le ministère de l'environnement a retardé de quelques semaines l'ouverture de la chasse au gibier d'eau, qui se fait traditionnellement le 14 juillet. D'où une grande colère des amis de M. Goustat. Ils ont décidé de passer outre. A la date habituelle, ils seront au bord de l'eau, fusil au poing, bravant la loi et l'opinion publique.

MARC AMBROISE-RENDU.

Le débat au sein de la droite

Les « rénovateurs » sont « en retard d'une guerre »

affirme M. Toubon (RPR)

« Eliminer les gens de soixante ans pour les remplacer par les gens de quarante, c'est être en retard d'une guerre », estime M. Jacques Toubon, député (RPR) de Paris, dans un entretien publié, lundi 10 juillet, dans *le Quotidien de Paris*.

« A l'heure actuelle – du fait de l'évolution de la société qui raccourcit la durée de la vie active entre les études, l'apprentissage et la retraite – la jeunesse a une limite d'âge très basse. Plus près de trente que de quarante », explique l'ancien secrétaire général du RPR.

« Pour un parti, ajoute-t-il, *l'urgence est de promouvoir ceux qui ont vingt-cinq ans et moins »*, car *« du strict point de vue de l'état-civil, les quadras sont dépassés »*. M. Toubon *« ne reconnaît pas une fraîcheur exemplaire »* *« aux leaders des années 80 qui cherchent à remplacer ceux des années 70 »*.

Prenant l'exemple de M. Philippe Séguin, le député de Paris estime que le fil conducteur de la démarche de ce dernier est *« l'égocentrisme »* et que *« si la rénovation s'est contentée de gérer le problème interne de l'opposition, Séguin, à l'intérieur de l'opposition gère le cas Séguin »*.

Le Monde

de la Révolution française

au sommaire du nº 7

L'ALMANACH DE 1789 :

LES CLÉS DE LA BASTILLE

Deux siècles après, la « folle journée » du 14 juillet 1789 demeure une inconnue illustre. Dans un dossier spécial de 20 pages, *le Monde de la Révolution française* livre les clés de la Bastille : Necker, la cause de la crise de juillet. La dernière visite de la Bastille avant l'assaut. La violence des rues. Les artisans de la victoire. Le rôle mystérieux joué par Sade. La démolition de la prison, symbole de la fin de l'Ancien Régime.

LE JOURNAL DES DROITS DE L'HOMME :

LE DROIT A L'INSURRECTION

Le « droit à l'insurrection », une garantie de protection des individus contre la tyrannie des pouvoirs. De la prise de la Bastille au 10 août en passant par les coups d'Etat d'activistes, *le Monde de la Révolution française* retrace les violences des journées révolutionnaires.

Portrait : Saint-Just ou la haine du privilège. Tribune : le procès de Louis XVI refait par le comte de Paris. Et les commentaires exclusifs de François Furet sur les événements de Chine, de Pologne et de Hongrie.

JUILLET 1989
30 F – Mensuel

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Une élection cantonale partielle

EURE-ET-LOIR : canton de Cloyes-sur-le-Loir (2ᵉ tour).

Inscr., 7 296 ; vot., 4 024 ; abst., 44,84 % ; suffr. expr., 3 836. MM. Hubert Quentin, RPR, m. de Saint-Pellerin, 2 319 voix (60,45 %), ÉLU ; Raymond Conard, div. d., m. de Cloyes-sur-le-Loir, 1 517 (39,54 %).

M. Hubert Quentin a remporté cette élection partielle organisée à la suite du décès, le 3 juin dernier, de Raymond Maulny (div. d.), conseiller général depuis 1976. Le candidat du RPR devance de près de 21 points le maire du chef-lieu de canton, parallèlement président du syndicat intercommunal, qui était officiellement soutenu par la veuve de Raymond Maulny.

[Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : Inscr., 7 297 ; vot., 4 430 ; abst. 39,29 % ; suffr. expr., 4 324. MM. Conard, div. d., 1 522 voix (35,19 %) ; Quentin (RPR), 1 061, (24,51 %) ; Manceau, div. d., 707 (16,35 %) ; Langlais, PC, 668 (15,44 %) ; Chevrier, écol., 367 (8,48 %).

Raymond Maulny avait été réélu, dès le premier tour, en septembre 1988, avec 69,28 % des voix.]

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du vendredi 7 juillet :

UN DÉCRET

- Nº 89-452 du 6 juillet 1989 instituant une indemnité de suivi et d'orientation des élèves en faveur des personnels enseignants du second degré.

DES ARRÊTÉS

- Du 16 juin 1989 modifiant l'arrêté du 20 mai 1986 fixant les modalités des concours du CAPES.
- Du 3 juillet 1989 portant attributions et organisation de la commission mixte armées – Commissariat à l'énergie atomique de sûreté nucléaire.

UN RÈGLEMENT

- Du Loto sportif.

∴

Sont publiées au *Journal officiel* du samedi 8 juillet :

DES LOIS

- Nº 89-460 du 6 juillet 1989 tendant à modifier jusqu'au 31 décembre 1991 le régime des sanctions prévues par l'article 55 de la loi nº 84-148 du 1ᵉʳ mars 1984 relative à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises.
- Nº 89-461 du 6 juillet 1989 modifiant le code de la procédure pénale et relatif à la détention provisoire.
- Nº 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi nº 86-1290 du 23 décembre 1986.

∴

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 9 juillet :

UN ARRÊTÉ

- Du 7 juillet 1989 portant approbation de la convention nationale des médecins et de son avenant nº 7.

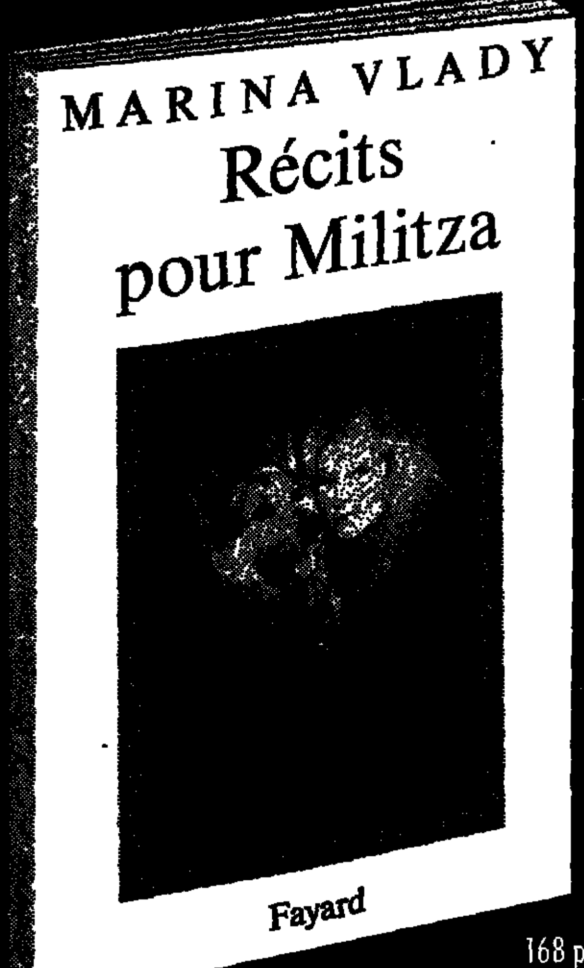
UNE CIRCULAIRE

- Du 7 juin 1989 relative à la lutte contre le bruit.

MARINA VLADY

Militza est le doux nom que portaient ma mère, ma sœur, et que j'aurais donné à ma fille, si j'en avais eu une.
Ces récits, qui entrouvrent la mémoire et laissent vagabonder les souvenirs, sont une chronique douce-amère où se mêlent, au fil des pages, les personnages et surtout les animaux qui ont marqué ma vie.
C'est un voyage au cœur des événements qui ont forgé mon âme. C'est aussi un hommage à ma sœur trop tôt disparue, Militza.

Marina Vlady



168 p.
75 F

Actrice, Marina Vlady sait écrire. Une perle rare dont il convient d'admirer tous les reflets dans ces brefs récits où le don de l'observation se mêle à une générosité véritable.

Pierre Lamys

FAYARD

Société

Les textes d'application sur la revalorisation des carrières

Les universitaires devraient pouvoir bénéficier de primes à partir de la rentrée

Le ministère de l'éducation nationale vient de mettre au point les modalités d'application de l'accord signé en mars dernier avec les syndicats pour la revalorisation des carrières des universitaires : avancement accéléré, intégration facilitée pour les agrégés du secondaire et les assistants, création d'une agrégation interne en droit et en sciences économiques, enfin système de primes pédagogiques, de recherche ou d'administration. Progressivement, à partir de la rentrée prochaine, la moitié des universitaires devraient bénéficier de ces primes qui se situent dans une fourchette de 6 000 F à 48 000 F par an.

Objet de promesses électorales il y a un an, puis d'une longue négociation entre syndicats et ministère, la revalorisation de la carrière des enseignants du supérieur avait donné lieu à un accord signé le 16 mars dernier entre les principaux partenaires. Restait à mettre au point la traduction concrète et formelle de ce *« relevé de conclusions »*. C'est désormais chose faite et le gouvernement espère que ces textes d'application pourront subir l'examen des différentes instances consultatives puis du Conseil d'Etat assez vite pour que les universitaires commencent à bénéficier avant la fin de l'année de cet effort significatif de revalorisation.

C'est en réalité une batterie de textes que les services du ministère viennent de boucler. Les uns fixent l'ensemble des améliorations de caractère statutaire, les autres fournissent le guide pratique des primes qui vont être instaurées dans l'enseignement supérieur.

LES MESURES STATUTAIRES

Les mesures statutaires font l'objet de trois projets de décret. Les deux premiers sont destinés à faciliter l'intégration dans le corps des maîtres de conférence de différentes catégories d'enseignants du supérieur. Ainsi vont être supprimés les contingentements statutaires qui bloquaient complètement la carrière des *« assistants »*, dont le corps a été mis en extinction depuis 1985. Les assistants – à condition qu'ils aient soutenu leur thèse – pourront *donc beaucoup plus facilement* bénéficier du mouvement de transformation de leurs emplois en emplois de maîtres de conférence.

De même les agrégés du second degré qui enseignent dans le supérieur voyaient leur carrière très souvent bloquée car ils ne pouvaient, jusqu'à présent, accéder directement à la « première classe » des maîtres de conférence ; ce sera désormais possible et cette mesure bénéficiera également au personnel de l'Ecole nationale supérieure des *arts et métiers (ENSAM)*.

Le troisième projet de décret regroupe l'ensemble des modifications touchant le corps des maîtres de conférence et celui des professeurs d'université : création d'une « hors classe » destinée à favoriser la promotion des maîtres de conférence, réduction de la durée de certains *échelons afin d'accélérer les* déroulements de carrière, enfin assouplissement des règles de mutation qui obligeaient jusqu'à présent un jeune maître de conférence à rester au minimum trois ans dans le premier établissemnt où il était affecté. A cela le ministère ajoute une disposition destinée à préparer l'échéance européenne de 1992 : il supprime les conditions particulières exigées des candidats étrangers qui désirent se présenter aux concours de recrutement des maîtres de conférence.

Enfin le projet de décret précise de nombreuses dispositions destinées à améliorer la fluidité générale des *carrières universitaires. Il introduit* notamment une innovation pour l'accès au corps des professeurs de droit, d'économie, de gestion et de sciences politiques aujourd'hui régi par le concours de l'agrégation du supérieur.

Contrairement à ce que certains souhaitaient, l'agrégation est maintenue, mais, à titre dérogatoire et pour cinq ans, il est prévu d'ouvrir une agrégation interne dans ces disciplines. Ce nouveau concours devrait bénéficier d'un nombre de places identique à celui de l'agrégation classique ; il sera ouvert aux maîtres de conférence ou aux maîtres assistants âgés d'au moins quarante ans et comptant au moins dix ans de service dans l'enseignement supérieur. Cela devrait représenter une véritable bouffée d'oxygène pour plusieurs centaines de juristes ou d'économistes qui libéreront du même coup des emplois de maîtres de conférence pour des candidats plus jeunes.

LE SYSTÈME DES PRIMES

En créant un mécanisme de primes individuelles et différenciées, le ministère bouscule sérieusement les habitudes du milieu universitaire.

Comme prévu, et contrairement aux craintes récentes des syndicats, tous les universitaires bénéficieront d'une *« prime de recherche et d'enseignement supérieur »* de 6 000 F par an, indexée sur la valeur du point de la fonction publique. Cette prime uniforme remplace l'actuelle prime de recherche, bloquée depuis des années à 2 500 F par an.

La véritable innovation réside dans l'instauration d'une palette de trois indemnités correspondant aux trois grands domaines d'activité des universitaires : pédagogie, recherche et administration. Ce dispositif est optionnel, c'est-à-dire que chaque enseignant-chercheur ne pourra postuler qu'à un seul type de prime pour une période donnée ; il est, en outre, de nature contractuelle, en ce sens qu'il correspond à des engagements pluriannuels librement consentis.

● **Prime (ou contrat) pédagogique.** – *Elle pourra être accordée à* des universitaires qui s'engagent, pour une période de quatre ans, à effectuer un service en heures complémentaires. Petite révolution : ces heures complémentaires ne seront pas nécessairement des heures d'enseignement ; elles pourront être consacrées à d'autres tâches à caractère pédagogique (responsabilité d'un premier cycle rénové, mise en place de nouvelles filières, accueil des étudiants, par exemple).

Le droit à l'indemnité pédagogique n'est pas automatique : il faudra, pour en bénéficier, dépasser un certain seuil d'heures complémentaires (l'équivalent d'un demi-service pour les maîtres de conférence et de deux tiers de service pour les professeurs). Dans ce cas, le bénéficiaire touchera la prime en plus de la rémunération des heures *complémentaires* (1). *Pour l'année* 1989-1990, la prime sera de 6 000 F par an pour les maîtres de conférence et de 8 000 F pour les professeurs ; le niveau de 8 000 F par an pour les premiers et de *10 000 F* pour les seconds sera atteint par paliers d'ici deux ans.

Ces indemnités seront gérées localement par les universités. Celles-ci vont être invitées, par une note du ministère, à faire connaître avant le *30 septembre, sur* la base des demandes des enseignants, le nombre de « contrats » pédagogiques qu'elles souhaitent pouvoir conclure par discipline et par catégorie d'enseignants.

Reste une question essentielle : l'Etat pourra-t-il satisfaire toutes les demandes ? L'on se retranche pour l'*instant du côté du ministère* derrière l'ignorance où l'on est des vœux des universitaires. Mais on précise toutefois qu'il est envisagé d'atteindre assez rapidement dix mille contrats pédagogiques (pour trente-six mille enseignants du supérieur – *hors des disciplines médicales*, qui disposent déjà d'un système indemnitaire). Au cas où la demande excéderait les possibilités budgétaires, priorité serait donnée aux disciplines et aux académies déficitaires en enseignants.

● ***Prime d'encadrement doctoral* et de recherche.** – Ce « contrat » est *un engagement* conclu, *pour une* période de quatre ans, entre un universitaire qui souhaite se consacrer de façon plus intensive à ses activités de recherche et la direction de la recherche du ministère de l'éducation.

Ce sont les groupes d'experts du ministère – par grand domaine de *recherche – qui évalueront* la validité des dossiers de demande individuels sur la base de critères classiques (activité de publication, participation à une équipe de recherche, direction de thèses...) mais également en tenant compte de *« la disponibilité effective de l'enseignant-chercheur, tout au long de l'année civile, à l'égard des doctorats »*. Une manière on ne peut plus claire d'inviter les universitaires à moins de souplesse dans l'organisation de leur emploi du temps.

La prime de recherche sera, pour la prochaine année universitaire, de 16 000 F par an pour les maîtres de conférence, de 22 000 F pour les professeurs de deuxième classe et de 28 000 F pour les professeurs de première classe. D'ici deux ans, le montant passera pour chacune de ces catégories à 18 000 F, 26 000 F et 34 000 F. *Beaucoup plus importante* que la prime pédagogique, la prime de recherche est, en contrepartie, exclusive de toute activité complémentaire d'enseignement rémunérée.

Compte tenu des délais d'instruction des dossiers au niveau national, les candidats à ce type de « contrat » *sont invités à déposer leurs* demandes avant le 30 septembre prochain.

● **Prime d'administration.** – Ces « contrats » sont de deux types. Les contrats de chef d'établissement donnent droit à une prime d'administration (48 000 F annuels pour les présidents d'université ou assi*milés, 30 000 F pour les directeurs* d'établissement), cumulable avec la prime standard de recherche et d'enseignement supérieur. Ils sont gérés directement par le ministère, et leur durée recouvre celle des fonctions des bénéficiaires (cinq ans pour les présidents d'université).

Les contrats d'administration proprement dits sont conclus au sein d'un établissement et selon une procédure *fixée localement. La liste des* fonctions pouvant y donner droit (directeur d'UFR, responsable d'une antenne universitaire, etc.) ainsi que le montant de la prime correspondante (dans une fourchette de 10 000 F à 25 000 F) sont fixés par l'université *dans le cadre d'une* enveloppe globale établie par le *ministère sur* la base de critères tenant compte des effectifs d'enseignants et d'étudiants. Enfin, la prime d'administration peut donner lieu à des décharges de service.

Au-delà du détail de ce dispositif de primes, la volonté du ministère de l'éducation nationale *est donc* claire : il entend utiliser rapidement ce levier pour mieux rémunérer les activités effectives et diversifiées des universitaires. Et pour mieux en tenir compte dans les promotions, comme le précisent plusieurs dispositions.

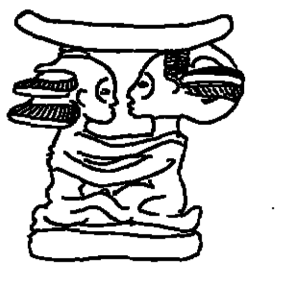
En régime de croisière, ce sont environ la moitié des enseignants du supérieur qui devraient bénéficier *de l'une des trois primes* (de l'ordre de dix mille primes pédagogiques, sept mille à huit mille primes de recherche et un millier de primes d'administration). L'Université n'a sans doute pas fini de découvrir les répercussions d'une telle innovation.

GÉRARD COURTOIS.

(1) Le montant des heures complémentaires sera à nouveau relevé d'environ 20 % au 1er octobre prochain. L'heure de cours passera de 255,80 F à 306,80 F et l'heure de travaux dirigés de 170,60 F à 204,70. F.

A LA SOURCE
DE LA SAGESSE
Shri Mataji à PARIS
10 et 11 juillet – PLM
17, bd St-Jacques, 75014 PARIS

(Publicité)



Afrique : le 89 des créateurs

Pour la première fois en France, le 12 juillet à Paris à 20 h 30 à l'UNESCO, « AMANDLA ».

Le groupe culturel Sud-Africain de l'A.N.C. donnera un spectacle. A cette occasion, seront décernés les *« Génies de la Bastille »*, prix destinés à récompenser les créateurs africains de l'année (entrée libre dans la mesure des places disponibles, le soir de la manifestation).

Le 15 juillet « le groupe **AMANDLA** » se produira au château d'O à Montpellier.

Nous tenons également à remercier pour le concert privé qui s'est tenu le 1er juin à Paris au Palais des Congrès : les épouses des chefs d'État des pays africains suivants : Cameroun, Centre-Afrique, Congo, Côte-d'Ivoire, Sénégal ; ainsi que Madame veuve de feu le président Netto représentant l'Angola, Mademoiselle Pascaline Bongo pour le Gabon, et Mademoiselle Aïcha Babanguida pour le Nigeria.

Cet événement commun créé par Manu Dibango, A.-M. Tala (Cameroun), King Suny Ade, Oneyeka (Nigeria), Tshala Muana (Zaïre), Zao (Congo), Nany (Angola), Akendengue (Gabon), ainsi que Maxime Le Forestier, Princesse Érika, Maurane et les ballets Black Blanc Beur, a été diffusé par la Cinq, dans le cadre de la fête de la musique le 21 juin à minuit.

Il le sera également en Afrique par Canal France International.

Les cassettes vidéo de ce spectacle seront mises en vente à partir de septembre chez Virgin Megastore, au profit de la Fondation France-Libertés Danielle Mitterrand pour son action en faveur de l'enfance en Afrique.

FRANCE-LIBERTÉS
FONDATION
DANIELLE
MITTERRAND

elf aquitaine

Le Monde

BICENTENAIRE

Symboles 1789

Le Panthéon

par Jean-Claude Bonnet (*)

BIEN avant qu'il ne soit officiellement consacré par l'institution du Panthéon en 1791, le culte des grands hommes inspire et obsède même déjà vivement l'époque des Lumières. Diderot y reconnaît *« l'esprit du siècle »*. De l'*Encyclopédie* à Rousseau et Condorcet, *« l'homme de génie »* est gratifié d'un rôle considérable, et l'on souhaite que les arts le représentent à travers *« de grandes images qui prêchent »*. Les *Vies des hommes illustres*, de Plutarque, et le *Télémaque*, de Fénelon, sans cesse réédités, avaient contribué à populariser une imagerie. Mais surtout quand l'Académie, en 1758, abandonne pour ses concours les sujets généraux et appelle les orateurs à louer *« les hommes célèbres de la nation »*, une extraordinaire machine de guerre idéologique se met en place.

Au contraire de l'oraison funèbre, en effet, qui insiste sur la vanité de toute entreprise humaine, l'éloge académique est un genre commémoratif qui fonde progressivement la mémoire de la cité. Dans l'éloge des grands hommes, la société des Lumières n'en finit pas de se raconter à elle-même son propre avènement et d'écrire un roman des origines en inventant une légende nationale qui lui convient : le guerrier, le saint et le noble y pâlissent et s'effacent rapidement au profit d'une galerie de héros bourgeois présentés comme les nouveaux garants de l'Etat. Comme l'indiquent les commandes royales faites aux peintres et aux sculpteurs, afin d'immortaliser les grands hommes de la nation, Louis XVI était acquis, dans les dernières années de l'Ancien Régime, à ce nouveau musée imaginaire des gloires françaises au centre desquelles il pensait encore pouvoir se placer.

A la mort de Mirabeau, le 2 avril 1791, la Constituante décide de désaffecter l'église Saint-Geneviève pour en faire une sépulture nationale. Chargé d'adapter le monument à sa nouvelle destination laïque, Quatremère de Quincy s'efforce de concevoir un parcours et un classement intelligibles, bien différents du désordre qui régnait à Saint-Denis ou à Westminster. L'inscription proposée par le marquis de Pastoret (*« Aux grands hommes, la patrie reconnaissante »*) vient bientôt orner le fronton de l'édifice. On décide de panthéoniser d'abord Voltaire et Rousseau, mais, dans les longues processions révolutionnaires, ils sont moins honorés pour leurs qualités d'hommes de lettres que comme de grands totems nationaux aux attributs déjà un peu vagues.

A propos du parcours funèbre qui conduit le catafalque de Victor Hugo, en 1885, de l'Arc de Triomphe au Panthéon, Barrès écrit alors : *« De l'orgueil de la France, il va au cœur de la France. »* Il apparut ainsi que pourraient un jour se réunir les deux versants irréconciliables de la mémoire française, comme le souhaitèrent tour à tour Chateaubriand, Michelet et Gambetta, pour qui Jeanne d'Arc et la République sont *« toutes deux la France »*, et plus récemment André Malraux, qui prétendait, par sa voix médiumnique, convoquer et faire surgir également de la nuit *« l'immense cortège des ombres »* de la Résistance et celui de *« la vieille chevalerie morte »*.

Quel usage nous reste-t-il de ce sépulcre blanchi que beaucoup considèrent comme une sorte de ruine définitivement muette et vidée de tout prestige ? Il convient d'abord, sans doute, d'avoir un regard pour le monument lui-même, qui est l'un des plus intéressants de la capitale, et de l'entretenir comme il le mérite. Au moment où chaque année, pour le 15 août, une poignée d'intégristes vient faire grand tapage aux portes du Temple et y troubler le repos de Voltaire dont nous avons un si grand besoin aujourd'hui, n'est-il pas nécessaire, d'autre part, de redécouvrir une institution si fortement inscrite dans notre histoire et qui offre, de temps en temps, l'occasion de rappeler certaines valeurs qui nous lient ?

Mises en scène aujourd'hui pour la télévision, les panthéonisations (celles de René Cassin et de Jean Monnet récemment, bientôt, celles de l'abbé Grégoire, de Monge et de Condorcet) ont perdu une certaine gravité héroïque, mais elles renouent ainsi profondément, par leur cheminement secret, avec le panthéon des Lumières dans lequel s'est fondée d'abord la mémoire nationale.

(*) Jean-Claude Bonnet a notamment coordonné *la Carmagnole des Muses*, Armand-Colin, 1988.

Vivement les jacobins !

par Régis Debray (*)

« La laïcité puise-t-elle sa source dans la Révolution ?

– Oui, par le biais de la République, son héritage. Notre Constitution la définit comme « indivisible, laïque, démocratique et sociale » ; trois qualificatifs sur quatre restant là pour mémoire, évidés par le cours des choses. C'est vrai que la séparation du spirituel et du temporel remonte jusqu'à la « double nature » du Christ, divine et humaine ; qu'elle s'annonce sous la monarchie dans le long bras de fer entre l'Eglise et l'Etat, mais, avec la Révolution, le mouvement des Lumières aboutit à cette idée ahurissante : l'homme est l'auteur de l'homme, il peut s'organiser sans Dieu (et par conséquent sans roi de droit divin). Mais non sans école, car l'humanité étant à fois Histoire et Raison, le progrès des libertés dépend du progrès des connaissances et de l'assimilation réfléchie du passé. Si on n'apprend pas à croire, il faut toujours apprendre à penser, et on ne naît pas plus républicain que laïque : on le devient. C'est bien embêtant. Parce qu'on cesse de l'être dès qu'on suit le courant.

La religion de la patrie

– Mais la France n'est pas le seul Etat laïque...

– Sur cette planète du moins (soyons prudents), les Etats qui ne mentionnent pas Dieu dans leur Constitution sont une minorité en régression. Notre laïcité à nous coule de source, ce qui fait de notre République la brebis noire de l'Occident. *« One nation under God »*, disent les Etats-Unis, dont le président prête serment sur la Bible. La Grande-Bretagne a sa *« Church of England »* et une reine *« défenseur de la foi »*. *« Au nom du Dieu tout-puissant »*, dit le préambule de la Constitution suisse, et la Suisse offre le seul modèle sérieux d'un fédéralisme européen. Les constructions fédérales, ici bas, ont toujours plus besoin du ciel que les Etats unitaires. Les pays « socialistes » sont officiellement cléricaux, à religion d'Etat, et, dans la plupart des démocraties libérales, la liberté religieuse veut dire que chacun est libre de prier Dieu à sa façon et qu'il n'y a pas de religion officielle ou privilégiée.

» Chez nous, c'est l'Etat dans son principe qui s'est libéré de Dieu, et personne n'a à décliner d'identité confessionnelle. Nombre de nos partenaires européens ont encore une loi sur le blasphème dans leur législation civile. Aux Pays-Bas, la loi ne punit que les injures faites à Dieu et non à ses prophètes, tant mieux pour Rushdie, qui pourra être traduit en néerlandais. En France, la loi sur le blasphème a été abrogée pour la première fois en 1791. Deux siècles d'avance sur les voisins ? Mais, dans l'Europe unie de demain, cette exception française risque de faire un gros retard à rattraper. On s'y met. Notamment en alignant l'école sur l'entreprise, en remplaçant l'instruction publique par un mi-temps télé mi-temps dressage ; avant de rendre impossible l'enseignement de la philosophie dans le secondaire. En Europe du Nord, c'est l'instruction religieuse qui en tient lieu, ou, à défaut, un succédané prêchi-prêcha. L'Europe est un effort de chaque jour.

La victoire posthume

– Mais ne dites-vous pas qu'il n'y a pas de République sans mystique... ?

– On ne détruit que ce qu'on remplace, disait Danton. La Révolution a remplacé le royaume de Dieu par la religion de la patrie, avec martyrs et liturgie. Michelet détestait le côté prêtre de Robespierre, jouait la justice contre la grâce, tout en forgeant une mystique du peuple rédempteur. Se passer des transcendances révélées exige une autre sorte de transcendance, c'est peut-être là l'impensé de l'idée laïque. Vous pouvez avoir une société sans Dieu, mais non sans sacré. Cela se fonde en logique et n'a rien de mystérieux. La « république intérieure » dont parle si bien Claude Nicolet exige une tension spirituelle forte.

– Où voyez-vous aujourd'hui un pouvoir spirituel dans notre République ?

– La communication nous tient lieu de sacré social ; ce n'est pas brillant, mais on a le spirituel qu'on peut. En démocratie médiatique, nous avons un clergé de médiateurs. Le journaliste, tel le curé jadis, nous dit ce qu'il faut penser des *événements* et en quoi il convient de croire. Comme l'information tient lieu d'instruction, le petit écran fait office de Parlement. L'ordre médiatique a donc préséance sur les autres. Mais s'il a la fonction sociale, le fondement métaphysique lui fait défaut, et je ne crois guère en sa pérennité. Le couple multinational économie-communication est un trompe-l'œil éphémère, et le principe spirituel de la laïcité exige mieux. La laïcité, c'est la citoyenneté au sens fort. Rousseau tenait que là où il n'y a plus de patrie, il ne peut y avoir de citoyens. C'est la question de l'avenir. Le génie de 89, c'est l'invention d'une idée ouverte et non xénophobe de la nation qui, à travers la *souveraineté populaire*, fusionnait les coutumes et les lois ; l'enracinement et la volonté. Et qui nous dit : sans appartenance collective, pas d'autonomie individuelle. Le mixte révolutionnaire de l'Etat-nation n'oppose pas les deux versants. Il mariait l'Etat-raison à la nation-sentiment, l'Homme et la Femme. Finies les vieilles antinomies du droit et de la nature, de l'universel et du territoire. Admirable moment !

– Mais l'ère de l'Etat-nation, tous s'accordent à la juger révolue, et l'Europe de demain...

– L'Europe des petits cantons et des provinces unies, l'Europe verte, localiste et planétaire, qui fait craquer les coutures nationales, c'est le cucul de l'époque. Il

nous sera cruel. Nous fêtons aujourd'hui, peut-être pas la Restauration, comme le disent les pessimistes, mais la victoire posthume, à l'échelle européenne, des girondins sur les méchants jacobins. Cela ressemble fort à la revanche de Maurras sur Michelet, des terroirs sur la nation. Et, par voie de conséquence, à terme, le triomphe de Joseph de Maistre sur Condorcet, de la chrétienté sur la république. Car chaque tribu étant unifiée par du religieux, le retour des ethnies annonce le grand retour du religieux, qui est le vrai problème de demain. L'alliance de Dieu et des ordinateurs fonctionne déjà à merveille en terre islamique, où l'intégrisme recrute surtout dans les facs de sciences. L'Europe postnationale ressemblera peut-être à une sorte de Moyen Age informatisé, mais certes pas laïque.

» Lorsque le *citoyen* actif redevient un *individu* privé, dégoûté de la chose publique, il cède la place, au forum comme dans son for intérieur, au *croyant*. L'éloge en vogue de l'indifférence est la voie royale du fanatisme. Si vous mettez aujourd'hui Cioran sur un piédestal, attendez-vous à voir demain un Mgr Lefebvre monter dessus. Le vide d'appartenance fait appel d'air. Il sera rempli, nous dit-on, par la région, et ses technopoles transfrontières ; mais, comme c'est un peu maigre, on sera vite rejeté vers le cran du dessus, sur les mouvances transnationales des religions universelles, comme au bon vieux temps. Dans notre marché unique repousseront clochers, minarets et coupoles parce qu'une zone franche ne fait pas une communauté.

» L'homme ne vit pas que de biens et de services, et les Etats-nations se seront entre-temps humiliés et discrédités. A leur place, nous aurons alors une communauté européenne catholique, une autre protestante (le réveil des uns réveillant les autres), une troisième musulmane, avec ses factions rivales, une quatrième juive, et ainsi de suite, chacune retranchée derrière ses leaders et ses lois. Avec, qui sait, ses milices d'autodéfense, ses interdits et ses « fatwas », ses raids et ses vendettas. Les libres penseurs devront s'armer aussi pour se faire une place au soleil, entre tous ces ghettos transnationaux. *« Le vingt et unième siècle sera spirituel ou ne sera pas »*, prophétisait Malraux, à juste titre. Faudra-t-il traduire par : le siècle des guerres de religion, qui fera du seizième un bucolique préambule ? J'exagère ? Le pire théocratique n'est pas toujours sûr ? Oui, à condition de la *prévenir*. »

« Le lit des capucins et des ayatollahs »

« Avec ce slogan, historiquement inepte, des « Etats-Unis d'Europe », on nous annonce une petite Amérique et on nous prépare un grand Liban. *« Ah ! les cons ! »* (disait un jour Daladier devant une foule de gogos enthousiastes). Les gentils écolos et les prophètes sympas d'« une Europe province de l'ère planétaire » (comme disent les intellos du « serment de Strasbourg ») font le lit des capucins et des ayatollahs (qu'ils détestent bien évidemment, c'est la loi du genre). Tout scénario-catastrophe mis à part, vous observerez qu'au-delà des monts le Vatican et la démocratie chrétienne ne voient qu'avantage à la modestie de l'Etat italien et à la plénitude de ses régions. La Mafia aussi. Vieille règle des vases communicants, depuis l'Empire romain. Chaque abaissement moral du pouvoir politique se paie d'une avancée politique des autorités religieuses. Quand César n'incarne plus de valeurs transcendantes à lui-même, on rend tout à Dieu, sans partage.

» L'humiliation de l'Etat-nation élève les Eglises. Les féodalités et les canailleries aussi. Si la République « une et indivisible » n'est plus assez forte pour faire que la loi et l'école soient les mêmes pour tous, Bretons ou Corses, catholiques ou juifs, riches ou pauvres, chacun ramènera sa foi, sa grand-mère et son fric. Bandes à part. Guerre de tous contre tous. Les Saint-Barthélemy sont le fait de pouvoirs centraux dévalués et domestiqués.

» Vivement les jacobins ! Ils garantiront notre liberté de penser. Et de croire ce qu'on veut. »

(Régis Debray a choisi de s'interviewer lui-même.)

(*) Ecrivain. Derniers livres parus : *les Masques* (1988), *Que vive la République* (1989).

TF 1-« LE MONDE » : MESSAGES SUR LA RÉVOLUTION

« C'est à la Révolution française que nous devons les droits fondamentaux »

affirme M. Sosuke Uno, premier ministre du Japon

En collaboration avec TF 1, le Monde *publie les réponses à trois questions posées à un chef d'Etat ou de gouvernement. Aujourd'hui, le premier ministre du Japon, M. Sosuke Uno.*

« Qu'a apporté la Révolution française au monde ?

– La Révolution française a été l'époque-clé des changements politiques et sociaux qui ont permis au monde de se libérer du joug de la féodalité et de devenir la société moderne dans laquelle nous vivons. C'est à la Révolution française que nous devons ces idées universelles qui nous sont familières et qui se nomment droits fondamentaux, liberté politique, égalité et système constitutionnel.

– Et qu'a-t-elle apporté à votre pays ?

– Ces idées de la Révolution française n'ont cessé d'être vivaces, même dans notre pays, le Japon, qui est pourtant fort éloigné de la France. Au cours du vingtième siècle, elles n'ont cessé d'exercer une influence intellectuelle sur les mouvements pour la liberté et la démocratie. Nous, Japonais, vivons aujourd'hui avec ces valeurs universelles, et nous souhaitons protéger et accroître ce qui représente un patrimoine commun à l'humanité.

– A l'approche de l'an 2000, quel nouveau message universel convient-il d'apporter ?

– Le monde doit faire face à de nombreux problèmes complexes, tels que la dette des pays en développement et la détérioration de l'environnement. Ces problèmes à l'échelle mondiale ne peuvent pas être résolus sans la coopération de tous les pays, en particulier des grandes démocraties industrielles du monde occidental. Compte tenu de cette situation, le Japon a récemment pris la décision de contribuer à résoudre les problèmes auxquels doit faire face le monde en instaurant une « initiative de coopération internationale », dont les trois piliers sont la coopération pour la paix, l'augmentation de l'aide publique au développement et la promotion des échanges culturels internationaux. Je souhaite sincèrement poursuivre le renforcement des relations de coopération entre la France et le Japon pour contribuer ensemble à la paix et à la sécurité du monde. »

Propos recueillis par
NUKOKO GOTO.

● **Pas d'ambassadeur du Japon en 1789.** – Au dix-huitième siècle, le Japon vit la période Edo, qui s'étend de 1616 à 1868, et Tokyo devient la ville impériale. Face à la corruption des fonctionnaires, les paysans, pressurés par les collecteurs d'impôts, se révoltent. De 1764 à 1773, de nombreuses manifestations de violence éclatent, mais la répression est impitoyable. En 1787, un chef de clan, Matsudairo Sadanobu, essaie de rétablir la situation. Il chasse les fonctionnaires les plus corrompus, assainit les finances, tente de repeupler les campagnes décimées par l'exode vers les villes et les famines successives. C'est le début d'une période de grande stabilité. Malgré la politique d'isolationnisme du Japon, les Européens, à partir de 1797, commencent à se montrer dans les eaux japonaises. La première délégation d'ambassadeurs japonais sera reçue en France en 1868.

Dictionnaire historique de la Révolution française

Par Albert Soboul

Publié sous la direction scientifique de Jean-René Suratteau et François Gendron

D'Absolutisme à Ventôse, ce dictionnaire est une mise en forme alphabétique des hommes, des faits et des choses qui ont apporté à la Révolution ses audaces, ses erreurs, ses succès et ses échecs.

Collection "Grands Dictionnaires."
1000 entrées, 1184 pages, sous jaquette illustrée, 495 F
puf

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Bicentenaire

La manifestation et le concert de la Bastille à Paris

L'écrivain Gilles Perrault, le chanteur Renaud et la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) estiment avoir réussi leur pari après la manifestation et le concert organisés, samedi 8 juillet, place de la Bastille, à Paris, *« contre la dette, l'apartheid et les colonies »*. Sous le label *« ça suffat comme ci »*, leur appel, auquel s'était rallié notamment le PCF, a finalement été entendu par plusieurs dizaines de milliers de personnes : quinze mille à la manifestation, plus de cent mille au concert. Ayant pour cible le sommet des sept pays industrialisés qui aura lieu à Paris, à partir du 14 juillet, cette mobilisation a été suivie, dimanche 9 juillet, d'un colloque salle de la Mutualité.

***« Instigateur de ce vaste mouvement de solidarité avec le tiers-monde »* selon Renaud, Gilles Perrault fut le seul orateur à prendre la parole, place de la Bastille. Brocardant dans un discours offensif les *« monarques du fric »*, *« roi du dollar »*, *« reine de la livre »* et autres *« kaiser du mark »* réunis *« hélas, hélas, à l'invitation de notre baron du franc »*, il s'en prit à la dette financière du tiers-monde et aux cérémonies officielles du Bicentenaire.**

« Nous autres,* devait-il notamment déclarer, *nous convoquons ici ce soir les ombres des quarante mille enfants qui, chaque jour, meurent de faim dans le tiers-monde (...). Nous convions sur cette place de la Bastille les peuples que la dette enchaîne parce qu'elle est l'esclavage des temps modernes, le plus grand assassinat de masse, plus meurtrière que ce que furent jamais les bureaucrates staliniens, plus meurtrière que les vieillards tankistes de Pékin (...). On n'épongera pas la dette avec la serpillière de la charité (...). Les peuples réclament la justice, et ils y ont droit (...). Enlever un quart ou la moitié d'un cancer, ça ne soulage pas, ça continue à tuer ! C'est pourquoi nous demandons que la dette soit annulée immédiatement et totalement. »

S'en prenant à *« une Révolution cadavérisée, momifiée, un Bicentenaire du toc et du truc à plume »*, l'écrivain appela de ses vœux *« une révolution vivante, nécessaire, urgente »*.

La fête des sans-culottes

Un drapeau rouge, deux drapeaux noirs, un ballon vert et cent mille visages. Il ne fait pas encore nuit, samedi 8 juillet, lorsque Renaud monte sur scène en habit de sans-culotte, pantalon tricolore et bonnet phrygien, pour lancer le concert du contre-Bicentenaire. Un croissant de lune et le dirigeable de la préfecture de police se disputent le ciel de la Bastille. Au fond de la scène, un visage pleure, celui d'une jeune Chinoise, mais ce n'est qu'un dessin. Plus loin, le long du portique de l'Opéra Bastille, trois immenses Marianne prennent la pause des trois petits singes : celles d'une République qui, oublieuse des audaces révolutionnaires qui l'ont vue naître, serait devenue sourde, muette et aveugle.

« Salut les potes. Salut les révolutionnaires, les anars, les trotskards. Salut les communistes. Salut les socialistes, il y en a sûrement. » Sans-culotte œcuménique, Renaud salue tout le monde. Non sans sous-entendus parfois : *« Salut les potes de SOS-Racisme, comment ne seriez-vous pas là ? »* Et avec une tendresse particulière pour les *« anarcho-mitterrandistes »* — *« Il y en a au moins un. »* — Renaud remercie son monde, celui des victimes, des exclus, des vaincus de l'histoire, ces protestataires en tout genre, antiriches, andidettes, antirépression, anticommémoration, antiapartheid, anticolonies, venus pour ce concert aux cent mille visages et la manifestation de toutes les couleurs qui l'a précédé.

« Pékins de tous les pays, unissez-vous ! » Partis de la Bastille avant d'y revenir, quelque quinze mille « pékins » avaient, l'après-midi durant, décliné les impatiences du *« ça suffat comme ci ! »*, composant une ode bariolée à la révolte et à la solidarité. Aimable désordre qui, en tête, n'excluait pas le service d'ordre dévolu au carré des personnalités, destiné à illustrer la dimension unitaire du défilé. Image d'un compromis modeste, mais historique, à l'échelle de la « gauche de la gauche » : militants communistes et d'extrême gauche avancent au coude à coude, protégeant une première ligne où Maxime Gremetz — du bureau politique du PCF, — côtoie Alain Krivine — de celui de la LCR, — qui lui-même donne le bras à l'évêque d'Evreux, Mgr Jacques Gaillot, tandis qu'au milieu l'écrivain Gilles Perrault, initiateur de l'appel *« contre la dette, l'apartheid et les colonies »*, explique qu'aujourd'hui c'est la fête, *« celle du peuple, un 14 juillet avancé »*.

Renaud, qui prend la manifestation en route, boulevard Beaumarchais, embrasse le portugais Otelo de Carvalho, l'homme de la « révolution aux œillets », récemment libéré de prison. Côté PCF, Jack Ralite est là aussi, ainsi que Gisèle Moreau, qui bavarde avec l'un des dix de Renault. Louis Weber, du SNES, s'inquiète du *« coût éducatif »* de la dette. Entouré de trotskistes, Mgr Gaillot, frêle dans son polo mauve, reste serein : *« On n'est jamais assez nombreux du côté des droits de l'homme. »* Enfin, des indépendantistes antillais et des Canaques du FLNKS accompagnent les organisateurs tiers-mondistes de *« l'autre sommet »*, celui des *« sept peuples parmi les plus pauvres »*, qui, les 15 et 16 juillet, entend faire pendant à celui des *« sept pays les plus riches »*.

Les héros sont de retour

Derrière vient l'armée des « sans-culottes ». Tous les pays, toutes les causes, toutes les couleurs. Du rouge et du reggae avec le groupe Rising Sun pour réclamer l'annulation de la dette : *« Le tiers état d'aujourd'hui, c'est le tiers-monde. »* Du rouge et du noir pour la Confédération nationale du travail : *« En 1789, la bourgeoisie prend le pouvoir. En 1989, elle l'a toujours. »* Du vert, du blanc, du noir sur le drapeau de la Palestine : *« Vive l'Intifada ! »* Un grand soleil jaune sur celui de Kanaky. Du blanc pour les bandeaux vendus 20 F à la mémoire des étudiants chinois. Du noir, rien que du noir, pour les jeunes du SCALP *(Section carrément anti-Le Pen)*. Du noir, un peu moins uniforme, pour leurs aînés de la Fédération anarchiste.

Les héros sont de retour : Che Guevara, Sandino, Nelson Mandela, Eloi Machoro. Les Basques, les Kurdes, le Comité de soutien au peuple tibétain, défilent devant la CGT des correcteurs ou les ouvriers de Longwy. En boubou, enfants accrochés dans le dos, des Africaines tapent sur des bidons vides. C'est le Comité des mal-logés : pour les forcer à déménager, on leur a coupé l'eau dans leurs logements parisiens. Le « foyer Brisson » se bat, lui, *« contre la démolition »*. D'autres réclament la libération de Bruno Guilloré, un insoumis condamné à un an de prison.

A chacun son badge : *« Ni Dieu ni maître »* pour la LCR. Chacun sa banderole : *« Moi »*, proclame un clone de Renaud, habitué à *« faire la manche »* gare de l'Est ; *« Dissolution Le Pen »*, demandent trois générations d'une même famille. A chacun sa mise en scène : sept nœuds coulants tombant d'un bâton porté par un homme et une femme pour rappeler que, *« en Afrique du Sud, on peut pendre sept personnes à la fois »*. A chacun son T-shirt : on apercevra même un *« Génération Mitterrand »*, mais, au fil de la journée, les vautours de Siné, plagiat des gentils oiseaux de Folon pour la Mission du Bicentenaire, auront de plus en plus d'adeptes. Avec un programme sans fioritures : *« Bicentenaire, mon cul ! »*

Plus structurés, plus cohérents, deux cortèges se distinguent : celui de la LCR et celui du PCF, le second surpris de ne pas dépasser en nombre le premier. Placés au milieu *du défilé*, les *militants* trotskistes, emmenés par de jeunes musiciens, dont Stéphane Sirkis du groupe Indochine, chantent *« Voyez comme elle va, la dette »* sur l'air d'*Oyo como va* ou *« Tonton Mitterrand les réunit »* sur celui de *Tonton Cristobal*. *« Seigneurs du monde, saigneurs du tiers-monde »*, proclame leur banderole, tandis que, le long d'un dragon de nouvel an chinois, on lit : *« Chine : dehors les bureaucrates. »*

Le PCF en queue

Plus classique, le PCF avance en rangs serrés mais ferme la marche, talonné par les camions balayeurs de la mairie de Paris. Plus réservé aussi : *« On n'a pas vraiment l'habitude d'être en queue,* explique un militant. *Et puis, c'est pas le genre de manif où l'on est très à l'aise : c'est quand même un peu folklo. »* Commentaire acerbe d'Elie Kagan, photographe du pavé parisien depuis l'après-guerre, ancien communiste lui-même : *« Avant de quitter cette terre, j'aurai quand même vu les staliniens devenir un groupuscule et défiler derrière les trotskistes. »* Imperturbable, la sono communiste s'en tient au programme unitaire : *« La dette, ça suffit, elle doit être abolie ! »*

Quelques banderoles apostrophent, plus ou moins violemment, le président *« qui ripaille avec les riches »*. *« Mitterrand, c'est fini le temps des colonies »*, affiche la LCR alors que, non loin des ravageurs *« sans cravate »*, le ton est au « baston » : *« Mitterrand, larbin du FMI, casse-toi, tu pues, et marche à l'ombre ! »* Sur le bas-côté, songeur et silencieux, Julien Dray, fondateur de SOS-Racisme et jeune député socialiste apprécié du président, remonte un temps le cours du cortège. Pas de slogans vengeurs pourtant. Seul le PCF laissera échapper, la pluie venue : *« Le temps est pourri, le gouvernement aussi ! »*

« Ebranler la gauche »

Il a ses raisons : abondante, l'ondée fait des coupes importantes dans ses troupes, clairsemées à l'arrivée place de la Bastille, tandis que la LCR, entonnant *l'Internationale*, résiste mieux. Les premières gouttes tombent aux alentours de la place de la République : *« Rien de plus normal, c'est cette Marianne momifiée qui attire la grisaille »*, commente un manifestant en montrant la statue.

Pour finir, manifestants et personnalités s'offriront un hommage réciproque, les secondes s'installant à l'approche de la Bastille le long du trottoir afin de *« voir passer le défilé »*. Moment d'émotion quand, devant Otelo de Carvalho, un groupe slave entonne *Grandola Vila Morena*, le chant qui lança l'insurrection du 25 avril 1974 sur les ondes de la radio portugaise. Les manifestants avancent au ralenti.

Sur place, tout est prêt pour le concert qui débutera peu après 19 heures. Adossée à l'Opéra, la scène fait face à la colonne du Génie. Des fans sont déjà massés tandis qu'un dazibao géant attend des signatures pour les victimes de la répression en Chine. Changement d'échelle *en effet* : avec le concert, place à la vraie foule, tassée et compacte, qui occupera bientôt tout l'espace. Plus ou moins éprouvés par les assauts climatiques de la contre-révolution, personnalités et journalistes se retrouvent à côté de la scène. Dans le prolongement, du côté des loges des artistes, un village de saltimbanques, décoré de lampions et encerclant l'immense masse de verre et de béton, semble faire le siège de l'Opéra.

C'est l'occasion de demander aux uns et aux autres, à rebours des enthousiasmes du Renaud de 1988 : alors, vous le laissez béton ? Pour Alain Krivine, la question ne se pose pas : il a toujours été *« dans le camp de la révolution »*. Clairement antimitterrandiste de ce côté-là, ce contre-Bicentenaire y apparaît aussi comme un succès. La LCR, à laquelle Gilles Perrault veille à rendre scrupuleusement la paternité de l'idée du 8 juillet, y a mis toutes ses énergies militantes, réussissant ainsi à sortir de sa marginalité après son bout de chemin, pavé de déceptions, avec Pierre Juquin. Mais Alain Krivine pense déjà aux lendemains de *« cette initiative exceptionnelle, rassembleuse, qui va ébranler la gauche traditionnelle »*.

Pas si traditionnel, Jack Ralite, dont la présence persistante signifiait un engagement plus personnel que celui d'autres dirigeants communistes, se prend à faire parler les morts : *« Si Robespierre était là... »* Heureux et lyrique, il pense que l'on vit *« une fracture de l'histoire et, demain, ça peut être quelque chose de très beau »*. Tout en se disant *« sombrement optimiste »*, il entrevoit *« la sortie d'une histoire pleine de scories »*. Bref, *« la fidélité à la Révolution française, elle est ici »*.

Les responsables socialistes brillent évidemment par leur absence. A une petite exception près : Jean-Luc Mélenchon, sénateur de l'Essonne, fera un tour au « village des invités » du concert. Dans la foule des spectateurs, Harlem Désir qui, signataire de l'appel de Gilles Perrault, avait finalement décidé de bouder la manifestation mais promis de venir au concert. L'architecte Roland Castro voudrait rassurer François Mitterrand — *« Tonton, on t'aime »* — mais ajoute : *« Il n'y a pas beaucoup d'hommes libres au PS. »* Plus inattendue est la présence de Bernard Deleplace, figure du syndicalisme policier : *« J'irai aux deux fêtes, celle-là et l'officielle,* explique-t-il. *Ici, c'est la fête des sans-culottes ; demain, ce sera celle de l'Etat. L'initiative de Renaud dérange, c'est vrai. Mais la Révolution aussi, elle dérangeait. Alors, il faut la fêter comme ça : dans sa diversité, chacun à sa façon. »*

Poignée de main chaleureuse avec Renaud pour qui *« Deleplace est le flic le plus estimable »*. Un Renaud fier d'être *« un râleur »* et qui, beau joueur, réagissant à un dessin de Plantu *(le Monde* daté 8-9 juillet), lui promet de *« trouver encore quelque chose à gueuler en 1990 »*. Johnny Clegg s'approche pour préciser que, s'il est là, c'est parce que *« la Révolution française n'est pas la vôtre seulement, c'est celle du monde entier »*. Il veut aussi rappeler *« au gouvernement français et à tous les autres de penser aux victimes de l'apartheid : là-bas, toutes les victoires, toutes les avancées, même les petites réformes du gouvernement, viennent de la mobilisation de ceux qui luttent »*.

« La Révolution, c'est bien de la célébrer, c'est mieux de la faire », résume Renaud qui, présentant à la foule Gilles Perrault, s'effacera devant *« ce petit bonhomme formidable »* dont il vantera les livres écrits *« contre la raison d'Etat »*. *« Comme le futur ne vient pas à nous, nous devons l'attraper »*, renchérira, en public et en français, Johnny Clegg, ovationné. Pour la dernière chanson, dédiée à Nelson Mandela, les bras se lèveront, les briquets s'allumeront et, au-dessus des cent mille visages, il n'y aura plus alors, comme pour signifier une urgence, qu'un drapeau : celui de l'African National Congress.

ANNE CHEMIN, CORINE LESNES et EDWY PLENEL.

Le « Prince-of-Wales » dirigeable policier

Alors que Renaud, Johnny Clegg et autres Négresses vertes chantaient à la Bastille, il était là, silencieux et ventru, en point fixe au-dessus de la foule, observant et filmant le public. Arrivé à Paris depuis le 3 juillet, le dirigeable, spécialement affecté par le ministère de l'intérieur à la surveillance des foules comme à la prévention d'éventuelles attaques aériennes (*le Monde* du 14 juin 1989), a fait, le 8 juillet, sa *première sortie opérationnelle*.

L'appareil, basé au Bourget, avait déjà effectué plusieurs sorties de reconnaissance. Mais cette fois il a été réellement utilisé avec son équipage et ses équipements au complet. D'après la préfecture de police, l'expérience est entièrement positive.

Loué à la société britannique Airship Services, le skyship 600, baptisé *Prince-of-Wales* est doté d'une enveloppe fabriquée par la firme française Zodiac-Aérazur et équipé de deux moteurs Porsche à hélice, qui lui donnent une vitesse maximale de 60 nœuds. La cabine, d'origine britannique, en Kevlar, comporte dix sièges d'avion pour les passagers et deux places réservées au pilote et au copilote. Le dirigeable est sustenté par 6 666 mètres cubes d'hélium, gaz inerte et ininflammable.

Fréquemment utilisé pour des vols de tourisme ou des opérations de publicité, le dirigeable est de plus en plus souvent employé à des missions de protections comme lors des *Jeux olympiques de Séoul* et des funérailles de l'empereur du Japon. Le même objectif lui est assigné à Paris.

Une plate-forme d'observation

Equipé du système de surveillance Atal permettant la transmission d'images *télévisées* en temps réel et à distance, de jour comme de nuit — le tout conçu et gracieusement *fourni par* L'Aérospatiale, *qui* apporte ainsi sa contribution aux festivités du Bicentenaire, — l'appareil transportera, outre trois policiers experts en circulation parisienne, trois militaires de l'armée de l'air spécialistes de la défense aérienne. Les policiers sont chargés de diriger du ciel les trente-cinq cortèges automobiles des chefs d'Etat qui sillonneront Paris du 12 au 17 juillet. Les militaires, aidés de guetteurs à vue installés en une double ceinture autour de la capitale, ont, eux, mission d'évaluer la menace qu'un éventuel « baron noir » pourrait faire courir aux hôtes de marque.

Le *Prince-of-Wales* servira également de plate-forme d'observation lors des grands mouvements de foule. *« Il est beaucoup plus stable qu'un hélicoptère, ce qui permet de faire des photos de précision en toute tranquillité, il est silencieux, ce qui le rend rassurant, et il a une autonomie beaucoup plus grande,* assurent les techniciens. *Samedi soir, au-dessus de la Bastille, il a été en mesure d'évaluer l'importance de la foule avec précision. »*

Dès le 12 juillet, et jusqu'au 17, l'appareil sera en l'air, hormis les ravitaillements, vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Il restera à Paris jusqu'au 23 juillet, jour de l'arrivée du Tour de France. Partagé entre le ministère de l'intérieur et l'armée de l'air, le coût de location du skyship *« Prince-of-Wales »* s'élève à 4 millions de francs pour trois *semaines* d'utilisation. Pilotes et personnels au sol compris.

G. M.

Le Zoulou blanc et le blond de Montrouge

Renaud, le chanteur, est aussi un *excellent téléphoniste. C'est* lui qui avait assuré la programmation du concert de la Bastille, obtenu de Malavoi qu'il vienne des Antilles pour l'occasion, des Négresses vertes qu'elles se dépêchent de rentrer de Hambourg et de la Mano Negra qu'elle saute une étape sur le chemin qui la ramenait de Barcelone. Johnny Clegg, signataire de l'appel du 8 juillet, ami, *« frère »*, dit-il, du chanteur français avait annulé un concert en Italie et payé son voyage et celui de Savuka, son groupe.

Dès le départ, les pièges qui menacent les concerts gratuits étaient évités. Les groupes présents (auxquels sont venus s'ajouter Font et Val, vieux routiers de la rime militante et du calembour anarcho-écologiste) l'étaient en toute conscience. Il y a loin de la tradition chansonnière *que maintient Renaud à l'épure* électrique de la Mano Negra. L'unité n'était pas tant dans le son que dans l'esprit. Le discours de *Ça suffat comme ci*, quoi qu'on en pense, est suffisamment clair et précis pour que chacun des participants au concert trouve dans sa musique ce qui collait à la cause du jour. De toute façon, aucun n'a eu à chercher très loin. Du coup, on évitait *l'épreuve* embarrassante de l'artiste de variétés qui offre à la bonne cause son numéro 12 au « Top 50 », qui plus est en playback, parce que la chaîne de télévision ayant acquis les droits du concert gratuit l'exige.

Restait à résoudre les problèmes d'organisation. Même doré à neuf, le Génie de la Bastille *est plutôt gênant, si l'on veut* transformer la place en salle de concert. Cette année, une contrainte supplémentaire s'ajoutait : il fallait laisser l'Opéra-Bastille dans l'état où on l'avait trouvé. Pour protéger l'œuvre de l'architecte Carlos Ott, SPS, la société de production qui a pris en charge (bénévolement) la partie technique (scène, sonorisation, éclairage) était obligée de disposer la scène devant l'Opéra. Devant, il n'y avait de place que pour quelques milliers de personnes, qui se pressaient dangereusement contre les barrières de sécurité. Les autres ont dû se rattraper sur les deux écrans vidéo géants disposés de part et d'autre de la colonne.

Les Négresses vertes et la Mano Negra

Il était plus que logique que les Négresses vertes soient les premiers à faire danser la Bastille. Leur touche d'apache, leur accordéon infatigable, leur cocktail musical (de ska, de raï, de flamenco... secoué très très fort) en font les héritiers légitimes à la fois du Balajo et du Bal nègre. Au bout de quarante minutes, ils ont laissé la place à Malavoi. La seule disposition des musiciens de ce groupe sur scène (un quatuor à cordes, une rythmique et des chanteurs) est un manifeste : les violons sont ceux de la maison des maîtres de la plantation, les tambours ceux du quartier des esclaves. Malavoi, c'est la formidable capacité d'assimilation de la musique née en Afrique qui emprunte tout pour *le rendre au centuple. C'est aussi* une occasion de danser qui ne se refuse pas.

La Mano Negra chante en français *(Paris qui meurt d'ennui), en* espagnol, en arabe et en anglais. Ils jouent du rock qu'ils aromatisent de toutes les musiques qui leur passent par les oreilles. Ils sont violents et provocateurs mais n'oublient jamais d'être drôles. En revanche, Renaud avait laissé son costume de titi sentimental à la maison. En tee-shirt aux couleurs de la « Kanaky », il a puisé dans son répertoire ses chansons les plus militantes *(Fatigué, Mort les Enfants, Trivial Pursuit)* et les a dédiées : aux insoumis et objecteurs de conscience, aux enfants du tiers-*monde et de Palestine, aux Cana*ques morts à Ouvéa, à Jean Jaurès, aux militants de l'IRA...

Il a terminé, bien sûr, par *Jonathan, la chanson écrite pour* Johnny Clegg. Au bout de quatre heures de musique qui avaient zigzagué entre le canal de l'Ourcq et les Antilles, Memphis, Tennessee et Séville, Andalousie, on n'avait plus trop envie de se demander si Clegg a blanchi la musique des townships ou s'il s'est contenté d'africaniser le rock anglo-saxon. Ce genre de généalogie paraissait hors de propos face à Clegg et Savuka, à leur furie joyeuse et à la ferveur du final, *Asimnonanga*, dédié à Nelson Mandela, et repris en chœur par toute la troupe, des Négresses vertes au Zoulou blanc, en passant par le blond maigre de Montrouge.

THOMAS SOTINEL.

La journée des biberons

S'il y a la déclaration des droits de l'homme, il y a aussi celle des droits de l'enfant. C'est ce qu'a voulu *rappeler le personnel des crè*ches en bombardant le maire de Paris d'une pluie de... biberons de plastique au cours d'une « attaque » surprise menée en une seule vague, le samedi 8 juillet à Paris. Hormis un gardien de la paix malencontreusement atteint par un biberon de verre inattendu, aucune victime n'a été recensée dans l'un comme dans l'autre des camps. Après avoir occupé le terrain durant un petit quart d'heure, les assaillants se sont retirés, *en bon ordre, sans essuyer de* perte.

Alors qu'au côté de M. Walter Curley, ambassadeur des Etats-Unis à Paris, M. Jacques Chirac ouvrait la journée américaine du Bicentenaire en inaugurant le square des Etats-Unis, qui vient d'être rénové, trois cents personnes environ, personnels de crèches, parents et enfants mêlés, ont fait irruption autour du square scandant des slogans hostiles au maire de Paris. Aussitôt plusieurs dizaines de biberons contenant un court texte annonçant le droit de tout enfant *« à une place dans une crèche de sa commune de résidence »* étaient lancés en direction des officiels. Les manifestants entendaient ainsi rappeler que, malgré de premières négociations et la *suspension « jusqu'en septembre prochain »* de leur mouvement de grève, leurs revendications demeuraient, dans l'ensemble, insatisfaites.

Sous l'assaut, la cérémonie fut quelque peu accélérée. Après que le maire de Paris lui eut assuré que les manifestants n'en avaient pas contre sa personne, l'ambassadeur termina prestement son discours tandis que la fanfare des cadets de l'Académie militaire de Virginie couvrait les slogans en jouant les hymnes nationaux des deux pays. Puis les personnalités s'éclipsèrent et les perturbateurs, après une courte prise de parole, se dispersèrent à leur tour. Les musiciens eux, ramassèrent les biberons dans le caniveau : *« Souvenir from Paris... »*

G. M.

Bicentenaire

La parade américaine devant l'Hôtel de Ville

Fanfares sous la pluie

Maggie, collégienne du Montana bâtie comme un bûcheron, souffle dans son cor, histoire de « se chauffer » avant le départ de la parade qui, samedi 8 juillet, couronne en fanfare la journée de l'« Hommage américain à Paris » parrainé par le président George Bush.

Assise sur un banc à l'ombre de la tour Saint-Jacques chère aux alchimistes, la jeune fille tremble d'émotion. Elle découvre la capitale française, *« very great »*, et la *« peur de jouer devant tant de monde »*. En jean, chemise blanche, cravate rouge et chapeau de cow-boy, Maggie est l'une des quatre-vingts musiciens de la Montana Custer Country High School qui doit ouvrir le défilé.

Les six fanfares venues la veille des Etats-Unis se mettent en place avenue Victoria. Direction, le parvis de l'Hôtel de Ville, orné de drapeaux et bordé d'une foule impatiente. Encore quelques instants de répit : Maggie connaît *« le sens de la Révolution »*, estime que *« l'égalité n'est pas encore un fait pour tous »* ; quatre dissertations sur le sujet ont été imposées à sa classe en mai dernier. *« Nous fêtons aussi le centenaire de notre fanfare »*, insiste-t-elle.

Stoïques

En avant, le Montana... La parade des étudiants américains a fière allure. Sur les 100 mètres du parcours, résonnent tambours et instruments à vent. La musique pot-pourri ravit le public massé derrière les grilles et les nombreux policiers attentifs à la sécurité. Aux « cowboys » du Montana succède l'« Army Band », l'orchestre de l'école militaire de Virginie, *« copie conforme de Polytechnique »*, précise, sur le podium, l'animateur du jour.

C'est alors que l'orage éclate, à 16 h 30. Mais les violentes trombes d'eau ne douchent pas la foi des élèves élus. Stoïques, les musiciens de l'« Army Band » restent parfaits. La parade se poursuit, impeccable, sous la pluie diluvienne. Pas martial et visages comme tendus vers... un passé radieux. *« Les Etats-Unis d'Amérique ont tenu à commémorer les valeurs de 1789 »*, affirme l'animateur, lui, bien à l'abri.

Soudain surgit sur le parvis au rythme du Dixieland la troupe bigarrée de la James B. Dudley High School, collège de Caroline du Nord. Cinquante participants métissés, en uniforme bleu et jaune, plumes et guêtres. *« Venus des quartiers pauvres, ils ont fait la quête pour payer leur voyage »*, explique l'animateur. Les spectateurs, eux, n'ont d'yeux que pour les belles majorettes en paillette. Les touristes américains, qui constituent l'essentiel du public depuis le début de l'orage, dansent sur les « tubes » endiablés.

Mais l'hommage au Bicentenaire respecte son programme. Une énorme péniche venue de Pittsburg accoste au pont d'Arcole. Son tribord se déploie en une scène, où prend place l'orchestre flottant « American Waterways » pour l'ultime concert du jour, mi-classique, mi-jazz. Des quais et des ponts voisins, la foule tend une oreille recueillie.

Jusqu'à ce couac imparable lancé par la corne d'une autre péniche de la batellerie CGT en grève. Au nez de la police fluviale, cette péniche *Zerka* s'est approchée de la scène, bouchant la vue de ses panneaux couverts de slogans *« la Révolution du pain et des jeux, signé Jules César »*. *Zerka* s'éloigne. L'orchestre n'a pas omis une note de sa prestation. La pluie s'est arrêtée.

DANIELLE ROUARD.

Agenda

Paris-Ile-de-France

EXPOSITIONS

● **Quand Paris dansait avec Marianne.** — Exposition de dessins, tableaux, esquisses et maquettes évoquant la vie parisienne de 1879 à 1889 et l'Exposition universelle. Le Paris du french cancan et d'Offenbach. Jusqu'au 27 août, tous les jours sauf le lundi, de 10 h à 17 h 40. Musée du Petit Palais, 1, avenue Dutuit, 75008 Paris. Tél. : 42-65-12-73.

THÉATRE

● ***Le Mariage de Figaro***, de Beaumarchais, mise en scène d'Antoine Vitez, costumes et décors de Yanis Kokkos, avec R. Fontana, G. Casile, C. Salviat et J.-L. Bideau. — Le chef-d'œuvre de Beaumarchais à la Comédie-Française, où la célèbre institution fête le Bicentenaire. Jusqu'au 30 juillet, en alternance, soirée à 20 h 30, matinée à 14 h. Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 75001 Paris. Tél. : 40-15-00-15.

LIEU

● **Carnavalet.** — Le Musée Carnavalet est enfin visible, après les travaux d'aménagement et d'agrandissement qui y ont été faits. Etendu à l'hôtel de Saint-Fargeau, un étage est entièrement consacré à la Révolution. Un lieu et une collection à découvrir. Du mardi au dimanche, de 10 h à 17 h 40, 23, rue de Sévigné, 75003 Paris. Tél. : 42-72-21-13.

Midi-Pyrénées Languedoc-Roussillon

EXPOSITIONS

● **« Les aspirations du Midi toulousain ».** — Exposition des cahiers de doléances rédigés en février et mars 1789 pour la région de Toulouse. Jusqu'au 4 octobre, du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures. Espace pour la culture et la communication Odyssud, 4, avenue du Parc, 31700 Blagnac. Tél. : 61-30-45-31.

● **« Patrimoine public et Révolution française ».** — La constitution du patrimoine public grâce aux confiscations révolutionnaires. Présentations de pièces rares, en particulier l'évangéliaire de Charlemagne (781), le clou de cette exposition. Jusqu'au 29 septembre, tous les jours sauf le mardi, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 h 30 le dimanche fermeture le matin. Réfectoire du couvent des Jacobins, parvis des Jacobins, 31000 *Toulouse*. Tél. : 61-21-34-50.

DANSE

● **« Juliol ou la vie imaginaire de Gabriel Ginesta »**, chorégraphie de Brigitte Dumez, textes d'Alain Cassurra. — 1789 traité sous forme d'un ballet très contemporain. Le 15 juillet, à 22 heures, Mairie de Prades, 66500. Tél. 68-96-21-91. Le 17, à 22 heures au palais des rois de Majorque, 66000 Perpignan. Tél. 68-34-13-13. Les 20 et 21, à 22 heures, au château royal de Collioure, 69190. Tél. 68-82-06-43.

THÉATRE

● **« Aux noces, citoyens ! »**, mise en scène Michel Boy. — Un spectacle contant une journée de noces pendant la Révolution dans le Languedoc, précédé d'un apéritif-concert et d'un dîner avec animations théâtrales. Le 15 juillet, à Ganges, 34190 ; le 17, à Lagrasse, 11220 ; le 23, à Siran, 34210 ; le 29 à Villardebelle, 11580 ; le 30, à *Roquefeuil*, 11340. Chaque soirée débute à 20 heures. Tél. 68-47-46-48.

MANIFESTATION

● **« Viols-le-Fort en ce temps-là ».** — Reconstitution historique des événements de 1789 dans cette commune de l'Hérault. Spectacle joué par les habitants du village, suivi d'un banquet républicain. Le 13 juillet, à 20 h 30, place du village de *Viols-le-Fort*, 34380. Tél. 67-55-01-86.

SON ET LUMIÈRE

● **« Il était une fois l'Ariège ».** — Un nouveau spectacle pour 1989 : « Liberté », une grande fresque historique, de la Préhistoire à la Révolution, avec, comme décor, le château de Gaston Phoebus illuminé. Plus de deux cent cinquante figurants et une compagnie de parachutistes ! Les 13, 14, 15 juillet, à 22 heures, les 4, 5, 6, 10, 11, 12 et 13 août, à 22 heures. Théâtre de verdure de l'Espinet, 09000 *Foix*. Tél. 61-02-97-97.

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS.
Condamnation pénale.

Par jugement contradictoire rendu le 3 février 1989, la 31e Chambre du Tribunal Correctionnel de Paris a condamné pour : PUBLICITÉ FAUSSE OU DE NATURE A INDUIRE EN ERREUR.

Pour : avoir à Paris, en juin et juillet 1988, effectué une publicité comportant des allégations, indications ou présentations fausses ou de nature à induire en erreur sur la nature et le prix d'une prestation de services de vacances en indiquant : « deux semaines au prix de 3 650 F pour un adulte et 2 300 F pour un enfant de 3 à 9 ans » alors que ce tarif ne concernait qu'un séjour d'une semaine.

A la peine de : 4 000 F d'amende. M. LALLIA Gilbert, né le 31 juillet 1929 à CHOISY-LE-ROI (94), directeur de société et demeurant à PARIS (8e), 95, rue d'Amsterdam.

Le Tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le journal *le Monde*. Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. N'AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS.
Condamnation pénale.

Par jugement contradictoire — sur opposition jugt du 21 juin 1988, — en date du 22 mars 1989, la 31e Chambre du Tribunal Correctionnel de Paris a condamné pour : PUBLICITÉ FAUSSE OU DE NATURE A INDUIRE EN ERREUR — INFRACTION A LA LÉGISLATION SUR LE DÉMARCHAGE A DOMICILE.

Pour : avoir à Paris et sur le territoire national, de mars 1986 à mai 1987,

1) — effectué une publicité comportant des allégations, indications ou présentations fausses ou de nature à induire en erreur sur l'existence et l'identité du prestataire en diffusant l'annonce d'avis de passage et en éditant des cartes professionnelles laissant croire qu'il s'agissait de l'entreprise GAZ DE FRANCE ;

2) — pratiqué ou fait pratiquer le démarchage au domicile de personnes physiques pour proposer la vente de marchandises en percevant du numéraire ou des effets, avant expiration du délai de réflexion de sept jours ;

3) — pratiqué ou fait pratiquer au domicile de personnes physiques pour proposer la vente de marchandises, sans utiliser des contrats conformes à l'article 2 de la loi du 22 décembre 1972.

A la peine de : 15 MOIS d'emprisonnement avec sursis et 15 000 F d'amende.

M. DAZI Slimane, né le 26 mai 1960 à NANTERRE (92), artisan transporteur et demeurant à CACHAN (94), 189, rue Aristide-Briand.

Le Tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le journal *le Monde*.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. N'Y AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS.
Condamnation pénale

Par jugement contradictoire en date du 28 mars 1989, la 31e Chambre du Tribunal Correctionnel de Paris a condamné pour : INFRACTIONS AUX MESURES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ — BLESSURES INVOLONTAIRES (accident du travail).

Pour : s'être à Paris, le 19 mai 1988, rendu responsable de blessures involontaires ayant entraîné une incapacité supérieure à 3 mois (accident du travail — victime : Carlos PIRES) ;

Pour : avoir à Paris, le 19 mai 1988, étant responsable par délégation du chef d'entreprise d'un chantier soumis aux dispositions du livre II, titre III du Code du travail et à celles du décret du 8 janvier 1965, enfreint par sa faute personnelle les dispositions relatives à la sécurité des travailleurs et plus spécialement les mesures particulières de protection et de salubrité applicables aux établissements dont le personnel exécute des travaux du bâtiment, des travaux publics, ou tous autres travaux concernant les immeubles, en laissant travailler deux salariés, occupés au démontage d'un échafaudage, sans s'être assuré des possibilités d'usage des protections individuelles et de leur utilisation effective.

A la peine de : 2 MOIS d'emprisonnement avec sursis et 5 000 F d'amende. M. TARTEREAUX James, Yves, André, né le 3 novembre 1939 à MORTAGNE-SUR-GIRONDE (33), directeur technique et commercial et demeurant à ISSY-LES-MOULINEAUX (92), 11, rue des Peupliers.

Le Tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le journal *le Monde*. Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. N'Y AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS.
Condamnation pénale.

Par jugement contradictoire — article 411 du C.P.P. — rendu le 28 mars 1989, la 31e Chambre du Tribunal Correctionnel de Paris a condamné pour : INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ — Bâtiment et travaux publics.

Pour : avoir à Paris, le 14 mars 1988, étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du Code du travail relatives à la sécurité, enfreint par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du titre III du Code du travail en ne faisant pas procéder à une vérification des installations électriques par un vérificateur agréé, malgré une mise en demeure en date du 4 novembre 1987.

A la peine de : 139 amendes de 100 F chacune.

M. MILGROM Salomon, né le 12 juin 1939 à VARSOVIE (Pologne), directeur de société et demeurant à NEUILLY-SUR-SEINE (92), 12, rue Salignac-Fénelon. Le Tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le journal *le Monde*. Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. N'AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS.
Condamnation pénale.

Par jugement contradictoire en date du 21 mars 1989, la 31e Chambre du Tribunal Correctionnel de Paris a condamné pour : PUBLICITÉ FAUSSE OU DE NATURE A INDUIRE EN ERREUR — PUBLICITÉ RELATIVE AUX APPAREILS, MÉTHODES PRÉSENTÉES COMME FAVORISANT DIAGNOSTIC.

1) — Pour avoir à Paris, de septembre 1987 à janvier 1988, effectué une publicité comportant des allégations, indications ou présentations fausses ou de nature à induire en erreur sur les qualités substantielles, les propriétés et les résultats qui peuvent être attendus de l'utilisation des produits vendus, en l'espèce en indiquant sur des documents publicitaires présentant des produits « amaigrissants » :

— d'une part, « VITASVELTE-ORTHOSIPHON PILOSELLE : Maigrir : procédé efficace à 100 %, seule cure efficace antikilos, maigrir à volonté immédiatement, aucun pourcentage d'échec, maigrir sans effort, sans privation, sans échec... » alors qu'aucun justificatif ne prouve les propriétés amaigrissantes desdits produits,

— d'autre part, en présentant la société VITADEX LIRD comme un laboratoire alors qu'il ne s'agit que d'une société commerciale.

2) — Pour avoir effectué des publicités relatives à des méthodes présentées comme favorisant la modification de l'état physique sans avoir obtenu une autorisation du ministre de la santé, dite visa de publicité.

A la peine de : 1 amende de 100 000 F. Mme GARABEDIAN Chantal, Suzanne, née le 21 mai 1955 à LA TRONCHE (38), gérante de la SARL LABORATOIRES VITADEX et demeurant à PARIS (15e), 206, rue de la Croix-Nivert.

Le Tribunal a, en outre, ordonné aux frais de la condamnée la publication de ce jugement par extrait dans les journaux *le Monde* et *le Figaro*.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. N'Y AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS.
Condamnation pénale.

Par jugement contradictoire rendu le 7 février 1989, la 31e Chambre du Tribunal Correctionnel de Paris a condamné pour : INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ.

Pour : avoir à Paris, le 30 juin 1988, étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du Code du travail relatives à la sécurité, enfreint par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du Titre III du Code du travail en laissant travailler un salarié sur un échafaudage sans aucun garde-corps ni dispositif de protection équivalente.

A la peine de : 2 amendes de 3 000 F chacune.

M. DJAOUZI Ali, né le 26 avril 1953 à MARAGHNA (Algérie), artisan-peintre et demeurant à ARGENTEUIL (95), 53, rue de Gode.

Le Tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le journal *le Monde*. Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. N'AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS.
Condamnation pénale.

Par jugement contradictoire rendu le 7 février 1989, la 31e Chambre du Tribunal Correctionnel de Paris a condamné pour : INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ.

Pour : avoir à Paris, le 13 avril 1988, étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du Code du travail relatives à la sécurité, enfreint par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du Titre III du Code du travail en laissant travailler deux salariés sur une toiture, exposés à un risque de chute d'une hauteur de 12 mètres, sans que soit aménagée une protection collective ou individuelle efficace.

A la peine de : 2 amendes de 4 000 F. M. NASCIMENTO DE BRITO Antonio, né le 27 février 1938 à CABECAO (Portugal), artisan-étanchéiste et demeurant à RUEIL-MALMAISON (92), 11, domaine de la Côte-Noire.

Le Tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le journal *le Monde*. Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. N'AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS.
Condamnation pénale.

Par jugement contradictoire rendu le 22 février 1989, la 31e Chambre du Tribunal Correctionnel de Paris a condamné pour : PUBLICITÉ FAUSSE OU DE NATURE A INDUIRE EN ERREUR.

Pour : avoir à Paris, le 1er juillet 1988, effectué une publicité comportant des allégations, indications ou présentations fausses ou de nature à induire en erreur sur les qualités substantielles d'une prestation de services, en annonçant « HOTEL 2 ÉTOILES » alors que l'hôtel ne bénéficiait que de la catégorie 1 étoile.

A la peine de : 20 000 F d'amende.

M. HENDAYE-DESSUS Pierre, Eugène, né le 14 août 1935 à LOURDES (65), P.D.-G. de la S.A. HOTEL CENTRAL DES ÉCOLES et demeurant à PARIS (5e), 3, rue Champollion. Le Tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le journal *le Monde*. Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. N'AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS.
Condamnation pénale

Par jugement contradictoire rendu le 17 février 1989, la 31e Chambre du Tribunal Correctionnel de Paris a condamné pour : INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ.

Pour : avoir à Paris, le 13 juin 1988, étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du Code du travail relatives à la sécurité, enfreint par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du Code du travail en laissant travailler deux salariés, exposés à un risque de chute de plus de trois mètres, sans qu'ils soient dotés d'un dispositif de protection collective ou individuelle.

A la peine de : deux amendes de 3 000 F chacune.

M. LASNE Richard, né le 14 novembre 1957 à SAINT-DENIS (93), gérant de société et demeurant à ROSNY-SOUS-BOIS (93), 7, allée des Myosotis.

Le Tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le journal *le Monde*. Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. N'AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS.
Condamnation pénale.

Par jugement contradictoire rendu le 7 mars 1989, la 31e Chambre du Tribunal Correctionnel de Paris a condamné pour : PUBLICITÉ FAUSSE OU DE NATURE A INDUIRE EN ERREUR.

Pour : avoir à Paris, et sur le territoire national, courant octobre 1987, effectué une publicité comportant des allégations, indications ou présentations fausses ou de nature à induire en erreur sur les qualités et aptitudes des prestataires de service, en l'espèce en utilisant le terme « moniteur » pour désigner l'ensemble des animateurs de stages de tennis, alors que 27 d'entre eux seulement, sur les 60 mentionnés étaient effectivement titulaires du diplôme d'Etat donnant droit à cette appellation.

A la peine de : 20 000 F d'amende. M. TAZARTEZ Eric, André, né le 29 mai 1952 à NEUILLY-SUR-SEINE (92) et demeurant à PARIS (14e), 41, rue Boulard. Le Tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans les journaux *le Monde* et *le Figaro*.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. N'AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS.
Condamnation pénale.

Par jugement contradictoire rendu le 13 mars 1989, la 31e Chambre du Tribunal Correctionnel de Paris a condamné pour : INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ — Bâtiment et travaux publics.

Pour : avoir à Paris, le 2 février 1988, étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du Code du travail relatives à la sécurité, enfreint par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du titre III du Code du travail en laissant travailler six salariés exposés à une chute dans le vide, sans protection, en laissant travailler un salarié sur une plate-forme non protégée.

A la peine de : sept amendes de 1 000 F chacune.

M. DO NASCIMENTO Amadéo, né le 2 janvier 1951, à TRANCOSO (Portugal), gérant de société et demeurant à THIAIS (94), 62, rue des Bandemons.

Le Tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le journal *le Monde*. Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. N'AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS.
Condamnation pénale.

Par jugement contradictoire rendu le 7 mars 1989, la 31e Chambre du Tribunal Correctionnel de Paris a condamné pour : INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ.

Pour : avoir à Paris, le 20 mai 1988, étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du Code du travail relatives à la sécurité, enfreint par une faute personnelle les dispositions du Code du travail en laissant travailler un salarié à une hauteur de 15 mètres seul, sans aucun dispositif de protection, collectif ou individuel.

A la peine de : 10 000 F d'amende. M. BELZACQ François, Marie, Maurice, né le 3 novembre 1952 à PARIS (18e), gérant de SARL et demeurant à Paris (17e), 88, avenue des Ternes.

Le Tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le journal *le Monde*. Pour extrait conforme délivré à M. Le Procureur de la République sur sa réquisition. N'AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS.
Condamnation pénale.

Par jugement contradictoire rendu le 28 mars 1989, la 31e Chambre du Tribunal Correctionnel de Paris a condamné pour INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ — Bâtiment et travaux publics.

Pour : avoir à Paris, le 10 mars 1988, étant responsable par délégation du chef d'entreprise d'un chantier soumis aux dispositions du livre II, titre III du Code du travail et à celles du décret du 8 janvier 1965, enfreint par sa faute personnelle les dispositions relatives à la sécurité des travailleurs et plus spécialement les mesures particulières de protection et de salubrité applicables aux établissements dont le personnel exécute des travaux du bâtiment, des travaux publics ou tous autres travaux concernant les immeubles en laissant travailler deux ouvriers sur une plate-forme dépourvue de garde-corps et de plinthes à 8 mètres du sol, sans baudrier de sécurité.

A la peine de : deux amendes de 5 000 F chacune.

M. DUVAL José, Jean, Marie, né le 9 janvier 1951 à MONTARGIS (45), conducteur de travaux à la société BOUYGUES et demeurant à LA FRETTE-SUR-SEINE (95), 53, rue de la Gare. Le Tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le journal *le Monde*. Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. N'AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS.
Condamnation pénale.

Par jugement contradictoire rendu le 24 février 1989, la 31e Chambre du Tribunal Correctionnel de Paris a condamné pour : INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ.

Pour : avoir à Paris, le 2 août 1988, étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du Code du travail relatives à la sécurité, enfreint par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du titre III du Code du travail en faisant travailler un salarié sur un échafaudage non muni de garde-corps.

A la peine de : 5 000 F d'amende.

M. CHERIF Marcel, né le 12 octobre 1937 à Paris (11e), chef d'entreprise et demeurant à ARCONNAY (72 Saint-Paterne), rue du Haut-Eclair.

Le Tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le journal *le Monde*. Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. N'AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS.
Condamnation pénale.

Par jugement contradictoire en date du 28 février 1989, la 31e Chambre du Tribunal Correctionnel de Paris a condamné pour : HOMICIDE INVOLONTAIRE (accident du travail) INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ (bâtiment et travaux publics).

Pour : s'être à Paris, le 11 mars 1988, rendu responsable d'homicide involontaire (accident du travail) — victime : Fernando FRANCISCO ;

Pour : avoir à Paris, le 11 mars 1988, étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions des chapitres I, II, III du titre III du Code du travail en laissant travailler deux salariés sur un échafaudage volant au 6e niveau d'un immeuble, sans que ces ouvriers soient porteurs d'un casque de protection, sans que des moyens de sécurité complémentaires soient prévus, alors que ledit échafaudage ne reposait que sur deux étriers, sans avoir vérifié la solidité des points d'ancrage.

A la peine de : 6 MOIS d'emprisonnement avec sursis et 20 000 F d'amende. M. FICCA Camilio, né le 14 octobre 1928 à TORRICELLA (Italie), entrepreneur en maçonnerie et demeurant à DRANCY (93), 22, rue Louise-Michel.

Le Tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le journal *le Monde*. Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. N'Y AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS.
Condamnation pénale.

Par jugement (contradictoire) rendu le 7 mars 1989, la 31e Chambre du Tribunal Correctionnel de Paris a condamné pour INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ — pour avoir à Paris, le 21 mars 1988, étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du Code du travail relatives à la sécurité, enfreint par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du titre III du Code du travail, en laissant travailler deux salariés à une hauteur d'environ 14 m sans protection collective ou individuelle à la peine de deux amendes 5 000 F chacune.

— CASSIN Maurice Pierre Marcel, né le 21 juin 1922 à Le Puy-Notre-Dame (M.-et-L.), couvreur, demeurant 2 15, rue Amédée-Huon à Vitry-sur-Seine (94).

Le Tribunal a en outre ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans *le Monde*.

Pour extrait conforme délivré par le Greffier à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. N'AYANT APPEL.

Société

Jeux sportifs et culturels à Casablanca

La « nouba » de la jeunesse francophone

Le roi Hassan II a, samedi 8 juillet, à Casablanca, ouvert les premiers Jeux sportifs et culturels de la francophonie, qui ont lieu dans le port atlantique et à Rabat jusqu'au 22 juillet (*le Monde* daté 9-10 juillet).

CASABLANCA
de notre envoyé spécial

L'ancien stade Marcel-Cerdan, du nom du toujours fameux boxeur pied-noir, refait en plus vaste et dédié à Mohammed-V, le sultan de l'indépendance, avait déjà, en 1985, connu un moment historique avec l'entrevue du pape Jean-Paul II et du roi Hassan II, *« commandeur des croyants musulmans »*.

Il y a quatre ans, la diplomatie chérifienne avait, si l'on peut s'exprimer ainsi, cueilli au vol le chef des catholiques de retour d'une tournée africaine où l'escale dakaroise n'avait pu se concrétiser en raison des humeurs d'islamistes sénégalais. Cette fois, le souverain alaouite a pris le risque d'inviter chez lui les premiers Jeux de la francophonie, entreprise jugée hasardeuse tant la planète croule, aujourd'hui, sous les rencontres de ce type.

Mais, après tout, le Commonwealth a bien son rendez-vous sportif où se sont notamment révélés les coureurs kenyans ! Pourquoi pas la francophonie ? Afin de se distinguer, et parce que, les parlant-français basent plus particulièrement leur solidarité sur une langue, les Jeux de la francophonie sont donc autant sportifs que culturels.

Trente-huit pays

En présence de 80 000 Marocains en liesse, la cérémonie d'ouverture, au stade Mohammed-V, a montré d'emblée que l'idée de ce mariage du sport et de la culture n'était pas mauvaise. Ce fut même une vraie « nouba ». Durant une heure, le défilé en musique devant la tribune royale des quelque deux mille cinq cents artistes-créateurs ou sportifs, venant de trente-huit pays, a séduit par son extraordinaire diversité.

Griots maliens ou sénégalais faisant la cabriole, danseuses gabonaises en tutu de rafia, athlètes congolais portant leur président imprimé sur la chemisette, ou Français bleu, blanc, rouge et canotier à la Maurice Chevalier ont, entre autres, déchaîné l'enthousiasme du public. Hassan II s'est levé à plusieurs reprises pour envoyer des baisers dans toutes les directions...

La présence de deux trônes identiques dans l'avant-scène du roi avait, avant son arrivée, encore alimenté la rumeur populaire selon laquelle le président Mitterrand serait là. Finalement, Hassan II n'était accompagné « que », si l'on ose dire, de M. Aristide Pereira, président du Cap-Vert, Etat insulaire africain adhérent au mouvement francophone depuis le sommet de Dakar, en mai.

La présence élyséenne se lisait toutefois dans la qualité de la délégation française, car ce serait à la suite d'une récente intervention au plus haut niveau, que plusieurs champions olympiques français, notamment des coureurs, ont été envoyés au Maroc. Néanmoins, avec quatre cents participants, la triple délégation canadienne (Canada fédéral, Québec, Nouveau-Brunswick) représente à peu près le double de celle de l'Hexagone.

La seconde heure du spectacle inaugural a été consacrée à la civilisation berbéro-arabe du Maroc. Près de dix mille danseurs, chanteurs, musicien et figurants ont présenté, au cours d'un ballet géant, mille ans d'une histoire culturelle plus que riche. Des experts roumains avaient contribué à régler cette immense chorégraphie où voisinaient salopettes dorées et voiles du harem. Jean-Paul Goude n'a qu'à bien se tenir...

Dès dimanche, les compétitions ont débuté avec le judo, l'une des quatre disciplines retenues pour ces premiers jeux avec le football, le basket et l'athlétisme.

Deux médailles d'or ont été attribuées dès le premier jour aux judokas français Martine Dupond et Jean-Marie Leson.

La section culturelle des Jeux avait commencé dès vendredi 7 juillet à Rabat, avec la grandiose reconstitution historique nocturne conçue en plein air par le Marocain Taieb Saddiki, et consacrée aux heures fastes du royaume *« de Juba II à Hassan II »*. Expositions, concours et spectacles dus à des jeunes des quatre coins de l'aire d'expression française vont animer Rabat durant deux semaines. C'est M. Alain Decaux, ministre délégué à la francophonie, qui, pour la France, viendra clore l'ensemble des Jeux. Les parents d'élèves marocains des établissements franco-arabes risquent de lui réserver *« une conduite de Grenoble »*, furieux qu'ils sont des augmentations de frais de scolarité (les droits d'inscription dépasseraient 1 500 F par an en moyenne) *« contradictoires avec les beaux discours sur la francophonie tenus en France »*.

L'Essonne en 1992

A l'inauguration des Jeux, Paris était représenté par M. Roger Bambuck, secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux sports, qui a indiqué que le département français de l'Essonne avait été officiellement choisi comme siège des deuxièmes Jeux francophones dans quatre ans.

Comme le Festival d'Avignon, les Jeux de « Casa » et de Rabat ont leurs spectacles « extérieurs », mais non moins séduisants, telles les fantasias comme celle d'Aïn-Chok organisée près de « Casa » avec 3 000 cavaliers en présence du prince héritier Sidi Mohammed, en l'honneur des soixante ans de son père. Les fantasias n'ont pas encore été homologuées par les Jeux francophones, bien qu'elles incarnent par excellence la rencontre du sport et de la culture.

La déception de la période festive marquant ce juillet marocain est, pour certains, la non-inauguration de la mosquée Hassan-II sur la corniche d'Anfa à « Casa », encore que les responsables affirment que rien n'a jamais été prévu pour cette année. Du chantier de la société Bouygues, d'un coût de 2 milliards de francs, émerge déjà un minaret qui va vers ses 200 mètres (le roi a demandé il y a quelque temps de le porter à cette hauteur, soit 25 mètres de plus que prévu) et sera donc le plus haut de tout l'islam. Le quotidien progouvernemental *le Matin du Sahara et du Maghreb* a, dimanche, relancé la souscription – contestée par les opposants – pour le sanctuaire de *« l'émir des croyants, réunificateur, sauveur et rassembleur »*.

En même temps, est diffusé à la télévision un nouveau film du cinéaste marocain Soheil Ben Barka, consacré à Hassan II et où l'Occident entier – de Richard Nixon à Antoine Pinay, de Maurice Druon à Maurice Duverger, de David Rockefeller à Jacques Chaban-Delmas – met en valeur les réalisations du règne.

Dès lors, comment ne pas relever que les réussites incontestables du Maroc hassanien, et les multiples festivités célébrées avec brio ces jours-ci, que ce soit celles de la francophonie ou celles de la jeunesse nationale, ou encore de la jeunesse arabe, sans parler du sexagénaire du monarque, n'en rendent que plus sordide la privation de la liberté infligée depuis dix-sept ans aux six enfants du général Oufkir ? Ces innocents sont devenus avec le temps un mélange de Masque de fer, de Louis XVII. S'ils l'ont entendu, le refrain lancé par les Jeux – *« Ouvrez vos portes au soleil ! »* – a dû leur sembler particulièrement cruel.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

JUSTICE

En grève de la faim depuis le 20 avril

Les quatre dirigeants d'Action directe « affaiblis et amaigris »

Les quatre dirigeants d'Action directe, Joëlle Aubron, Nathalie Ménigon, Georges Cipriani et Jean-Marc Rouillan, qui observent une grève de la faim depuis le 20 avril dernier et ont été transférés depuis quelques semaines à l'hôpital central des prisons de Fresnes (Val-de-Marne), sont actuellement *« affaiblis et amaigris »* a indiqué, samedi 8 juillet, dans un communiqué, le ministère de la justice. Selon ce communiqué, les quatre chefs historiques du groupe terroriste *« se déplacent avec difficulté et refusent tous soins et contrôles médicaux »*.

Jean-Marc Rouillan, Nathalie Ménigon, Joëlle Aubron et Georges Cipriani, tous quatre condamnés au mois de janvier à la réclusion criminelle à perpétuité pour l'assassinat de Georges Besse, avaient commencé leur grève de la faim le 20 avril. Ils veulent obtenir notamment le statut de détenus politiques et leur regroupement dans une même cellule, mettant ainsi fin au régime d'isolement carcéral.

SCIENCES

M. Curien souhaite « dépassionner » l'affaire de « la mémoire de l'eau »

Sans attendre la décision que devait prendre, lundi 10 juillet, M. Philippe Lazar, directeur général de l'INSERM, concernant le renouvellement du docteur Jacques Benveniste dans ses fonctions de directeur de l'unité de recherche nº 2000 (*le Monde* du 8 juillet), M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, a rendu hommage le 7 juillet au père de la « mémoire de l'eau ».

« Si l'on ne publie pas des choses dérangeantes, on risque de passer à côté de choses formidables », a-t-il déclaré sur Europe 1, ajoutant cependant qu'*« il ne faudrait pas que s'instaure dans notre pays, comme on l'a vu dans d'autres, l'idée que pour ne pas périr un scientifique doit publier à tout prix, même s'il n'a pas eu le temps de vérifier soigneusement les résultats »*. *« Il faut dépassionner cette affaire »*, a conclut M. Curien, invitant les différents protagonistes à faire preuve *« de calme et de modestie. »*

Après le décès d'une patiente au centre hospitalier de Dieppe

Un médecin anesthésiste inculpé et écroué

Un médecin anesthésiste du centre hospitalier de Dieppe (Seine-Maritime), le docteur Alain Girer, a été inculpé de coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner sur personne hors d'état de se protéger, et écroué, le 8 juillet, après le décès suspect d'une patiente.

Infirmière dans les services psychiatriques du même hôpital, Carole Legardien, vingt-neuf ans, avait été opérée après un grave accident de la route où l'un de ses enfants avait été tué. Placée sous assistance respiratoire, elle était morte après que le docteur Girer, à la fin de sa garde, eut pris la décision de débrancher le système de réanimation, contre l'avis du personnel infirmier présent.

Un rapport cosigné des sept infirmières du service et dont les termes ont été confirmés à la fois par le docteur Martinet, chef du service de réanimation et le docteur Ben Hadj, le chirurgien qui avait opéré Mme Legardien, a été transmis au parquet de Dieppe. Ce rapport met en cause le comportement personnel et professionnel du docteur Girer. Selon le témoignage d'une infirmière recueilli par l'Agence France-Presse, *« le docteur Girer semblait à bout de nerfs, dimanche soir. C'était la fin de sa garde, il était épuisé au point de pleurer d'énervement et de lassitude. Nous n'avons pas compris ce qui s'est passé dans sa tête. Il m'a demandé de débrancher l'assistance respiratoire. J'ai refusé et j'ai quitté la salle de réanimation.»*

Employé à plein temps à l'hôpital de Dieppe depuis un an, le docteur Girer n'avait pas repris normalement son service le lundi 3 juillet. Selon le directeur de l'hôpital, M. Jean-Charles Mollié, *« la qualité des soins, le fonctionnement du service public et la sécurité que l'on doit aux patients ont été mis en cause par le comportement d'un praticien incompatible avec sa mission »*. Le corps de l'infirmière a été exhumé et une autopsie pratiquée. Celle-ci devrait déterminer l'incidence exacte du geste du médecin sur le décès de la jeune femme.

FAITS DIVERS

● **Internement de Robert Sirou, le ferrailleur de Champs-sur-Drac.** – Robert Sirou, le père du jeune David, treize ans, tué d'une balle dans la tête dans des circonstances encore inexpliquées le 27 juin, à Champs-sur-Drac (Isère) (*le Monde* du 30 juin), a été interné, samedi 8 juillet, dans un hôpital psychiatrique de la région, sur décision du maire de la commune. Selon ce dernier, M. Albert Ripert, qui a pris un arrêté d'internement administratif, Robert Sirou, soixante ans, constituait un danger pour les populations car *« il tirait au fusil de chasse sur tout ce qui bougeait aux alentours de son campement dès la nuit tombée »*.

● **Incendie à Montluçon : quatre morts, neuf blessés.** – Un incendie qui a détruit, dans la nuit du samedi 8 au dimanche 9 juillet, un immeuble bicentenaire dans le vieux quartier de Montluçon a provoqué la mort de quatre résidents, en blessant neuf autres, dont un sapeur-pompier. Le sinistre, dont l'origine exacte n'a pu être encore déterminée, s'est propagé avec une extrême rapidité dans cet immeuble de trois étages, récemment rénové, qui comportait une cinquantaine de petits appartements et studios.

QUE FAIRE AVEC OU SANS LE BAC ?
Tout sur les 25 000 formations et les 3 000 établissements de l'enseignement supérieur.
36.15 LETUDIANT

Forte activité sismique dans une zone sensible du Japon

Dix-huit personnes ont été blessées légèrement lors de deux séismes de magnitude 5,5 qui se sont produits, dimanche 9 juillet, vers 11 h 10 heure locale (4 h 10 heure de Paris) dans la péninsule japonaise d'Izu, à une centaine de kilomètres au sud-ouest de Tokyo, où les secousses ont été aussi ressenties. Les blessures ont été, pour la plupart, provoquées par des chutes d'objets ou par des projections d'huile de cuisine bouillante.

Depuis le 30 juin, la péninsule d'Izu est le siège d'une forte activité sismique : on a dénombré depuis cette date plusieurs centaines de secousses, dont quelques-unes étaient, comme celles de dimanche, de magnitude 5,5. – *(AFP, Reuter.)*

[La péninsule d'Izu inquiète les autorités japonaises depuis plusieurs années, au point que des séances d'entraînement habituant la population à savoir se comporter en cas de violent tremblement de terre ont lieu régulièrement.

La péninsule d'Izu est, en effet, l'extrémité nord de l'arc volcanique des îles Bonin qui est déjà soudé à Honshu, l'île principale de l'archipel nippon. Et toute cette portion de l'océan Pacifique dérive vers le nord-ouest pour plonger sous le Japon. La dynamique de toute cette région est très complexe car s'y rencontrent la plaque Pacifique, la plaque Philippines et la plaque Eurasie, qui porte l'archipel japonais.

En outre, l'arc large et épais des Bonin est fait de matériel chaud et relativement léger qui refuse de disparaître sous l'île de Honshu. Rappelons que le séisme de magnitude 8,3 qui s'est produit non loin de la péninsule d'Izu le 1er septembre 1923 a été responsable de la mort de quelque cent cinquante mille personnes dans l'agglomération de Tokyo-Yokohama.]

LAISSEZ-VOUS PRENDRE AU JEU
TOUS LES JEUX DU MONDE
Yams. La banque. Le billard américain. La tour de Hanoï. La bataille navale
JEUX
36.15 LEMONDE

Le Monde
SÉLECTION IMMOBILIÈRE
chaque mercredi
(éditions datées jeudi)
Renseignements : 45-55-91-82.
Poste 4138

Le Carnet du Monde

Décès

– On nous prie de faire part du décès de

Salvador Antoine CHIHA,

survenu à la suite d'un accident, le 8 juillet 1989.

Une messe sera célébrée pour le repos de son âme, le mardi 11 juillet, à 19 heures, en l'église Notre-Dame du Liban, 17, rue d'Ulm, Paris-5e.

Ce présent avis tient lieu de faire-part.

– Les familles Collignon et Suengas, ont la douleur de faire part à leurs amis du décès de

Jean Christophe COLLIGNON,

agrégé de l'Université,
professeur à l'Ecole européenne du Luxembourg,

et remercient toutes les personnes qui s'associeront à leur deuil.

Mme Elva Collignon Suengas,
chez M. et Mme Aliquot,
19, rue de l'Abbé-Lemire,
59110 La Madeleine,
Tél. : 20-51-16-85.
M. et Mme Lucien Collignon,
5, rue Paul-Doumer,
59320 Haubourdin,
Tél. : 20-07-26-61.

– Avon. Fontainebleau.

Mme Elisabeth Costrejean,
son épouse,
Gaëlle, Cédric et Marie-Charlotte,
ses enfants,
M. et Mme Jean Costrejean,
ses parents,
Mme Etienne Costrejean,
sa grand-mère,
M. et Mme Pierre Dupret,
ses beaux-parents,
M. et Mme Laurent Dutrieux,
ses beau-frère et belle-sœur,
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Marc COSTREJEAN,
docteur en pharmacie,
docteur ès sciences,
ancien assistant de l'Institut Pasteur,
chef de service
de l'hôpital de Fontainebleau,

survenu le 7 juillet 1989, dans sa quarante-cinquième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 12 juillet, à 15 h 30, en l'église Saint-Pierre d'Avon (Seine-et-Marne).

Réunion à l'église.

15, rue des Casernes,
77210 Avon.
8, rue de Longpont,
92200 Neuilly.

– On nous prie d'annoncer le décès de

Mlle Louise HALM,
ingénieur,

survenu le 6 juillet 1989, à Neuilly-sur-Seine.

De la part de
M. et Mme Marc Diebold,
M. et Mme Pierre Halm,
M. et Mme Philippe Diebold,
Du docteur et Mme Gérard Lienhard,
Christophe, Bertrand, Jean-Blaise, Charles-Olivier, Arnaud,
Des familles Egler et Klein,
Mme Yvonne Meunier.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

17, rue Sainte-Cécile,
54000 Nancy.
34, rue du Regard,
92380 Garches.

– Mme Guillaume Lifschitz,
née Juliette Gentily,
ses enfants et petits-enfants,
Les familles Lifschitz, Peretz, Liron (Israël), Mme A.-M. Gentily,
ont la grande douleur d'annoncer le décès de

M. Guillaume LIFSCHITZ,

leur époux, beau-père, grand-père, frère, oncle, grand-oncle et beau-frère.

L'incinération aura lieu le 17 juillet 1989, à 10 h 15, au columbarium du *Père-Lachaise (avenue du Père-Lachaise, métro Gambetta)*.

– Le conseil d'administration,
La direction générale,
Les médecins,
Les cadres
Et les personnels de la Fondation santé des étudiants de France,
La direction
Et le personnel de la clinique Georges-Dumas,
ont la tristesse de faire part du décès du

docteur Jean-Pierre MARTINEZ,
médecin-directeur
de la clinique Georges-Dumas,

survenu le 7 juillet 1989, dans sa cinquante et unième année.

Fondation SEF,
BP 147,
75664 Paris Cedex 14.
Clinique G.-Dumas,
22, rue du Pont-Prouiller,
38700 La Tronche.

– Greta Marester,
son épouse,
Sa famille,
Ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Guy MARESTER,

le 3 juillet 1989, à Nice.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité le 7 juillet.

– Mme Charles Salmon,
Mme Nelly Hopper
et Edouard,
M. et Mme Loïc Salmon
et Lucien,
Le capitaine de vaisseau (H) et Mme Max Salmon,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Michel Garcin,
M. et Mme Frédéric Gaussen
et leur fils,
font part de la perte qu'ils ont éprouvée en la personne du

vice-amiral d'escadre
Charles SALMON,
grand officier de la Légion d'honneur,
grand-croix
de l'ordre national du Mérite,

décédé le 6 juillet 1989, muni des sacrements de l'Eglise.

La messe d'enterrement sera célébrée le 12 juillet, à 14 heures, en la chapelle Saint-Louis des Invalides.

Ni fleurs ni couronnes.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

[Né le 30 mars 1910 à Chaumont (Haute-Marne) et ancien élève de Polytechnique, Charles Salmon a notamment été, avec le grade de capitaine de vaisseau, chef d'état-major de la force navale d'intervention en 1956, lors de l'expédition de Suez, montée par les Français et les Britanniques contre l'Egypte après la décision du colonel Nasser de nationaliser le canal. Il a ensuite commandé le cuirassé *Jean-Bart* et le groupe des écoles de canonnage. En 1959, il commande le croiseur *Colbert*. Après avoir exercé diverses fonctions au secrétariat général de la défense nationale et à l'état-major de la marine, il préside, avec le rang de vice-amiral d'escadre, la commission permanente des essais de bâtiments de la flotte. Il est admis en deuxième section *(cadre de réserve)* en 1970.]

– Mme Maurice Setboun
M. et Mme Henri Pisarz
et leurs enfants,
Les familles Setboun, Zeboulous, Garcini, Mamou, Valensi, Boccara, Taïeb,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Maurice SETBOUN,
chevalier de l'ordre national du Mérite,
chef adjoint de l'aviation civile
en retraite,

survenu le 9 juillet 1989.

Les obsèques auront lieu le 11 juillet.

3, rue Marc-Sangnier,
94270 Le Kremlin-Bicêtre.

– Les amis français de

Téo VERTONE,
professeur à l'université
La Sapienza de Rome,

ont la douleur d'annoncer son décès, le *8 juillet*, à Paris.

L'inhumation aura lieu à Nice, le 13 juillet.

Remerciements

– M. et Mme Marcos Ifrah,
Leurs enfants et petits-enfants,
expriment leurs remerciements émus à toutes les personnes qui les ont soutenus dans leur chagrin lors du décès de

Albert René IFRAH.

– Les associés,
Les dirigeants
Et le personnel du groupe Jean Lion et Cie
remercient très sincèrement toutes les personnes qui leur ont témoigné des marques de sympathie lors du décès de leur associé

M. Albert René IFRAH.

ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

Sont élevés à la dignité de *grand-croix* : MM. Vincent Badie, avocat, ancien ministre ; Pierre Damelon, préfet honoraire ; Jean Guitton, membre de l'Académie française.

Sont élevés à la dignité de *grand officier* : MM. Paul Germain, professeur de mécanique à l'Ecole polytechnique ; Pierre Libermann, dit Jean Mercure, ancien directeur de théâtre ; Lucien Poirier, président de l'Académie de marine ; Pierre Schaeffer, compositeur de musique, écrivain ; Jean Teillac, haut-commissaire à l'énergie atomique ; Victor Vasarhelyi, dit Vasarely, artiste peintre.

Le Journal officiel du samedi 8 juillet publie, en outre, une liste des promotions et nominations aux grades de commandeur, d'officier et de chevalier dans l'ordre national du Mérite.

Loto
TIRAGE DU LOTO Nº27
DU SAMEDI 8 JUILLET 1989
9 11 19 21 23 38 2

6 BONS Nº	7	938 155,00 F
5 BONS Nº + COMPLÉMENTAIRE	63	53 070,00 F
5 BONS Nº	2 111	5 200,00 F
4 BONS Nº	120 866	90,00 F
3 BONS Nº	2 087 606	7,00 F

14,00 F

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 10 juillet

TF 1

20.35 Feuilleton : La comtesse de Charny (6e épisode). 22.10 Magazine : Super sexy. Sommaire : Skipper ; Interview hard de Luis Rego ; Rendez-vous ; Les trente-six femmes de Mongo le Bigame ; Le plombier sonne toujours deux fois. 23.05 Journal et Météo. 23.25 Magazine : Minuit sport. 0.10 Série : Drôles d'histoires. Mésaventures : Les tribulations de Jacques Talon. 0.35 Série : Drôles d'histoires. 1.00 Feuilleton : C'est déjà demain.

A 2

20.35 Théâtre : Les seins de Lola. Pièce de Maria Pacôme, mise en scène par Jean-Luc Moreau, avec Maria Pacôme, François Perrot, Stéphane Hillel, Caroline Fornier, Nicolas Sempe, François Pacôme, Jérôme Rebbot. *Seule au milieu d'une bande de jeunes.* 22.15 Magazine : Bonjour la télé. 22.45 Sport : Athlétisme. Le Nikaïa. 0.00 Informations : 24 heures sur la 2. 0.20 Météo. 0.25 Soixante secondes. Marianne Sägebrecht, comédienne. 0.35 Le journal du Tour de France (rediff.).

FR 3

20.35 Cinéma : La dame dans l'auto avec des lunettes et un fusil. ■■ Film franco-anglais d'Anatole Litvak (1970). *Une jeune Anglaise à laquelle on avait confié une Ford se trompe de route, descend vers le Midi et rencontre des gens inconnus qui prétendent l'avoir vue passer, le matin, dans l'autre sens. Ce film – qui n'a pas été programmé à la télévision depuis dix ans – n'en est pas moins un excellent thriller à l'américaine.* 22.20 Journal et Météo. ▶ 22.40 Magazine : Océaniques. Cory Aquino. 1. L'histoire d'une révolution. 23.35 Musiques, musique. Benvenuto Cellini, de Berlioz.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Le trésor de Matacumba. ■ Film américain de Vincent McEveety (1976). 22.05 Flash d'informations. 22.10 Tauromachie. Corrida, enregistrée à Murcia. 23.45 Cinéma : Preuve d'amour ■ Film français de Miguel Courtois (1987). Avec Gérard Darmon, Anaïs Jeanneret, Philippe Combrenègre. 1.15 Cinéma : Les saisons du plaisir. □ Film français de Jean-Pierre Mocky (1988). Avec Charles Vanel, Denise Grey, Jacqueline Maillan.

LA 5

20.30 Téléfilm : Les voix de la nuit. 22.20 Série : Deux flics à Miami. 23.20 Série : Kojak (rediff.). 0.00 Journal de minuit.

M 6

20.30 Téléfilm : Qui a tué le top model ? 21.45 Série : Messieurs les jurés. 23.30 Six minutes d'informations. 23.35 Magazine : Jazz 6. 0.05 Musique : Boulevard des clips.

LA SEPT

19.00 Allemand. Méthode Victor nº 11. 19.30 Documentaire : Cory Aquino. Le pouvoir. 20.30 Série : Le colporteur de la Révolution. 20.40 Cinéma : Le silence est d'or. Film français de René Clair (1947). Avec Maurice Chevallier, Marcelle Darrieu, Dany Robin, François Périer. 22.10 Documentaire : Exposition 1900. 22.30 Documentaire français : La dernière escale de Pierre Loti. D'Olivier Guiton. 22.30 Le colporteur de la Révolution. 23.40 Téléfilm : Liberté, libertés. 1.00 Documentaire suisse : Les métiers du bois. Marcellin Babey tourneur.

FRANCE-CULTURE

20.30 L'histoire en direct. 10 juillet 1940 : le suicide d'une République. 31.30 Dramatique. La nuit de l'encrier, de Bernard Obadia. 22.40 Cote d'amour. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda. Pierre Barouh et Saravah.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 15 juin dans le cadre du Paris des orgues) ; Deux préludes profanes, Petite pièce, Climat, Grave, Lamento, Deux fantaisies d'Alain ; Pièce nº 4, Arches, de Litaize ; Messe op. 11, de Duruflé ; Elégie, Trois pièces op. 7, de Barie, par Georges Robert (orgue) et l'Ensemble vocal Michel Piquemal, dir. Michel Piquemal. 23.07 Les soirées de France-Musique. 0.30 Myosotis. Le magazine des oubliettes : Bizet l'épistolier, Ravel dans tous ses états ; à 1.00, La dernière classe.

Mardi 11 juillet

TF 1

14.25 Série : Claudine. d'après Colette. 2. Claudine à Paris, avec Marie-Hélène Breillat, Jean Desailly. 15.55 Feuilleton : En cas de bonheur. 16.20 Club Dorothée vacances. Georgie ; Goldorak ; Spécial croissant ; Tu chantes, tu gagnes ; Punky Brewster ; Top junior. 18.10 Série : Les rues de San-Francisco. 19.00 Feuilleton : Santa-Barbara. 19.25 Jeu : La roue de la fortune. 20.00 Journal, Météo et Tapis vert. 20.35 Cinéma : Angélique et le Roy. □ Film français de Bernard Borderie (1965) Avec Michèle Mercier, Robert Hossein, Samy Frey, Jean Rochefort. *Angélique vient à Versailles. Elle passe pour la favorite du Roi-Soleil, cela ne plaît pas à la Montespan. L'intrigue est décousue, les fastes de la cour royale ont un certain effet. Faut-il rappeler que ce roman-photo, fait pour le cinéma, est préférable à certaine Comtesse de Charny, feuilleton toujours aussi mauvais de semaine en semaine.* 22.25 Documentaire : Histoires naturelles. Etreé Landais. 23.25 Journal et Météo. 23.45 Magazine : Livres en tête. 23.55 Série : Drôles d'histoires. Mésaventures : Supercheries. 0.20 Série : Drôles d'histoires. Intrigues : La bonne. 0.40 Série : Drôles d'histoires. Le soi-disant cadavre. 1.05 Feuilleton : C'est déjà demain

A 2

14.20 Magazine : Aventures-voyages. Un couple dans la brousse. 15.10 Sport : Cyclisme. Tour de France : 10e étape (Canterets-Superbagnères) ; A chacun son tour, de Jacques Chancel. 17.55 Série : Top models. 18.20 Jeu : Trivial pursuit. 18.45 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.10 Actualités régionales. 19.30 Le journal du Tour de France. 20.00 Journal. 20.30 Météo. 20.35 Cinéma : La moutarde me monte au nez. ■ Film français de Claude Zidi (1974). Avec Pierre Richard, Jane Birkin, Claude Piéplu. *Une petite ville de province troublée par l'arrivée d'une troupe de cinéma, un professeur dont les élèves ont mélangé les papiers : voilà un vaudeville-tornade. Pierre Richard est lancé comme un bolide, Jane Birkin fait la nique à la respectabilité.* 22.15 Profession comique. Les nouveaux imitateurs. Éric Blanc, Dider Gustin, Pascal François, Pierre Péchin, Michel Guidoni. 23.10 Magazine : Figures. Invitée : Madame Claude Pompidou. 0.10 Informations : 24 heures sur la 2. 0.30 Météo. 0.35 Soixante secondes. Lorin Maazel, chef d'orchestre. 0.40 Le journal du Tour de France (rediff.).

FR 3

14.50 Magazine : 40e à l'ombre de la 3. En direct de Saint-Jean de Luz. 17.00 Flash d'informations : Spécial jeunes. 17.05 Petit ours brun. 17.06 Speedy Gonzales. 17.10 Muppets babies. 17.35 Série : Super flics. 18.00 1789 au jour le jour. La vie quotidienne pendant la Révolution. 18.02 Magazine : Drevet vend la mèche. 18.30 Jeu : Questions pour un champion. 19.00 Le 19-20 de l'information. *De 19.10 à 19.30, le journal de la région.* 19.58 Dessin animé : Ulysse 31. 20.05 Jeux : La classe. 20.35 Feuilleton : L'Aéropostale. 1. Monsieur Daurat, de Gilles Grangier. *Histoire d'une ligne courrier, puis passagers, entre la France et l'Amérique.* 22.00 Journal et Météo. 22.25 Télévision régionale. 23.15 Musiques, musique. Carmen, de Bizet (extraits), par Zehava Gal, soprano, Anne-Marie Fontaine, piano.

CANAL PLUS

14.55 Pochettes surprises. Le gardien de la steppe Objezdtchik, de Alexandre Bibartsev. 15.30 Cinéma : Gangula, le loup dans le soleil. ■ Film franco-danois de Henning Carlsen (1985). 17.25 Cabou cadin. Crocus ; Karaté Kat ; Street frogs. 18.15 Cabou cadin. SOS fantômes. 18.40 Série : Badge 714. 19.09 Flash d'informations. 19.10 Top 50. 19.55 Flash d'informations. 20.00 Série : Allô ! Allô ! 20.30 Cinéma : Mac Arthur, le général rebelle. ■ Film américain de Joseph Sargent (1977). 22.35 Flash d'informations. 22.40 Cinéma : La sorcière. ■ Film franco-italien de Marco Bellochio (1987). Avec Béatrice Dalle, Daniel Ezralow, Corinne Touzet. 0.10 Cinéma : L'héritier de la panthère rose. ■ Film américain de Blake Edwards (1983) (v.o.). 1.55 Spectacle : Vidéopérette.

LA 5

14.50 Série : Kojak. 15.55 Série : Wonder woman. *De 16.50 à 18.50 Dessins animés.* 16.50 Les Schtroumpfs. 17.15 Sylvanians (rediff.). 17.30 Rémi sans famille. 18.00 Grand prix. 18.25 Les défenseurs de la Terre. 18.50 Journal images. 19.00 Série : Supercopter. Soif d'aventure. 20.00 Journal. 20.30 Cinéma : Les évadés de la planète des singes. ■ Film américain de Don Taylor (1971). Avec Roddy Mc Donall, Kim Hunter, Bradford Dillman. *Trois chimpanzés qui ont échappé à la destruction de leur planète arrivent en Californie après un voyage dans le temps. Ils sont d'abord bien accueillis, mais un médecin se demande s'ils ne représentent pas un danger pour la civilisation future. Ce troisième film de la série se passe dans le présent, après les précédentes anticipations, et pose un problème dramatique.* 22.15 Série : Deux flics à Miami. La source de vie. 23.15 Série : Kojak (rediff.). 3.15 Série : Peau de banane. 4.00 Voisin, voisine (rediff.).

M 6

14.35 La corde au cou (2e épisode). 16.10 Musique : Boulevard des clips. 17.05 Hit, hit, hit, hourra ! 17.10 Série : Laredo. 18.05 Variétés : Multitop. 18.40 La petite maison dans la prairie. 19.30 Série : Cher oncle Bill. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Madame est servie. 20.30 Feuilleton : La clinique de la Forêt-Noire (1er épisode). *La vie d'un établissement hospitalier dans une petite ville allemande.* 22.05 Six minutes d'informations. 22.10 Magazine : Ciné 6. ▶ 22.30 Cinéma : Le corsaire noir. Film espagnol de Vincent Thomas (1972). Avec Terence Hill. *Un corsaire britannique se joint aux flibustiers de Vera-Cruz qui jouent de malchance pour recueillir des informations sur les transports d'or espanols. Médiocre film de cape et d'épée, réalisé en coproduction avec l'Italie, d'où la présence de Terence Hill et Bud Spencer.* 0.00 Variétés : Boulv'hard and rock.

LA SEPT

19.00 Allemand. Méthode Victor nº 12. 19.30 Documentaire : Vivre avec les Dieux 2. De Jean-Paul Colleyn, Marc Augé et Jean-Pierre Dozon. Les Dieux objets. 20.30 Série : Le colporteur de la Révolution. De Dominique Hondart. 20.40 Cinéma : La brûlure. Film de Raoul Sangla sur une chorégraphie de Karine Saporta. 21.00 Danse : Noé. De Jean Rabaté. 21.30 Paris c'est l'Afrique. De Philippe Conrath et Eric Pittard. 22.30 Documentaire : la Révolution française. De Roger Stéphane. Le Directoire. 23.30 Série : Le colporteur de la Révolution. De Dominique Hondart. 23.40 Cinéma : Boulevard d'Afrique, bac ou mariage. Film franco-sénégalais, de Jean Rouch et Tam Sir Doueb. 0.45 Documentaire : Domela, soixante-cinq ans d'abstraction. De Christian Diebold.

FRANCE-CULTURE

20.00 Musique : le rythme et la raison. La rumba. 2, le yambu et la columbia. 20.30 Archipel médecine. Débat : Nous sommes tous des prescripteurs. 21.30 Grand angle. Sauver les livres (rediff.). 22.40 Nuits magnétiques. Des arbres à débattre. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda. Pierre Barouh et Saravah.

FRANCE-MUSIQUE

21.30 Concert (en direct du Zénith de Montpellier) : Till Eulenspiegel, poème symphonique op. 28, de R. Strauss ; La valse, de Ravel ; Symphonie nº 9 en mi mineur op. 95, de Dvorak, par l'Orchestre national de France, dir. Lorin Maazel. 23.30 Club d'archives. Chaconne, de Vitali ; Sonate pour violon et piano de Debussy ; Symphonie espagnole pour violon et orchestre op. 21, de Lalo ; Symphonie nº 4 en mi mineur op. 98, de Brahms ; Sonate pour violoncelle et piano en ut majeur op. 119 de Prokofiev.

Audience TV du 9 juillet 1989 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	30.1	7/7 8.3	Stade 2 11.6	La loi selon 4.5	L'or du prof... 1.3	Fièvre Hawaï 2.8	Devlin connect. 1.2
19 h 46	34.2	7/7 13.4	Pique assiette 8.5	La loi selon 4.3	Ça cartoon 2.2	Fièvre Hawaï 3.6	Devlin connect. 1.6
20 h 16	47.1	Journal 19.9	Journal 10.5	Benny Hill 8.6	Ça cartoon 1.8	Journal 2.6	Cosby Show 3.6
20 h 55	50.2	Danton 17.5	L'homme de... 17.6	Propaganda 1.5	La sorcière 1.8	Liberté, égalité 7.6	Echec hom... 4.9
22 h 8	42.9	Danton 18.3	Musique cœur 5.2	Soir 3 3.1	Grandes vacances 1.7	Liberté, égalité 8.3	Echec aux hom... 6.5
22 h 44	31.7	Danton 19.6	Musique cœur 3.1	Cinéma minuit 2.3	Grandes vacances 2.3	Wimbledon 3.3	Tour d'écou 1.4

Communication

Un entretien avec le directeur de l'information à la télévision soviétique

MOSCOU
de notre envoyée spéciale

Les yeux d'Edouard Sagalaev sont aussi bruns que sa moustache épaisse, son costume trois-pièces, son grand bureau en bois, les étagères de sa bibliothèque qui supportent, outre quelques ouvrages, six gros téléviseurs et les chaises spartiates sur lesquelles il reçoit ses invités. Cinq téléphones d'un modèle ancien mais de couleurs vives donnent une petite touche d'éclat à cette pièce austère comme celle d'un ministère. Une esquisse de Lénine est exposée au mur, un exemplaire de la *Pravda* étalé sur le bureau et une petite plaque de cuivre annonce, avec un clin d'œil, la couleur : « *The Boss* » (le chef). Annonce superflue sans doute à Gosteleradion, l'organe de radiotélévision soviétique, où Edouard Sagalaev, directeur depuis quelques mois de l'information télévisée, jouit d'une belle notoriété. C'est lui le patron des rédactions télé de l'institution. C'est lui donc le chef du grand journal du soir « le Temps » (Vremia) diffusé simultanément à 21 heures sur les chaînes nationales, visionné et commenté chaque jour dans tout le pays par plusieurs dizaines de millions de Soviétiques.

On le dit courageux et intègre, partisan convaincu de la glasnost et plutôt audacieux dans ses choix professionnels, comme l'atteste son passé à la tête de l'émission progressiste « le Regard ». Ses paroles pourtant sont teintées de prudence et témoignent, avec quelques contradictions, des limites encore importantes dans la liberté d'expression. Mais qui, en URSS, oserait sérieusement le nier ? Derrière l'enthousiasme de rigueur accolé à l'idée de glasnost se cachent encore tant de craintes, d'inhibitions et de tabous...

Pourtant la télévision a changé. Un nouvel élan a saisi journalistes et producteurs dans le sillage de la presse écrite chaque jour plus étonnante et de quelques émissions pionnières qui, depuis deux ans, ont fait s'étrangler nombre de conservateurs et stupéfié le public soviétique par leur irrévérence et leur esprit frondeur. Un reportage suggérant de supprimer le mausolée de Lénine afin d'enterrer le Père de la révolution dans un cimetière près de sa mère, conformément à ses dernières volontés, a même failli coûter cher à son auteur, lequel n'a finalement été privé de direct que de façon temporaire.

« On ne doit pas brûler les étapes »

Il y avait donc les pionniers. Et puis il y eut le Congrès. Et ses débats passionnés retransmis intégralement en direct à la radio et à la télé. Spectacle « *historique* », « *révolutionnaire* », selon les mots d'une journaliste de la radio. « *Personne n'avait imaginé l'ampleur du phénomène*, reconnaît Édouard Sagalev. *Et je crains fort que si l'on en avait prévu les conséquences, des forces se seraient liguées pour empêcher la retransmission.* » L'événement en tout cas est selon lui irréversible : « *La cage a été ouverte, l'oiseau s'est envolé...* ».

Irréversible ? Pour beaucoup de journalistes de Gosteleradio, cela ne fait aucun doute. Le Congrès marquera une césure. Il y aura l'information d'avant et l'informtion d'après le Congrès. « *Que peuvent donc entendre aujourd'hui les Soviétiques qui soit plus fort, plus violent, plus traumatisant que ce qu'ont exprimé, avec des mots très crus, les nouveaux députés ?* » s'interroge un journaliste.

Les débats dans les rédactions ne manquent pas, qui portent sur les limites de la glasnost, la responsabilité collective des journalistes dans le succès de la perestroïka, la volonté que les discours critiques du Congrès soient suivis de faits ; qui s'interrogent enfin sur l'insuffisante maturité politique de la population. « *On ne doit pas brûler les étapes* », affirme un animateur de Radio Moscou Internationale. « *On ne peut pas tout dire ni violer le public en faisant comme s'il disposait de connaissances et d'un recul suffisants pour recevoir avec discernement ce qu'on lui livre aujourd'hui de façon si abrupte. Après le lui avoir volontairement caché.* »

Tout le monde, bien sûr, ne marche pas du même pas. La Glasnost à la télévision a ses locomotives : les nouveaux responsables de l'information aux missions bien définies et la plupart des jeunes journalistes. Elle rencontre également des résistants, inquiets de voir se lézarder les ciments de la société soviétique et s'effondrer – trop vite – quelques tabous.

A. C.

« Pas de véritable liberté d'expression tant qu'existe le monopole »

nous déclare M. Edouard Sagalaev

« En quoi la politique de la glasnost a-t-elle influencé le travail des journalistes de la télévision ?

– La glasnost nous a d'abord contraints à modifier notre regard sur l'information. Il y a quelque temps, par exemple, des événements comme ceux qui se produisent actuellement en Asie centrale n'existaient pas pour la télévision et n'étaient pas considérés comme de l'information. Une nouvelle, c'était, par exemple, la production laitière exceptionnelle relevée dans un kolkoze ; ou encore le déplacement à l'aéroport d'un membre du Politburo venu saluer un autre membre du parti en route pour une inspection du travail. C'est très simple : tout ce qui nous était profitable était visible à la télévision. Tout ce qui pouvait nous être désagréable était invisible.

– Qui « nous » ? Profitable à qui ?

– A l'appareil dirigeant – le Parti communiste, le gouvernement.

– Qui donne l'impulsion du changement ?

– Difficile de répondre. C'est comme une avalanche qui dévale d'une montagne, et provoque partout un phénomène de boule de neige. Car le processus touche à la fois les hommes politiques et les journalistes chez lesquels l'idée de riposte n'était jamais venue à l'esprit, mais qui, chaque jour, osent désormais dire non.

– Quel rôle vous-même jouez-vous ? Donnez-vous des consignes aux journalistes ?

– J'essaie d'insuffler un état d'esprit. Je répète chaque jour à mes subordonnés que ce ne sont pas les sollicitations et commandes émanant du pouvoir qu'ils doivent considérer en priorité, mais les règles du professionnalisme et les choix de leur conscience. Je crois aussi en la nécessité d'équilibrer les sensibilités au sein d'une rédaction, et d'y voir représenté le plus large éventail d'opinions politiques. C'est un impératif, étant donné que l'URSS ne compte qu'un seul organisme de télévision.

» J'ai été un temps le responsable du magazine « Regard », considéré il y a encore six mois comme très à gauche (1), et animé par des journalistes de gauche. Or on a aujourd'hui intégré à cette rédaction des journalistes aux positions centristes, voir conservatrices. Et je suis persuadé que le directeur d'une chaîne française a plus de liberté que moi pour se débarrasser de ces journalistes. Chez nous, malheureusement, les syndicats sont très forts...

– L'appareil du parti n'a pas volontiers accepté de perdre ses prérogatives. Comment s'exerce encore son contrôle sur l'audiovisuel ?

– Par la nomination des cadres. Encore ceux-ci ne sont-ils plus de simples leviers. Ma nomination à la direction de l'information, moi qui étais auparavant le directeur de l'unité jeunesse, me semble un signe évident de la volonté des dirigeants d'orienter plus à gauche l'organisme officiel.

» Peut-être que je joue, moi aussi, un rôle de marionnette...

– Pour être un cadre important à la télévision, faut-il être membre du parti ?

– Oui. Mais actuellement il y a aussi dans la rédaction des cadres moyens qui n'appartiennent pas au parti, ce qui était impensable il y a peu de temps. C'est également le cas – ce qui est plus important et significatif – de journalistes et d'animateurs de l'antenne.

Téléphone blanc

– Quels liens entretenez-vous avec les responsables de l'Etat ? Y a-t-il un de ces téléphones qui soit directement relié au Kremlin ?

– Oui, celui-ci. *(Il montre sur son bureau un appareil blanc décoré, aux armes du Kremlin.)* Il sonne de temps en temps, et j'ai toujours moi-même la possibilité d'entrer en contact avec M. Gorbatchev. Mais croyez-moi : à l'heure actuelle, il est très périlleux d'utiliser cet appareil pour donner des directives ou des ordres.

– Pourquoi ?

– Parce que je pourrais donner aussitôt une interview dans la presse, par exemple aux *Nouvelles de Moscou*, pour raconter l'anecdote et faire part de cette tentative de pression. Ma mise à l'écart, ou mon limogeage, serait alors l'aveu public d'une vengeance.

» Il y a une devinette qui illustre bien les relations entre gouvernement et journalistes au temps de la glasnost : quelle est la ressemblance entre une mouche et un ministre ?... Réponse : l'une et l'autre peuvent être facilement tués par un journal !

– La retransmission télévisée des débats du Congrès a été une grande première pour le public soviétique. Les journalistes n'y ont-ils pas vu une sorte de feu vert pour enquêter en profondeur ?

– Bien sûr, on le fait, mais... c'est difficile de vous expliquer. Il faut être né ici pour comprendre les paradoxes. Les journalistes ont évidemment l'intention et l'envie d'enquêter en profondeur sur les racines des maux qui rongent la société. Mais leur situation est tout de même bien différente de celle des députés, qui, en présence de Gorbatchev, jouissaient dans la salle des débats d'une totale impunité. Les journalistes engageront, eux, leur propre responsabilité. Et, dans leur âme, deux sentiments se disputent : la peur et l'audace.

– La peur n'a donc pas disparu malgré la glasnost...

– Elle existe. Et je n'exclus pas que certains des députés les plus virulents se soient demandé dans combien de jours ils allaient être arrêtés. C'est la peur dans le sang.

– Tous les pays occidentaux ont accordé une importance considérable à la couverture des événements en Chine. La télévision soviétique, elle, est restée bien discrète.

– Le volume de l'information sur la Chine a peut-être laissé à désirer même si on a donné chaque jour les informations. La visite de Gorbatchev à Pékin explique ce choix. On ne voulait pas détériorer des relations qui, avec tant de difficultés, venaient tout juste d'être renouées.

– Est-ce le problème des journalistes ?

– La question est intéressante et pose le problème de la place occupée par la télévision soviétique. Jusqu'à l'heure actuelle, et notamment à l'étranger, on a considéré qu'elle reflétait le point de vue du gouvernement. Particulièrement le grand journal que je dirige. Or cela fait quatre années que nos essayons de prouver le contraire. Je crois qu'on y est arrivé à l'intérieur du pays. À l'extérieur, en revanche, le cliché est bien ancré. Les Occidentaux considèrent tout ce qui est dit dans l'émission « Le temps » comme la voix officielle, l'opinion du Kremlin – même si un journaliste prend soin de préciser qu'il s'agit d'un point de vue personnel, – et interrogent même les milieux gouvernementaux sur ce qu'ils ont entendu la veille.

» C'est très paralysant et cela vient du système monopolistique de télévision. C'est pourquoi je juge tout à fait souhaitable la création d'une nouvelle chaîne de télévision, indépendante du gouvernement, et gérée par des associations culturelles (union des écrivains, des cinéastes, etc.). C'est un point crucial. On ne peut obtenir une complète liberté d'expression tant qu'existe le monopole de cette expression.

– La presse écrite a souvent joué en France un rôle d'aiguillon pour la télévision. Ne peut-elle pas jouer ce rôle en URSS ?

– La presse est chaque jour plus passionnante. Certains disent même que, chez nous, il est actuellement plus intéressant de lire que de vivre... Mais nous n'avons pas encore d'instrument démocratiques : pas de loi sur la presse, pas d'organisation des travailleurs dans les médias... Quand ce sera le cas, cela nous donnera des armes. Et on ne sera plus les invités de ce monde de glasnost, mais bien ceux qui l'habitent. »

Propos recueillis par
ANNICK COJEAN.

(1) NDLR. – La « gauche », dans la terminologie soviétique actuelle, représente l'aile réformiste radicale. La « droite » est représentée par les conservateur du parti.

Culture

MUSIQUES

« The Fairy Queen », de Purcell, à Aix-en-Provence

Une comédie musicale du dix-septième siècle

Le pari lyrique de l'été : ressusciter la version scénique de The Fairy Queen *de Purcell. La danse, la musique y occupent une part égale avec le théâtre. Comme dans les comédies musicales, assure le metteur en scène Adrian Noble, directeur artistique de la Royal Shakespeare Company.*

Short, tennis, et chapeau de paille : Adrian Noble, trente-huit ans, a épousé la tenue du parfait vacancier pour affronter les répétitions de *The Fairy Queen* de Purcell, dans la chaleur de l'été aixois. Et la décontraction, apparente. Il a beau nous assurer que l'entreprise n'est pas plus complexe que celle de *Kiss me Kate*, une comédie musicale qu'il a mise en scène, on mesure la difficulté de la tâche à contempler, sur le plateau, l'équipe qu'il a fallu réunir : vingt chanteurs, dix-sept comédiens (tous anglais) et dix danseurs, sans omettre, dans la fosse, les musiciens des Arts florissants sous la direction de William Christie.

Créé en 1692 au Dorset Garden Theatre, *The Fairy Queen*, de Purcell, a été souvent donné en version de concert, y compris par William Christie. C'est un « semi-opéra », à mi-chemin du drame poétique et du « *mask* », version anglaise du ballet de cour. Les comédiens y tiennent les rôles principaux et en principe n'interviennent pas dans le chant. On ignore qui est l'auteur du livret. Une chose est certaine : il est très largement inspiré du *Songe d'une nuit d'été*, de Shakespeare, qu'Adrian Noble connaît bien, puisque depuis dix ans, il est le directeur artistique de la Royal Shakespeare Company, à Stratford-on-Avon, puis au Barbicane, à Londres. « *Je suis revenu*, dit-il, *le plus possible au texte de Shakespeare.* The Fairy Queen *est une pièce bourgeoise, un opéra néo-platonicien, alors que la pièce de Shakespeare est pronfondément humaniste, écrite et pour les artisans et pour les aristocrates. J'ai essayé de retrouver sa vitalité, son énergie, y compris dans la mise en scène des « masques ». Je ne suis pas un expert du baroque, mais je comprends, je crois, le monde anglais de la Restauration (1). Il est le reflet de l'ère de Margaret Thatcher. Les valeurs critiquées par le théâtre de l'époque sont les mêmes. L'argent et le succès y sont plus important que l'amour. Je pense qu'il est possible de donner aux masques une qualité de libération, de jeunesse, de fraîcheur, d'érotisme, tout en leur conservant une tonalité sombre, car la pièce de Shakespeare est un rêve, mais aussi un cauchemar.* The Fairy Queen *à l'origine est un divertissement pour nobles. Je dois, bien sûr, en comprendre les intentions. Mais peu m'importe. Cette histoire en costumes d'époque a aussi à faire avec ma vie et mon expérience.* »

AGENCE DE PRESSE BERNAND

Gemma Jones et Roger Allam

Adrian Noble souhaite ainsi un jeu « *très réel, émotionnel* ». Pour lui, contrairement au Duc de l'opéra de Purcell, le monde des fées existe, c'est le monde libéré. « *Il nous parle beaucoup d'enfance* », dit Gemma Jones, la Titania de l'opéra de Purcell, tout comme elle le fut dans *le Songe d'une nuit d'été*, dans la mise en scène de Peter Brook : « *Adrian Noble veut que les fées ne soient ni mignonnes, ni jolies, mais de vraies personnes, avec un caractère.* »

La forêt de *The Fairy Queen* n'a rien à voir avec celle de Shakespeare. Elle est totalement artificielle. Le plus difficile, affirme Adrian Noble, c'est que tous les personnages, danseurs, comédiens, chanteurs, habitent le même monde, « *à la lisière fragile de la réalité et de l'artifice* ».

Respect et fantaisie

Personne, cet après-midi-là, ne prononcera le mot de reconstitution. On parle respect, fidélité à l'esprit de l'époque, mais aussi fantaisie, liberté, spontanéité. William Christie confirme qu'il a bien travaillé *The Fairy Queen* comme une comédie, une sorte de « revue » musicale : « *Nous prenons la musique de Purcell très au sérieux, mais elle nous oblige au bricolage, car l'ordre des pièces, tel qu'il nous est parvenu, n'est pas du tout déterminé. Un certain nombre d'entre elles, rapides, lentes, gaies, sombres, sont là pour boucher des trous. Alors qu'*Atys *était vraiment conçu comme une tragédie, avec des enchaînements, une continuité qui empêchaient le bricolage. Tout en aimant beaucoup la fantaisie, j'obéis à un certain nombre de règles : je suis la logique instrumentale de l'époque. Quand Adrian Noble m'a dit : je n'aime pas beaucoup les deux musiques qui précèdent l'arrivée des chinois, j'ai d'abord protesté. Mais lui qui entend la musique en homme de théâtre voyait là un air un peu angulaire, étrange, une introduction au monde exotique. des morceaux de ce type, il y en avait en pagaille... J'en ai dépoussiéré un : je l'ai placé là ; ce n'est pas une hérésie* », me semble-t-il.

« *Pour* The Fairy Queen *tout comme nous l'avions fait avec* Atys *nous prenons beaucoup de liberté* », disent les deux chorégraphes de la compagnie Ris et Danceries, Francine Lancelot et Béatrice Massin, associées dès le début du travail à la dramaturgie. « *Nous restons fidèles au vocabulaire et au style de l'époque, mais nous jouons librement avec les ornements, le traitement de l'espace, en respectant bien sûr la composition musicale. Nos sources ne sont pas différentes de celles d'*Atys*, puisqu'il y avait au dix-septième siècle beaucoup d'échanges entre les maîtres à danser français et anglais. Mais les tempéraments de Jean-Marie Villégié, pour* Atys*, et d'Adrian Noble pour* The Fairy Queen *sont très différents. Noble a beaucoup insisté sur l'enfance, la fraîcheur, et contrairement à* Atys*, nos danseurs, cette fois, sont pieds nus pendant quatre actes. Les danseurs baroques, on le sait, ont été les premiers à travailler sur partition. Il nous reste beaucoup de chorégraphies. La complexité de ces compositions baroques dans l'espace est passionnante : elle suit l'architecture des jardins, des monuments, des lois de la perspective du dix-septième siècle. A cette époque, personne n'était encore vraiment spécialisé, et les gens qui travaillent le baroque aujourd'hui sont obligés de se préoccuper de toutes les disciplines artistiques. C'est cela qui est merveilleux.* »

Et c'est bien de cette alchimie que dépend la réussite de *The Fairy Queen*, un opéra où l'on chante aussi bien que les Italiens, où l'on danse aussi bien que les Français, et où l'invité d'honneur a pour nom Shakespeare.

ODILE QUIROT.

★ *The Fairy Queen*, à Aix-en-Provence. Le 11, 17, 20, 25, 28 juillet (tél. 42-23-37-81).

---

(1) Après l'intermède de la République de Cromwell (1645-1659), Charles II Stuart est rappelé par le général Monk sur le trône. La monarchie est restaurée en 1660.

Ouverture des Chorégies d'Orange

Vive Sarastro !

Dans le cadre et l'acoustique toujours magiques du Théâtre antique, archicomble (dix mille personnes), une Flûte enchantée *plus satisfaisante à entendre qu'à regarder.*

Un bombardement, ou un tremblement de terre, a eu lieu avant l'arrivée des spectateurs. Le mur du Théâtre antique d'Orange est intact (si l'on peut dire) mais il y a, sur la gauche, à ses pieds, des immeubles en ruine dont les éboulis dégringolent jusqu'au parterre. A droite, un arbre nu, énorme, dont les branches peuvent basculer pour déposer un personnage sur le sol. Sur ce sol, turquoise, est peint un chemin rose. Tout cela est assez laid. On apprend avec surprise que c'est signé du grand Alexandre Trauner, maître du décor cinématographique.

A propos de cinéma, comme Richard Dembo a réalisé un film remarquable, *la Diagonale du fou* (souvenez-vous, Michel Piccoli en champion d'échecs soviétique), on attendait sa mise en scène avec une curiosité bienveillante. Elle est inexistante. L'espace est à peu près occupé, mais comme le ferait n'importe quel agent de la circulation en deux jours. Pas une idée, pas un aperçu qui donne envie de s'interroger à nouveau sur cette bonne histoire d'apprentissage et de sagesse.

Les méchantes (Reine et Dames de la nuit) sortent des ruines, image assez banale d'un royaume du mal ; Sarastro habite le mur, on le verra mieux à l'acte II, où se dresse, autour de la grande porte centrale, un portique à fronton triangulaire enserrant un œil énorme. On ne saurait tenir pour des trouvailles propres à faire bouger l'art lyrique le fait que Tamino sorte de sa manche une colombe qui vient gentiment battre de l'aile sur sa flûte ou que des constellations d'ampoules s'allument sur la muraille lorsque apparaît la Reine de la nuit.

Les épreuves de l'eau et du feu, toujours problématiques pour un metteur en scène, que doivent traverser Tamino et Pamina ? C'est très simple : ils passent tous les deux derrière le providentiel mur, une fois de droite à gauche et une fois de gauche à droite. Au spectateur d'imaginer des fournaises, des cataractes. Il fallait oser.

Les costumes sont affligeants. La Reine de la nuit a cinq drapeaux plantés dans le dos, façon Opéra de Pékin ; ses dames sont attifées moitié Walkyries à mamelles cuirassées, moitié mannequins des années 50. La pauvre Pamina est affublée d'une robe bleue à moitié retroussée, sur un jupon rose, par un chiffon jaune. Les indispensables militaires ou miliciens de Sarastro sont mi-japonais (la coiffe à ailettes, l'arc de samouraï), mi-russes (la redingote).

La musique et le chant, heureusement, sont d'un autre acabit. Lorsqu'il n'y a pas de mistral (c'était le cas) l'orchestre du Théâtre antique est magnifique. A la tête d'un Orchestre philharmonique de Radio-France plutôt pimpant, Hans Graf ne nous arrache pas de nos gradins vers des hauteurs métaphysiques, mais il donne de *la Flûte* une lecture claire, assez vive en dépit de quelques pesanteurs (le premier air de la Reine ou l'air *Ach ich fuhl's* de Pamina), mollesses et imprécisions dans les passages lents (le début de l'ouverture). Les décalages ne dépassent pas le raisonnable.

Le cratère du Vésuve

Pas de faiblesses dans la distribution. Pamina, c'est l'incontournable Barbara Hendricks – qui a bien du mérite à rester simple et sympathique sous l'inflation médiatique dont elle est l'objet. Quand elle chante, l'air attentif se fait plus léger afin que nous parvienne sans effort sa voix pure et fluette. Ce n'est pas une actrice bouleversante, mais elle bouge, elle vit, elle croit à ce qu'elle fait. John Aler est un Tamino solide, un peu placide, au timbre lumineux. Il articule bien. On n'en dira pas autant de Zdzislawa Donat (la Reine de la nuit) : elle a un peu de bouillie dans les joues, mais ses vocalises sont piquées comme des papillons dans une boîte, avec une précision impeccable. Dramatiquement, elle est inoffensive.

Le trio des Dames (Ingeborg Schneider, Hanna Schaer, Hélène Jossoud) est délectable comme celui des petits garçons du Tölzer Knabenchor. Manfred Hemm, Papageno à la voix ample et un peu noire peut-être pour le rôle, fait douze petits Papagenos à Rose-Mary Musoleno, sa charmante Papagena. Mention spéciale à l'impressionnant premier rôle de David Wilson-Johnson. On n'a que du bien à dire des chœurs.

Evidemment, tout le monde pâlit un peu devant Matti Salminen (Sarastro). Dès qu'il ouvre la bouche c'est le gouffre de Padirac, le cratère du Vésuve, l'abîme de la nuit. On frémit de bonheur. A la splendeur de la voix s'ajoutent l'art du chant, le sentiment, la noblesse, l'humanité...

En somme, une *Flûte enchantée* très convenable à entendre, sinon à regarder. Mais, le convenable, est-ce vraiment suffisant à l'opéra ?

SYLVIE DE NUSSAC.

Le Monde

ABONNEMENTS VACANCES

VOUS N'ÊTES PAS ABONNÉ : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte bleue.

VOUS ÊTES DÉJA ABONNÉ : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que *le Monde* vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier de joindre votre bande.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER* (voie normale)
2 semaines	80 F	150 F
3 semaines	120 F	210 F
1 mois	160 F	261 F
2 mois	260 F	482 F
3 mois	365 F	700 F

* TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER AU : (1) 42-47-98-72

« LE MONDE » ABONNEMENTS
BP 50709, 75422 PARIS CEDEX 09

Attention : la mise en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours.

● VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE ____
du ____ au ____

● VOTRE ADRESSE DE VACANCES :
NOM ____ PRÉNOM ____
N° ____ RUE ____
CODE POSTAL ____ VILLE ____
PAYS ____

● VOTRE RÈGLEMENT : ☐ CHÈQUE JOINT

● VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné)

921MQN02

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

DISQUES

Bruckner par Lorin Maazel

Sacré Lorin Maazel ! On le savait virtuose transcendant, capable de délier les rythmiques les plus complexes (*le Sacre du printemps*, d'Igor Stravinsky), d'ordonner les musiques les plus maladroites d'apparence (*Choros*, d'Heitor Villa-Lobos), voire de bousculer les idées reçues en dirigeant Mahler avec une ironie perverse, mais qui aurait pu imaginer qu'il dirigeât Bruckner avec un sentiment si élevé ? A la tête de l'Orchestre philharmonique de Berlin il vient d'enregistrer la *Septième symphonie*, du *maître de Linz*, la *plus facile* d'accès sans doute, mais certainement pas la moins belle. Son orchestre semble ne pas avoir de pieds tant il paraît léger, diaphane, soyeux ; ses tempos sont lentissimes, mais le discours avance sans hésitation (il y a du Klemperer chez ce Maazel-là) et la *musique s'élève, comme tétanisée* par l'accumulation de micro-tensions, poignante dans son refus de toute emphase. Avec Maazel, on ne perd aucun détail, car il sait, mieux qu'aucun autre chef, garder à l'orchestre toute sa transparence dans les fortissimos les plus violents (Karel Ancerl et Ernest Ansermet avaient cette capacité, hélas ! trop rare), et quelle surprise d'entendre les Berlinois sonner comme la Staatskapelle de Dresde, paradoxalement sombre et transparants, soyeux et coupants comme un scalpel.

Il n'est pas certain qu'Eugen Jochum, Karl Böhm et Wilhelm Furtwängler soient allés plus loin.

A. L.

★ Un disque compact EMI CDC 7 49 584 2 73 47. Excellente prise de son.

Neneh Cherry

Elle débarque sans avoir trop prévenu (belle-fille du trompettiste de jazz Don Cherry, elle a fait partie du groupe punk-funk Rip Rig and Panic). Neneh Cherry chante un *peu comme Madonna* (elle n'a pas énormément de voix mais beaucoup d'insolence, de sensualité), elle rappe comme si elle était née dans le Bronx (elle a grandi en Angleterre), avec un bonheur d'expression euphorisant. *Raw Like Sushi*, son premier album, s'ouvre sur deux titres, *Buffalo Stance* et *Manchild*, un rap mélodique et furieux et une balade entêtante qui posent l'étendue de son registre. Neneh Cherry provoque sans se laisser attraper (dans les cours de récréation, on la traiterait d'allumeuse), utilise tous les gadgets (le scratch, le sampling, les drum-machines) qui font des studios d'enregistrement l'équivalent du Salon des arts ménagers. Tout ça pour la plus grande gloire de la pop music, celle qui séduit immédiatement, à la première écoute, et dont le charme résiste au temps.

T. S.

★ *Raw Like Sushi* : album, cassette et CD (avec quatre titres en plus dont trois remix), Circa/Virgin.

The Stone Roses

Tout est dans la pochette : face, une espèce de Pollock sur lequel vient s'imprimer le nom du groupe, les « o » remplacés par des rondelles de citron (ici, on fait de l'art, mais on a de l'humour). Pile, une photo en noir et blanc du groupe, franges cachant les yeux, petits amplis et instruments anciens (la Rickenbaker est en train de devenir au rock ce que le pianoforte est à la musique classique). Les Stone Roses sont britanniques et sérieux, et pourtant, leur pop à l'ancienne (du côté du Pink Floyd de Syd Barrett) dégage une joie de jouer, une richesse mélodique qui font oublier le discours théorique (le retour à la simplicité primale, les vrais instruments contre le sampling) pour ne faire penser qu'au plaisir d'une rengaine bien tournée (mention spéciale au simple, *Made of Stone*).

T. S.

★ The Stone Roses, album, cassette, CD, Silvertone/BMG.

Prince

De la bande originale comme moyen de dépasser les quotas de production, Prince est sans doute capable de sortir un album tous les trois mois, malheureusement, le marché ne suit pas. Voici donc *Batman*, la BO de la mégaproduction Warner, un vrai album de Prince, composé, interprété, arrangé et produit par son altesse. Mis à part *The Arms of Orion*, une très pénible balade en duo avec Sheena Easton (dont la voix dépasse sans doute celle d'Olivia Newton John en insignifiance), *Batman* est un petit opéra bien réjouissant, dont Prince tient tous les rôles (Bruce Wayne/Batman, The Joker et même Vicki Vale, interprétée par Kim Basinger dans le film). Par millions, les citoyens de Gotham danseront la *Batdance* en battant des ailes, et tous les hommes mûrs se demanderont, avec Bruce Wayne, si ça vaut la peine de faire attendre leur bien-aimée pour jouer au super-héros (*Vicki Waiting*). Prince a encore réussi un exploit inédit : écrire pour un film une musique qui se suffit à elle-même mais donne quand même envie d'aller au cinéma.

T. S.

★ *Batman*, album, CD, cassette, WEA.

Pavlov Dogs

C'était en 1976, on s'abîmait les oreilles à la recherche du futur du rock'n'roll. On l'avait signalé dans le rhythm'n'blues de Doctor Feelgood, dans les voix évanescentes des Sparks, les néo-dylaneries de Springsteen ou le hard ésotérique du Blue Oyster Cult. Et aussi sur *Pampered Menials*, le premier album des Pavlov Dogs, avec son romantisme exacerbé, la voix de tête de *David Surkamp, du violon, de la* flûte et une belle chanson d'amour, *Julia*. Le contraste avec la lourdeur des brontosaures de l'époque était tellement rafraîchissant qu'on en remarquait à peine tout ce que le style vocal de Surkamp avait d'affecté et l'emphase qui les gagnait de temps en temps. Les Pavlov Dogs (un nom bien trouvé, quand même) ont été emportés par la vague punk de 1977. A l'occasion d'une réédition en CD, on s'imagine un instant ce qu'aurait été un monde sans Johnny Rotten.

T. S.

★ *Pampered Menials*, un CD CBS Nice Price.

● **Le prix Arturo-Toscanini attribué à Myung-Whun Chung.** – Le prix Arturo-Toscanini sera décerné *le 12 juillet prochain au chef* d'orchestre sud-coréen, Myung-Whun Chung, nouveau directeur musical de l'Opéra Bastille, à Tavernelle dans le nord de l'Italie. Ce prix récompense chaque année un chef d'orchestre qui perpétue la tradition de l'école toscaninienne.

MARRAKECH EN CONCORDE
10-12 nov. 1989
Documentation et inscription :
AIRCOM
93, rue de Monceau
75008 Paris
Tél. : 45-22-86-46
Télex : 64-37-80 F
UA 176001

Culture

MUSIQUES

Le dernier disque de Johnny Hallyday

Autoportrait rock

En s'associant avec le parolier Etienne Roda-Gil, Johnny Hallyday se renouvelle et produit l'un de ses meilleurs albums.

Cadillac est l'album le plus cher jamais enregistré par Johnny Hallyday. Coût : 2 millions et demi de francs. Temps consacré en studio : cinq mois. Avant l'enregistrement, deux cent quatre-vingt-six chansons ont été proposées à Hallyday par différents auteurs-compositeurs et quarante ont été écrites à la demande du chanteur. Dix ont été finalement gardées. Toutes signées pour les paroles par Etienne Roda-Gil et composées par David Hallyday, Jean-Claude Petit, Jacques Cardona, Georges Augier et Jean-Pierre Buccolo.

Comme les chansons (*Je te promets, le Chanteur abandonné, Quelque chose de Tennessee*) qui lui avaient été confectionnées par Jean-Jacques Goldman et Michel Berger, celles de ce nouvel album sont conçues pour exploser sur scène. Le prochain spectacle, dont la mise en scène sera assurée par Etienne Roda-Gil, aura lieu au Palais des sports, en septembre 1990 : « *Pour la première fois*, dit Johnny Hallyday, *on verra sur le plateau des presses au travail qui livreront aux spectateurs des disques encore chauds.* »

Cadillac est l'autoportrait un peu rock, un peu *hard*, d'un chanteur qui a traversé le temps. Guidé par un étonnant instinct, Hallyday reste fidèle à lui-même, mélange de personnage rude et fougueux et de sensibilité meurtrie.

Les chansons développent les thèmes habituels : le rêve américain (*Cadillac, l'Etoile solitaire*), l'amour (*Himalaya, les Vautours, C'est du vent*), la solitude (*Rien à jeter*) et la fragilité des choses exprimée ici par une adaptation libre d'Etienne Roda-Gil du *Testament d'un poète*, d'Antonio Machado : « *Tout passe. Et puis tout reste. Mais notre destin, c'est passer... Passer en creusant des chemins. Des chemins sur les marées.* »

« *Ce disque me tient à cœur*, dit Johnny Hallyday. *Non seulement parce qu'il contient les éléments de mon prochain spectacle, mais surtout parce que je m'en sens le seul propriétaire. A la différence des précédents albums, où j'étais associé à Jean-Jacques Goldman et à Michel Berger.* »

CLAUDE FLÉOUTER.

★ C.D. et album Philips.

Erreur de perspective

Depuis *le Pénitencier*, la prison réussit à Johnny Hallyday. *Mirador*, premier 45 tours extrait de *Cadillac*, grimpe au « Top 50 ». Accompagné comme c'est la règle par un clip. Celui de *Mirador* a été écrit et réalisé par Hervé Palud. Tourné en noir et blanc dans une prison de la région parisienne, c'est un petit film au-dessus de la moyenne des clips français, en tout cas jusqu'à ses dernières secondes.

Le clip a été écrit en juin. Il s'achèvera sur les images du Chinois anonyme qui, au lendemain de l'intervention de l'armée contre les manifestants à Pékin, arrêta une colonne de chars quelques instants, aux abords de la place Tiananmen. Pour Hervé Palud, il s'agit « *des plus belles images de courage qui soient et on ne les verra jamais assez* ». Pour que les fans de Johnny les voient assez, les droits en ont été achetés à la BBC.

Résultat : un effarant carambolage. Un clip est un instrument de promotion, de marketing, pour le chanteur et sa chanson. Tout le monde est d'accord là-dessus, à commencer par Hervé Palud. Une erreur de perspective fait ici oublier que toutes les images ne sont pas égales entre elles. Qu'on ne trouvera jamais de commune mesure entre le chanteur qui joue au forçat pour la caméra et l'homme dont on ne sait plus rien, et qui risquait sa vie à Pékin le 5 juin dernier.

T. S.

DESIGN

Tom Dixon chez Yves Gastou

Excentrique, donc chic

Il est presque dommage de s'asseoir sur l'une de ses chaises, puiqu'on ne la voit plus. Présenté à Paris par Yves Gastou il y a deux ans, Tom Dixon y revient pour exposer sa dernière collection.

Son mobilier est celui d'un château imaginaire où intrigueraient Barbe-Bleue, Cruella, le baron de Münchhausen, des starlettes 1950, une bande de Huns et des punks déguisés en dandies. Une fourche devient un candélabre. Un somptueux fauteuil bleu royal est construit à partir de tuyaux de plomberie aux reflets or et rouge. La chaise « kitchen » est une poêle à frire pour le dossier (une très belle fonte noire) et d'authentiques louches en guise de pieds.

Pourtant les meubles de Tom Dixon ne sont pas des gadgets, même si l'auteur – trente ans – s'amuse bien. Ex-bassiste dans un groupe disco, animateur dans une boîte de nuit (le Titanic), il crée des meubles-objets depuis cinq ans. C'est en organisant des fêtes illégales dans des entrepôts qu'il a découvert ses premiers trésors : morceaux de ferraille, bouts de machines, pièces de rechange, pieds de baignoire, etc. Il finit par convaincre un copain garagiste de lui apprendre la soudure. Depuis, il hante les chantiers. L'une de ses premières acquisitions : 600 m² de parquet « jeté » par l'école de musique de Londres que l'on retrouve en partie sur cette superbe table de salle à manger, évidée de chaque côté en arc de cercle.

Tom Dixon travaille dans un atelier proche de l'Olympia, où il emploie six personnes : là, on scie, on forge, on plie, on coupe et depuis peu, on rembourre : « *J'ai envie de rondeurs, de couleurs, de courbes* », dit Tom Dixon qui ne se voit pas finir bricoleur « néo-baroque ». S'il crée des pièces uniques pour des particuliers (souvent des étrangers vivant à Londres), ou des lieux de mode (les boutiques Jigsaw, Next, Dorothée Bis, le restaurant Métropol à Tokyo), Tom Dixon envisage d'étendre son activité à la production en série plus grande. En attendant, il réalise une sculpture haute de 10 mètres. Elle sera bientôt inaugurée sur Shaftsbury avenue. « *A Londres, les choses se font encore difficilement. Le goût reste traditionnel, remarque-t-il. On reproduit beaucoup de canapés Chippendale.* »

En France, il fait partie de ceux qui comptent. Il y a trois mois à Versailles, le prototype d'une chaise « Angélique », en fonte d'aluminium éditée à cinquante exemplaires, était adjugée 10 000 F. Chez Yves Gaston, un ancien antiquaire, un rideau à base de moules à gaufre coûte la bagatelle de 18 500 F.

Dans cette galerie rive gauche, aménagée par Sottsass, en 1985, Tom Dixon, avec Ron Arad, Mark Brazier Jones, André Dubreuil, tous coqueluches des magazines de mode et de décoration, cultivent, comme les Italiens au début de la décennie, la provocation, l'excès. Habile, médiatique en diable, Tom Dixon a mis au point un ensemble cocardier avec tabouret bleu-blanc-rouge, et tour Eiffel géante. Elle s'est vendue 19 500 F le soir du vernissage.

LAURENCE BENAIM.

★ Tom Dixon chez Yves Gastou, 12 rue Bonaparte, 75006. Jusqu'au 30 juillet.

ARCHITECTURE

Nouvelle extension du Centre Pompidou

Signal Piano à l'IRCAM

Renzo Piano vient de terminer à Paris un petit bâtiment qui accueillera les bureaux de l'IRCAM, la branche musicale du Centre Pompidou. Jack Lang s'est rendu, jeudi 6 juillet, sur ce territoire régenté par Pierre Boulez pour faire l'état des lieux.

Faire plus petit comme bâtiment, même à Paris, c'est possible (voir rue de Venise), mais c'est assurément rare. Faire plus visible, est, en revanche, quasi impossible. L'objet en question se trouve en face du Centre Pompidou, au coin de la rue Saint-Merri et de la place qui a accueilli la fontaine-pataugeoire de Tinguely et de Niki de Saint-Phalle. Les discussions ont été âpres avec la commission des sites, qui excluait qu'on pût masquer le beau chevet de l'église voisine. Il ne fallait pas non plus dépasser la hauteur des façades et pignons, si étrangement agencées sur cette petite place. Ni la hauteur des immeubles bordant la piazza Beaubourg. Restait enfin l'exercice le plus subtil : s'accommoder du Centre Pompidou sans lui porter ombrage.

Or l'esprit de la culture, dans son infinie sagesse, avait tout prévu : c'est à Renzo Piano qu'elle a demandé de résoudre l'équation. Piano qui est précisément, avec Richard Rogers, un des deux architectes du Centre. Un choix d'autant plus fûté que Piano a son agence parisienne à deux pas de là, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie. On l'aurait ainsi toujours sous la main.

Une autre considération aura peut-être aussi guidé ce choix. Ce petit bâtiment d'angle devrait être tout à la fois la nouvelle extension et l'entrée de l'IRCAM, cet institut de recherche musicale enfoui sous la fontaine et auquel on accédait jusqu'à présent par une faille sur la place. Désormais une passerelle à la fois futuriste et coquette fait oublier le caractère caverneux de l'institut, au moins pour les passants.

Une référence italienne

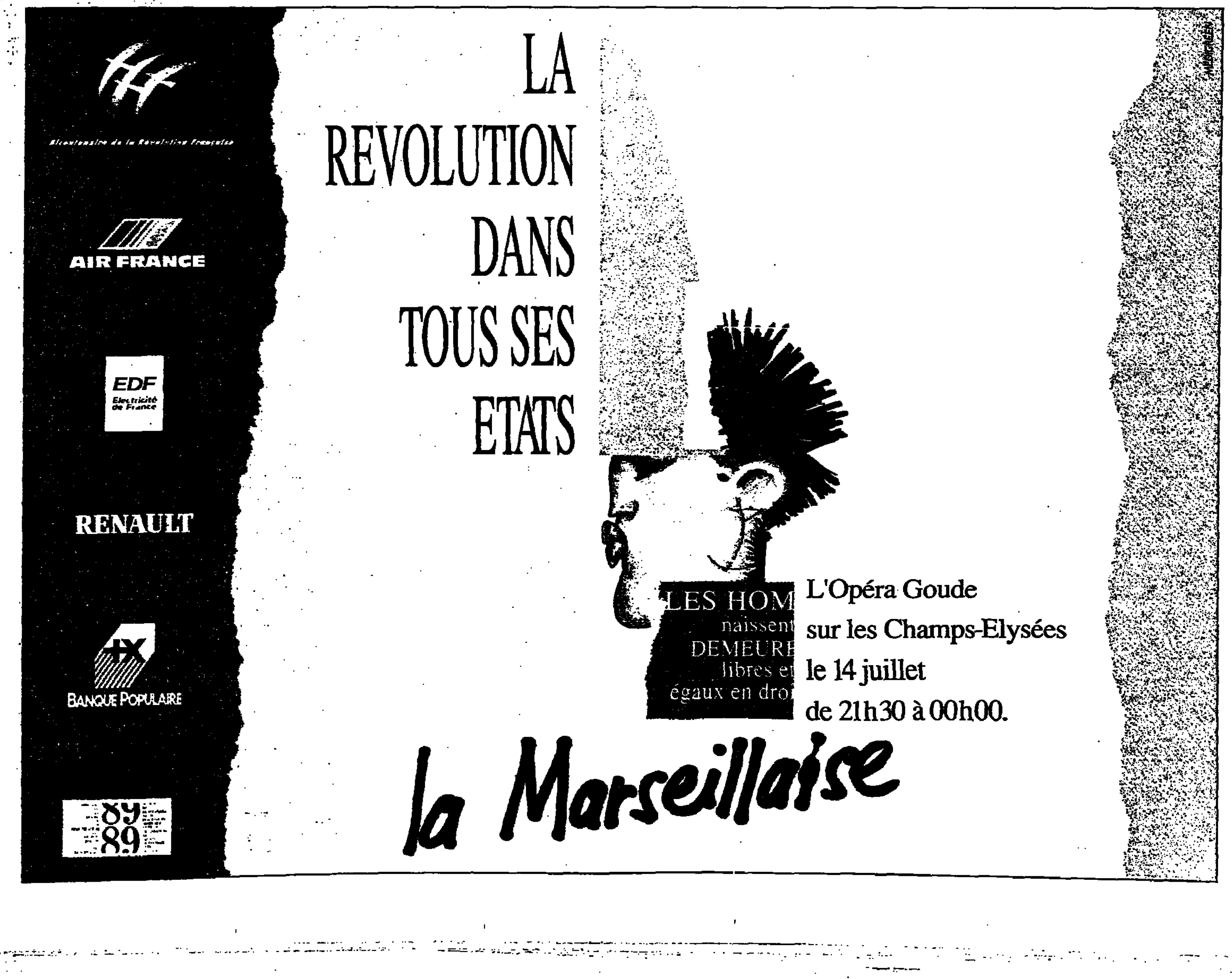
Piano a imaginé une sorte de signal, à la fois présent par ses lignes verticales – une référence nous dit-on, aux tours fortifiées italiennes – et discret, grâce à l'emploi de briques pour le mur-rideau, matériau qui fait la base des deux immeubles voisins, une ancienne école et un ancien bain-douche. A la fois opaque, par la frontalité accusée de ses parois de brique, et transparent au point qu'un regard jeté comme ça au hasard, pourrait le traverser par mégarde. C'est vrai qu'il n'est pas bien épais non plus, cet appendice de l'IRCAM.

Le bâtiment a ceci de commun avec son grand frère le Centre Pompidou, qu'il est porté par une structure métallique. Cela a valu toutes sortes de tracas sécuritaires à l'agence Piano, mais a permis toutes sortes d'ingéniosités visibles ou invisibles. Car tout cela, au fond, serait assez plan-plan, simple habileté à trouver le plus d'espace et le plus de lumière sur la plus inconfortable des parcelles, sans le talent mécanique de Piano et de son équipe, qui fait de chaque détail un objet parfait. Dans la multitude de tels détails, on soulignera seulement le système d'agencement des briques, sans la moindre trace de liant (elles sont enfilées sur des cables, comme des perles), la minceur des menuiseries (un système de glace collée particulièrement élaboré), l'ascenseur tourné vers la ville, comme un fragment mobile de façade.

Deux ou trois dizaines de personnes pourraient trouver ici leur espace de travail. Une première bouffée d'oxygène pour l'IRCAM qui commence, il est vrai, à sentir la moquette rancie. Dans la foulée de cette extension la grande nef souterraine, qui a maintenant ses quinze années de bons et loyaux services, devrait faire l'objet de quelques ravaudages, que l'équipe de Pierre Boulez voudrait voir accompagnés d'un renouvellement du matériel technique. Il est vrai que le profil fatigué des consoles paraît dater un peu pour un institut qui se veut à la pointe de la technologie créatrice.

Elle aimerait bien aussi, cette équipe, que les bâtiments qui jouxtent la tour de Renzo Piano, et qui ont été progressivement annexés par l'IRCAM, soient eux aussi réaménagés. C'est vrai qu'ils sont terriblement pitoyables. Dans l'idée louable de faire des économies, la direction du Centre a voulu se passer de Piano. Ses raffinements passent en effet pour coûteux dans ce pays qui n'a toujours pas réussi à intégrer la qualité architecturale dans la panoplie de ses jugements de valeur. On a donc organisé un petit concours dont les résultats ne transpirent pas l'évidence. Il est vrai que les vapeurs de l'ancien bain-douche ont depuis belle lurette cédé la place aux sons numérisés.

FRÉDÉRIC EDELMANN.



Spectacles

cinéma

LES FILMS NOUVEAUX

LA GRANDE PARADE. Film chinois de Chen Kaige, v.o. : Cluny Palace, 5e (43-54-07-76).

HELLBOUND : HELLRAISER II. (**) Film américain de Tony Randel, v.o. : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

J'ÉCRIS DANS L'ESPACE (à partir de mardi de Pierre Etaix : La Géode, 19e (46-42-13-13).

LE PLUS ESCROC DES DEUX. Film américain de Frank Oz, v.o. : Forum Arc-en-Ciel, 1er (40-39-93-74) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

YOUNG GUNS. Film américain de Christopher Cain, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

La Cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT
(47-04-24-24)

Hommage à John Cassavetes : Sons (1988, v.o.), d'Alexander Rockwell, Ainsi va l'amour (1971, v.o.), de John Cassavetes, le Bal des vauriens (1976, v.o. s.t.f.), de John Cassavetes, 20 h.

SALLE GARANCE
CENTRE GEORGES-POMPIDOU
(42-78-37-29)

Hommage à Anatole Dauman : Dimanche à Pékin (1955), de Chris Marker, Demain la Chine (1965), de Claude Otzenberger, 14 h 30 ; L'Afrique nous parle : Mais où sont les nègres d'antan ? (1962), d'André Martin et Michel Boschet, le Wazzou polygame (1970), d'Oumarou Ganda, le Vieil Alkassa (1969), de Serge-Henri Moati, 17 h 30 ; Siné massacre (1978), de Michel Boschet, le Tambour (1979), de Volker Schlondorff, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS
(40-26-34-30)

Relâche.

Les exclusivités

L'AMI RETROUVÉ (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

OPERA
DE PARIS
BASTILLE
DIRECTEUR MUSICAL MYUNG-WHUN CHUNG

INAUGURATION

CONCERTS DES
16, 17, 19 JUILLET
COMPLET

SOIREE
SUPPLEMENTAIRE
LE 15 JUILLET
A 20 H 30

CHŒURS ET ORCHESTRE
DE L'OPERA DE PARIS

CHŒURS CELEBRES
DU REPERTOIRE LYRIQUE

Prix unique : 100 F
Location par téléphone : 40 01 16 16
Location aux guichets Place de la Bastille
tous les jours sauf dimanche de 11 h à 18 h 30
(jusqu'à 20 h 30, le soir du concert)

Lundi 10 juillet

L'AMOUR EST UNE GRANDE AVENTURE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

APRÈS LA GUERRE (Fr.) : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

LES AVENTURES DU BARON DE MUNCHAUSEN (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; v.f. : George V, 8e (45-62-41-46).

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

BAL POUSSIÈRE (ivoirien) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LA BELLE ET LE CLOCHARD (A., v.f.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; République Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

BILLE EN TÊTE (Fr.) : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

BUNKER PALACE HOTEL (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

CAMILLE CLAUDEL (Fr.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

CHINE, MA DOULEUR (Fr., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65) ; Studio 43, 9e (47-70-63-40).

LE CRIME D'ANTOINE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

CYBORG (*) (A., v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93).

DEAD BANG (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

ESCLAVES DE NEW YORK (A., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (40-39-93-74) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

FAIR GAME (It., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (40-39-93-74) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

FAMILY VIEWING (Can., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

FAUX-SEMBLANTS (*) (Can., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

FEMMES AU BORD DE LA CRISE DE NERFS (Esp., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

FORCE MAJEURE (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86).

FRAMES FROM THE EDGE (All., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

FRANCE (Fr.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

GANASHATRU (Ind., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

GORILLES DANS LA BRUME (A., v.o.) : République Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

LE GRAND BLEU (Fr., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; v.f. : Rex (Le Grand Rex), 2e (42-36-83-93) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LES INSOUMIS (*) (philippin, v.o.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

ITINÉRAIRE D'UN ENFANT GATÉ (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

JACKNIFE (A., v.f.) : La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86).

JÉSUS DE MONTRÉAL (Can.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94).

JUMEAUX (A., v.f.) : La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86).

LA LÉGENDE DU SAINT BUVEUR (Fr.-It., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33).

LE MAÎTRE DE MUSIQUE (Bel.) : Vendôme Opéra, 2e (47-42-97-52) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

MISSISSIPPI BURNING (A., v.o.) : Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

MONSIEUR HIRE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06).

MORT D'UN COMMIS VOYAGEUR (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

NEW YORK STORIES (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

L'OURS (Fr.-All.) : Club Gaumont (Publicis Matignon), 8e (43-59-31-97) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

PATTI ROCKS (*) (A., v.o.) : Panthéon, 5e (43-54-15-04).

PEAUX DE VACHES (Fr.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

PÉRIGORD NOIR (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43).

LE PETIT DIABLE (It., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

LE PETIT DINOSAURE ET LA VALLÉE DES MERVEILLES (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; v.f. : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LA PETITE VÉRA (Sov., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LE PEUPLE SINGE (Fr.-Indon.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Cluny Palace, 5e (43-54-07-76) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06).

LE PHILOSOPHE (All., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

POLICE ACADEMY 6 (A., v.o.) : Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

PRINCE SIGN O' THE TIMES (A.) : Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88).

LE PRIX DE LA PASSION (A., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (40-39-93-74) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

RAIN MAN (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

REEFER ET LE MODÈLE (irlandais, v.o.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

ROMUALD ET JULIETTE (Fr.) : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).

ROSALIE FAIT SES COURSES (All., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

ROSELYNE ET LES LIONS (Fr.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

SCANDAL (*) (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94).

SOLEIL GREC (Brit., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

SON ALIBI (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

SPLENDOR (It., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

TAP DANCE (A., v.o.) : UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).

THE LAST OF ENGLAND (Brit., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86).

THE TALL GUY (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Mistral, 14e (45-39-52-43).

TROP BELLE POUR TOI (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

UN CRI DANS LA NUIT (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

UN ÉTÉ D'ORAGES (Fr.) : Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82).

UN POISSON NOMMÉ WANDA (A., v.o.) : Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

UNE AUTRE FEMME (A., v.o.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34).

L'UNION SACRÉE (Fr.) : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

WORKING GIRL (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

Les séances spéciales

A LA POURSUITE DU DIAMANT VERT (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 19 h 15.

AMARCORD (It., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 18 h 45.

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 16 h 45.

LA BALLADE DES DALTON (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 15 h 30.

LA BANDE DES QUATRE (Fr.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44) 20 h.

BARRY LYNDON (Brit., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 16 h 30.

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44) 20 h.

LA FEMME AU PORTRAIT (noir et blanc, v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 18 h 45.

FURYO (Jap., v.o.) : République Cinémas, 11e (48-05-51-33) 22 h.

LA GUERRE DES BOUTONS (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 13 h 45.

MOONWALKER (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 13 h 30.

MORT A VENISE (It., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 21 h.

NOSTALGHIA (Fr.-It., v.o.) : République Cinémas, 11e (48-05-51-33) 19 h 50.

LES TRIBULATIONS DE BALTHASAR KOBER (Pol.-Fr., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h 20.

LE VENTRE DE L'ARCHITECTE (Brit., v.o.) : République Cinémas, 11e (48-05-51-33) 17 h 20.

WEST SIDE STORY (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 21 h.

WITHNAIL AND I (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) 15 h 45.

ZELIG (A., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86) 20 h 10.

théâtre

SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de relâche sont indiqués entre parenthèses.)

LE GRAND STANDING. Théâtre des Nouveautés (47-70-52-76) (dim., lun.) 20 h 30 ; sam., 18 h 30 et 21 h 30 (4).

MOLLY BLOOM. Lucernaire Forum (45-44-57-34) (dim.) 20 heures (5).

LETTRES D'AMOUR. Lucernaire Forum (45-44-57-34) (dim.) 21 h 30 (5).

ET COMMENT VA CE VIEUX JOHN ? Amandiers de Paris (43-66-42-17) (dim., lun.), 20 h 30, sam., 15 heures et 20 h 30 (6).

BERANGER, POÈTE EN LIBERTÉ. Ve Festival de la butte Montmartre. Arènes de Montmartre (42-23-90-90) 21 h 45 (7).

LE BAL DE N'DINGA. Théâtre de l'Œuvre (48-74-42-52) (dim. soir, lundi), 20 heures, dim., 16 heures (10).

ARÈNES DE MONTMARTRE (42-23-90-90). ◇ Béranger, poète en liberté Ve Festival de la butte Montmartre : 21 h 45.

BERRY (43-45-72-81). ◇ Le Fils de Joseph Delmont : 21 h.

CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-74-42-19). ◇ La Grande Nation : l'Europe et la Révolution française : 21 h.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Gérard Sety, l'homme qui zippe avec ses fringues : 21 h.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire's Folies : 21 h.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. ◇ Le Mariage de Figaro : 20 h 30.

DAUNOU (42-61-69-14). Tu m'as sauvé la vie : 21 h.

DÉJAZET-T.L.P. (42-74-20-50). Le Verdict ou Comment s'en débarrasser : 19 h 30.

DUNOIS (45-84-72-00). A décadimanche prochain : 21 h.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babas-Cadres : 20 h 15. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h.

GRAND THÉATRE D'EDGAR (43-20-90-09). Existe en trois tailles : 20 h 15.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30. Les Mystères de la Révolution : 21 h 30.

L'ESPACE EUROPÉEN (42-93-69-68). L'Héroïque Semaine de Camille Bourreau : 21 h 30.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Petite salle. ◇ Lettres d'amour : 20 h. ◇ Molly Bloom : 21 h 30. Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45. Les Eaux et Forêts : 20 h. Théâtre rouge. François Villon ou la Ballade d'un mauvais garçon : 18 h 30. Contes érotiques arabes du XIVe siècle : 20 h. Les Excessifs : 21 h 30.

ŒUVRE (48-74-42-52). ◇ Le Bal de N'Dinga : 20 h.

Les cafés théâtres

AU BEC FIN (42-96-29-35). Devos existe, je l'ai rencontré : 20 h 30. Bob Lampion : 22 h.

BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84). Salle I. Areu = MC 2 : 20 h 15. Les Epis noirs : 21 h 30. 100% Polyamide : 22 h 30. Salle II. Les Sacrés Monstres : 20 h 15. ◇ J'ai pas d'amis : 21 h 30.

CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11). Envoyez la purée : 20 h 15. Mangeuses d'hommes : 21 h 30. Jeanine Truchot a disparu : 22 h 30.

LE DOUBLE-FOND (42-71-40-20). C'est magique et ça tache Spectacle renouvelé toutes les heures : 20 h 30 et 22 h.

POINT-VIRGULE (42-78-67-03). ◇

Les concerts

AUDITORIUM DES HALLES (4e). Philippe Cuper, Michel Moraguès, Alexis Galperine, 19 h. Clar., fl., vl, Pierre-Henri Xuereb (alto), Cécilia Isan (cello), Jean-Louis Haguenauer (piano), Jean-Paul Fouchecourt (ténor). Œuvres de Weber. Dans le cadre du Festival estival de Paris. Téléphone location : 48-04-98-11.

EGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE (5e). Philharmonique de chambre. Jusqu'au 12 juillet, 18 h 30 et 21 h. Dir. Roland Douatte. Hélène Péret (mandoline). *Concerto pour mandoline*, de Vivaldi, et œuvres de Pachelbel, Albinoni, Teleman. Dans le cadre des Soirées musicales d'été.

EGLISE SAINT-LOUIS EN L'ILE. (4e). (42-62-40-65). Trio à cordes Syrius. 21 h lun. Marie Abdoum (basson), Benoît Willmann (clar.). Œuvres de Haydn, Devienne, Mozart, Beethoven. Dans le cadre du Festival musique en l'île. Téléphone location : 45-23-18-25.

MUSEE NATIONAL DES MONUMENTS FRANÇAIS (16e). Françoise Johannel. 13 h lun. Harpe. Danses et variations de la Renaissance et du pré-baroque.

SAINTE - CHAPELLE (1er). (46-61-55-41). Ars Antiqua de Paris. Jusqu'au 30 septembre. 19 h 15 et 21 h 15. Musiques des XVIe et XVIIe siècles. Téléphone location : 43-40-55-17.

THEATRE RENAUD-BARRAULT (8e) (42-56-08-80). Orchestre régional de Picardie. Jusqu'au 17 juillet. 20 h 30. Ensemble choral Intermezzo. Dir. Claude Bardon. Laurence Dale, René Massis, Frédéric Vassar, Brigitte Lafon, et Abbi Patrix. *Légende de Joseph en Egypte*, de Méhul.

Jazz...

AU DUC DES LOMBARDS (42-36-51-13). McIntosh Trio, 23 h.

BAISER SALÉ (42-33-37-71). Paula Moore, 23 h lun. Blues.

BAR DU POTAGER (40-26-50-96). Gene Adler, jusqu'au 13 juillet, 22 h lun. Piano, Michel Gaudry (ctb).

LE BILBOQUET (45-48-81-84). Stéphane et Lionel Belmondo. Jusqu'au 16 juillet. 22 h 45 lun. Trp, sax., Olivier Hutman (piano), Luigi Trussardi (ctb), Philippe Combelle (batt.).

LE CAMBRIDGE (43-80-34-12). Ludovic de Preissac. 20 h 30, lun. Piano.

LE CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-05). Globe-Trotters, 21 h 30, lun. New Orléans.

CHAPELLE DES LOMBARDS (43-57-24-24). Trampoling, 22 h 30, lun. Trois nouveaux groupes chaque lundi.

DISCOPHAGE (43-26-31-41). Choro Samba. 21 h, lun. Avec Tarciso Gondin, Kzan Gama, Toninho Do Carmo, Beto Reis.

JARDIN DES TUILERIES Cab Calloway. 21 h 30 lun. The Hi-De-Ho Orchestra, Chris Calloway, The Williams Brothers. Dans le cadre du Heineken Jazz Festival.

JAZZ-CLUB LIONEL-HAMPTON (47-58-12-30). Claude Bolling Big Band. Jusqu'au 15 juillet. 22 h. dir. et piano.

LA LOUISIANE (42-36-58-98). Philippe de Preissac Jazz Group. 21 h clar.

MONTGOLFIER (40-60-30-30). Stéphane Guérault. Jusqu'au 12 juillet. 22 h., lun.
Clar., sax., chant. Avec Pierre Calligaris et son orchestre.

NEW MORNING (45-23-51-41). Joe Williams, 21 h 30, Astrud Gilberto, 21 h 30, lun.

OLYMPIA (47-42-25-49). Formidable Rhythm'n Blues. 20 h 30 lun.

PETIT JOURNAL SAINT-MICHEL (43-26-28-59). Hommage à Sidney Bechet. Kangourou Swing Orchestra. 21 h 30 lun.

LE PETIT OPPORTUN (42-36-01-36). Simon Nabatov. 23 h, lun. Piano, François Mechali (ctb), John Betsch (batt.).

LE SUNSET (40-26-46-60). Jam Session, 22 h lun., Alby Cullaz (ctb), Alain Jean-Marie (piano), George Brown (batt.).

LE VILLAGE (43-26-80-19). JEFI Gardner, 22 h lun. Piano.

PARIS EN VISITES

MARDI 11 JUILLET

« La Révolution dans le quartier Saint-André-des-Arts », 10 h 30 et 15 heures, devant la fontaine Saint-Michel.

« Nouvelles salles révolutionnaires du Musée Carnavalet », 14 h 30, 23, rue de Sévigné (P.-Y. Jaslet).

« Le Quartier latin révolutionnaire : du couvent des cordeliers au café Procope », 14 h 30, fontaine place Saint-Michel (C. Merle).

« Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Couvents et jardins secrets de Denfert », 15 heures, 79, avenue Denfert-Rochereau (I. Hauller).

MONUMENTS HISTORIQUES

« Victor Hugo, sa vie, son œuvre », 14 h 30, 6, place des Vosges.

« Le faubourg Saint-Antoine, ses cours, ses petits métiers, la folie Mortagne », 15 heures, 184, rue du Faubourg-Saint-Antoine.

« Le quartier des Halles, des Innocents à Cousteau », 15 heures, façade de l'église Saint-Eustache, rue du Jour.

L'ÉTÉ DES MUSÉES NATIONAUX

« Camille Claudel, une œuvre autobiographique », 11 heures ; « Une sculpture : *la Porte de l'Enfer*, 12 h 30, Musée Rodin, 77, rue de Varenne.

« De l'éclectisme à l'art nouveau », 14 h 30, Musée d'Orsay, 1, rue de Bellechasse.

(S'assurer auprès des musées que les visites ont bien lieu.)

هكذا من الأصل

TENNIS : doublé ouest-allemand à Wimbledon

Becker au canon

Les finales dames et messieurs des championnats de Wimbledon mettaient en présence dimanche 9 juillet les mêmes protagonistes que l'an passé. Comme en 1988, Steffi Graf a battu en trois manches Martina Navratilova. En revanche, Boris Becker s'est imposé au tenant du titre, Stefan Edberg, en trois sets. Pour la première fois, des Allemands de l'Ouest réalisaient ainsi le doublé simple dames-simple messieurs dans un tournoi du grand chelem.

LONDRES
de notre envoyé spécial

Le couple idéal, du moins pour les amateurs de tennis, c'est depuis dimanche 9 juillet deux jeunes Allemands de l'Ouest, Steffi Graf et Boris Becker, les héros de Wimbledon. Comme l'avaient été naguère les Américains Chris Evert et Jimmy Connors pour les mêmes raisons. Ils sont jeunes, beaux, riches. Ils ont uni leurs noms au palmarès du plus illustre des tournois.

Pourtant, ces deux-là, on ne les fiancera pas comme l'avaient été les deux Américains. Leurs trajectoires sont désormais parallèles. Elles ne peuvent donc plus se croiser. Tant pis pour la presse du cœur ! Steffi et Boris seront deux stars qui brillent certes dans le même ciel mais dans des constellations différentes.

Oh ! cela n'a pas toujours été le cas. Ils ont grandi dans des villes voisines. A l'âge des premiers boutons, il leur arrivait de participer aux mêmes camps d'entraînement des jeunes espoirs de la Fédération allemande de tennis. Mais leurs routes ne se sont plus guère croisées depuis.

Tandis que Steffi s'épanouissait dans le giron familial à Bruhl, Boris, qui avait été « enrôlé » par le manager roumain Ion Tiriac, avait bien vite quitté Leimen pour s'installer dans le paradis fiscal monégasque. D'un côté, la vie d'une jeune fille tranquille, presque trop ; de l'autre, celle d'un jeune play-boy. C'est d'ailleurs parce qu'il trouvait la vie de son jeune protégé trop agitée que son entraîneur Gunther Bosch avait rompu de façon assez théâtrale avec lui en 1987.

Un enfant prodige

Aujourd'hui, alors qu'on ne connaît qu'un ami à Steffi Graf, qui reste toujours très liée avec ses parents, il n'est plus possible de dénombrer les conquêtes de son compatriote.

C'est dire que leurs carrières se sont développées dans des contextes différents. Becker a été l'enfant prodige, le surdoué, l'hercule des courts qui, à dix-sept ans devenait, en 1985, le plus jeune vainqueur d'un tournoi du grand chelem en battant Kevin Curren en finale de Wimbledon. Il récidivait l'année suivante, mais ses résultats dans les autres tournois majeurs ne parvenaient pas à être aussi brillants. Si bien que, après avoir terminé 1986 à la deuxième place mondiale, il n'avait pas réussi à faire mieux. Steffi au contraire avait attendu dix-huit ans pour inscrire pour la première fois son nom au palmarès de Roland-Garros en 1987. Devenue meilleure joueuse mondiale à la fin de cette année-là, elle a été ensuite irrésistible, enlevant le grand chelem l'an dernier.

La victoire de Steffi, c'était donc, dimanche, le triomphe d'une jeune femme qui surclasse sans conteste toutes ses rivales. Depuis 1987, elle n'a perdu que six matches, deux contre Navratilova en 1987, deux contre Gabriela Sabatini et un contre Pam Shriver en 1988, un contre Arantxa Sanchez cette année. Boris Becker était loin de pouvoir présenter un tel palmarès en lui succédant sur le Centre Court. Il avait été battu par six joueurs depuis le début de l'année, dont le dernier en date n'était autre que son adversaire du jour, le Suédois Stefan Edberg, lors des demi-finales des Internationaux de France.

Mais qui peut le plus peut le moins. Car le plus pour Becker ce n'était pas la finale de dimanche. Cela avait été la demi-finale, samedi 8, contre Ivan Lendl. Après une première manche très serrée, le Tchécoslovaque a montré dans le premier jeu du deuxième set, qui dura onze minutes et ne compta pas moins de vingt-deux points, qu'il n'était pas décidé à se laisser faire. Il sauva cinq balles de break avant de remporter son service. Après quoi, il prit la mesure de Becker, s'imposant 7-2 au jeu décisif puis menant 3-0. Pourquoi dans ces conditions n'a-t-il pas gagné une troisième place en finale ?

Puissance de feu

Lendl a estimé que lors de l'interruption du jeu provoquée par la pluie, Becker avait pu bénéficier des conseils de son entourage. En fait, il s'est adjugé la troisième manche sur le score flatteur de 6-2. La machine ne s'est grippée qu'au début du quatrième set.

Lendl avait encore l'ascendant. Il menait 3-2, service à suivre. Mais alors que l'Allemand était revenu de 40-30 à avantage pour lui, le Tchécoslovaque commit une méchante double faute. S'était-il trop vite vu en finale ? Sur ce coup il allait perdre contenance et match. Quelques appels de balles litigieux devaient achever de l'exaspérer. Il a donc perdu. Mais c'était en livrant son plus grand match sur gazon. Avec cet acharnement qui l'a toujours caractérisé, Lendl en a aussitôt conclu qu'il n'était pas loin de toucher au dernier but qu'il s'était assigné : inscrire son nom au palmarès des plus vieux championnats de tennis du monde. Comme son élimination précoce à Roland-Garros lui a permis de s'entraîner plus longuement sur herbe et d'avoir fait des progrès sensibles, il a tout bonnement annoncé qu'il ferait l'économie du voyage à Paris l'an prochain.

Voilà le Lendl que Becker a battu en demi-finale. Pour cela il n'a pas seulement eu besoin de son service à 250 kilomètres/heure, il a dû encore utiliser un coup qu'on ne lui connaissait pas à ce jour : un revers formidable. Avec ces deux armes il était imbattable. Ou plutôt il ne pouvait pas, dimanche, se faire battre par Stefan Edberg.

Les balles du Suédois avaient été admirables de placement vendredi face à John McEnroe. Mais l'ancien champion américain n'a pas la puissance de feu de Becker. Tout n'avait été qu'affaire de toucher et de nerfs. Or Edberg n'avait ni l'un ni l'autre, dimanche. Pendant toute une manche il sembla aussi assoupi que contre Chang à Paris. Ensuite il trépigna quelques fois sur place comme pour s'énerver, sans y parvenir vraiment.

Becker l'a définitivement expulsé du match au douzième jeu de la deuxième manche. Edberg avait alors eu trois balles de set. Mais après une double faute, deux volées dans le filet, et un retour incroyable, il renvoyait une dernière volée dans le couloir qui permettait à Becker d'égaliser 6-6 avant de remporter le jeu décisif 7-1. Sur onze points, Edberg n'en avait marqué qu'un, sur une faute de Becker. En fait, l'Allemand a détruit le jeu du Suédois comme un forgeron l'aurait fait en martelant une porcelaine.

ALAIN GIRAUDO.

Steffi, première de la classe

LONDRES
de notre envoyé spécial

Martina Navratilova, qui avait connu huit fois le bonheur de remporter la finale des championnats de Wimbledon, faisait récemment la liste des malheurs sur le centre-court du All England Lawn Tennis Club. Ceux-ci n'étaient pas si nombreux : elle avait été étourdie par une balle qui l'avait frappée à la tête ; elle avait été plongée dans la plus grande confusion lorsque la ceinture d'une de ses jupes avait cassé ; elle avait tout dernièrement failli s'étrangler en avalant de travers.

Bref, aucune des huit défaites qu'elle avait subies ici en finale ne figurait dans cette énumération de mauvais souvenirs. Il n'en ira sans doute pas de même avec celle de dimanche 9 juillet contre l'Allemande de l'Ouest Steffi Graf. Car celle-ci a été une véritable gifle.

Assez bizarrement, les deux meilleures joueuses du monde actuelles ne s'étaient pas rencontrées sur un court depuis un an, depuis que Steffi avait interrompu une série de six succès de Martina sur le pré de Wimbledon. L'Américaine s'était particulièrement bien préparée pour reprendre sa couronne.

Elle avait fait l'impasse des Internationaux de France afin d'avoir plus de deux semaines pour s'entraîner sur le gazon. Elle avait fait appel à l'ancienne championne américaine Billie Jean King, dont la longévité avait été exemplaire, pour maîtriser les problèmes de motivation qu'elle rencontre à bientôt trente-trois ans.

Et elle n'avait plus de douleurs aux jambes comme elle a prétendu en avoir eu l'an dernier à la même époque. En tout cas, elle avait avancé à grands pas vers cette nouvelle finale, la dix-septième à Wimbledon, la vingt-septième dans un tournoi du grand chelem, remportant pour son centième match des championnats, en demi-finale, sa quatre-vingt-douzième victoire.

L'ambition de Navratilova dans cette nouvelle aventure était double : enlever une neuvième fois le titre, c'est-à-dire établir en la matière un record qu'elle partageait jusqu'alors avec l'Américaine Helen Wills Moody ; en profiter pour reprendre la première place au classement mondial.

Et pendant une manche, dimanche, elle a pu penser qu'elle pouvait y arriver. Au cours du deuxième set, Steffi Graf a en effet été prise de court, comme si après un appel de balle litigieux, qui lui faisait perdre son premier service, elle n'arrivait plus à retrouver son calme et à se concentrer. Pendant une demi-heure Martina Navratilova a donc été maîtresse du champ. Elle réalisa notamment un tie-break parfait (7-1).

Pourtant, cette domination, cette bouffée d'espoir, n'aura été qu'une parenthèse dans un match à sens unique. Un peu comme l'an dernier quand Steffi Graf avait mené 5-2 dans la première manche et s'était retrouvée à 5-7, 0-2 dans la seconde, avant de s'adjuger les deux derniers sets 6-2, 6-1. En fait, l'Allemande a été supérieure à l'Américaine dans tous les compartiments du jeu, y compris au filet où elle ne craint décidément plus personne. La première (6-2) et la troisième manche (6-1) ne furent donc qu'à elle.

La défaite de Graf à Paris contre Arantxa Sanchez n'était bien qu'un accident. Championne d'Australie et de Grande-Bretagne, elle domine son sport même si un nouveau grand chelem ne sera pas cette année au bout de la route. Plus athlétique, plus technique, plus opiniâtre, elle est la première de la classe dans la splendeur de ses vingt ans. Elle a battu ici les championnes de demain, Monica Seles et Arantxa Sanchez, et les championnes d'hier, Chris Evert et Martina Navratilova. Le présent est tout entier à elle. Pour longtemps sans doute.

A.G.

BOXE : championnat du monde des super-welters

Jacquot trahi par son jeu de jambes

Le Français René Jacquot a perdu, samedi 8 juillet, sur un ring dressé en plein air dans le parc d'attractions de Mirapolis (Val-d'Oise), son titre de champion du monde WBC des super-welters face à l'Ougandais John Mugabi. Jacquot, qui avait conquis sa ceinture mondiale en battant l'Américain Don Curry le 11 février à Grenoble, s'est blessé à la cheville gauche en tombant à la première reprise, après deux minutes de combat.

COURDIMANCHE (Val-d'Oise)
de notre envoyé spécial

Les frères Acariès avaient tout organisé pour soigner leur entrée sur le ring du marché mondial des organisateurs de combats. Délaissant les salles parisiennes, ils avaient fait monter des gradins sur le parking d'un parc d'attraction de la banlieue parisienne en mal de publicité. Louis, tout sourire derrière ses Ray-Ban, serrait les mains de Jean-Paul Belmondo, de Yannick Noah ou d'autres vedettes. Michel, lui, réglait les derniers détails avec les réalisateurs de Canal.

Ces « hommes de boxe », comme ils se définissent eux-mêmes, jouaient gros sur ce combat mondial. Ils savaient qu'une dizaine de milliers de spectateurs attendaient cette rencontre, que les chaînes de télévision américaines, avaient mis en place leur satellite, bref, que le monde du ring les guettait. Alors, « Acariès Corporation » jouait sur tout les registres, des petits combats pour faire patienter aux parachutistes qui descendent du ciel pour apporter la vénérée ceinture. Ils avaient même pensé, Bicentenaire oblige, à faire chanter *la Marseillaise* par deux gamines en costume d'époque.

Mugabi « la Bête »

Oui, tout semble être en place pour un match qui fasse date. John Mugabi, comme saisi par cette fièvre communicative, force ses talents de méchant en montant sur le ring. Celui que l'on surnomme « la Bête », étale sa puissance sans se soucier des cris hostiles de la foule. Agé de vingt-neuf ans, l'Ougandais de Floride, redoutable frappeur, possède un palmarès des plus respectables puisque, au cours de ses neuf ans de carrière professionnelle, il a disputé trente-six combats, remportant trente-quatre victoires dont vingt-sept par KO. Mugabi lance les poings, insensible aux petits Français qui scandent le nom de son adversaire.

Il est long à venir, Jacquot, comme s'il voulait faire comprendre aux spectateurs la difficulté de la tâche qui l'attend. Comme si, au dernier moment, il mesurait la prétention de son geste. Lui, l'enfant de la Lorraine, le boxeur aux débuts incertains, devenu l'an dernier, à vingt-sept ans, champion d'Europe, puis, grâce à sa victoire sur Don Curry, le premier Français champion du monde depuis trente ans, sait que son titre va être difficile à conserver. Cette ceinture d'or tombée du ciel, il va devoir la défendre contre un artiste du ring, qui avait tenu onze reprises devant Marvelous Marvin Hagler en mars 1986.

Mais le moment tant attendu se transforme vite en drame. A peine l'arbitre a-t-il lancé le match, à peine René Jacquot a-t-il commencé à sautiller pour échapper aux attaques de son adversaire, qu'une droite à la tête le pousse vers le bord du ring. *« Il m'a acculé dans les cordes, j'ai voulu tourner, ma jambe gauche est restée et je me suis assis dessus »*, voilà comment Jacquot est tombé, quelques secondes après le début de la première reprise.

700 000 dollars

Le visage marqué par la douleur d'une entorse, le Français regagne son coin. Après quelques massages, il tente de reprendre le combat en boitant, mais encaisse une nouvelle droite qui le jette au sol. L'arbitre peut s'emparer de la main de Mugabi pour lever son bras en signe de victoire. Dans la confusion qui règne sur le ring, face à des spectateurs debout qui ne comprennent pas grand-chose, l'Ougandais devient champion du monde.

La fête prévue au milieu des manèges du parc n'a duré que quelques minutes. Jacquot, le patron du bar le Galaxy dans la banlieue de Grenoble, a cédé la ceinture d'or au propriétaire d'une boîte de nuit en Ouganda. Un troc de quelque 700 000 dollars, qui échappe à nombre de spectateurs déçus. Les gradins se vident malgré l'annonce de nouveaux combats. Alors que certains parlent de réclamations, Louis Acariès reconnaît que *« la fête a été gâchée par cet accident incompréhensible »*. Elle le sera définitivement lorsque la réunion devra être interrompue, vers minuit, en raison d'une panne d'électricité. Les organisateurs français n'ont pas encore gagné leur place sur le ring des grands.

SERGE BOLLOCH.

600 F la minute

Les combats dits d'« encadrement », qui précédaient et suivaient le duel Jacquot-Mugabi, ne méritaient pas le voyage. Seule la rencontre mondiale justifiait des places vendues entre 400 F et 2 000 F. C'est beaucoup pour un combat en plein air qui n'a duré que deux minutes trente et une secondes, même si l'on ajoute les dix-sept secondes pendant lesquelles René Jacquot, blessé, a tenté de faire face à son adversaire. Pour les spectateurs des places de luxe, la minute de boxe est revenue ainsi aux alentours de 600 F...

● **FOOTBALL : La plus grande tragédie de ce sport aurait fait 340 morts en URSS.** — Le quotidien *Sovietski Sport* a révélé, samedi 8 juillet, que 340 personnes étaient mortes, le 20 octobre 1982, à l'issue d'une rencontre de football entre une équipe néerlandaise et une équipe soviétique, au stade Lénine à Moscou. Le 18 avril, soit trois jours après la tragédie de Sheffield (Grande-Bretagne), le même journal avait déjà fait état de la catastrophe (*le Monde* du 20 avril). Dans une longue enquête publiée en première page, il précise maintenant que la police avait provoqué la mort de supporters en les poussant dans un escalier verglacé. — *(AP UPI.)*

AUTOMOBILISME : le Grand Prix de France

Le bon tour de Prost

Pour la quatrième fois de sa carrière et pour la deuxième année consécutive, Alain Prost (McLaren-Honda) a remporté, dimanche 9 juillet sur le circuit Paul-Ricard du Castellet, le Grand Prix de France de formule 1 automobile. Le Français a devancé le Britannique Nigel Mansell (Ferrari) de 44 secondes et l'Italien Ricardo Patrese (Williams-Renault) de 1 m 6 s. La révélation de la course a été le jeune (vingt-cinq ans) Avignonnais Jean Alesi (Tyrell-Ford), quatrième pour sa première compétition de formule 1.

La victoire d'Alain Prost lui permet de conforter sa première place au Championnat du monde devant son coéquipier Ayrton Senna, deux jours après avoir annoncé son départ de l'écurie McLaren-Honda à la fin de la saison.

LE CASTELLET (Var)
de notre envoyé spécial

C'est avec une sérénité retrouvée qu'Alain Prost a accueilli sa trente-septième victoire en grand prix. *« Les pendules sont remises à l'heure »*, disait-il à l'arrivée où il n'avait même pas sacrifié au traditionnel tour d'honneur devant un public venu plus nombreux que les autres années sur le circuit Paul-Ricard.

La victoire du pilote français a certes été facilitée par un énorme carambolage provoqué par le Brésilien Mauricio Gugelmin lors d'un premier départ. Parmi ses plus dangereux adversaires, Gerhard Berger et Nigel Mansell (Ferrari) avaient dû changer de voiture tandis que les mécaniciens de Williams remplaçaient un triangle de suspension avant sur la monoplace de Thierry Boutsen. Il avait surtout enregistré avec soulagement l'abandon de son coéquipier Ayrton Senna, stoppé par un différentiel cassé quelques mètres seulement après le second départ.

Alain Prost avait dès lors la voie libre et pouvait même se permettre de ménager ses pneumatiques dans les premiers tours pour réussir un nouveau « cavalier seul » que Ron Dennis, son directeur d'écurie qualifiera de *« course parfaite, digne d'un exercice de style »*.

Cette démonstration, complétée par le meilleur temps réussi aux essais — le pilote français avait confirmé pour la deuxième fois consécutive qu'il pouvait encore être plus rapide sur un tour de circuit que son coéquipier détenteur du record des pole-positions — venait à point, deux jours après l'annonce de son prochain départ de l'écurie McLaren-Honda.

Avec son orgueil de champion, Alain Prost tenait à démontrer au plus tôt que sa décision ne refléterait pas une crainte d'affronter le pilote brésilien à armes égales mais résultait seulement du mauvais climat qui régnait entre eux. *« J'ai plus de plaisir à conduire dans les essais privés, compte tenu des problèmes relationnels que je rencontre avec lui »*, disait-il pour justifier un peu plus son choix.

En position de force

Après l'annonce de son départ en fin de saison, cette victoire d'Alain Prost rend la situation assez cocasse au sein de l'écurie McLaren-Honda où le Français se retrouve en position de force au Championnat du monde avec onze points d'avance sur son coéquipier à l'issue de sept grands prix. Après avoir suspecté les motoristes de Honda de privilégier le champion du monde brésilien, le pilote français se plaît désormais à souligner leurs efforts pour lui fournir des moteurs mieux adaptés à son style de conduite.

En annonçant son départ en fin de saison, Alain Prost n'ignorait pas qu'il prenait un risque. Pour des raisons essentiellement financières, l'écurie McLaren-Honda a intérêt a avoir dans ses rangs l'an prochain le champion du monde 1989. Oserait-on alors avantager délibérément Ayrton Senna si le Français se retrouvait en passe de remporter un troisième titre ?

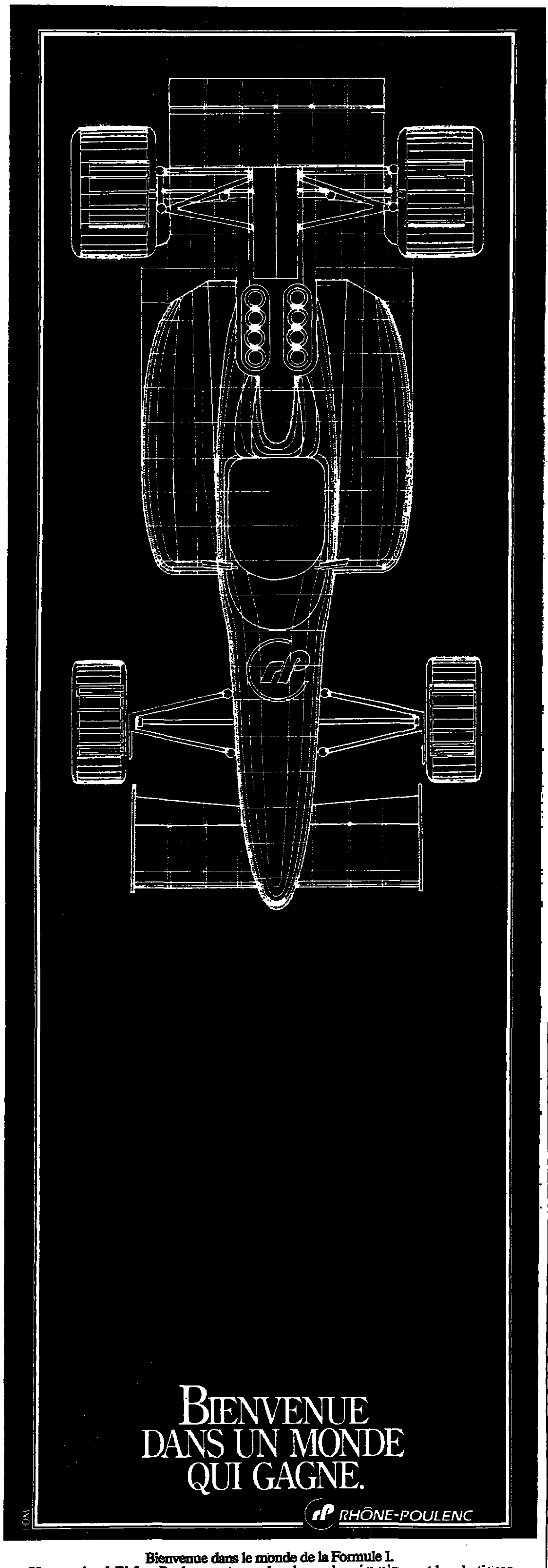
Le carambolage lors du départ du Grand Prix de France : la voiture du Brésilien Mauricio Gugelmin effectue plusieurs tonneaux.

Afin de limiter ce risque, Alain Prost a pris soin de préciser qu'il ne piloterait pas une McLaren en 1990. Mais il n'écarte pas l'hypothèse d'y revenir ensuite (le contrat de Senna expire fin 1990) comme pilote ou à un autre poste en rappelant que McLaren resterait quoi qu'il arrive « *son* » écurie après les deux titres mondiaux et les vingt-huit victoires en grand prix remportés avec les monoplaces rouge et blanc.

Soulagé d'avoir pu prendre cette décision sans rompre les ponts avec Ron Dennis et Mansour Ojjeh, les propriétaires de McLaren, Alain Prost, serein et motivé comme à ses plus beaux jours, se retrouve en fait en position de force sur l'échiquier de la formule 1.

Sollicité par les principales écuries, il peut désormais prendre son temps pour juger de leur potentiel. Après avoir été impressionné par le développement du moteur Renault, il attendra sans doute désormais avec impatience de pouvoir juger le nouveau chassis des Williams au Grand Prix de Hongrie.

GÉRARD ALBOUY.



Bienvenue dans le monde de la Formule 1.
Un monde où Rhône-Poulenc met sa recherche sur les céramiques et les plastiques techniques au service du moteur Renault-Sports qui équipe l'écurie Williams.
En s'associant au développement de ce nouveau moteur atmosphérique, Rhône-Poulenc contribue à relever les défis du futur.

Sports

CYCLISME : le Tour de France

La parole aux grimpeurs

Les victoires du Belge Etienne de Wilde, samedi 8 juillet à Bordeaux, et de l'Irlandais Martin Earley, dimanche à Pau, n'ont pas modifié le classement général du Tour de France. Greg LeMond s'est lancé à l'assaut des Pyrénées avec cinq secondes d'avance du Fignon et près de sept minutes sur Delgado, qui continue de poser une énigme à ses adversaires.

PAU
de notre envoyé spécial

« *A chaque jour suffit sa plaine* », écrivait naguère Antoine Blondin. Mais la plaine, ça suffit. Après neuf jours d'une course mouvante et incertaine, les coureurs du Tour abordent la montagne, dont ils ne sortiront que dans deux semaines, du côté d'Aix-les-Bains.

Les routiers-sprinters ont mangé leur pain blanc sans qu'ils aient été comblés. Les plus célèbres d'entre eux — Kelly, Vanderarden, Van Poppel — ne sont pas parvenus à remporter une seule étape, à l'inverse d'un Joël Pelier qui a gagné la sienne à Poitiers-Futuroscope en empochant la bagatelle de 176 500 F de prix et de primes, soit plus de 1 000 F par kilomètre.

L'Américain Greg LeMond et Laurent Fignon, concurrents directs, se découvrent un adversaire commun en la personne de Pedro Delgaldo. Ils seront éventuellement amenés à composer de façon épisodique afin de tenir Delgado à distance. Après l'invraisemblable bévue de Luxembourg, le vainqueur du Tour 1988 demeure menaçant. Un retard frisant les sept minutes ne constitue pas *a priori* un handicap insurmontable pour un grimpeur d'élite.

En prévision des combats décisifs, les principaux leaders avouent leurs inquiétudes. LeMond manque d'éléments d'appréciation, Hampsten (quinzième à près de cinq minutes) a concédé trop de terrain à son goût. Breukink évolue dans le flou et Mottet sur le fil du rasoir.

Bien qu'il soumette depuis plusieurs années ses fans au régime de la douche écossaise, Laurent Fignon paraît présenter les meilleures garanties. Il se montre à son avantage depuis le départ et, grâce à l'étape contre la montre collective, il a regroupé autour de lui ses principaux équipiers.

A cet égard, le Tour 1989 propose une situation nouvelle : la présence de Fignon et de Pascal Simon parmi les tout premiers du classement général. Le routier champenois n'avait jamais occupé une position aussi favorable depuis 1983. Cette année-là, les deux hommes étaient rivaux et Simon portait le maillot jaune. Il fut éliminé par une chute et c'est son abandon qui ouvrit au Parisien la voie du succès. De cette dualité est née une entente cordiale. Engagé par Cyrille Guimard dans le groupe « Super U » — qui prendra le nom de « Castorama » l'an prochain, — Pascal Simon est devenu le partenaire de Fignon. Mieux, son ami. Comme il ne se sent plus l'âme d'un leader, en dépit de sa bonne condition physique, il accepte d'épauler son chef de file sans arrière-pensée.

JACQUES AUGENDRE.

De la Gironde à la montagne

PAU
de notre envoyé spécial

Le Bicentenaire n'encombre pas le Tour. Il n'empêche que le Tour 1989 est et restera celui du Bicentenaire. Il le sait si bien que, coup sur coup, le 13 juillet d'abord, le 14 ensuite, il saluera l'événement à sa façon. Ce sera pour commencer, au kilomètre 1789, l'attribution d'une prime de 17 890 F au coureur qui, le premier, franchira cette ligne idéale entre Blagnac et Montpellier. Ce sera ensuite, le lendemain une arrivée à Marseille que la course n'avait pas visitée depuis 1971, et qui veut signifier un hommage rendu à *la Marseillaise*.

Sans le savoir peut-être, le Tour de France est pourtant capable de bien d'autres clins d'œil à l'adresse de la Révolution. Il lui suffit, par exemple, d'une simple fin de semaine pour passer, du 8 au 10 juillet, de la Gironde à la montagne. Voici, en quarante-huit heures, les hommes du pays plat assimilés, si l'on ose écrire, à des Brissot et à des Vergniaud d'un peloton d'où se préparent à les anéantir les Danton, Robespierre et Saint-Just qui, ayant pour nom Millar, Herrera, Roche, Fignon, LeMond ou encore Delgado auront eux-mêmes ensuite à se déchirer pour une conquête finale du pouvoir à l'occasion d'on ne sait encore quel Thermidor. Car tous les *anciens se retrouvent* avec leurs cadets pour proclamer, à cette arrivée à Pau dans une superbe unanimité que dans le Tour aussi la montagne c'est... la terreur.

Et pour tout le monde parce que le premier jour de montagne est redouté de tous. Après plus d'une semaine de grand braquet, de pluie et de tempête, il s'agit de savoir comment s'éprouvera ce changement de rythme. Il s'agit aussi de deviner qui frappera le premier. Voilà pourquoi, durant cette traversée des Pyrénées, on sent déjà peser, à l'heure des élaborations de tactique des principaux chefs de file de la gent montagnarde, une atmosphère de comité de salut public.

Passer de la Gironde à la montagne, en l'occurrence de Bordeaux à Pau, c'est aussi passer du fief d'un Jacques Chaban-Delmas, que le destin des girondins ne peut qu'émouvoir, comme il a ému Lamartine, à celui d'un André Labarrère, bien capable, lui, dans sa sensibilité socialiste, de se sentir un héritier de la Montagne.

Un maillot jaune ecclésiastique

Pour le Tour de France — qui se méfie de la politique comme de la peste, — l'essentiel est d'avoir pu saluer une fois encore l'un et l'autre. Il reste pourtant que le succès de l'épreuve en fait, depuis plusieurs années, une sorte de centre d'attraction de tous les cahiers de doléances possibles et imaginables. Ce ne sont plus seulement des amateurs de vélo qui viennent à sa rencontre, ce sont, ici, des délégués syndicaux d'une entreprise menacée de fermeture qui sont en quête de signatures en bas de pétitions. Ce sont, ailleurs, des écologistes qui ont à faire savoir leur hostilité à une centrale nucléaire ou leur crainte d'une dénaturation imminente du paysage. Au besoin ceux-ci sont tout à fait capables de retarder un départ en s'enchaînant, comme ils l'ont fait dimanche 9 juillet, à une voiture de la direction de la course.

Cela s'est déroulé dans une commune des Landes que le monde vélocipédique chérit particulièrement. A La Bastide-d'Armagnac, il n'y a pas seulement un Café du Peuple et une rue du Café-Chantant. Il y aussi une place Royale tout à fait émouvante dans sa rusticité. Ses arcades, ses maisons à colombages, aux tuiles romaines fanées soulignées de génoises, auraient inspiré, selon des érudits, les architectes de l'actuelle place des Vosges à Paris, qui s'appela, elle aussi, place Royale. Mais, pour tous les cyclos de France, le grand homme de La Bastide-d'Armagnac est l'abbé Joseph Massie. Voilà assurément un prêtre fort peu réfractaire au vélo. Il en est au contraire le chantre impétinent. Au point de pouvoir rappeler les exploits des anciens du Tour aussi bien que le texte d'une épître.

Ce Landais de soixante-dix-huit ans est allé deux fois à vélo jusqu'à Saint-Jacques-de-Compostelle, une autre fois jusqu'à Fatima, une autre encore de Toulouse à Rome. Missionnaire du braquet, apôtre du pédalage, il a découvert un jour, à 2 kilomètres de La Bastide, une chapelle abandonnée. Il l'a rouverte pour en faire la « Notre-Dame des Cyclistes » que vint bénir, le 18 mai 1959 Mgr Mathieu, alors évêque d'Aire-sur-l'Adour et de Dax. Le premier cycliste à s'être présenté au sanctuaire se nommait Joseph Michaud et venait de Lyon. Depuis, Joseph Massie, qui aime à rappeler qu'il monta le Tourmalet en soutane, a fait de sa chapelle un émouvant musée du cycle. Les maillots des plus illustres champions se côtoient là comme voisinent sous les voûtes de Saint-Louis des Invalides les drapeaux des victoires de l'histoire nationale.

Le Tour a salué comme il convenait cet homme de Dieu et des dieux cyclistes en lui offrant un maillot jaune. Il ne manquait que la présence du vieux Bartali, qui dut à sa foi catholique le surnom de « Gino le pieux », à cette fête de la Fédération vélocipédique qui fut aussi, à sa manière, une belle et bonne prise de La Bastide.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

Les résultats

Automobilisme

GRAND PRIX DE FRANCE DE FORMULE 1

Classement de l'épreuve. — 1. Alain Prost (Fra., Marlboro-McLaren-Honda), les 305,040 km en 1 h 38 min 29 s 411 ; 2. Nigel Mansell (G-B, Ferrari), à 44 s 017 ; 3. Riccardi Patrese (Ita., Williams-Renault), à 1 min 6 s 921 ; 4. Jean Alesi (Fra., Tyrell-Ford), à 1 min 13 s 232 ; 5. Stefan Johansson (Suè., Onyx-Ford), à un tour.

Classement du championnat du monde des pilotes après sept grands prix. — 1. Alain Prost (Fra.), 38 pts ; 2. Ayrton Senna (Bré.), 27 ; 3. Riccardo Patrese (Ita.), 22 ; 4. Nigel Mansell (G-B), 15 ; 5. Thierry Boutsen (Bel.), 13.

COURSE DE COTE

Robby Unser (EU, sur Peugeot 405-T-16) a remporté, dimanche 9 juillet, la soixante-septième édition de la course de côte du Pike's Peak, aux Etats-Unis.

Boxe

POIDS LEGERS

Le Portoricain Edwin Rosario est devenu champion du monde des poids légers pour la troisième fois de sa carrière, en battant l'Américain Anthony Jones par arrêt de l'arbitre à la sixième reprise, dimanche 9 juillet, à Atlantic City (Etats-Unis).

Cyclisme

TOUR DE FRANCE

SEPTIÈME ÉTAPE

Poitiers-Bordeaux (258,5 km)

1. Etienne De Wilde (Bel., Histor), 258,50 km en 7 h 21 min 57 (moyenne : 35,094 km/h) 2. Jean-Claude Colotti (Fra.) ; 3. Patrick Tolhoek (Bel.) ; 4. Steve Bauer (Can.) ; 5. Jean-Paul Van Poppel (P-B).

HUITIÈME ÉTAPE

La Bastide-d'Armagnac-Pau (157 km)

1. Martin Earley (Irl., PDM), 157 km en 3 h 51 min 26 (moyenne : 40,705 km/h) ; 2. Eric Caritoux (Fra.) ; 3. Michael Wilson (Aus.) ; 4. Philippe Louviot (Fra.) ; 5. Laurent Bezault (Fra.).

Classement général. — 1. Greg Lemond (E-U, ADR), 37 h 11 min 25 s ; 2. Laurent Fignon (Fra.), à 5 s ; 3. Thierry Marie (Fra.), à 40 s ; 4. Eric Breukink (P-B), à 1 min 51 s ; 5. Sean Yates (G-B), à 2 min 18 s.

Golf

OPEN DE MONTE-CARLO

Mark McNulty (Zimbabwe) a remporté, samedi 8 juillet, l'Open de Monte-Carlo, comptant pour le circuit professionnel européen devant Jeff Hawkes (AfS).

Sports équestres

CSI DE ZURICH

Le Britannique John Whitaker (Milton Next) *a remporté devant le Français Philippe Rozier* (Oscar Malesan) *le Grand Prix du concours de saut international de Zurich, disputé dimanche 9 juillet.*

Tennis

INTERNATIONAUX DE GRANDE-BRETAGNE

● **Simples messieurs : demi-finale.** — Becker (RFA, 2) b. Lendl (Tch., 1), 7-5, 6-7 (2-7), 2-6, 6-4, 6-3.

Finale. — Becker (RFA, 2) b. Edberg (Suè., 3), 6-0, 7-6 (7-1), 6-4 (gain 1,9 million de francs).

● **Simple dames : finale.** — S. Graf (RFA, 1) b. M. Navratilova (E-U, 2), 6-2, 6-7 (1-7), 6-1 (gain 1,710 million de francs).

● **Double messieurs : finale.** — Jarryd-Fitzgerald (Suè.-Aus.) b. Leach-Pugh (E-U), 3-6, 7-6 (7-4), 6-4, 7-6.

● **Double dames : finale.** — J. Novotna-H. Sukova (Tch.) b. L. Savchenko-N. Zvereva (URSS), 6-1, 6-2.

● **Juniors garçons : finale.** — Kulti (Suè.) b. Woodbridge (Aus.), 6-4, 6-3.

● **Juniors filles : finale.** — A. Strnadova (Tch.) b. M. McGrath (E-U), 6-2, 6-3.

هكذا من الأصل

Le Monde

ECONOMIE

DEUX RENCONTRES INTERNATIONALES A PARIS

Le sommet et l'abîme

Face aux Sept Grands, des témoignages sur sept des plus démunis

TOUT est contenu dans le symbole. Face au sommet des Sept Grands, se tiendra aussi à Paris, les 15 et 16 juillet, celui de tous les « *autres* » et des sept pays parmi les plus pauvres, qu'un abîme sépare. Chefs d'Etat, les uns se retrouveront dans la Grande Arche de la Défense. Témoins d'une détresse, les autres cohabiteront pendant quatre jours dans la péniche *Docteur-Paradis*, surnommée « *l'arche des peuples* », puis s'exprimeront en un seul lieu, comme par hasard la Maison de la mutualité.

Terme pour terme, chaque élément répond à un autre : les puissants et les faibles, les riches et les miséreux, mais, également, les gouvernants « *maîtres du monde* » et les représentants de la « *société civile* » ou, encore, les Etats contre les peuples. « *Nous aurions bien voulu réunir six femmes et un homme...* », ironisent Anne Sophie Boisgallais et Monique Crinon, organisatrices du « Sommet des plus pauvres. »

TOES 89 (The Other Economic Summit), « l'autre sommet », existait depuis 1984, mais il prend véritablement naissance en France, à l'occasion de la fastueuse réunion des Sept Grands et des cérémonies tout aussi grandioses du bicentenaire de la Révolution. Un double signe à ne pas laisser sans réponse. Un moment qui justifie que des voix, discordantes, se fassent entendre. Des énergies se sont donc mobilisées pour saisir cette chance de créer un événement de large audience. Ce qu'il n'a jamais été jusqu'à présent.

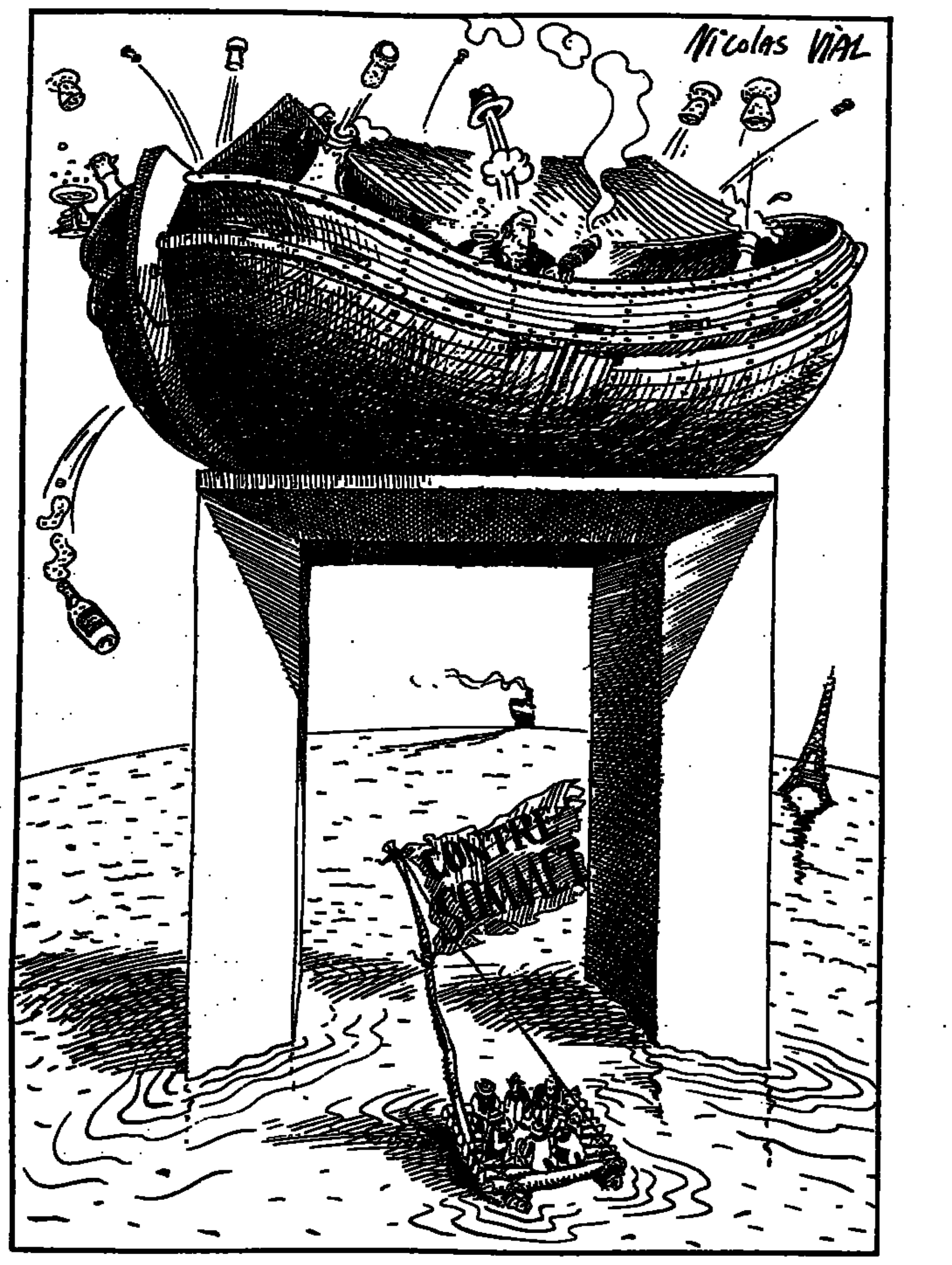
Au début, TOES était en effet une manifestation plutôt confidentielle et très anglo-saxonne : un réseau « *militant et associatif* » avait voulu répliquer au sommet de Londres en rassemblant des « *contre-experts* » qui prirent ensuite l'habitude de débattre chaque année dans la capitale britannique, en écho aux discussions des chefs d'Etat. Avec le sommet de Toronto, en 1988, une première étape est franchie : ces universitaires et ces économistes s'entourent de quelques délégués en provenance des Etats-Unis et, bien sûr, du Canada, et tiennent forum sur les lieux mêmes de la conférence internationale. Mais leur initiative eut finalement peu d'écho hors du cercle restreint des « alternatifs ».

Patrice Sauvage et Eric Macé, membres de l'ALDEA (Agence de liaison pour le développement d'une économie alternative), contactés pour prendre en charge l'organisation de TOES 89 en France, y voient l'occasion de rassembler de nombreux « réseaux » français et étrangers sous une même bannière ; les circonstances commémoratives pouvaient être le point de départ d'un mouvement plus profond. « *Il s'agit de prôner la démocratie économique et le droit au débat public*, disent-ils. *Face aux deux pouvoirs économiques, d'entreprise et technocratique avec les Etats, nous voulons en faire émerger un troisième, celui de la société civile, qui pourrait organiser la veille économique.* »

Une alternative constructive

Nombreux furent ceux que le projet séduisit, et, pourtant, à l'automne 1988, les difficultés ne faisaient que commencer. « *Il fallait rejeter les défenseurs de thèses monomaniaques* » et établir quelques critères de participation, dont la volonté de favoriser le changement social par des actions de terrain, d'apparaître comme des associations crédibles et de disposer d'une capacité réelle d'interpellation. « *Nous voulons être des alternatifs, mais de façon constructive, et surtout pas nous présenter en contre-modèle* », précisent les organisateurs, qui, en outre, souhaitaient s'appuyer sur des groupes ayant des contacts internationaux.

En fait, si une liste impressionnante de sigles se regroupa autour de cette sensibilité commune (ALDEA, Agir ici, CEDETIM, Emmaüs International, etc.), leurs effectifs étaient limités. En revanche, une kyrielle de personnalités s'associa au programme, dont cinq Prix Nobel et, entre autres, l'abbé Pierre, Daniel Cohn-Bendit, Miguel Angel Estrella, Antoine Waechter, Alain Lipietz et le chanteur Renaud.



Parallèlement, la menace de la « récupération », aussi vieille que les groupuscules, a vite réapparu, singulièrement à mesure que l'annonce des fastes du sommet officiel et du Bicentenaire troublait une partie de l'opinion. Alertée, la présidence de la République tenta de corriger le tir. Avec l'idée de renouer en partie avec l'esprit de Cancun, on invita d'autres chefs d'Etat au Bicentenaire, cette fois. Mais la véritable alerte vint de l'organisation précipitée, par les trotskistes, ceux de la LCR au premier rang, de la journée du 8 juillet. « *Les vieux soixante-huitards sont de retour, avec leurs méthodes inchangées* », proclament les gens de TOES, qui ont craint de voir leur action débordée, brouillée.

Depuis, la situation « politique » ne s'est pas améliorée puisque *l'Humanité* a soutenu la manifestation du 8 juillet, sans se référer à ses patronages, et que la CGT a appelé ses adhérents à participer à l'action « *organisée par le chanteur Renaud* ». Une « récupération » cache l'autre...

De ce point de vue, l'aventure du « *premier sommet des peuples les plus pauvres* » est tout à fait significative de la façon dont une initiative se développe et connaît des aléas par son originalité même, ou peut-être finit par gêner.

Quand Agir ici, en liaison avec la Ligue internationale pour les droits et la libération des peuples, est retenue pour s'occuper du versant tiers-monde de l'« autre sommet », le « concept » n'existe pas. Il apparaîtra comme une illumination, mais n'a pas suffi à amener d'autres participants, d'autres ressources. « *On n'a pas de quoi assurer, à peine de quoi payer les sept voyages*, reprend Monique Crinon. *On a inventé le spectaculaire et on ne sait pas faire suivre. Un jour de délire, on a même imaginé de transformer le tout en un sommet de la misère, dans la rue !* »

Les autres viendront la prochaine fois

Le thème acquis, encore fallait-il lui donner forme et contenu, puis choisir. Réunir les représentants des sept pays les plus pauvres avait quelque chose d'arbitraire et d'inconvenant : une centaine, par le niveau de vie, l'illettrisme ou la mortalité infantile, pouvaient prétendre à cette « distinction ». « *Les autres viendront la prochaine fois* », répond Anne Sophie Boisgallais.

On aurait pu inviter des représentants des démocraties populaires comme le Vietnam, le Laos, et pourquoi pas la Roumanie, mais c'était courir le risque d'une explosion du groupe et réveiller les querelles idéologiques, à supposer que les questions pratiques aient pu être réglées. « *Le Mozambique fut un compromis.* » Ne s'intéresser qu'à l'Afrique était aussi un danger, même si la situation y est très préoccupante. Pour l'équilibre, les trois pays africains (outre le Mozambique, le Burkina-Faso et le Zaïre) sont encadrés de deux pays d'Amérique latine (les Indiens du Brésil et Haïti) et de deux pays d'Asie (le Bangladesh et les Philippines).

ALAIN LEBAUBE.

(*Lire la suite page 22.*)

PAUVRETÉ ORDINAIRE AU BURKINA-FASO

Une journée dans la vie de Catherine Bana

Champs, cuisine, corvées, fardeaux : le travail de Sisyphe de la survie quotidienne. Et pourtant il y a pis...

QU'ELLE est loin du sommet – de tous les sommets, – Catherine Bana, paysanne du village de Balkoui, au Burkina-Faso. Question statistiques, elle et son pays sont au cent trente-sixième dessous, pauvres parmi les pauvres ; juste un cran et quelques francs au-dessus de l'Ethiopie...

Exprimée en produit national brut par tête d'habitant (PNB), sa « *richesse* » s'élève péniblement à 1 000 francs par an, soit cent fois moins que le citoyen moyen d'un pays industrialisé ! Mais, en vérité, jamais une telle somme ne lui passe entre les mains. Pour elle et pour les millions d'Africains qui restent privés de l'essentiel (eau, soins, éducation), ce type de statistique dissimule, dans sa froide brièveté, bien des réalités.

Catherine Bana, choisie au hasard parmi des villageoises qui pilaient le mil rouge, fin juin, sous un ciel d'orage, vit comme la quasi-totalité de ses compatriotes à des années-lumière de la société d'abondance et de l'Etat-providence : dans l'un des sept mille cinq cents villages de ce pays sahélo-soudanien enclavé et déshérité. Huit millions de paysans et de maigres ressources : agriculture, élevage, artisanat et... aide étrangère.

A proximité de Ouagadougou, modeste capitale, Balkoui est un ensemble de « *concessions* » aux cases rondes plantées sur une plaine aride (1). C'est un village mossi – ethnie qui fonda naguère de puissants royaumes – dont le chef coutumier, Johnson Sibiri Tapsoba, un aimable fonctionnaire à la retraite, tient audience sous un toit de chaume.

A Balkoui, où une majorité animiste et polygame côtoie une minorité chrétienne, on voit surtout des femmes et des marmots. Cela se comprend, et le chef donne l'exemple : à soixante-neuf ans, il a six épouses et vingt et un enfants. Selon lui, pour un homme attaché à la coutume, quatre épouses sont une bonne moyenne. En effet, il est bien connu que l'agriculture manque de bras, et « *plus on a de femmes et d'enfants, plus le champ est grand* ».

Dix enfants pour en garder six

De mémoire de chef, le village a toujours été pauvre. Petite polyculture, élevage d'appoint, troc et artisanat : à l'image du reste du pays on fait dans la subsistance. La famine est rare mais, pendant les pluies, lorsque les greniers se vident, la malnutrition sévit. Et, ici comme ailleurs, « *une fois la moisson d'octobre terminée, les hommes n'ont rien à faire pendant six mois* ». Excepté boire du *dolo* (boissn fermentée dont les hommes raffolent) et faire des enfants. Restent heureusement les femmes.

Encore jeune, mais déjà vieillie par le travail et les maternités, Catherine Bana a vingt-sept ans, une espérance de vie de quarante-cinq ans, un mari et six enfants. Le dernier-né s'accroche à un sein épuisé par des années de tétées voraces. D'autres suivront « *si Dieu le veut* ». Pas plus chez Catherine, qui est chrétienne, que chez ses voisins animistes il n'est question de contraception. Main-d'œuvre et mortalité infantile obligent, même ceux qui n'ont qu'une femme ont beaucoup d'enfants : « *Pour en garder six, il faut en faire au moins dix* », constatait Johnson Sibiri Tapsoba.

Catherine et les siens partagent une « *concession* » avec deux autres familles de paysans, quelques poulets, des moutons et des chiens. Cases, ustensiles, mobilier, hygiène : tout est sommaire. La pauvreté, mais pas la misère. Pourtant, on s'entraide. Les femmes se partagent la cuisine, les corvées, les fardeaux.

Pour Catherine Bana, femme et mère à tout faire, la journée ordinaire commence vers 4 heures du matin. Les tâches domestiques (ménage, enfants, volailles et animaux) s'enchaînent de façon immuable, suivies des corvées d'eau, de bois, de linge. Il faut ensuite la pâte alimentaire de base et le mil rouge dont on tire le *dolo*. Enfin, ne pas oublier de moudre du grain à la main ou d'en apporter au moulin.

La matinée est déjà chaude lorsque Catherine, attaquant le reste de son fardeau quotidien, prend le chemin des champs. Avec son dernier-né attaché dans le dos, le *daba* (2) dans une main, un bol de « *tô* » dans l'autre, une jarre d'eau sur la tête et les pieds nus dans la latérite, elle est l'image même de la femme africaine. Du Sisyphe féminin.

Soleil ou pluie, elle restera aux champs tout l'après-midi, s'occupant selon les saisons du mil, du sorgho ou des arachides, allant puiser l'eau au loin, grattant sans répit le sol sec. Rares moments de repos, maigre repas.

De Balkoui (Burkina-Faso),
ROLAND-PIERRE PARINGAUX.

(*Lire la suite page 22.*)

(1) La concession, centrée sur un chef de famille, regroupe plusieurs cases protégées par u mur d'enceinte.

(2) Sorte de houe.

Ce mois-ci dans
DYNASTEURS
LE MENSUEL DES ECHOS
Dossier
Faut-il privatiser la SNCF ?
Et aussi
• Bryan Lowell : la fin des banques universelles ?
• L'industrie vire au vert
• Les festivals de l'été
EN KIOSQUE

BIDONVILLES ET CAMPAGNES DÉBOISÉES A HAITI

Petits jobs et charbon de bois

L'agriculture rapporte encore moins que les petits négoces ou la mendicité dans les villes surpeuplées.

NU-PIEDS dans la poussière, le regard fiévreux, Ti-Bo erre entre les cabanes de tôles rouillées. Il a la taille d'un enfant de huit ans, mais en avoue douze. Ti-Bo n'a jamais connu son père. Sa mère s'est embarquée, il y a plusieurs années déjà, passagère clandestine, sur une frêle embarcation à destination des côtes nord-américaines. Depuis, il se débrouille seul : un bol de riz en échange de menus services, quelques fruits à moitié pourris à la fermeture du marché. Petits jobs, petits négoces.

Ti-Bo n'a jamais connu l'école et possède comme seul bien un short rapiécé et un T-shirt déchiré. Pour tromper la faim ou pour faire comme les copains, il lui arrive de *« sniffer »* un peu de colle à chaussures. Mais il affirme n'avoir jamais touché au crack, la cocaïne bon marché, qu'un caïd de « Brooklyn » – un des quartiers les plus chauds du bidonville – lui a proposé de revendre.

Des Ti-Bo, Port-au-Prince en compte des dizaines de milliers. Dans un document officiel intitulé *Vers une stratégie de lutte contre la pauvreté* et publié en janvier de cette année, le ministère haïtien des affaires sociales évalue à deux cent mille le nombre des *« enfants pauvres »* de moins de quatre ans dans la seule capitale. Malnutrition, taux de mortalité infantile proche de deux cents pour mille, diarrhées, infections chroniques et souvent fatales, travail dès l'âge de six ans. Les statistiques sont brutales. Une visite à la morgue de l'hôpital de l'Université d'Etat, au centre de Port-au-Prince, l'est davantage encore : la chambre froide est remplie de cadavres de nourrissons déshydratés, emportés par Dieu sait quelle épidémie.

Plus de cent mille personnes

Figure de proue du clergé haïtien engagé, le Père Jean-Bertrand Aristide se consacre aux enfants abandonnés. Il a créé une association La famille c'est la vie, qui loue une vaste demeure où les enfants des rues trouvent un abri, de la nourriture et surtout du réconfort. Ils sont près d'une centaine, en haillons, à jouer dans la cour. « C'est la vie », lui, a rejoint le Père Aristide en 1986, à l'âge de onze ans. *« Il avait été victime d'abus sexuels, et vivait seul, dormant à la belle étoile. Pour survivre, il lavait les pare-brise de voitures »*, raconte le Père Aristide.

Cité Soleil, au nord de Port-au-Prince, est un immense bidonville. Plus de cent mille personnes s'entassent entre la route nationale N° 1 et la baie de Port-au-Prince. Des nuages de mouches tourbillonnent au-dessus des tas d'immondices. Une femme accroupie fait sa toilette intime dans l'eau sale d'un canal transformé en égout. Un peu plus loin, un homme urine contre un mur, indifférent aux passants.

Selon une enquête socio-économique dans les quartiers populeux récemment publiée par l'Institut haïtien de statistiques, près de 90 % des logements n'ont pas l'eau courante et 1 % seulement disposent de W.-C. Aux maisons de blocs de ciment succèdent les kay à tè, huttes de terre couvertes de chaume et de branches de palmiers, et les taudis faits de tôles de récupération, de cartons et de morceaux de bois. *« Boston », « Brooklyn », « Cité Carton » :* les quartiers les plus pauvres de Cité Soleil s'étendent vers la mer, sur les terres marécageuses qui se transforment en bourbier à la première pluie tropicale.

Denis Puthiaut, trente-trois ans, partage depuis sept ans l'existence des pauvres d'entre les pauvres, au fin fond de Cité Soleil. Cet infirmier originaire de la région parisienne anime, avec l'aide de l'association SOS-Enfants, une école à Linthau, un des secteurs les plus misérables de Cité Soleil. Massées devant le portail, une vingtaine de personnes, pour la plupart des femmes les bras chargés d'enfants malades, attendent l'heure de la consultation. Après les cours, l'école se transforme en dispensaire. *« Malnutrition chronique, parasites, tuberculose, malaria, et de plus en plus de cas de sida »*, égrène Denis Puthiaut.

Avec les enfants et les vieillards, les femmes sont durement touchées par la pauvreté. Souvent venues de la campagne, elles ont de plus en plus de mal à trouver des places de domestique du fait de la crise économique qui n'épargne pas la classe moyenne. Les plus entreprenantes gonflent les rangs des marchandes qui encombrent les trottoirs de la capitale. Fruits et légumes, whisky frelaté, pacotille de contrebande : Port-au-Prince s'est transformé en un gigantesque souk où, à défaut de pouvoir travailler, la population s'efforce de gagner une poignée de gourdes par le biais du « commerce informel » ou de la mendicité.

L'érosion, fléau de l'agriculture

Malgré le sida, d'autres vendent leur corps le long de la route de Carrefour, à la sortie sud de la capitale. Au « Vietnam », un terrain vague en bord de mer, la passe coûte un dollar. Selon une enquête d'*Interaide*, une association qui a lancé un programme de lutte contre le sida, 40 % des prostituées haïtiennes acceptent des rapports sans préservatif, si tel est le désir de leur partenaire. Au risque d'échouer dans le mouroir dantesque ouvert par les Sœurs de Calcutta pour les sidatiques.

Moins sordide, la misère des campagnes est pourtant plus profonde. 78 % des ruraux vivent au-dessous du seuil de pauvreté absolue, contre 58 % « seulement » de la population urbaine. Le revenu annuel moyen du paysan, 150 dollars, est inférieur de plus de moitié à la moyenne nationale. Goyavier, une commune de six mille âmes, qui domine la vallée de l'Artibonite, à 1 000 mètres d'altitude, ne connaît pas la disette qui affecte certaines zones du Nord-Ouest, comme la plaine de l'Arbre. Les cuvettes et les coteaux où les colons français cultivaient jadis le café sont couverts de petites pièces de maïs ou de légumes. L'érosion, fléau de l'agriculture haïtienne, est ici contenue par un patient entrelacs de murets de pierre.

Mais les paysannes qui descendent leurs récoltes au marché de Saint-Marc – six heures de marche – n'ont pas de quoi se payer une paire de chaussures. *« Je gagne entre 5 et 10 gourdes le jour du marché »*, confie Janise Pierre, une *marchande assise en* tailleur devant un régime de bananes. *« 10 gourdes, c'est ce qu'il faut payer pour se faire arracher une dent »*, ajoute Eberlé Armand, un agronome qui gère un projet de développement du Service œcuménique d'entraide (SOE), financé par la CEE.

Outre les conditions difficiles d'accès, le toit béant de l'école, qui doit fermer ses portes lorsqu'il pleut, et la déficience du système de santé, Goyavier souffre du manque d'eau. Calebasse en équilibre sur la tête, les femmes passent une bonne partie de la journée à faire la noria jusqu'à la source, à deux heures de marche.

Au loin, dans la montagne, des panaches de fumée montent vers le ciel. Depuis l'abattage massif des cochons, la tirelire traditionnelle des campagnes, au début des années 80, pour combattre une épidémie de fièvre porcine, la vente de charbon de bois est devenue la principale ressource de nombreux paysans. Le déboisement s'accélère, ainsi que l'érosion. Selon les estimations de l'USAID, l'agence de coopération nord-américaine, quarante millions d'arbres sont abattus chaque année, et les pluies précipitent un million de tonnes de terre arable vers la mer.

Malgré sa forte augmentation après la chute du dictateur Jean-Claude Duvalier en février 1986, l'aide internationale n'a pu servir que de palliatif, limité et souvent inefficace. Les convulsions politiques ont fait fuir les touristes et les industries d'assemblage qui exportaient aux Etats-Unis. La corruption et la désintégration de l'Etat rendent chaque jour plus difficile la mise en place de politiques qui pourraient s'attaquer aux problèmes de fond. Et la vigilance renforcée des garde-côtes américains n'empêche pas la vague des boat-people d'enfler.

de Port-au-Prince

JEAN-MICHEL CAROIT.

PAUVRETÉ ORDINAIRE AU BURKINA-FASO

Une journée dans la vie de Catherine Bana

(Suite de la page 21.)

Avant la nuit, retour à la case départ, menus travaux et, plus tard, dîner, laver, ranger, coucher les enfants et, déjà, préparer les repas du lendemain. Dormir enfin, sauf quand il faut satisfaire les désirs du mari ou veiller un enfant fiévreux. Une journée continue d'au moins seize heures. Sept jours sur sept.

« Pour oublier l'oisiveté »

Deux fois par semaine, les jours de marché viennent rompre la monotonie. Comme les autres enfants, Catherine Bana y fait du troc ou vend les jarres et les pots qu'elle trouve le temps de confectionner pour gagner un peu d'argent : de quoi améliorer l'ordinaire, payer le guérisseur, acheter un médicament. Parfois, elle va jusqu'à Ouagadougou, à une quinzaine de kilomètres. Là *« environ deux fois l'an »*, elle achète chez les fripiers, pour l'équivalent de quelques francs, des vêtements d'occasion pour la famille.

Pour les maris, le marché est l'occasion de palabres arrosées de *dolo. « Pour oublier les problèmes et l'oisiveté, il n'y a pas mieux »*, dit le chef. Certes, mais parfois les maris en mal de libations opèrent des ponctions sur les maigres économies des épouses. Si nous résistons, *« ils nous battent »*, dit Catherine Bana avec un rire gêné.

Quand tout va bien, le jour de marché est synonyme de fête et de festin. C'est l'occasion d'agrémenter l'incontournable *tô* de morceaux de viande et de poulet. Chez les Bana, cela n'est pas fréquent. *« Mon mari ne travaille pas. Pour ne pas l'embarrasser, je ne réclame pas »*, admet-elle.

Des « commandos-vaccinations »

De temps en temps, *« quand il est content »*, le mari sacrifie un des poulets... qu'elle élève. En cas de coup dur, maladie par exemple, ou de dépense imprévue, on vend l'un des moutons ou des chevreaux dont les enfants s'occupent. Deux ont suffi au père pour s'offrir cet engin de luxe qui fait de lui un villageois peu commun : un vélo d'occasion. Pour le reste, on vit au jour le jour sans vraiment savoir ce que l'on gagne. On s'en remet aux dieux et, plus sûrement, aux femmes.

A Balkoui, la pauvreté est partout. Pourtant, le village émerge progressivement de ce sous-développement séculaire que soixante années de colonisation (française) et quarante années d'indépendance (ponctuées de coups d'Etat militaires) n'avaient *guère modifié*, malgré la proximité de la capitale.

Ces dernières années, à l'initiative du gouvernement, le cortège du progrès a enfin pris la route de Balkoui. Le village, qui n'y croyait plus, a vu arriver coup sur coup : l'eau (cinq pompes et un petit barrage), l'école (*trois* instituteurs), une maternité et même une machine à moudre le grain, don de l'UNICEF. Des « commandos-vaccination » sont passés, une cinquantaine de *femmes* – parmi lesquelles Catherine Bana – ont trouvé le temps de suivre des cours d'alphabétisation. Enfin, l'impôt forfaitaire obligatoire, seule manifestation de la présence de l'Etat dans les parages, a été supprimé.

Sans doute, le barrage est souvent à sec ; l'école, même à cent élèves par classe, n'enrôle qu'une minorité d'enfants ; la maternité, construite il y a dix ans, n'a eu une sage-femme que l'an dernier et attend toujours l'eau courante. Mais en écoutant le chef Johnson Tapsoba et la vieille Ma Tenga, matrone aux joues tatouées, parler d'hier, puis en consultant les indicateurs socio-économiques nationaux et internationaux, l'on mesure l'importance des changements, et le caractère « relatif » de la pauvreté de Balkoui.

Un passé qui s'estompe

Il y a peu, le village était régulièrement la proie d'épidémies de rougeole et de coqueluche meurtrières, les femmes faisaient des kilomètres à pied pour aller accoucher, pour aller puiser l'eau *(« là-bas, vers les collines »)*, pour se faire vacciner ou soigner. Seul le chef savait lire et possédait un poste de radio. Ce passé tout récent qui s'estompe à Balkoui demeure ailleurs très présent : par exemple, dans le village voisin de Kossovo, *« il n'y a presque rien : pas d'école, pas de maternité, tout juste deux pompes à eau »*, dit Ma Tenga. Ailleurs, souvent, c'est pire.

Au Burkina, dans pratiquement tous les domaines, les normes internationales restent hors d'atteinte. La mortalité infantile et la mortalité maternelle sont parmi les plus élevées au monde ; la moitié de la population n'a pas accès aux services de santé ; un tiers des enfants souffrent de malnutrition ; un tiers seulement entrent à l'école primaire ; le taux d'alphabétisation des adultes n'atteint pas 20 % ; l'espérance de vie moyenne ne dépasse pas la quarantaine ; le revenu *per capita* est parmi les plus bas.

Tout cela ne rend sans doute pas moins pénible le fardeau quotidien de Catherine Bana. Mais après six accouchements cette femme, minuscule élément statistique, est encore en vie et tous ses enfants aussi. Trois vont déjà à l'école, elle-même a appris à lire, la maternité c'est la porte-à-côté et l'eau est, en quelque sorte, sur le palier. Alors, si en prime les pluies sont bonnes ; si la générosité des étrangers (20 % du budget du Burkina viennent de l'aide au *développement*) ne se dément pas ; si, enfin, le dernier régime militaire en date parvient à traduire ses promesses révolutionnaires en progrès pour tous les Balkoui et toutes les Catherine Bana du pays, il ne faut pas désespérer.

de Balkoui (Burkina Faso).

ROLAND-PIERRE PARINGAUX

DEUX RENCONTRES INTERNATIONALES

Le sommet et l'abîme

(Suite de la page 21.)

Mais les organisateurs ne voulaient pas non plus se limiter aux seuls Etats, pour souligner la place des peuples. Les Indiens d'Amazonie permettent d'aborder le thème de l'environnement, après l'assassinat de « Chico » Mendès, et d'introduire la notion de « peuple exclu ». *« Il y a aussi une pauvreté post-moderne et des bidonvilles dans les pays riches, et pas seulement des sous-développés. »* De même, la présence d'un Philippin, président de la Fédération nationale des travailleurs du sucre, amène à faire le lien avec le fonctionnement du marché des matières premières et démontre la volonté des coupeurs de canne de redevenir des vrais paysans.

A chaque fois, aussi, il a fallu se tourner vers des hommes et des femmes capables psychologiquement de supporter l'expérience et de témoigner fortement. *« Nous voulions éviter les discours,* insistent Anne-Sophie Boisgallais et Monique Crinon. *Nous n'avons pas besoin d'idéologie mais de contributions. »* C'est pourquoi elles attendent beaucoup de ceux qui parleront au nom des plus démunis, par exemple du médecin haïtien ou de la femme bengali qui a créé un centre de santé.

Mais l'opération a déjà brisé le mur de l'indifférence et fait surgir des interrogations. En treize années de rencontres, de quoi ont parlé les Sept Grands, de quoi n'ont-ils pas parlé et qu'est-ce qu'ils ont fait du pouvoir qu'ils se sont arrogé ? Vu du côté des plus pauvres, le bilan de leurs décisions est si mince que personne, pas même un économiste, ne s'est vraiment penché sur le problème. Cela sera repris dans la déclaration finale, comme sans doute cette observation d'un délégué : *« Annuler la dette, c'est parfois supprimer celle des gouvernants et ne rien changer pour le peuple. »*

ALAIN LEBAUBE.

Des riches aux pauvres

	PNB/habitant (en dollars)	Espérance de vie (années)	Indice de fécondité (enfants/femme)	Taux de scolarisation (en %)
Les Sept Grands :				
Etats-Unis	18 430	75	1,9	100
Japon	15 770	78	1,8	99
Canada	15 080	77	1,7	100
Allemagne	14 460	75	1,4	85
France	12 860	77	1,8	100
Grande-Bretagne	10 430	75	1,8	94
Italie	10 420	77	1,3	83
Brésil	2 020	65	3,4	85
Philippines	590	64	4,6	90
Haïti	360	55	4,7	50
Burkina Faso	170	47	6,5	19
Bangladesh	160	51	5,5	38
Zaïre	160	53	6,1	80
Mozambique	150	48	6,3	38

(*Source* : Banque mondiale, 1987 et INED 1988.)

(Publicité)

AVIS D'APPEL D'OFFRES

Il est porté à la connaissance du public que le secrétariat technique du comité ad hoc et le liquidateur de l'entreprise socialiste Mamisoa lancent un avis d'appel d'offres relatif à cette société en liquidation par arrêté numéro 2813/88 du 9 juin 1988.

L'offre est ouverte à toutes propositions nationales ou internationales : achat, location, location gérance ou toute autre forme de transaction à définir.

L'ensemble est divisé en deux (02) lots :

LOT NUMÉRO 1 :

Le volet industriel de Mamisoa, sis à Antsirabe, consistait en une usine d'extraction d'huile alimentaire à partir de graines de soja et éventuellement d'autres graines oléagineuses (coton, arachide, etc.) d'une capacité nominale de 90 000 tonnes de graines de soja par an et d'une raffinerie d'une capacité de 18 000 tonnes d'huile raffinée par an, ainsi que les installations annexes (stockages, services).

LOT NUMÉRO 2 :

Volet agricole consistant en 3 000 ha de terres aménagées en courbes de niveau avec matériel.

Ateliers, magasins et habitations sis à Ankazomiriotra et Mandoto dans le Fivondronana de Betafo.

Le cahier des charges peut être retiré à partir du 15 mai 1989, soit au bureau de la société Mamisoa, 11, rue Rainizanabololona, Antananarivo 101, Madagascar, ou être adressé directement aux soumissionnaires qui en feront la demande, soit auprès de l'ambassade de la RDM à Port-Louis soit auprès des consulats moyennant la somme de cinq cent mille francs (500 000 FMG).

LA DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES EST FIXÉE AU 1er AOUT 1989 A 12 H

LA BOURSE EN DIRECT

LE MONDE DE LA BOURSE

Suivez en direct l'évolution des cours de la Bourse

BOURSE

36.15 LEMONDE

(Publicité)

BANQUES ARABES EN FRANCE : LA CRISE

Quelles sont les causes de la *série noire* enregistrée à Paris par les banques moyen-orientales : Saudi Bank, Banque de participation et de placement, United Banking Corporation ? Quels remèdes ? Quel avenir ? Le point de vue de l'ex-ministre libanais des Finances Farid Raphaël et du directeur de la BAII (Banque arabe et internationale d'investissement)...

Dans le numéro de Juillet-Août d'*Arabies*

en kiosques et en librairies

78, rue Jouffroy – 75017 Paris

Tél. : 46.22.34.14

L'ENLISEMENT DE L'AIDE FRANÇAISE AU DÉVELOPPEMENT

31 milliards sans stratégie

Une douzaine d'administrations, des objectifs contradictoires, le poids de l'Etat... Comment rendre à l'effort cohérence et efficacité ?

SUR la toile de fond d'une *« décennie perdue »* (celle des années 80) qui a vu s'accumuler pour les pays en voie de développement des difficultés sans précédent : chute des matières premières, endettement, politiques d'ajustement, on dresse ici et là de sombres bilans de la politique française d'aide au développement. Bien-fondé des stratégies – quel type de développement et pour quel pays ? – adéquation des structures, efficacité des hommes et des *instruments*, on cherche partout à tirer les leçons du passé.

En matière d'aide publique au développement, les Français n'ont pas à rougir au niveau de leurs contributions. Tout compte fait, avec près de 31 milliards de francs pour 1988, l'aide française représentait 0,50 % du PNB (DOM-TOM non compris). Moins bien, certes, que le quatuor de tête – Norvège 1,12 %, Pays-Bas 0,98 %, Danemark 0,89 % et Suède 0,87 %, – mais nettement mieux que les grandes puissances industrielles – RFA 0,39 %, Japon et Grande-Bretagne 0,32 %, Etats-Unis 0,20 %. Le comité d'aide au développement de l'OCDE notait récemment *« avec satisfaction »* l'accroissement continu de l'aide française, de l'ordre de 6 % en termes réels au cours de la dernière décennie.

Mais ce qui est en cause, c'est l'efficacité de l'aide, son choix et sa finalité. Il suffit de considérer sa zone d'application « privilégiée » (Afrique saharienne et Maghreb) pour être amené à s'interroger.

Malgré vingt-cinq ans d'efforts techniques et financiers soutenus, des pans entiers de cet espace sont sinistrés. Pourquoi l'aide n'a-t-elle pas favorisé – comme prévu – le développement ? Pourquoi ces terribles revers qui perpétuent les drames de la misère, le *« génocide silencieux de la faim »* dénoncé par François Mitterrand ? Sans doute l'aide de la France a-t-elle permis, si l'on peut dire, d'éviter le pire. Mais pourquoi des mesures adaptées à la dégradation, des situations se sont-elles fait tant attendre ? Enfin, comment combattre le pessimisme et la tentation du repli que provoquent dans l'opinion le gaspillage, les « affaires » et autres effets pervers de l'aide au développement ?

Ces questions ont animé le débat consacré par l'Assemblée nationale à la coopération en avril dernier. Avec un rare œcuménisme, et souvent les mêmes arguments, les députés de tous bords, socialistes en tête, ont « secoué le cocotier ».

L'aide publique, selon le rapporteur du budget de la coopération, le socialiste Alain Vivien, *« ne brille pas par sa cohérence »*. Avec 20 % de l'ensemble, le ministère de la coopération et du développement n'est guère plus que celui de l'Afrique francophone subsaharienne ; le Quai d'Orsay (10 %) est réduit à la portion congrue ; le ministère de l'économie et des finances (*53 %*) se taille la part du lion ; le reste est dispensé par une dizaine de ministères techniques. Autant de « féodalités » qui ont chacune leur politique et leurs liens privilégiés avec leurs homologues d'en face.

« Une image brouillonne et négative »

Résultat : une image de la France *« brouillonne et souvent négative »*, comparée aux dispositifs *« cohérents et efficaces »* de l'Italie, de la RFA, du Japon et du Canada... Cela impose une *« mise en cohérence immédiate »*, sous l'autorité du premier ministre.

Sont venus s'y ajouter d'autres facteurs de « dérive » de l'aide publique :

– L'enlisement des crédits dans une Afrique subsaharienne progressivement marginalisée par des crises durables. A l'augmentation de l'aide publique correspond une baisse sans précédent des transferts privés. Crédits à l'exportation et investissements (moins de 50 %) ont fortement diminué ces dernières années ; des entreprises plient bagage et, entre 1985 et 1987, les importations et exportations françaises pour la région ont chuté respectivement de 41 et 25 milliards de francs.

– L'absence de stratégies et d'objectifs clairs ; une approche trop indifférenciée des diverses catégories de pays en voie de développement ; et, souvent, un décalage entre le *« modèle français »* et les besoins essentiels des populations. *« La coopération a formé des diplômés compétents. Mais leur formation est-elle adaptée aux réalités ? Trop souvent, il n'y a pas eu de vrai rapport entre la logique de la formation et celle du développement réel »*, estime Bernard Husson, de l'Institut d'études sociales de Lyon.

Cette situation (que l'actuel ministre de la coopération s'efforce de corriger par une formation mieux adaptée) doit beaucoup au poids de la coopération d'Etat à Etat. Inscrite dans la double logique des intérêts de la France et du renforcement de l'Etat-client, elle a privilégié le secteur public et les infrastructures lourdes sur l'approche décentralisée. Les institutions ont pris le pas sur les hommes, les villes sur les campagnes.

Une logique qui explique le financement de plans nationaux aussi ambitieux qu'irréalistes et l'octroi de crédits à des fins non productives. Ironie : l'aide française a renforcé cet Etat centralisé à forte structure administrative que les politiques d'ajustement structurel du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale s'emploient aujourd'hui à *« dégraisser »* au profit du secteur privé. Avec l'appui de... la France.

La prépondérance dans les affaires africaines de l'Elysée, d'une part, et du Trésor, d'autre part, pèsent également lourd. La présidence a tendance à court-circuiter les autres instances de la coopération, sans pour autant en être le grand architecte. On peut également se demander si les relations privilégiées entre l'Elysée et les dirigeants des pays assistés sont mises à profit pour attirer l'attention de ces dernières sur les aspects les plus préoccupants de leurs politiques de développement.

Le Trésor, qui permet à certains d'amortir le choc de l'ajustement et de boucler les fins de mois, joue un rôle capital. C'est sous son influence que les crédits de l'aide publique ont évolué vers des soutiens budgétaires permanents, mais du coup, les protocoles d'aide privilégient parfois des projets où les intérêts commerciaux français comptent plus que les impératifs du développement local.

« Un train sans conducteur »

Au bout du compte, l'aide publique, selon la métaphore d'un spécialiste, ressemble de plus en plus à *« un train sans conducteur »*.

« Il ne s'agit pas ici de faire le procès des 32 milliards de l'aide publique, remarque François-Xavier Verschave, secrétaire général du mouvement Survie 89. *Leur emploi a toutes sortes de justifications du point de vue de la politique extérieure de la France : considérations géopolitiques, présence culturelle, technologique, commerciale, coups de pouce à l'industrie... Mais pour plus de 95 %, l'APD* [aide publique au développement] *ne contribue en rien à la formation de richesses et donc à améliorer le sort des populations des pays les plus pauvres : les deux tiers vont aux pays dits intermédiaires ; le reste ne quitte guère les capitales des pays pauvres et alimente largement à la fois les importations de biens de consommation et les exportations de capitaux. »*

Sur ce point, beaucoup sont d'accord. *« L'échec d'Etats mal adaptés à leur mission oblige à une nouvelle rigueur et à un recentrage sur l'essentiel »*, estime le ministre de la coopération, Jacques Pelletier. *Le Parlement français a le devoir d'exiger que les crédits qu'il consent soient dispensés au bénéfice du dévelop-pement et non à pallier les conséquences de politiques aventurées »*, renchérit Alain Vivien. Pour ce dernier, *« la mobilisation de l'opinion sera d'autant plus dynamique que disparaîtront de l'actualité ces réalisations somptuaires ou ces transferts de fortunes privées qui détonnent dangereusement avec le sous-développement et l'endettement de certains Etats »*.

D'autres « cathédrales du désert »

Comment ne pas penser ici – entre autres « affaires » – aux milliards qu'engloutit le président de la Côte-d'Ivoire, Félix Houphouët-Boigny, dans l'édification d'un mausolée, copie conforme de la basilique Saint-Pierre de Rome ? Et cela alors que les revenus du cacao ont dramatiquement chuté. Comment ne pas penser à d'autres *« cathédrales du désert »* ? On ne compte plus les hôpitaux, infrastructures et usines clés en main qui ne servent plus à rien ou qui tournent à perte et au ralenti faute de crédits, de personnel qualifié, de marché, de compétitivité.

Comment retrouver une logique du développement cohérente, efficace et transparente ? Entre ceux qui préconisent toujours plus d'aide et ceux qui en veulent moins, entre les défenseurs du *« tout Etat »* et les avocats du *« tout privé »*, les partisans de l'ajustement structurel et les adeptes d'un recentrage sur des *« modèles africains »*, les idées ne manquent pas (1).

Les plus fréquemment avancées préconisent un rééquilibrage entre l'Afrique et les autres continents (le groupe chargé par le premier ministre de réfléchir aux orientations de la coopération dans les années 90 prône *« un nouvel équilibre entre le maintien des responsabilités particulières en Afrique et le renforcement de la présence française sur les autres continents »* ; une réforme assurant la synergie des institutions et des instruments d'intervention : la création d'une agence ou d'un conseil chargé d'articuler et de piloter l'ensemble ; enfin, et surtout, la promotion d'une coopération décentralisée.

Malgré leur potentiel considérable, les organisations non gouvernementales (ONG) jouent encore un rôle comparativement faible dans les stratégies françaises. Les concours publics aux ONG représentent en France moins de 1 % de l'aide publique, contre une moyenne de 5,3 % dans les pays membres de l'OCDE (11 % aux Etats-Unis, 10 % au Canada, 7 % en RFA). Pour favoriser le développement des pays sous-développés, la France devrait aussi s'ouvrir plus largement à leurs exportations (la renégociation de la convention de Lomé devrait en fournir l'occasion) et également réactualiser sa politique dans le domaine des matières premières.

L'inanité d'un « grand chambardement »

La coopération devra, plus que jamais, s'inscrire dans la politique internationale, notamment européenne. De nombreuses questions (dette, matières premières) ne sauraient être résolues par la France seule. D'ailleurs, dans sa zone privilégiée – la zone franc, – sa politique d'aide est aujourd'hui au diapason du Fonds monétaire et de la Banque mondiale.

Est-il réaliste de vouloir partir en guerre à la fois contre le *« château » élyséen et les grands bastions* de l'administration ? Ou d'espérer que les gouvernements et les administrations, qui, aux deux extrémités de l'aide, ont des arguments à faire valoir et des intérêts à défendre, se prêtent au jeu de bonne grâce ? Le fameux rapport Jeanneney préconisait – dans une partie du texte qui ne fut pas rendue publique ! – la suppression du ministère de la coopération, jugé néocolonial, et son remplacement par un commissariat jouant un rôle de pivot entre les ministères techniques. C'était en 1963...

Conscients du caractère illusoire d'un *« grand chambardement »* et des dangers d'une attaque frontale contre l'administration, beaucoup font campagne pour une relance de ce qui est, à leurs yeux, l'essentiel et le plus urgent : le *« primo-développement »*. Autrement dit, le développement de base, condition *sine qua non* de la survie et, au-delà, du progrès économique et de la stabilité politique.

Promoteur d'un projet de loi « pour la survie et le développement », le mouvement Survie 89 anime cette campagne aux accents de croisade (*le Monde* du 18 avril), en proposant la relance d'une composante essentielle de l'aide publique sans toucher ni aux structures ni au budget de l'ensemble.

Survie 89 propose de donner la priorité aux pays les plus pauvres, de favoriser le développement local et de promouvoir une coopération décentralisée valorisant l'activité des ONG et la *« société civile »*. Il suggère un développement local fondé sur le partenariat, préconise la mobilisation et le cofinancement des acteurs non gouvernementaux par des procédures contractuelles et la création d'une autorité centrale (un haut responsable) chargée de coordonner l'action des acteurs décentralisés et celle du secteur public dans chaque région choisie. Le coût global est estimé à 5 milliards de francs, soit un millième du produit intérieur brut de la France.

Cette proposition a été défendue en avril par plusieurs parlementaires. Mais son sort dépend d'une volonté politique, à un haut niveau, de redonner l'importance qu'il mérite au dossier du développement. Et si l'Elysée n'a pas l'intention, les finances pas la vocation et la coopération pas l'envergure nécessaire, pourquoi pas l'hôtel Matignon ? Cela correspond à son rôle dans l'appareil de l'Etat et à l'intérêt manifesté depuis longtemps par Michel Rocard pour ces questions. La réponse, en tout cas, lui appartient.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX.

(1) Dans un ouvrage récent et provocateur, *l'Aide contre le développement* (éditions Economica/Liberté sans frontières, 165 p., 98 F), consacré notamment aux pays du Sahel, Jean-Jacques Gabas estime qu'il faut repenser les instruments et le cadre socio-économique dans lequel l'aide s'applique. Et surtout la rendre moins tributaire des dépenses de consommation par opposition aux investissements productifs. Voir aussi *la France face au Sud, le miroir brisé*, de Jacques Adda et Marie-Claude Smouts, éditions Karthala.

Quatre grands chapitres

CONÇUE pour aider les pays nouvellement indépendants à se donner les moyens de leur développement, la coopération française est avant tout bilatérale et concentrée sur l'ensemble Afrique subsaharienne-Maghreb. Elle fait appel à de nombreux instruments et se divise en quatre grands chapitres.

1. L'assistance technique et culturelle (5,2 milliards de francs).

Forte de quelque 8 000 coopérants, c'est un instrument important mais qui a vieilli. Pour beaucoup, elle est aujourd'hui trop coûteuse, moins bien adaptée et parfois mal supportée par les administrations locales. Elle tend à perpétuer de véritables rentes de situation pour les coopérants qui font carrière. En 1986, l'OCDE avait *« demandé instamment »* à Paris de faciliter la relève des enseignants français par des *ressortissants des pays* concernés. Des efforts sont faits dans ce sens.

L'enseignement du français et les échanges culturels disposent de moyens dérisoires (1 milliard de francs) au regard des enjeux : dans trente ans, la francophonie ne représentera pas plus de 2 % de la population mondiale. Quant aux bourses universitaires, avec 500 millions de francs par an, elles ne sauraient infléchir cette tendance. En outre, l'accueil dans les universités françaises laissant souvent à désirer, les meilleurs étudiants étrangers vont ailleurs : aux Etats-Unis, en RFA, au Canada.

2. L'aide aux investissements (de 6 à 10 milliards de francs).

Destinée aux projets des pays dits *« du champ d'intervention »* (essentiellement l'Afrique francophone), elle est constituée par des dons du Fonds d'aide à la coopération (FAC) et par des prêts de la Caisse centrale de coopération économique (CCCE). Le Trésor prête aux autres pays, souvent pour l'achat en France de biens d'équipement et de technologies. Enfin, avec 20 millions, l'appui de l'Etat aux organisations non gouvernementales (ONG) n'est guère qu'une goutte d'eau dans l'océan du sous-développement.

3. Les aides financières (6 à 10 milliards de francs).

Indispensables pour soutenir les efforts des pays les plus endettés en matière d'assainissement économique et financier. Des subventions budgétaires (quelque 500 millions de francs) aident les Etats les plus pauvres à boucler leurs budgets. Plus substantiels, les prêts d'ajustement structurel (plus de 2 milliards de francs) contribuent à réduire l'impact de l'ajustement dans des domaines économiques et sociaux vitaux. Les conditions de ces prêts ont été améliorées pour les pays à faible revenu.

A cela viennent s'ajouter 1 à 2 milliards de francs d'aide aux balances des paiements. Un effort est fait à Paris pour freiner la dégradation des conditions financières de l'aide intervenue ces dernières années : érosion de l'élément don et augmentation des prêts d'ajustement structurels.

4. L'aide multinationale.

Elle a représenté en 1988 quelque 7 milliards de francs, soit 28 % du total de l'aide française. Ce pourcentage, proche de la moyenne des pays de l'OCDE, traduit le rééquilibrage opéré ces dernières années en faveur d'un secteur longtemps négligé. La tendance est remarquable en matière de contributions au Fonds monétaire international (FMI) et à la Banque industrielle de reconstruction et de développement (BIRD). Le niveau de la participation au Fonds européen de développement (FED), essentielle pour la mise en œuvre de grands projets infrastructurels, se maintient. Par contre, les contributions aux organisations des Nations unies restent modestes.

R.-P. P.

Eurostaf Dafsa
Europe Stratégie Analyse Financière

vient de faire paraître les études suivantes :

- Les biotechnologies de la santé dans le monde
- Les biotechnologies agro-industrielles dans le monde.
Chacune de ces deux études répond aux préoccupations suivantes :
– l'appréciation des forces en présence : sociétés spécialisées face à des groupes diversifiés ;
– les facteurs clés de succès des sociétés spécialisées : alliances, politique financière, capital risque, aides publiques, technologies, etc. ;
– *le profil de l'industrie en termes stratégiques et financiers ;*
– l'analyse de plus de 20 sociétés spécialisées et d'un échantillon de plus de 100 groupes diversifiés.
- Le travail temporaire en Europe.
- Les résidences pour personnes âgées.

Études à paraître prochainement :

- Le fret express et ses perspectives en Europe.
- Les SSII européennes face à la concurrence internationale.

Pour recevoir les présentations détaillées de ces études, contacter : EUROSTAF (Europe Stratégie Analyse Financière), 16, rue de la Banque, 75002 Paris. - Tél. : 42-61-51-24. Télex : 670 383.

Nos correspondants à l'étranger :
– *ESPAGNE : BBR ACTION à Madrid. - Tél. : 275-45-39. Télécopie : 4312748.*
– *ITALIE : DATABANK à Milan. - Tél. : 80-52-855. Télécopie : 865579.*
– *PORTUGAL : G.V.P. à Lisbonne. - Tél. : 57-55-75. Télécopie : 1571738.*
– *BELGIQUE : DAFSA à Bruxelles. - Tél. : 647-09-75. Télécopie : 6403957.*

orientations SERVICE

Des écoles vous informent sur les filières et débouchés suivants :

POUR EN SAVOIR PLUS et recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants, cochez la ou les filières qui vous intéressent et adressez ce bon à :
Orientations Service, 28, rue de la Trémoille, 75008 PARIS
(réponse par courrier uniquement).
M. - Mme - Mlle ______
Adresse ______
Code postal ______ Ville ______
Niveau d'études actuel ______ Age ______

☐ Classes Préparatoires
☐ Grandes Ecoles. Commerce. Gestion
☐ Écoles à Vocation Internationale
☐ Vente. Commerce, Gestion, Distribution
☐ Grandes Ecoles Scientifiques
☐ 3e Cycle de Gestion
☐ Administration Militaire : Commissariats
☐ Architecture
☐ Architecture d'Intérieur
☐ Arts Graphiques
☐ Assurances
☐ BTS Automobile
☐ Cinéma
☐ Communication et Culture
☐ Communication dans l'Entreprise
☐ Communication. Publicité
☐ Communication Audiovisuelle
☐ Comptabilité
☐ Concours Ecole Normale
☐ Cours par Correspondance BTS
☐ Cours par Correspondance Sciences Po
☐ Danse
☐ Design. Design Industriel
☐ Electronique
☐ Expertise Comptable
☐ Expression Visuelle
☐ Formations Artistiques Appliquées
☐ Formation Continue
☐ Gestion Financière
☐ Gestion du Personnel
☐ Immobilier
☐ Informatique
☐ Ingenieur Chimiste
☐ Journalisme
☐ Logistique Production
☐ Maintenance d'Ordinateurs
☐ Management Hôtelier
☐ Marche de l'Art
☐ Optique
☐ Para-Médical
☐ Prothésiste Dentaire
☐ Recherche Scientifique
☐ Réussir le Baccalauréat
☐ Secrétariat-Bureautique
☐ Sciences Sociales et Politiques
☐ Stylisme de Mode
☐ Tourisme
☐ Transport

M 89-15

La chronique de Paul Fabra

« Nous sommes un pays sous-développé »

A L'OCCASION de sa récente visite à Paris, le ministre soviétique de l'industrie lourde, invité à un déjeuner où assistaient les patrons de toutes les entreprises chimiques françaises importantes, a déclaré en commençant son discours de remerciements : *« D'abord et surtout, n'oubliez pas, Messieurs, que nous sommes un pays sous-développé... »* Exemple parmi tant d'autres de l'extrême liberté de propos qui caractérise les dirigeants de l'URSS sous le signe de la perestroïka et de la glasnost, ces propos surprendront sans doute plus d'un lecteur. Il semble pourtant qu'ils donnent de la réalité une idée infiniment plus juste que l'image dont jouit encore l'Union soviétique de par le monde.

Dans un livre qui vient d'être publié en Grande-Bretagne, l'économiste suédois Anders Aslund (1), qui a fait un long séjour à Moscou de 1984 à 1987, au cours duquel il a interviewé plus de cent personnages officiels et économistes, fournit à ce sujet des indications récentes particulièrement impressionnantes. La plupart d'entre elles sont tirées de documents ou de déclarations émanant d'experts soviétiques. Il en ressort que ce dernier pays, par plus d'un côté, s'apparente aux pays du tiers-monde. Mais, avant d'aller plus loin, disons tout de suite que notre auteur, sans cacher donc les ombres du tableau ni les réformes avortées du passé, estime les chances de réussite plus grandes aujourd'hui qu'elles ne l'ont jamais été.

Première marque de sous-développement qui explique la plupart des autres : l'inefficacité de l'appareil productif. Une entreprise soviétique aurait en moyenne besoin de trois fois plus d'entrants *(input)*, c'est-à-dire de main-d'œuvre, de matières premières, d'équipements, etc., pour fabriquer un produit donné que ses homologues occidentaux.

Ce chiffre résulte d'une estimation de la Commission économique des Nations unies pour l'Europe, laquelle, on le sait, est un organisme au sein duquel les pays de l'Est et leur mode de pensée sont largement représentés. Conséquence : la qualité des produits *made in USSR* est *« incroyablement pauvre »*. Selon le professeur Nikolaï Chemelev, qui accompagnait M. Gorbatchev lors de son récent voyage à Paris, de 17 % à 18 % seulement des articles fabriqués dans son pays pourraient satisfaire aux normes occidentales. Encore, ajoute-t-il, qu'il s'agisse là d'une évaluation optimiste, les pessimistes pensant que la proportion ne dépasse pas 7 % à 8 %. Pis : cette qualité est en baisse, comme le signalent plusieurs auteurs soviétiques.

Un des plus grands économistes soviétiques réformateurs, Abel Aganbegyan, qui accompagnait aussi M. Gorbatchev, décrit ainsi le phénomène : *« D'une année à l'autre, nous n'avons cessé de perdre du terrain. Rappelez-vous les années 50. Certes, nos produits, à l'époque, n'étaient ni beaux ni à la mode, mais les Soviétiques pouvaient assez souvent se consoler, car au moins ils pouvaient acheter des articles solides, capables de durer longtemps... Et aujourd'hui, cela aussi n'existe plus : chaque année, au moins deux mille appareils de télévision en couleurs prennent feu à Moscou seulement. Avec la télévision, c'est souvent la maison qui brûle... »*

Encore aujourd'hui, dans les plus grandes cités de la Russie soviétique, à l'exception de Moscou et de Leningrad, le rationnement de la viande, des saucisses et du beurre est en vigueur, et de plus en plus celui du sucre également. Dans la plupart des petites villes de campagne, les coopératives vendent la viande de deux à quatre fois plus cher que le prix officiel fixé par l'Etat. Jusqu'en 1986, l'Estonie était probablement le seul Etat de l'Union où l'on vendait de la viande de qualité décente ; il semble que même cela ne soit plus le *cas aujourd'hui.*

Autre trait commun à tous les pays économiquement en retard : l'incroyable disparité des niveaux de vie entre les privilégiés et les autres. C'est seulement depuis 1985 que l'on ose parler ouvertement en Union soviétique des magasins spéciaux réservés à la Nomenklatura, laquelle est subventionnée par de multiples canaux.

Une troisième caractéristique des pays du tiers-monde est la pauvreté des services publics. Pourtant, l'Union soviétique s'est toujours vantée de la priorité qu'elle donne à la satisfaction des besoins collectifs. Il apparaît que la réalité soit très loin de cette description flatteuse. Dans un pays où la production est à la traîne et la productivité très faible, les ressources publiques sont très insuffisantes. L'URSS ne consacrerait que 3 % de son produit national à la santé. Elle se classe au cinquantième rang dans le monde pour la mortalité infantile, qui atteint vingt-six pour mille nouveau-nés. L'espérance de vie est de soixante-trois ans, pas plus qu'au Mexique et au Brésil.

ON pourrait soutenir qu'à maints égards la situation économique est plus grave en URSS que dans beaucoup de pays en voie de développement. Le pays souffre de pénurie dans beaucoup de domaines. Pour un économiste, la cause n'est pas difficile à trouver : l'insuffisance de l'offre est la conséquence directe du mauvais fonctionnement ou de l'absence du mécanisme des prix. Même dans un pays pauvre, si les prix peuvent jouer librement, la production a des chances d'être portée au niveau maximum correspondant aux ressources disponibles, puisque les producteurs sont assurés, au moins sur le long terme, dans un marché libre, de recevoir un prix rémunérateur.

L'absence du mécanisme des prix peut elle-même être rattachée au principe qui continue à dominer la vie soviétique, à savoir le primat du politique sur l'économique. D'où il résulte que c'est l'Etat qui fixe les prix. Mais c'est aussi l'Etat qui établit souverainement les statistiques. Elles sont, elles aussi, particulièrement pitoyables. Aleksei Sergeev, du célèbre Institut d'économie de l'Académie des sciences, estime que les statistiques concernant la production des matériaux bruts sont gonflées dans une production allant de 5 % à 25 %. Voilà encore une conséquence de la direction politique de l'économie : chaque entreprise a intérêt à laisser croire qu'elle a dépassé les objectifs qui lui ont été assignés.

Depuis 1985, un certain nombre de données, qui avaient cessé d'être publiées — celles concernant notamment la mortalité infantile dont il vient d'être question, mais aussi la consommation d'alcool, le nombre des voitures privées, — ont recommencé à l'être. Mais, selon Leonid Ivanov, il se pourrait que la falsification des données de la crise se soit plutôt aggravée depuis cette année 1985, au cours de laquelle (en mars) Mikhaïl Gorbatchev est devenu secrétaire général du Parti communiste.

Aux yeux de notre auteur suédois, Mikhaïl Gorbatchev est pourtant, en matière économique aussi bien qu'en matière politique, un réformateur et même un réformateur radical. Pour que nul n'en ignore, Anders Aslund nous donne, d'entrée de jeu, sa définition de la réforme : dans les économies socialistes telles qu'elles existent aujourd'hui, *« ne peuvent être considérées comme un changement que les mesures propres à diminuer le rôle de la bureaucratie et à augmenter celui du marché »*.

Par comparaison, la stratégie mise en œuvre par le président du conseil des ministres, Nikolaï Ryjkov, est à la fois partielle et incohérente. A la dix-neuvième conférence du parti, l'académicien Leonid Abalkin, autre économiste très écouté, a tout simplement décrit la situation en ces termes : *« Une percée décisive n'a pas eu lieu dans l'économie, et celle-ci est toujours aux prises avec la stagnation. »* Toute croissance aurait du reste pratiquement cessé en Union soviétique depuis 1978.

POURTANT, nous dit Anders Aslund, des groupes influents dans l'Union soviétique ont tiré des échecs passés plusieurs leçons. La principale est sans doute que toute réforme, pour être effective, *doit être globale*. Celle de 1965, qui sert souvent de point de référence, a finalement été abandonnée parce qu'elle ne touchait que l'organisation des entreprises. Comment les entreprises peuvent-elles devenir plus indépendantes si elles n'ont pas la possibilité de se rencontrer sur un marché ?

Mais les obstacles qui restent à surmonter sont énormes. Ils sont notamment illustrés par la timidité des réformes concernant le développement du secteur privé, qui, probablement dès aujourd'hui, satisfait, mais de façon quasi clandestine, environ plus du tiers de la demande de services (réparations, certains transports, entretien de bâtiments).

Comme pour mieux faire passer les réformes, le régime a commencé par accentuer la répression contre les revenus qualifiés de « non gagnés ». Cela a eu pour effet de décourager maintes initiatives. Dans un article paru dans la *Literatournaya Gazeta*, sous le titre « La tomate criminelle », Igor Gamayounov a raconté comment, près de Volgograd, toutes les serres ont dû être fermées par suite d'une opération punitive à la légalité douteuse. Quant à la loi sur le travail individuel, elle reste extrêmement timide. L'entreprise privée continue à n'être autorisée qu'à titre d'occupation familiale à temps partiel. La propriété privée de moyens de production, fussent-ils de dimensions très modestes, continue à être stigmatisée par la Constitution et probablement par une bonne partie de l'opinion publique.

(1) *Gorbatchev's Struggle for Economic Reform*, par Anders Aslund, Pinter Publishers, 25 Floral Street, Londres. WC2E 9DS.

Notes de lecture

par Alfred Sauvy

PHILIPPE NOREL

Crises et tiers-monde

Economiste averti, l'auteur s'attache ici à l'endettement international actuel et, plus encore, à l'évolution du capitalisme. *« Une approche historique »*, est-il ajouté, dans un franglais peut-être acceptable, encore que les termes « recherche » ou « vues » eussent mieux convenu.

Sur les temps contemporains, les expressions de Samir Amin et autres, telles que *« pillage »*, peuvent satisfaire, chez certains, l'esprit ou le cœur, mais appellent une analyse plus profonde, voire un plan précis de mesures et de décisions. En aucune époque, même lors du plan Marshall, les relations économiques n'ont été des modèles de vertu et d'altruisme ; ce sont surtout les conséquences qui importent, pour les prévisions.

Nous quittons d'ailleurs assez vite notre temps pour un parcours dans les siècles précédents. Laissant de côté Jeanne d'Arc et même le dix-neuvième, nous tombons sur la crise des années 30, pendant laquelle le pénétrant (intervention de Keynes) alterne avec le légendaire ou quasi tel. La période de Franklin Roosevelt serait entièrement à reprendre. Mieux cernée, mieux décrite, encore que traitée de façon sommaire, la reprise en Allemagne, attribuée à Schacht. C'est curieusement la question la moins connue en France et le meilleur passage de ce riche ouvrage.

Il eût été d'un optimisme excessif d'attendre ici les conséquences de la semaine de quarante heures en France sur la production militaire et civile. C'est là un secteur sacré et qui le restera longtemps.

Et nous revenons à notre époque, ingénument appelée *« crise »*. Tout en saisissant mal ce qu'est *« la conversion de créances en investissements »*, nous sommes quelque peu réconfortés par l'énoncé : *« Il n'y a finalement rien de mécanique ni de véritablement nécessaire dans la succession des crises et des phases d'expansion. »* Ainsi rassurés, nous pouvons ouvrir notre télévision.

Lecture recommandée.

★ Syros, Paris 1989, 18 cm, 183 pages, 59 F.

CLAUDE NIGOUL et MAURICE TORELLI

Les Mystifications du nouvel ordre international

Le temps écoulé depuis l'annonce de ce changement permet un premier jugement.

L'introduction est précédée par un violent réquisitoire de Jorge Castanedas, ministre des affaires étrangères du Mexique, contre les *« sociétés riches »*. Souveraineté ou coopération ? La notion de solidarité communément acceptée laisse un large champ à la décision, d'où l'*« illusion mystificatrice du nouvel ordre international »*. Nous passons alors en revue une série de déclarations, notamment celle, si commode et si insuffisante, de Kurt Waldheim, selon laquelle le développement n'est pas une fin en soi.

Que les cent cinquante-cinq nations éprouvent des difficultés à s'entendre est bien normal, mais le groupe des soixante-dix-sept n'est guère plus uni. Les dispositions favorables et suggestions de la CNUCED ont été traitées, en 1981, de *« néocolonialisme multilatéral »* et, depuis cette date, aucun progrès fondamental n'a été constaté. Est rappelée d'ailleurs la déclaration de Mahdi Elmandjra : *« Ce fameux nouvel ordre économique international est mort-né, bien que toutes les délégations du tiers-monde continuent à lui courir après à l'Assemblée générale des Nations unies. »*

S'appuyant sur diverses déclarations, l'auteur n'hésite pas à affirmer que *« la démocratie du nouvel ordre hésite à se définir entre Machiavel et Teilhard de Chardin »*. Mais connaît-il bien Machiavel ? Quant au Stabex, dûment cité, il ne touche que certains pays.

En conclusion, seule attitude positive pour le tiers-monde : s'unir et chercher des alliés dans la place.

★ PUF, 1984, 21,5 cm, 153 pages, 65 F.

CARLOS OMINAMI (sous la direction de)

Amérique latine, les ripostes à la crise

La détresse de l'Afrique noire ne doit pas faire oublier la condition, très difficile, de la plupart des pays d'Amérique latine, plus ancienne ou du moins plus anciennement observée, et de nature assez différente. Carlos Ominami, détaché à la CEPAL (Commission économique pour l'Amérique latine), a rassemblé ici les études de divers chercheurs spécialisés. Dans l'introduction, il insiste sur les deux dangers à éviter : la facilité du « catastrophisme » et les illusions d'une cohérence plus apparente que réelle. Il donne finalement une conclusion pessimiste sur la durée des épreuves constatées et souvent mesurées.

Neuf auteurs, tous économistes spécialisés, nous décrivent la situation propre de quelque pays (Colombie, Venezuela, Argentine, Chili, Brésil) et les conditions générales d'évolution. Le concept de démocratie peut varier selon les pays, mais il reste partout un objectif, Costa-Rica n'étant pas cité.

Particulièrement digne d'intérêt, l'article de Jaime Estevez, sur les conditions imposées par le Fonds monétaire international. C'est l'aventure qui se renouvelle depuis des milliers d'années et a été décrite aussi bien par Shakespeare que par Molière et tant d'autres.

Le drame, au sens le plus général du mot, est partout. Ce sont des accords dûment paraphés, suivis aussitôt d'une chute de prix de la matière première vitale ; ce sont des tentatives libérales malheureuses, dont certains diront dans la suite : *« Il fallait attendre et souffrir encore un peu. »* Quant au *« droit au développement »* invoqué par le président du Brésil José Sarney, il ouvre une voie plus que délicate, tout en procurant un soulagement momentané.

Lecture redoutable, attachante.

★ CETRAL, L'Harmattan, Paris 1988, 21,5 cm, 95 F.

PIERRE PEIGNON

La Voie africaine
Destin de la France et de la paix

Curieux ouvrage, édité par l'auteur, et qui tient du voyage... peu organisé, du Paris-Dakar un peu amplifié, du plan économique, d'un recueil de conseils à la nouvelle Europe et même un peu de Cousteau (sans l'Académie française). De l'histoire, bien sûr, des mirages, réels ou volontaires, au cours de ses deux voyages, un souci très modéré de la continuité. Dans l'impossibilité de suivre, dans ses détours et retours, notre infatigable migrant, bornons-nous à quelques observations.

Il est bien oublié, le Transsaharien, rappelé ici, dont le gouvernement de Vichy poursuivait symboliquement la construction en envoyant chaque année, quelques mètres de rail. Passons. Tomber sur le Niger suggère *« un cri d'admiration comparable à celui des Dix Mille, en trouvant la mer »*, suivi du regret que, dans *« notre temps »*, nous ayons trop souvent changé nos administrateurs... Et nous voici soudain devant un reportage d'André Fontaine, dans *le Monde*, avant l'accès bien sûr, à son poste actuel. Et comme nous allons vite, nous traversons le Tanezrouft, sans Antinéa, il est vrai, bien oubliée.

Nous sommes encore à l'époque de la Haute-Volta et même de Raymond Aron, mais le temps se franchit plus vite encore que l'espace : quittant Bobo-Dioulasso, deuxième ville du pays, nous tombons sur... la mort de Pétain, qui permet d'évoquer Socrate et la ciguë.

Et il y a tant à dire sur l'Afrique qu'un encart a été ajouté, annonçant la voie à suivre et le *« destin de la France et de la paix »*.

Une bonne détente.

★ Imprimé par Laboureur, à Châteauroux. 1988, 18 cm. 226 pages, 65 F.

PIERRE PRADERVAND

Une Afrique en marche
La révolution silencieuse des paysans africains
(Préface de Joseph Ouedraogo, ancien ministre)

Economiste suisse, africaniste, sociologue, directeur de *Famille et développement* (Dakar), l'auteur a souvent été consulté pour des questions de développement, tant par les Nations unies que par le gouvernement de son pays.

Vaste est le champ parcouru : Sénégal, Mali, Burkina-Faso, Kenya et même Zimbabwe. De la riche introduction retenons seulement deux répliques significatives. Interrogé sur les motifs d'espoir dans son pays (Burkina-Faso), Paul T. Ilboudo répondit : *« Il y en a tellement que je ne sais par lequel commencer »*, et Alpha Fall, paysan responsable : *« Nous ne sommes pas des victimes sans solution, tous les problèmes ont des solutions. »*

La première partie, intitulée malheureusement, en sabir franglais, « Des défis uniques », alors qu'il s'agit de problèmes multiples, reproche aux Français d'avoir désertifié le pays. Elle est rare, l'eau, mais la terre le devient aussi, — et plus encore les ressources. Au Burkina-Faso, le budget d'investissement, pour l'essor et la solidarité familiale est inférieur aux dépenses annuelles de tabac de trois fumeurs suisses.

Suivent les critiques classiques contre l'aide alimentaire. D'après le Bureau international du travail, il faudra, d'ici peu, *« créer »* (expression usuelle, mais impropre) 1,6 milliard d'emplois dans le tiers-monde. Et nous, qu'avons-nous à faire ? Appeler les ONG « organisations citoyennes » serait peut-être utile, mais certainement insuffisant. L'exposé des moyens reprend les arguments critiques et vante l'hospitalité, citée parfois comme un test pur du sous-développement.

Trois annexes. Bibliographie, avec Pisani et René Dumont, mais sans Giri.

★ Plon. Paris 1989, 22,5 cm, 336 pages, 130 F.

JEAN-LUC MAURER et PHILIPPE REGNIER (sous la direction de)

La Nouvelle Asie industrielle.
Enjeux, stratégies et perspectives
(Préface de Gilbert Etienne)

Le contraste entre l'Afrique noire et l'Asie industrielle conduit à rejeter l'expression tiers-monde, qui eut son heure de commodité.

Dans sa préface, le célèbre spécialiste genevois évoque ces pays qu'il a visités et décrits avec tant de sagacité et explique pourquoi la Chine et l'Inde ont été ici laissées en dehors. Sont d'abord cités les pays de la « bande des quatre » : Corée, Formose, Hongkong et Singapour, suivis, si l'on ose dire, des *« prétendants »* : Thaïlande (Myren Garin), Malaisie, *« victime du développement »* (J.R. Chaponnière et D. Jolly), Indonésie (Jean-Luc Maurer).

La deuxième partie traite des relations entre les nouveaux pays industriels et ce qu'il faut bien appeler le vieux monde. *Sont passés en revue les divers secteurs* : pour l'industrie sidérurgique (P. Judet), nous devons nous aventurer du Pakistan au Japon et constater que les usines sont parfois loin des mines de fer ou de charbon à coke. Sont ensuite traitées : la construction navale (Anne-Marie Mureau), qui pose si gravement la question des chantiers européens ; l'industrie textile (J.-L. Duvet), déjà assez ancienne et fortement protégée, avec son prolongement sur l'habillement. L'horlogerie donne à J.-F. Blanc l'occasion *de rappeler la réforme tardive de l'industrie horlogère suisse.*

Et l'industrie électronique ? Serait-elle le dernier refuge de l'Europe ? N'en croyons rien. La Corée, Formose et Singapour la cultivent depuis plus de dix ans, particulièrement pour les composants et l'électronique professionnelle, encore que la crise des années 80 ait fait sentir ses effets.

En conclusion, J.-L. Maurer et Ph. Régnier estiment que le mouvement doit encore s'amplifier, d'ici à la fin du siècle, posant un problème sérieux, qui devrait faire l'objet d'un autre ouvrage. Souhaitons sa prochaine parution, ainsi qu'une large diffusion dans le public européen, si insouciant parfois.

★ PUF, Paris 1989, 24 cm, 197 pages, 150 F.

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde
DIRIGEANTS

CETTE RUBRIQUE EST RÉSERVÉE AUX POSTES DE HAUT NIVEAU : RÉMUNÉRATION ANNUELLE 400 000 F +.

LES PROFESSIONNELS DU RECRUTEMENT ANNONÇANT DANS CETTE RUBRIQUE SE SONT ENGAGÉS A PRÉSERVER LA CONFIDENTIALITÉ DES CANDIDATURES.

Directeur Commercial Adjoint

Paris - 400 000 F

Nous sommes une **SOCIETE DE REGIE PUBLICITAIRE AUDIOVISUELLE** bien connue sur la place.

Pour renforcer notre part de marché et développer de nouvelles activités, nous recherchons :
- un homme (ou une femme) âgé d'au moins 30 ans, diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce et justifiant d'une expérience réussie, soit en **support**, soit en **agence**, en tant que responsable commercial ou média.

En harmonie et en complémentarité avec le Directeur Commercial, il devra :
- **animer** une équipe soudée de Chefs de publicité,
- **négocier** avec les agences Conseils et centrales d'achat,
- **proposer** toutes opérations de vente et de promotion du support.

Ce poste d'avenir au sein d'un groupe important nécessite un tempérament de gagneur, des qualités d'animateur et d'organisateur, le sens de la communication et des relations humaines.

Gilbert Raynaud vous remercie de lui adresser votre candidature qu'il traite confidentiellement, sous référence **8936 LM**.

MEDIA-SYSTEM

G&RP Gilbert Raynaud & Partners
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES 7 rue de Monceau, 75008 Paris. (1) 42.89.10.25.

Directeur Général

TISSUS TECHNIQUES DE TREVOUX

Notre PMI performante (80 personnes) en région lyonnaise est spécialisée dans la fabrication de tissus techniques enduits.

Nos projets de développement sont ambitieux et nous en avons les moyens. Nous cherchons le patron de cette unité (outil de production moderne) pour en améliorer la productivité et la redynamiser commercialement. Ingénieur de formation, vous avez dirigé un centre de profit industriel. Vos compétences techniques (chimie et/ou tissage) sont indispensables pour mener à bien nos projets. Nous faisons confiance à un homme ayant prouvé son sens de la rentabilité.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, traité en confidentialité par Jacques Cellier - Président - sous réf. 542 à MEDIA P.A. - 52, rue du Colombier - 69007 LYON qui transmettra.

Le Monde
CADRES

***Le Monde*, point de rencontre des grandes ambitions.**

Diriger notre commercial dans l'industrie électrique

Filiale d'un groupe industriel de notoriété internationale, réalisant 70 % de son chiffre d'affaires à l'exportation, nous sommes spécialisés dans les composants destinés à l'industrie électrique. Nous renforçons nos structures. Il nous manque un «Manager» pour notre organisation commerciale.

En prise directe avec la Direction Marketing et Développement, vous êtes responsable du commercial France et d'une partie de l'Export ; l'Administration des Ventes et la cellule Application-Communication vous sont également rattachées. En tout vous dirigez un service d'une soixantaine de personnes. A la fois homme de terrain et organisateur, vous animez notre force de ventes au quotidien, et veillez bien sûr aussi à ce que l'intendance suive.

Ingénieur Grande Ecole électrotechnicien ou généraliste, environ 35 ans, vous avez exercé des responsabilités dans la vente de produits techniques, idéalement dans le secteur des composants électriques. Animateur, vous êtes également un gestionnaire aux réflexes commerciaux sûrs. Véritable manager, vous savez vous investir avec votre équipe. Pour ce poste, basé à Lyon, l'anglais courant est nécessaire, une seconde langue très souhaitée.

Merci de nous adresser lettre, CV et photo sous référence RC 215/1 LM (à mentionner sur le courrier et l'enveloppe) au 79/83 rue Baudin 92309 Levallois Perret Cedex. Nous vous assurons confidentialité et réponse.

Membre de Syntec

BERNARD JULHIET *RESSOURCES HUMAINES*

Paris - Lyon - Lille - Strasbourg - Nice

COMMUNICATION D'ENTREPRISE

DIRECTEUR D'AGENCE

De formation supérieure (commerciale, sciences économiques, sciences humaines...), vous avez l'expérience du management acquise, de préférence, dans une agence conseil en communication (3 ans minimum).

Stratège doué d'une forte personnalité, généraliste de talent et spécialiste de l'écrit et de l'image, vous pouvez tout à la fois conseiller, concevoir, vendre, animer une petite équipe de qualité et gérer un centre de profits. Vous avez 30 ans au minimum.

Nous vous proposons de prendre la Direction de notre société (S.A.), filiale d'un grand groupe de communication, située dans une métropole au nord de Paris (le Directeur actuel appelé à d'autres responsabilités collaborera au recrutement et à votre formation).

Spécialisée dans la communication d'entreprise (emploi, interne, institutionnel ...), reconnue nationalement, notre agence très performante (résultats bénéficiaires qui doublent chaque année), dispose d'atouts certains :
- une petite équipe de professionnels motivés,
- un équipement technologique de pointe,
- l'appui stratégique et financier de notre actionnaire principal qui assure la Présidence et l'assistance administrative.

La rémunération du poste se décompose en un fixe annuel de 200.000 F + une participation importante sur la marge bénéficiaire de l'entreprise.

Pour nous contacter, nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, prétentions et photo) à Madame Catherine LAUMONDAIS, réf. DDA - 3 allée Torricelli, - 93110 ROSNY SOUS BOIS qui transmettra au Président votre dossier. TOTALE DISCRETION ASSUREE.

Organisation et Publicité

Un envol à la mesure de vos ambitions

Nous recherchons pour notre aéroport en pleine mutation du fait du développement de notre région et de l'augmentation du trafic notre

Directeur d'exploitation
Véritable gestionnaire 220 - 270 KF

SUD-EST

De formation généraliste (3ème cycle en transport aérien apprécié), vous possédez des connaissances du transport aérien si possible et souhaitez faire partie des "développeurs" de notre entité.
Vous êtes à la fois un gestionnaire et un homme de contacts.
Vos responsabilités porteront sur les budgets de l'aéroport, le management d'équipe (15 personnes) et également la coordination des sous-traitants (compagnies aériennes et de services aéroportuaires, boutiques...), véritables partenaires.
La mission marketing requiert une place importante dans votre fonction, elle évoluera avec le développement de l'aéroport.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo, en précisant votre rémunération actuelle et la réf. 92296 à Média-System, 6/8 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

MEDIA-SYSTEM

UN SAVOIR-FAIRE D'AVANCE... REJOIGNEZ NOS EQUIPES

LANDIS & GYR

RESPONSABLE DU PERSONNEL H/F

Filiale française d'un groupe international, nous sommes au premier plan dans le domaine de la Téléphonie.
Dans le cadre de son expansion, notre Direction de la branche Téléphonie recherche un Responsable du Personnel basé à CLICHY (92).

A 30 ans environ, vous êtes déjà un homme de Personnel. De cette fonction, vous maîtrisez la gestion des ressources humaines, l'ingénierie de formation, les techniques de recrutement et l'art de la négociation.

Nous vous proposons de participer activement au développement d'une de nos filiales (110 personnes) en étant au sein de l'équipe de Direction, notre RESPONSABLE DU PERSONNEL.

Diplômé d'Etudes Supérieures (DUT de Gestion de Personnel au minimum) votre expérience dans une fonction similaire vous permettra de recourir efficacement à certaines sous-traitances internes et externes.

La maîtrise de l'anglais est un atout pour échanger avec vos collaborateurs Européens.

Pour ce poste basé à CLICHY (92), merci d'adresser votre candidature (lettre, CV et prétentions) sous réf. RP/M à Monsieur TEISSEIDRE - LANDIS & GYR - 16, bd du Général Leclerc - 92115 CLICHY.

Commune agglomération de ROUEN
(+ 30 000 habitants)

recrute par mutation ou recrutement direct selon conditions statutaires

DIRECTEUR des services techniques

Poste à pourvoir le 1er septembre 1989.

Profil :
- Aptitude à encadrer et animer une équipe de cent personnes ;
- Capacités à organiser et intégrer, au sein du service, de nouvelles méthodes de gestion (informatique et suivi analytique) ;
- Participation à l'équipe de direction auprès du secrétaire général, du maire et de la municipalité.

Adresser candidatures et curriculum vitae au n° 8 429
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

P.M.E. – SECTEUR DES RADIOCOMMUNICATIONS
FILIALE D'UN GROUPE DIVERSIFIÉ

recherche son

FUTUR DIRECTEUR GÉNÉRAL

INGÉNIEUR OU DIPLOMÉ D'UNE ÉCOLE DE COMMERCE

DOUBLE EXPÉRIENCE souhaitée:
1. – Télécommunications ;
2. – Encadrement d'une équipe technico-commerciale.

- 30-40 ans environ ;
- Anglais courant impératif.

Ce poste au sein d'une PME leader sur son créneau est une réelle opportunité pour un cadre ambitieux, ayant le sens du commerce, de la gestion et de l'animation des hommes.

Adresser c.v. et lettre manuscrite sous n° 8 434 à :
LE MONDE PUBLICITÉ – 5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

Notre société, un des leaders en France du **Travail Temporaire**, recherche pour **PARIS**

Responsable Département Banque

Vous développez et suivez une **clientèle issue du secteur bancaire**. Vous recrutez, déléguez et gérez le personnel intérimaire. Vous assurez une présence active sur le terrain et répondez de la qualité du service rendu.

Une **expérience professionnelle dans le milieu bancaire**, un goût prononcé pour les contacts humains et une solide expérience commerciale sont nécessaires pour réussir dans ce poste.

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 1030 à :

NOUS RELEVONS VOS DEFIS

bis

Service Recrutement
26-28, rue de Madrid
75008 PARIS.

ORC

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

L'AIR LIQUIDE

Spécialiste mondial des gaz industriels, nous affirmons notre maîtrise technologique sur les marchés les plus porteurs : Industrie Alimentaire, Santé, Electronique, Espace...
Nous sommes implantés dans 56 pays industriels. Une clientèle diversifiée, une présence internationale : notre groupe offre de multiples opportunités de carrière à celui qui sait prouver sa compétence et sa performance.

JURISTE CONTRATS INTERNATIONAUX

[illegible]

TOUT UN UNIVERS D'OPPORTUNITES

SOCIETE INDUSTRIELLE DE DIMENSION EUROPEENNE EN FORT DEVELOPPEMENT FILIALE D'UN GRAND GROUPE FRANÇAIS MULTINATIONAL

recherche

DIRECTEUR UNITE DE PRODUCTION

Après différentes missions de haut niveau, il prendra la direction de l'une des unités de production de la société (200 personnes environ) située dans l'Est parisien dont l'activité est de transformer un matériau de base en produits finis dont plusieurs de haute technologie destinés aux professionnels et aux industriels.

Les candidats, cadres à haut potentiel, de formation ingénieur (MINES, CENTRALE...) auront une expérience réussie suffisamment longue (5 à 10 ans) pour avoir acquis la maîtrise des techniques de fabrication, de la gestion et du management des hommes.

Une bonne maîtrise des langues vivantes (anglais et allemand si possible) ainsi qu'une ouverture internationale seraient vivement appréciées.

TRES BELLES PERSPECTIVES DANS LA SOCIETE OU LE GROUPE.

Envoyer C.V. détaillé, lettre manuscrite, photo récente et prétentions au Département Recrutement du COMES, 11, rue Victor Hugo, 93170 BAGNOLET
Réf. 2810

comes

DISCRETION ET REPONSE ASSUREES.

Consultant,

êtes-vous

un boeuf ou un lion ?

Les deux sont puissants. Le boeuf suit un sillon qu'il croit le sien, mais c'est la voie de son maître. Le lion veille, même quand il se repose, bondit quand il le faut, et chasse avec sa tribu.

Nous sommes une équipe de consultants en plein développement depuis 85, et nous cherchons des lions... Ou des loups, des chats, des blaireaux, des ours et -pourquoi pas- des ratons laveurs ! Chacun son style, mais dans la même famille d'esprits : celle des *fissipèdes*, comme vous l'avez remarqué !

Nous conseillons les Directions de grands groupes industriels : management stratégique, communication de management, organisation et ressources humaines, etc.

Vous avez un haut niveau de culture générale, une bonne connaissance de l'entreprise, et vous cherchez toutes les occasions de progresser. Vous savez parler, écrire, (au fait, vos neurones sont micro-informatisés, vos doigts aussi) et vous menez à terme vos missions. Compétent, sympa et agile, vous aimez rencontrer des hommes, des entreprises, des idées remarquables, et les faire mieux travailler ensemble.

Vous êtes bon, nous aussi
Vous êtes en bonne santé physique et morale. Vous vous donnez généreusement dans le travail, et vous partagez vos idées. Nous aimons travailler en équipe, et l'argent n'est pas un problème..

Envoyez CV, photo, lettre manuscr. à G. de MIRAMON Réf. 103C.

1+1

le développement par l'intelligence réciproque
1+1 CONSULTANTS
21, rue des longs prés. 92100 BOULOGNE

IMPORTANTE MAISON D'EDITION

Jeune 200.000 F
Attaché(e) de Presse

Vous possédez une expérience de 2 ans, si possible dans l'édition professionnelle ou dans l'industrie et vous pouvez justifier d'une excellente culture générale.

Le rythme de nos éditions est important ; universitaire, économique etc... et vous aurez à faire face à un travail complet de promotion presse et à quelques actions de R.P.

Vous serez en contact permanent avec les éditeurs et les auteurs.

Pour ce poste très motivant, vous devez être organisé(e), disponible et créatif(ve).

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions et téléphone privé, sous la réf. 29011/M, 13 rue Madeleine Michelis, 92522 NEUILLY.

MRI conseil
Danièle Chapuis

Francfort - Genève - Hong-Kong - Milan - Toronto

SARCELLES

CHARGE D'EXPLOITATION

Assistant du Responsable de ce service

Pour notre Direction Territoriale de Sarcelles, nous recherchons le Responsable «Energies» pour l'ensemble de la Direction Territoriale. Il prendra en charge la négociation et les avenants de contrats, le suivi des travaux, le contrôle des factures, les révisions et décomptes de fin de saison, les tableaux de bord «Energies»...
Il pilotera les opérations de réhabilitation et amélioration du parc immobilièr.

Il est requis :
- Formation supérieure ou expérience équivalente
- Une expérience chez un exploitant de chauffage ou BET
- Des qualités relationnelles • Le goût pour la gestion technique et l'analyse • Aptitude à la négociation • Dynamisme.

Connaissance de la micro-informatique (LOTUS, DBASE...)

Fréquents déplacements sur le secteur.

Envoyez lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous la réf. 3465 à ORGANISATION ET PUBLICITÉ - 2, rue Marengo 75001 PARIS, qui transmettra.

Hewitt Associates

L'une des deux premières sociétés internationales de conseil dans le management des ressources humaines (3200 consultants et associés dans 22 pays) recherche pour son unité études et enquêtes de rémunération en France un

CONSULTANT

- Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (école de commerce). Vous avez deux à trois ans d'expérience professionnelle, de préférence dans une société de conseil, et parlez couramment l'anglais.
- Vous aimez le marketing et la vente.
- Vous êtes créatif et vous êtes capable de concrétiser et faire aboutir vos idées.
- Vous savez être à l'écoute des clients et comprendre leurs besoins.

Nous vous confierons la responsabilité de vendre et coordonner la réalisation d'enquêtes de rémunération qui constituent le soubassement de notre métier. Pour cela, vous bénéficierez du support administratif et informatique de notre unité. Vos perspectives d'évolution sont à la hauteur du rapide développement de notre activité en France et en Europe.

Nous vous remercions d'adresser votre curriculum vitae en précisant votre niveau de rémunération actuel à : Anne-Laurence GHUILAMILA.
Hewitt Associates 5 rue Viète 75017 PARIS

L'UN DES TOUT PREMIERS GROUPES D'ASSURANCE DU SECTEUR PRIVE
recherche

ORGANISATEUR JUNIOR

Votre mission sera de concevoir et mettre en place de nouvelles formes d'organisation de travail intégrant les technologies informatiques de pointe (réseaux, archivage de l'image, intelligence artificielle).
Issu d'une Ecole Supérieure de Commerce ou d'Ingénieur ou équivalent Universitaire, vous justifiez d'une expérience réussie de 2 à 3 ans en tant qu'opérationnel dans le secteur tertiaire ou en tant que fonctionnel en Informatique ou en Organisation.
Si vous êtes passionné par l'organisation.
Si vous aimez le travail de groupe.
Si vous souhaitez être jugé sur vos résultats, rejoignez notre équipe. Réf. OJ/LD

ORGANISATEUR STAGIAIRE

Dans le cadre du développement informatique de notre groupe vous participerez à la mise en place d'un système d'information dans l'une de nos structures :
- l'analyse des besoins.
- la proposition et le choix des progiciels adéquats.
- la mise en place et le démarrage du système choisi,

seront les points essentiels de votre mission.
Vous êtes issu d'une Ecole Supérieure de Commerce ou d'Ingénieur. Vous souhaitez acquérir une première expérience en collaborant à la mise en œuvre d'un projet informatique. Réf OS/LD

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf choisie à Mme IMBERT
Groupe Victoire, 52, rue de la victoire 75009 PARIS

Abeille ASSURANCES
GROUPE VICTOIRE

EARN

recherche

LE RESPONSABLE DE SON BUREAU INTERNATIONAL

situé en région parisienne

EARN (European Academic and Research Network), premier réseau d'ordinateurs non spécialisé destiné aux chercheurs et universitaires d'Europe, d'Afrique ou du Moyen-Orient, a aujourd'hui une trentaine de pays membres, et est utilisé par des dizaines de milliers de chercheurs et d'enseignants de tous domaines.

Les activités du responsable du bureau EARN, qui rend compte au président, incluent la coordination des diverses activités, la direction du personnel (environ 6 personnes) et l'assistance au conseil d'administration et au comité exécutif de l'association.

La personne choisie devra avoir une grande expérience dans le domaine des ordinateurs et des réseaux, ainsi qu'une bonne maîtrise dans la direction de personnel et de projets.

Une expérience des protocoles ISO/OSI, une expérience pratique de EARN sont vivement souhaitées.

Elle devra avoir un niveau bac + 5 ou des connaissances analogues acquises au cours de la vie professionnelle.

La langue de travail étant l'anglais, une excellente connaissance (écrite et parlée) de cette langue est nécessaire.

Le salaire, qui dépendra des compétences, est à négocier.

Si vous êtes intéressé(e), envoyez votre curriculum vitae avant le 1er août 1989 au président de EARN :

Frod Greisen – UNI-C
Vermundsgade 5, DK-2100 Copenhagen – DENMARK.
Téléphone : + 45-35-82-83-55. Télécopie : + 45-31-83-79-49.

Vous pouvez aussi obtenir plus d'information soit auprès du président, soit auprès de l'actuel titulaire du poste :

Alain Auroux – Bureau EARN,
45, rue des Saint-Pères, F-75006 PARIS – FRANCE.
Téléphone : + 33-1 40-15-05-39. Télécopie : + 33-1 42-96-34-97.

SOCIETE INDUSTRIELLE DE DIMENSION EUROPEENNE EN FORT DEVELOPPEMENT - CA DOUBLE ET RESULTATS QUADRUPLES EN 3 ANS - FILIALE DU GROUPE ST GOBAIN

recherche

JEUNE INGENIEUR à HAUT POTENTIEL futur CHEF DE PRODUITS

En relation avec la recherche et le développement, le marketing et la production, il devra, après formation appropriée, prendre en main la mise au point technique et l'homologation d'une gamme de produits verriers de haute technologie destinés à des industriels français, européens, américains et japonais, dans une unité de production de 200 personnes située à 90 km de PARIS.

Pour être candidat, il faut avoir une excellente formation générale de base (MINES, CENTRALE, SUPELEC...) et une première expérience réussie (3 ans environ) en recherche et développement ou B.E.

- ANGLAIS COURANT ET ALLEMAND SI POSSIBLE.
- TRES BELLES PERSPECTIVES D'AVENIR DANS LA SOCIETE OU LE GROUPE.

Envoyer C.V. détaillé, lettre manuscrite, photo récente et prétentions au Département Recrutement du COMES, 11, rue Victor Hugo, 93170 BAGNOLET
Réf. 2814

comes

DISCRETION ET REPONSE ASSUREES.

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

LE NOTARIAT
UN NOUVEAU METIER

Nous sommes, parmi les Etudes *importantes et dynamiques*, l'une de celles qui a su faire évoluer son métier en l'ouvrant à de nouveaux marchés.

• FISCALISTE
ISSU DE L'INSPECTION DES IMPOTS

Dans le cadre de notre équipe de spécialistes, nous vous confierons la responsabilité de missions d'études et de conseil auprès d'une clientèle de haut niveau.

Vous êtes de formation juridique supérieure + Ecole Nationale des impôts et vous disposez de 2 à 5 ans d'expérience environ acquise de préférence dans l'administration.

Vous avez du potentiel et le goût du travail de qualité. Nous sommes une équipe résolument tournée vers l'avenir et offrons une rémunération attractive.

Réf. 27 B 1490-9 M

• JURISTE CONFIRME
EN DROIT IMMOBILIER

Nous vous confierons la responsabilité de missions pointues dans le secteur immobilier en développant le travail de synthèse qui est maintenant notre caractéristique : prise en compte des facteurs urbanistiques, de construction, de fiscalité... et en mettant en pratique votre capacité à mettre au point les aspects contractuels.

Vous êtes juriste de formation (DESS, Doctorat,...). Vous disposez d'au moins cinq ans d'expérience acquise dans un Cabinet de Conseils, d'Avocats, ou de préférence dans un Office Notarial.
Vous avez une solide compétence en *droit immobilier et si possible dans le domaine de la fiscalité.*
Vous avez du potentiel et le goût du travail de qualité. Nous sommes une équipe résolument tournée vers l'avenir et offrons une rémunération attractive.

Réf. 27 B 1489-9 M

Rencontrons-nous.

Ecrire en précisant la référence - Discrétion absolue

71, rue d'Auteuil 75016 Paris — etap

PUBLIPANEL

Lafarge Coppee

L'univers des matériaux
L'avenir des bioactivités

Un des leaders de l'industrie française (ciment, matériaux, bioactivités), CA : 23 milliards - effectifs : 22 500 personnes, recherche pour son groupe opérationnel CIMENTS LAFARGE - CA 7 milliards et 4700 personnes,

INGENIEUR TRAVAUX PUBLICS
alliez votre goût des relations publiques à vos compétences techniques

Votre mission
En lien étroit avec l'équipe commerciale et en amont de celle-ci, vous contribuerez à promouvoir et développer des solutions ciment/béton dans la route, sur la région parisienne et l'Ouest de la France.

Vos actions :
- la création d'un réseau de contact avec les décideurs laboratoires régionaux, maîtres d'œuvre, maîtres d'ouvrage, entreprises...
- la conduite et l'animation des réunions régionales dans le cadre de campagnes professionnelles,
- la promotion par votre propre savoir-faire de la compétence des CIMENTS LAFARGE dans le domaine routier.

Ce poste convient à un ingénieur TP ou équivalent, disposant d'environ 3 à 5 ans d'expérience dans le domaine routier comme chef de travaux ou au sein d'un laboratoire ou de services d'équipement.
Outre votre rigueur technique, ce sont votre dynamisme et vos qualités relationnelles qui feront votre réussite dans le poste.
La taille du groupe et la diversité de ses activités offrent à un candidat de valeur de réelles perspectives de carrière tant en France qu'à l'étranger.
Poste basé à ST-CLOUD, siège de la société.

Ecrire sous réf. 27 B 1488 - 9 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec — etap
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE EN PLEINE EXPANSION FILIALE DU GROUPE ST GOBAIN

recherche

INGENIEUR CONFIRME

En collaboration directe avec le responsable de l'unité de production, située à 65 km à l'Est de PARIS, il devra prendre en charge deux secteurs de fabrication de produits verriers de technologie avancée.
Cela comporte principalement :
- l'organisation de la fabrication
- l'animation des équipes de production
- la recherche et le développement
- les investissements.

Pour être candidat, il faut avoir une solide formation de base (A. et M., INSA, ECAM, ICAM,...) et une expérience réussie suffisamment longue (5 à 10 ans) pour avoir acquis la maîtrise de toutes les techniques modernes de production.

- BELLES PERSPECTIVES D'AVENIR DANS LA SOCIETE OU LE GROUPE POUR QUI AURA REUSSI A CE POSTE.

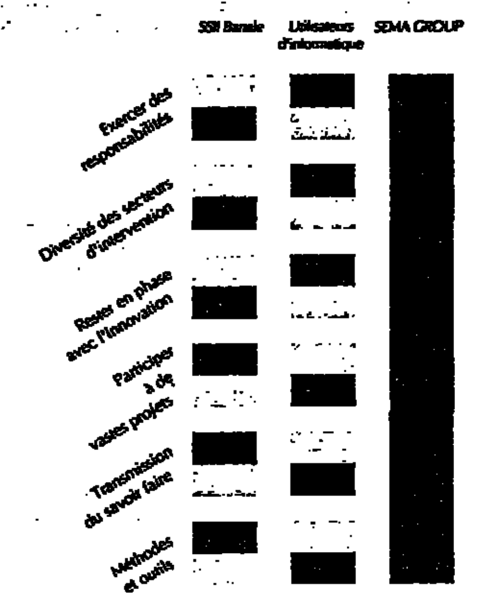
comes

Envoyer C.V. détaillé, lettre manuscrite, photo récente et prétentions au Département Recrutement du COMES,
11, rue Victor Hugo,
93170 BAGNOLET
Réf. 2813

DISCRETION ET REPONSE ASSUREES.

Mobus Vivendi

De l'Assurance au Conseil avec SEMA GROUP



Consultant expérimenté ou cadre opérationnel de haut niveau, **vous avez 5 à 8 ans d'expérience de l'assurance** et une bonne connaissance des technologies de l'information. Votre excellente formation initiale et votre sens des responsabilités vous ont permis de devenir un véritable promoteur du changement.
Manager d'affaires, vous assumerez la négociation et la bonne fin de nos projets dans un domaine que vous maîtrisez déjà : le pilotage, les réseaux de distribution des compagnies, l'amélioration des résultats techniques, la réduction des frais généraux...
Penseur actif, vous superviserez les équipes qui bâtiront les nouveaux systèmes sur lesquels vous garderez en permanence un **regard stratégique.**

Au sein de la Division Assurance de SEMA GROUP (100 personnes), vous effectuerez des **missions de conseil** auprès des compagnies d'assurance ; avec nos équipes, vous les accompagnerez à la tête de la compétition européenne et serez l'un des acteurs de cette réussite.
Vos interventions engloberont la mise en place progressive des technologies nouvelles : archivage électronique, réseaux à valeur ajoutée, système expert...
Vous bénéficierez d'une autonomie certaine et d'un grand potentiel d'opportunités dans le cadre d'un groupe international : SEMA GROUP, société de Conseil et d'Ingénierie Informatique de 6500 personnes, qui réalise un chiffre d'affaires de près de 3 milliards de francs en Europe.

Merci d'adresser C.V. et lettre manuscrite sous référence LM/50 à Virginie Mayolle Service Recrutement- SEMA GROUP 16, rue Barbès 92126 MONTROUGE CEDEX.

SEMA GROUP

Dièse

Importante SEM de construction liée à la Ville de Paris

recherche

JEUNE CHARGÉ D'OPÉRATIONS (H/F)

De formation supérieure (IEP, Sup de Co...) complétée, le cas échéant, par une spécialisation en immobilier + /aménagement, il a une première expérience professionnelle de l'immobilier.

Il se verra confier la responsabilité de programmes de construction dont une opération de réhabilitation comportant des phases importantes de concertation.

Il devra faire preuve d'autonomie, d'initiative, d'autorité, de capacité de négociation, également de synthèse et de *rigueur.*

Il devra également posséder le sens de la diplomatie et le goût des contacts. Salaire annuel proposé : 135 000/145 000 F.

Envoyer C.V. et candidature sous n° 8445, LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, 75007 *Paris.*

LA DIRECTION FINANCIERE D'UNE BANQUE DE PREMIER PLAN recherche un

CHARGE D'ETUDES ECONOMIQUES

Au sein de la direction financière en fort développement, il intègre le département "Etudes et Prévisions" constitué d'économistes financiers et d'informaticiens et prend en charge :
- la mise en place d'un systhème fédéral d'information (SIAD),
- les études et le suivi d'activité à des fins d'analyse et de reporting (équilibre du bilan, prévisions, position concurrentielle de l'établissement, nouvelles réglementations...)

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un candidat de formation économique/financière (BAC + 5) riche d'une première expérience d'études économiques, en secteur bancaire si possible.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 08.623 à Contesse Publicité - 20 avenue de l'Opéra - 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

P A R I S

Du coté de chez SWITCH...

CHARGE DE RECHERCHE EN RECRUTEMENT H/F

Le recrutement du coté de chez SWITCH : une équipe de consultants de haut niveau qui développent des méthodes de travail originales, innovatrices et bien sûr... performantes !
Quelques mois après notre création, ça bouge du coté des clients, des missions, des projets, des nouvelles idées... et nous recherchons pour accompagner cette croissance un jeune diplômé (CELSA, Sup de CO, Sc Po...), débutant ou première expérience dans une DRH.
Vous prendrez en charge la sélection de candidats ou la recherche par approche directe ainsi que les relations avec certaines grandes écoles.
Vivacité intellectuelle, chaleur humaine, forte implication, conscience professionnelle et...humour sont vos qualités, celles qui vous permettront de participer avec enthousiasme aux projets de developpement qui germent du coté de chez SWITCH...

Nous attendons votre candidature motivée sous référence : 2/SW.A et nous vous tiendrons rapidemment informé de l'avancée de votre dossier.

SWITCH
40 rue Amelot
75011 PARIS

Partenaire de vos ambitions

SWITCH
Département Recrutement

VOG

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

DUNLOP

(2 milliards de C.A., 4000 personnes)
Nous recherchons
pour notre siège social à ISSY-LES-MOULINEAUX un

Traducteur - Interprète
JAPONAIS / FRANÇAIS

De nationalité japonaise.
Déplacements fréquents.
Salaire et conditions de travail motivants.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. TI/MO à
DUNLOP FRANCE - Direction du Personnel
B.P. 41 - 92133 ISSY LES MOULINEAUX Cedex.

Organisation et Publicité

DUNLOP FRANCE

Pour poursuivre son développement, la

Banque populaire Provençale et Corse

recrute des :

Chargés de Clientèle

pour ● les Bouches-du-Rhône ● le Vaucluse ● ou la Corse

Affectés en agence, ils ont pour principales missions de gérer et développer un portefeuille de clientèle attribué (ENTREPRISES et PROFESSIONS LIBERALES).
Diplômés de l'enseignement supérieur, vous possédez une expérience bancaire réussie garantissant une bonne connaissance des produits d'épargne, des mécanismes boursiers, une maîtrise de l'analyse financière et du risque.
Vous faites preuve d'un dynamisme commercial certain. Vous avez la volonté de réussir et de progresser.
Nous vous proposons de rejoindre une équipe dynamique fortement présente sur son marché.

Merci d'adresser votre demande manuscrite, CV photo et rémunération actuelle, en précisant l'affectation souhaitée à BPPC - DRH, 16 à 22, rue Léon-Paulet, 13008 MARSEILLE. Réponse et discrétion assurées.

BANQUE POPULAIRE
UNE ÉNERGIE NOUVELLE EN FRANCE

MEDIA-SYSTEM

District urbain de Nancy
Organisme de coopération intercommunal
(280 00 habitants)

recrute

UN SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

pour le 1er septembre 1989.

Conditions statutaires exigées.
Spécialisation souhaitée en matière :
— de finances et d'informatique ;
— ou d'urbanisme et de planification.

Ecrire à M. le Président du District urbain de Nancy,
22-24, viaduc Kennedy, C.O. n° 36,
54035 Nancy Cedex.

Demande manuscrite + c.v. détaillé.

Ville de Meaux
(Seine-et-Marne)
50 000 habitants

recrute

CHARGÉ DE MISSIONS

pour le développement économique.

MISSIONS :
- Mise en place et développement de la politique économique de la ville ;
- Animation et secrétariat de la commission économique ;
- Coordination avec les partenaires de la ville.

PROFIL SOUHAITÉ :
- Niveau bac + 4 (sciences économiques, I.E.P., E.S.C.) ;
- Expérience communale appréciée.

EMPLOI :
Contractuel de catégorie A.

Candidature et c.v. à adresser à :
Monsieur le Maire Conseiller régional,
B.P. 227, 77108 MEAUX Cedex.

Agence régionale de développement technologique de Poitou-Charentes

recrute
pour régions du Centre-Ouest

UN CHEF DE PROJET
secteur piscicole

FONCTION : en fonction de l'évolution des marchés, organisation d'une production à vocation industrielle amenant de nombreux contacts avec la transformation et la recherche.
Le développement de l'activité justifiera l'évolution du poste en une direction.

PROFIL : ingénieur socio-économiste, capable d'analyser l'environnement international de sa filière, devant justifier d'une expérience dans le développement d'activités et posséder des connaissances techniques dans le domaine du poisson.
Le dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) est à adresser en double exemplaire à :

Agence régionale de développement technologique,
à l'attention de M. Jean-Pierre Michel,
secrétaire général,
47, rue du Marché, 86000 Poitiers.
Date limite : 22 juillet 1989.

Cabinet de recherche de cadres recrute

CONSULTANT
pour un contrat à durée déterminée de 3 mois

Il participera aux missions confiées au cabinet (études des postes en clientèle, entretiens, rapports...). Ce poste pourrait convenir à un jeune diplômé de l'enseignement supérieur — Sciences Humaines, Sciences Po, ESC — désirant avoir une première approche du métier de conseil. La possibilité d'intégrer le cabinet n'est pas exclu pour un candidat de grande qualité.
Écrire sous référence 1158/M à M. J. BLIN qui étudiera confidentiellement toutes les candidatures.

GRH Conseils
43, rue de la Brèche-aux-Loups - 75012 Paris

Cadre Technique

BAC + 3 (BTS Bâtiment - Ecole EYROLLES...)

Une importante société immobilière, filiale d'un Groupe National recherche un Cadre Technique. Rattaché au Responsable de l'Unité, il assure l'entretien d'un patrimoine de 6 000 logements sociaux.

MISSION : ● Il élabore, engage et suit les budgets de grosses réparations et d'entretien courant. ● Il encadre les intervenants de l'entretien du parc locatif (20 personnes).

Expérience nécessaire dans l'entretien du patrimoine.
Connaissances en micro-informatique appréciées.
Capacités pour animer et travailler en équipe.

Lieu de travail : VERNOUILLET (Yvelines-nord).

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous réf. 3497 à ORGANISATION ET PUBLICITÉ - 2, rue Marengo 75001 Paris, qui transmettra.

Leader français des groupes mobiles (CA 650 MF dont 60 % à l'export) et filiale du groupe Fotain, N°1 mondial des grues à tour, recherche

PPM

Chef de Produit H/F

Responsable du développement des produits depuis l'étude de marché et la définition du cahier des charges jusqu'à la commercialisation en conjonction avec le bureau d'études et le commercial.

Ce poste conviendrait à un jeune ESC, pouvant justifier d'une expérience réussie dans la vente de biens d'équipement à l'export.
Outre des qualités relationnelles et un goût affirmé pour la technique, le candidat retenu devra impérativement avoir une bonne maîtrise de l'anglais et être prêt à des déplacements en France et à l'étranger.

Ce poste basé en région parisienne offre de réelles perspectives d'évolution au sein d'un groupe en pleine expansion.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. CP/MO à PPM
Direction du Personnel - BP 106 - 71304 MONTCEAU-LES-MINES.

Organisation et Publicité

Si vous avez fait des études commerciales supérieures (HEC, ESSEC ou équivalent), puis acquis une expérience marketing de 2 ou 3 ans en agence ou chez l'annonceur, et désirez poursuivre votre carrière dans la communication, INTERDECO vous offre un poste de :

CHEF de PUBLICITÉ

sur les magazines suivants :

ELLE ● VITAL ● LES ÉCHOS ● MATCH (Voyages) ● TÉLÉ 7 JOURS ● LE JOURNAL DU DIMANCHE ● RÉFÉRENCES.

INTERDECO-RÉGIE

Envoyez C.V. + photo au 27, rue de Berri, 75008 Paris.

GRANDE BANQUE REGIONALE DE LYON

Nous cherchons un CREATIF
pour prendre en mains nos projets

MARKETING

Au sein de notre équipe développement vous serez une force de proposition en matière d'offre clientèle.
C'est une réelle opportunité pour un candidat ayant déja réussi une première expérience professionnelle à la charnière produit/marché et possédant une culture financière.

Envoyez votre candidature
s/réf. AB 407 à META CONSEIL
39 bis, rue de Marseille - 69007 LYON.

META conseil

OJC

Le Théâtre de Lyon recrute
un(e) secrétaire général

Compétences requises dans le domaine de l'édition (programmes et textes des créations, publications diverses...) et de la relation publique de haut niveau.
Prise en charge de dossiers spécifiques.
Mission d'organisation sur les secteurs de l'accueil et du secrétariat.
Poste à pourvoir en septembre.

Merci d'adresser une lettre manuscrite avec photo et c.v. à :

Philippe BUQUET
THEATRE DE LYON
7, rue des Aqueducs,
69005 LYON.

Au sein d'un groupe leader dans le secteur de l'immobilier tertiaire, notre Société initie en amont le montage des nouvelles opérations dans le cadre d'une stratégie de diversification de nos produits.

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez quelques années d'expérience, une connaissance affirmée des mécanismes généraux de l'immobilier et une bonne appréhension des problèmes de marketing.

Si vous souhaitez rejoindre un groupe de premier plan dynamique et novateur, adressez votre Curriculum Vitae aux coordonnées suivantes :

SARI DEVELOPPEMENT
4 place de la Défense - Cedex 26
92090 PARIS - LA DÉFENSE

SOCIÉTÉ D'ASSISTANCE A LA GESTION DES RISQUES
(région parisienne)
RECRUTE

CHEFS DE PROJET JUNIOR ET SENIOR

Ces postes de consultants en entreprises conviendrait à des diplômés d'écoles de commerce ou d'ingénieurs possédant aptitudes à l'analyse, la synthèse, la pédagogie et sens commercial.
Une expérience en risk management serait un plus. Anglais courant + autre langue de la CEE. Grande mobilité.

Adr. lettre manuscrite, c.v. et prétentions à Ph. BASTARD, SAGER — 4, rue de Chèvreloup, 78150 ROCQUENCOURT.

SOCIÉTÉ NATIONALE IMMOBILIÈRE
recherche

1 titulaire maîtrise droit privé option « ETUDES IMMOBILIÈRES »
DESS-URBANISME, CONSTRUCTION et AMÉNAGEMENT

Pour poste CADRE à PARIS.

Envoyer c.v., lettre manuscrite + photo à :
SNI — 24, rue de Presles. 75015 PARIS.

En bord de Loire, à 1 h 30 de PARIS, nous sommes un centre d'optique mutualiste bien placé en centre ville, avec une gamme très concurrentielle de produits et un service de qualité.
Le taux de fidélisation de notre clientèle est de 80 %. Nous cherchons un

OPTICIEN H/F

motivé(e), pour compléter notre structure. Si vous êtes doué(e) d'un grand sens du service et de la relation, rigoureux(se) dans l'organisation, et fortement motivé(e) par une expérience de gestion et de management d'un centre d'optique de 7 personnes, en coopération avec l'opticien expérimenté, votre candidature nous intéresse. Rémunération intéressante avec projet négocié d'évolution.
Envoyer votre C.V. avec photo et lettre manuscrite à notre Conseil.

10, rue de l'Elysée - 37000 TOURS
JEAN VINDRAS CONSULTANTS

Mensuel scientifique d'audience internationale
recherche

CHEF DE RUBRIQUE EN PHYSIQUE

Les candidats retenus devront satisfaire aux conditions suivantes :
- niveau : thèse de 3e cycle en physique,
- aptitude à la communication, aisance, rapidité en rédaction,
- aptitude à l'autonomie et au travail collectif,
- anglais parlé et écrit impératif,
- disponibilité immédiate,
- la pratique de « l'editing » serait un plus.

Envoyer lettre de candidature + CV + prétentions sous le n° 6016 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

SAFIR (GROUPE RAZEL)

Dans le cadre de son développement en Ile-de-France, SAFIR, filiale de promotion immobilière du groupe RAZEL

RECRUTE

Jeune chef de programmes

Placé sous l'autorité du directeur régional, il aura pour mission la gestion des opérations immobilières sur le plan administratif, juridique et commercial.
Le candidat recherché doit avoir moins de 30 ans, une formation supérieure de type École de commerce ou sciences économiques et une première expérience réussie dans une société de promotion immobilière. Le poste est situé à Saclay (Essonne).

Adresser C.V. et prétentions à SAFIR : Le Christ de Saclay, 91408 Orsay Cedex.

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

ORGANISME DE PROMOTION INDUSTRIELLE
assurant la liaison entre l'Administration et les Entreprises
pour l'application d'un important programme national
recherche

un Consultant H/F

A 28/42 ans, de formation supérieure option gestion, votre professionnalisme repose sur une expérience ayant mis en valeur vos capacités et vos qualités de gestionnaire. En liaison permanente avec le coordinateur du Ministère de l'Industrie, vous aurez la responsabilité de la gestion du programme dans le cadre d'une équipe de Consultants. Vos qualités d'analyse et de synthèse vous permettront de traiter les aspects financiers et administratifs de la procédure.
Créatif, vous saurez mettre en place les outils de gestion qui assureront la réussite du programme. Vous participerez aux comités chargés de décider de l'attribution des aides aux entreprises. Méthodique et autonome, vous saurez évoluer avec aisance dans un environnement industriel en pleine mutation.
Votre goût prononcé pour les procédures administratives et votre grande agilité intellectuelle vous permettront de concrétiser efficacement votre action.
Nombreux déplacements de courte durée.
Poste à pourvoir rapidement.

Pour nous accompagner dans notre développement, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous réf. **235 à C.K. - 15, rue Pétrarque 75116 Paris**

Chantal Kenvyn

ORGANISME DE PROMOTION INDUSTRIELLE
recherche pour
Le Ministère de l'Industrie

un Ingénieur H/F

A 30/45 ans, diplômé Arts et Métiers, Mines, Centrale, Chimie... vous bénéficiez d'une première expérience professionnelle qui vous a familiarisé avec les problèmes économiques des PME.
Vous serez chargé d'animer une nouvelle procédure destinée à promouvoir l'utilisation, par les PME, de matériaux avancés.
Vous conseillerez les Directions Régionales, les assisterez pour la promotion du programme et veillerez à la cohérence du programme entre les différentes régions. Vous participerez à l'évaluation et à la redéfinition du programme.
Votre connaissance du milieu industriel vous permettra d'aider et de conseiller efficacement les PME pour le montage de leurs dossiers.
Diplomate, vous possédez d'excellentes qualités relationnelles, rigoureux et autonome, vous avez le sens des responsabilités.
Nombreux déplacements de courte durée.
Poste à pourvoir rapidement.

Faites-nous part de votre expérience en adressant votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous réf. **234 à C.K. - 15, rue Pétrarque 75116 Paris**

LEVI-TOURNAY/ASSCOU

Chantal Kenvyn

FACILITER ET FAIRE ÉVOLUER LES RELATIONS ENTRE NOTRE SIÈGE ET NOS STRUCTURES RÉGIONALES
[illegible] ASSURANCES [illegible]

CHARGÉ DE MISSION

Dans le cadre de l'évolution de notre groupe, il aura à :
- Assurer le suivi des structures d'échanges entre notre siège et ses entités régionales,
- Faire évoluer ces structures d'échanges,
- Contribuer à l'évolution des liens juridiques entre notre siège et nos structures régionales,
- Contribuer à la définition et à la mise en œuvre d'une politique d'information vers les structures régionales,
- Coordonner certains dossiers d'évolution de ces structures régionales.

Vous avez : • une formation supérieure (IEP, Economique...) • une expérience de 3 à 5 ans dans des fonctions relationnelles et de coordination • un esprit d'analyse et de synthèse • de très bonnes capacités rédactionnelles • de l'aisance relationnelle.

Si cette offre vous intéresse, adressez lettre manuscrite de candidature, CV, photo et prétentions, sous référence MISM.1 à :
CEFORPE - 10, rue de la Victoire - 75009 PARIS.

ceforpe *marc forget et associés*

MENSIA
Cabinet de conseil implanté à Paris

**RECRUTE des consultants à haut potentiel
pour poursuivre le fort développement de ses activités
« STRATÉGIE et TERRITOIRE » et « SYSTÈME D'INFORMATION »**

MENSIA

STRATÉGIE et TERRITOIRE

Vous avez les qualités suivantes :
- Une sûreté et une rapidité de diagnostic ;
- Une forte rigueur intellectuelle alliée à un sens critique aigu ;
- Une culture économique et littéraire solide.

Nous vous proposons de participer à des missions d'audit de fonctionnement, de diagnostic stratégique et à la mise en œuvre des plans de mutation élaborés avec nos clients.

Si, en plus, vous aimez frotter votre intelligence à celle d'autrui dans le cadre d'un travail en équipe, si vous manifestez une forte plasticité intellectuelle qui vous amène à préférer la méthode aux méthodologies, si votre assurance personnelle garantit la modestie indispensable à une « éthique de service », nous serions très heureux de vous associer rapidement au choix et à la mise en œuvre de notre stratégie au service de nos clients.

• *Poste n° 1, CONSULTANT*

Vous avez acquis une très bonne connaissance des organismes publics ou parapublics comme conseil au service des Collectivités territoriales et des services extérieurs de l'Etat ou, mieux encore, au sein de la fonction publique locale ou nationale.

Vous apporteriez votre expérience à l'activité « Stratégie et Territoire » comme expert au sein d'équipes d'intervenants complémentaires ou comme responsable opérationnel de missions :
- Evaluation de politiques publiques ;
- Modernisation des services extérieurs de l'Etat et d'Etablissements publics ;
- Conseil en stratégie pour les entreprises productrices de services collectifs.

Rémunération très attractive en fonction de l'expérience et du profil (IPC, HEC option management public, Sciences Po, double formation appréciée).

• *Poste n° 2, CONSULTANT*

Diplômé d'une grande école de commerce ou d'ingénieur ou universitaire (Doctorat), vous avez au moins 4 ans d'expérience au sein d'une Société de conseil.

Vous avez mené à bien des missions de diagnostic stratégique et de conduite d'opérations de changement (réorganisation, projet d'entreprise).

Vous intégreriez l'activité « Stratégie et Territoire » comme chef de mission.

Une spécialisation en management public ou une expérience professionnelle réussie dans le domaine de la production de services collectifs seront très appréciées et valorisées.

Rémunération annuelle : 320 000 F ++.

SYSTÈME D'INFORMATION

• *Poste n° 3, CHEF de PROJET/CHEF de MISSION*

Diplômé d'une grande école d'ingénieur (X, ECP, ENSIMAG...), vous avez 3 ou 4 ans d'expérience dans une société de service ou au sein de la Direction des études informatiques d'un grand groupe.

Vous avez :
- Une bonne culture technique (langages, architecture des bases de données, réseau, génie logiciel...) ;
- Une expérience d'analyse fonctionnelle de systèmes importants et éventuellement de la conduite d'études préalables ou de schémas directeurs informatiques ;
- Une expérience de l'encadrement de projet de réalisation informatique ;
- Une certaine maîtrise des environnements gros systèmes.

Vous souhaitez élargir le champ de vos responsabilités dans des environnements diversifiés sans abandonner le « métier » technique qui vous passionne, alors venez nous aider à concevoir l'architecture des systèmes d'information que nous mettons en place chez nos clients.
Rémunération envisagée : 300 000 francs et plus en fonction du profil.

MERCI D'ADRESSER VOTRE CANDIDATURE MANUSCRITE
AVEC C.V. ET PHOTO A L'ATTENTION DE MONSIEUR NADAL
SOUS LE N° 8431.

La Caisse Régionale du Crédit Agricole de la Brie
LA BANQUE DE L'EST PARISIEN (1200 personnes), recrute

Crédit Agricole de la Brie

UN JURISTE
pour son service CONTENTIEUX

Directement rattaché à l'unité Recouvrement Créances, sa mission consistera, outre à traiter un portefeuille de créances, à assister le Responsable du Service sur certains dossiers spécifiques et à conseiller l'équipe de rédacteurs.

Vous avez 25-30 ans, une formation juridique (maitrise minimum).
Vous débutez ou avez une première expérience professionnelle.
De bonnes connaissances en procédures civiles seraient un "plus" apprécié.

Nous souhaiterions rencontrer des personnes dynamiques et organisées, souhaitant mettre rapidement leur expertise au service de différents interlocuteurs.

Les candidatures, C.V., photo et prétentions sont à adresser sous réf. CG/GRH au Service Gestion des Ressources Humaines - Recrutement -
CRÉDIT AGRICOLE DE LA BRIE - BP 205 - 77101 MEAUX CEDEX

ulieu

CHEF DE STUDIO

Nous sommes la 2ème agence de Publicité française, spécialisée en communication de recrutement et appartenons au groupe PACOM.
Notre très fort développement, allié à une toute nouvelle implantation en informatique graphique (PAO et Photocomposition intégrée) nous conduit à créer un nouveau poste de Chef de Studio.

Placé sous l'autorité du Directeur général, il aura la responsabilité d'un service d'une dizaine de techniciens et travaillera en étroite collaboration avec notre direction artistique. A ce niveau de poste nous souhaitons rencontrer une personnalité âgée d'environ 30/35 ans rôdée aux techniques graphiques, à la fabrication, et ayant reçu une formation supérieure. Bien sûr, il aura prouvé auparavant sa capacité à manager une équipe et à défaut d'en être un praticien, portera un très vif intérêt à la PAO et ses développements.

Nous prévoyons une rémunération justifiée par l'importance des responsabilités.
Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo) à
Michel GALLIEN
Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra - 75040 Paris cédex 01.

CONTESSE PUBLICITE

BANQUE D'AFFAIRES INTERNATIONALE
recherche :

Jeune attaché H/F

ayant terminé une Licence ou une Maîtrise avec une orientation droit, gestion ou fiscalité, pour assurer à l'intérieur de la Direction Commerciale de sa succursale de Paris une double mission :

- la gestion administrative des dossiers clients,
- la prise en charge de sa revue de presse journalière.

Ce poste sédentaire aux multiples fonctions nécessite de la rigueur, une capacité d'analyse et de synthèse. L'ANGLAIS écrit est indispensable.

Si vous vous sentez concerné par ce poste évolutif, merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant la référence 9701 à notre Conseil, qui vous garantit réponse et confidentialité.

Madame Claude FAVEREAU - 56, avenue de Suffren - 75015 PARIS

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Florian Mantione Institut

le solmetal sa
Sols Industriels, Sols Résines

Société leader dans la fabrication et l'application de sols industriels, recherche dans le cadre de son développement, pour sa filiale de la région Ouest son

Président Directeur Général

300 - 500 KF

Votre mission : vous dirigez et gérez votre société ainsi que le développement commercial du secteur qui vous est confié. Vous négociez avec des interlocuteurs de haut niveau et vous savez également être présent sur le terrain.

Votre profil : âgé de 30/35 ans, de formation supérieure (Ingénieur en bâtiment ou équivalent) et/ou professionnel reconnu dans le secteur du bâtiment, vous avez réellement l'envergure d'un responsable d'entreprise et vous possédez nécessairement une expérience du terrain. Véritable commercial, vous êtes également un excellent meneur d'hommes.

Le poste est basé dans l'Ouest de la région parisienne si possible, ou bien dans une autre ville de la région ouest.

Envoyer C.V. + photo sous réf. P689M, au ***FLORIAN MANTIONE INSTITUT,*** *Conseil en Recrutement, 39, rue Etienne Marcel, 75001 Paris ou consulter la* ***définition de fonction sur MINITEL 3615 code SOFTEL ou téléphoner à Jean-Louis PAGÈS au 40.28.90.90.***

AIX - BORDEAUX - CLERMONT-FERRAND - DIJON - GRENOBLE - LA REUNION - LA ROCHELLE - LYON - MONTPELLIER - PARIS - REIMS - ROUEN - TOULOUSE.

Cabinet Conseil en Gestion des Ressources Humaines, nous comptons 40 collaborateurs et nos résultats sont en progression forte et constante (CA x 2 en 3 ans). Vingt années d'expérience nous confèrent notoriété, crédibilité et savoir-faire.

Notre volonté de développement et de qualité nous fait rechercher aujourd'hui des :

Consultants en recrutement

- **Formation Sciences Humaines** Réf. 1169
- **Formation Scientifique et Technique** Réf. 1170
- **Formation Commerce et Gestion** Réf. 1171

Nous attendons de vous : • un goût et une aptitude pour la communication et la négociation auprès de dirigeants d'Entreprise, • une capacité à gérer et développer, de façon autonome et responsable, votre activité (définition du besoin/recherche de candidats/intégration/suivi technique et commercial).

Vous nous apportez : • votre expérience de quelques années en Entreprise ou en Cabinet, • votre désir de vous impliquer et d'exprimer votre potentiel de réalisation et de créativité.

Nous vous offrons : • un prolongement et un développement de votre expérience, • une place de choix dans notre équipe pluridisciplinaire, • des possibilités d'évolution, de développement personnel, rapides et concrètes.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre man., CV, prét.) sous référence choisie à Michel ENSELME, Directeur Général au **CNPG Conseil**, 61 rue des Belles Feuilles, 75116 Paris, qui l'étudiera rapidement en toute confidentialité.

BRUXELLES
FRANCFORT
LONDRES

CNPG CONSEIL

MADRID
MILAN
ZURICH

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

CNPG EST MEMBRE DU RESEAU EUROPEEN ENEX.

DESSEIN

SOCIETE DE PROMOTION IMMOBILIERE EN ILE DE FRANCE

filiale d'un important constructeur social et d'établissements bancaires et financiers connaissant un important développement sur son marché recherche

DIRECTEUR COMMERCIAL

Il aura en charge :

- l'évaluation des opportunités présentées par le service de recherche foncière,
- les études de marché,
- la direction de la force de vente,
- l'organisation des actions publicitaires et commerciales.

Ecrire sous référence 3828 M (indiquée sur l'enveloppe) à l'Agence PARTHENOPE - 67 Rue Dulong - 75017 PARIS - qui transmettra

---

Pierre DESCOTTES

ayant précédemment occupé des fonctions de Direction Générale au sein de filiales françaises de sociétés internationales allemandes et suisses, rejoint EQUIPES ET ENTREPRISES.

Ce cabinet animé par François CORNEVIN, a pour vocation la recherche de cadres supérieurs et de spécialistes, dans différents secteurs économiques.

EQUIPES ET ENTREPRISES

11 bis, rue Portalis 75008 PARIS - Tél. (1) 42.93.18.72 + - Fax (1) 42.93.20.05

La Compagnie générale des Eaux

recrute

pour sa direction juridique

1 JURISTE

spécialiste droit des affaires

Très bonne connaissance droit des sociétés.
Expérience similaire confirmée 5 ans minimum.

Pour l'une de ses filiales à Paris :

1 JURISTE

Droit des sociétés

Expérience confirmée 3/4 ans.

Adresser C.V. manuscrit et prétentions sous n° 8 441, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

ROCKWOOL

- 550 millions de Francs de CA. 500 personnes en France.
- Notre Groupe est le premier fabricant mondial de laine de roche.
- Notre unité de production en Auvergne est dotée d'un outil technologique de pointe.
- Parce que nous poursuivons notre expansion, nous recherchons pour notre site de production :

1. RESPONSABLE FORMATION

DESS gestion du personnel, IEP ou équivalent, débutant ou courte expérience.
Vous assisterez le chef du personnel dans l'élaboration, la mise en oeuvre et le suivi de notre plan de formation.
Comme nous consacrons 8 % de notre masse salariale à la formation et que notre unité de production travaille à feu continu, vous êtes un homme avant tout faisabiliste et rigoureux. **Votre réussite sera un terrain propice à la culture de votre ambition.**

Merci d'adresser rapidement votre CV et votre lettre de motivation sans omettre la réf. AF à Laurent HUET
111, rue du Chateau des Rentiers - 75013 PARIS

ROCKWOOL L'ENTREPRISE DE TOUS LES DEFIS

PLURIAL

Vendre le produit recrutement

Nous sommes un groupement de Cabinets Conseil en Recherche de Cadres, exerçant notre activité dans les domaines de l'Informatique, de l'Industrie, de la Banque et des Assurances.

Notre équipe est constituée de 4 consultants attachés à une déontologie précise et travaillant dans un climat très collégial. Nous recherchons un(e)

JEUNE COMMERCIAL(E)

A partir de contacts téléphoniques, en étroite relation avec l'équipe, vous prospecterez une clientèle très diversifiée de Grandes Entreprises. Vous développerez vos capacités commerciales auprès d'interlocuteurs privilégiés : Directeurs du Personnel, Responsables Informatiques et Commerciaux.

Vous aurez également à temps partiel une fonction d'assistance aux Consultants dans la gestion et le suivi de la recherche de Cadres.

Diplômé(e) de l'Enseignement Supérieur, vous possédez une bonne culture générale, le goût des contacts téléphoniques et de bonnes capacités d'initiative et d'organisation.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. GIE.89 M à PLEIADE CONSULTANTS - 103, rue La Fayette - 75010 Paris.

ART ET CULTURE

RESPONSABLE DES EDITIONS

Il sera responsable du développement des collections, dans le cadre d'une politique de prestige (livres d'art, textes classiques et modernes...). De grande culture générale, il communiquera avec des interlocuteurs variés et de haut niveau (auteurs, directeurs de collection...). Excellent gestionnaire, il managera son service (une dizaine de personnes et une imprimerie d'une cinquantaine d'agents) en veillant aux objectifs économiques de celui-ci.

Ce poste, basé à Paris, intéresse un diplômé d'études supérieures ayant une expérience de l'édition, motivé par une intégration dans une entreprise de 2000 personnes et dont le C.A. est deux milliards de francs.

Merci d'adresser C.V. + lettre s/réf. 10001/M à Anne BASSE-DAJEAN. Confidentialité assurée.

CEGOS - *Département* **Recrutement**
204, Rond point du Pont de Sèvres
92100 BOULOGNE Cedex

cegos

Membre de Syntec

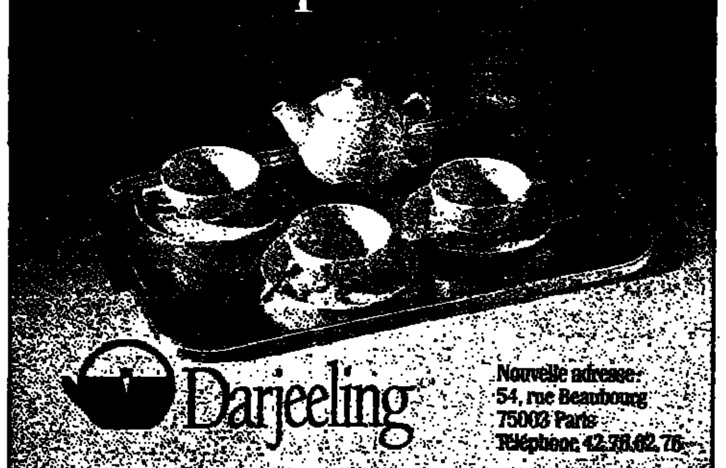
Un organisme travaillant pour des services publics locaux

recrute

UN(E) CHARGÉ(E) DE RELATIONS PUBLIQUES

Une connaissance du milieu communal est indispensable, de même qu'une expérience dans l'un des 4 domaines ci-après :
EAU, ÉLECTRICITÉ, TÉLÉVISION PAR CABLE, TÉLÉCOMMUNICATIONS
La formule de détachement est possible pour un fonctionnaire.
Le candidat retenu devra posséder d'excellentes qualités rédactionnelles, avoir l'esprit concret, le sens de l'organisation et le goût de la vente. Le poste est à pourvoir en province. Écrire, sous la référence A1, à FNCCR, 20, bd de Latour-Maubourg, Paris-7e, qui transmettra.

Darjeeling change de plateau



Darjeeling

Nouvelle adresse :
54, rue Beaubourg
75003 Paris
Téléphone 42.78.62.75

AGENCE CONSEIL EN COMMUNICATION

CADRE JURIDIQUE L'EXPERIENCE AUDIOVISUELLE

Titulaire d'un 3e cycle de droit des affaires ou équivalent, vous êtes spécialisé si possible en droit de l'audiovisuel. Votre expérience : 3 à 5 ans dans le service juridique d'une entreprise de communication, de production ou de gestion de droits audiovisuels ou dans un cabinet spécialisé.

Notre Direction Juridique vous propose de prendre en charge le suivi, les négociations et l'élaboration, en accord avec les opérationnels, des contrats de production et coproduction en fiction, documentaires, variétés, jeux, opérations commerciales et de droits dérivés... Vous intervenez également en conseil et assistance sur le droit des auteurs, le droit voisin, les conventions collectives de Réalisateurs, Auteurs, Interprètes.

Pour un 1er contact, téléphonez au (1) 42 61 82 81 de 8 h 30 à 18 h 30 (samedi de 10 h à 13 h) ou composez sur minitel le 3616 CVCOM ou adressez votre candidature à Emmanuel GRADOS - Direction des Relations Humaines - TF1 - 17, rue de l'Arrivée - 75737 PARIS Cedex 15.

CONTACT-TELEPHONE 16 (1) 42 61 82 81

Organisation et Publicité

PROFIL Consultants **LYON**

Une des 4 équipes du Groupe ARCHIPEL (35 consultants) s'agrandit

Notre activité :
le conseil en développement des Ressources Humaines :
analyse des potentiels - entretiens d'appréciation - recrutement.

Notre volonté :
développer notre activité en répondant aux besoins des entreprises qui innovent dans le domaine des Ressources Humaines. Nous recherchons un

CONSULTANT EN RESSOURCES HUMAINES

Votre mission :
participer à nos missions de conseil, de formation et à la création de nouveaux outils de gestion prévisionnelle des Ressources Humaines.

Votre expérience :
une formation supérieure et 8 à 10 ans en entreprise.

Adresser lettre manuscrite, CV et photo sous Réf: LM à :

PROFIL Consultants 132, cours Charlemagne - 69002 LYON.

HCAP

SYNTHELABO

Groupe Pharmaceutique Français
recherche pour sa **Direction des Etudes**

CHARGE D'ETUDES

pour participer aux opérations suivantes :

- développement et mise au point des nouveaux traitements d'information et d'analyse de données,
- évaluation et validation des méthodologies utilisées,
- participation aux opérations de traitement de l'information dans les domaines économique et médical.

Formation : Mathématiques appliquées avec solides notions informatiques (Maîtrise, DEA, ENSAE ...).

Adresser lettre manuscrite, curriculum-vitae, photo et *prétentions sous la référence 89/92 MO* à l'attention de D. VOLTZ - **SYNTHELABO**
22, avenue Galilée - 92350 LE PLESSIS ROBINSON.

ORC

ENTREPRISE DE PRESSE

recrute

JOURNALISTE

Bonne formation universitaire, intéressé par les problèmes de communications (presse écrite, audiovisuelle, techniques nouvelles de communication, publicité, relations publiques).

Adresser c.v. + photo sous n° 8 436
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

L'UN DES TOUT PREMIERS GROUPES D'ASSURANCE DU SECTEUR PRIVE

soucieux de la qualité de sa communication commerciale, serait heureux d'accueillir un (e)

RESPONSABLE DE COMMUNICATION

Pour élaborer la stratégie de sa communication commerciale extérieure.

Vous possédez un BAC + 4 ou un BAC + 3 dans le domaine de la communication, vous maîtrisez et pratiquez l'anglais et vous faites preuve de disponibilité.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. RCV à Mme IMBERT - Groupe Victoire - 52, rue de la Victoire 75009 PARIS.

Abeille vie
GROUPE VICTOIRE

CONTESSE

Organisation nationale professionnelle dans le secteur agro-alimentaire

CHERCHE POUR RÉGION PARISIENNE

SON SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

profil ESC, IEP... Débutant ou première expérience acceptés.
Anglais indispensable.

Envoyer c.v., photo et prétentions sous n° 8443, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

Etre demain, un partenaire financier reconnu

SUP de CO

ou équivalent

à fort tempérament commercial

Etre reconnu, par vos clients : commerçants, entreprises, comme l'homme qui trouve des solutions pour soutenir le développement de leurs affaires.

Etre reconnu pour votre sens de l'analyse financière afin de proposer des produits et services adaptés (crédits revolving, crédits d'équipement professionnel, crédit-bail, location financière, affacturage...).

Etre reconnu, aussi, par votre entreprise, le Crédit Universel, comme un commercial, de terrain, fonceur mais raisonné qui sait entretenir des relations durables avec ses clients en tant que conseil avisé.

En bref, vous affirmer comme un partenaire financier, prouver votre tempérament commercial, seront vos objectifs à très court terme.

Débutant ou avec une première expérience commerciale réussie, vous atteindrez ces objectifs sur la base de notre formation très complète et surtout avec votre puissance de travail. Après cette expérience très terrain, si vous êtes mobile, vous aurez, évidemment, des opportunités de carrière dans notre groupe et dans un métier en forte croissance : le financement des particuliers et entreprises.

Le Crédit Universel en quelques chiffres :	
Une implantation nationale :	• 6 directions de réseaux • 87 agences
Une taille humaine :	• 1000 personnes
La réussite financière :	• 9,7 milliards de nouveaux concours distribués en 88 • + 21%

Merci de nous faire part de vos motivations et de la Région où vous souhaitez débuter votre carrière en adressant votre candidature à :
Crédit Universel - DRH -
152, bd Haussmann - 75008 PARIS.
(1er entretien possible dès le 10 juillet).

CREDIT UNIVERSEL

ORC

Euro Disneyland S.A.

Intégrer EURO DISNEYLAND, c'est participer activement à la création d'un projet européen de grande envergure, avec une culture basée sur la formation, la promotion interne, bref le développement des Ressources Humaines. Venez contribuer à cette réussite en étant

RESPONSABLE FORMATION

"DISNEY UNIVERSITY"

Votre mission :

- développer et assurer le suivi des programmes d'accueil, de familiarisation de l'entreprise, et ceci pour 10.000 personnes recrutées entre 89 et 92, année de l'ouverture,
- créer les sessions de formation destinées à faire comprendre et perpétuer la notion de service « Qualité » selon la tradition Disney,
- participer à la définition et mise en place des programmes de formation destinés aux cadres, maîtrise et personnel administratif,
- coordonner ces missions avec les différents services des Ressources Humaines.

Pour cela, vous êtes diplomé(e) de préférence en gestion des Ressources Humaines, vous avez d'excellentes aptitudes en communication écrite et orale tant en français qu'en anglais, que vous avez prouvées au cours de vos expériences précédentes.

Merci d'envoyer votre Dossier, C.V. en français et en anglais, avec photo et prétentions sous ref. 9/ER/45 à EURO DISNEYLAND, Service Recrutement, « Le Pascal », 3 à 11, boulevard Georges Méliès 94350 VILLIERS-SUR-MARNE.

© Disney

Performance et réussite en milieu hospitalier privé.

Prolonger notre démarche de coordination et de rationalisation des achats pour nos adhérents (cliniques privées) auprès desquels nous avons, par la qualité de nos relations, développé un climat de confiance et valorisé notre image de compétence, c'est ce que nous proposons à un

jeune SUPdeCO

développement et gestion

Collaborateur immédiat du directeur, il vous sera délégué une part active de la mission de notre société par
- la négociation avec les fournisseurs et le suivi de leurs relations avec nos adhérents
- l'innovation dans le service rendu aux cliniques
- l'ouverture de notre démarche à d'autres produits ainsi qu'à d'autres secteurs.

De formation commerciale supérieure, ESC ou équivalent, vous avez complété votre parcours par une première expérience de la gestion. Les candidatures débutantes à fort potentiel seront toutefois examinées. Créativité et qualités relationnelles vous permettront de vous intégrer rapidement à notre équipe.

Pour ce poste basé à Rouen, merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. BHM au

cog hébert conseil 231, rue Louis Blanc 76100 ROUEN

LEVI-TOURNAY/ABSCOM — MEMBRE DE SYNTEC

GROUPE DE MUTUELLES EN PLEINE EXPANSION

recherche

JEUNE CADRE DE GESTION

Il devra assister le directeur dans la gestion des ressources financières : comptabilité, bilan, tableau de bord, suivi des placements, établissement et contrôle des budgets...

Pour être candidat, il faut avoir une solide formation générale de base (E.S.C. Finances-comptabilité, Sciences-Po, éco-fi...), une très bonne connaissance de la comptabilité (D.E.C.S. ou équivalent), une première expérience de quelques années avec utilisation des moyens modernes de gestion, si possible dans le même domaine professionnel et une ouverture d'esprit à l'aspect social de l'activité mutualiste.

REMUNERATION ET AVANTAGES SOCIAUX INTERESSANTS

Envoyer C.V. détaillé, lettre manuscrite, photo récente et prétentions au Département Recrutement du COMES, 11, rue Victor Hugo, 93170 BAGNOLET réf. 2812

comes

DISCRÉTION ET RÉPONSE ASSURÉES.

Société d'aménagement en expansion située dans une grande ville de l'Ouest recherche

Monteur d'opérations d'aménagement

HAUT NIVEAU

Dans le cadre de la restructuration et du réaménagement de la ville, il devra conduire et gérer des opérations d'aménagement complexes et importantes de centre ville, faisant appel à des équipes pluridisciplinaires de réhabilitation d'urbanisme, d'architecture..., etc.
Formation supérieure et expérience de montages complexes en urbanisme et centre ville exigées.

Merci d'adresser sous réf. 58064, votre dossier de candidature à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

MEDIA-SYSTEM

Important cabinet d'expertise comptable, d'audit et de conseil de dimension nationale, intervenant dans le secteur de l'économie sociale,

recherche pour ses bureaux de :

METZ et TOULOUSE :

CONSULTANTS CONFIRMÉS

pour missions de conseil, diagnostic financier et stratégique.
HEC, ESSEC, Sup de Co, etc., 3 à 5 ans d'expérience

GRENOBLE :

RESPONSABLE DE MISSION

pour missions de commissariat et de conseil DECS complet + sciences Eco ou ESC souhaité, 3 ans d'expérience.

Envoyer C.V. et prétentions au :

N° 8444 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

Important service de Médecine du Travail interentreprises du bâtiment et TP du Nord-Est (Aisne, Aube, Marne, Haute-Marne), recherche

2 MEDECINS DU TRAVAIL

PLEIN TEMPS

Rémunération motivante : 235.000 à 350.000 F
Avantages sociaux liés à la convention
Collective des I.A.C. du bâtiment et des T.P.
Envoyez lettre de motivation, CV et photo à :
GROUPEMENT D'ACTION SOCIALE du Bâtiment et TP du Nord-Est
1, rue Emile Cazier - 51100 REIMS - Tél. : 26.88.40.40

CONTESSE

VOUS ÊTES CADRE SUPÉRIEUR AUTONOME - HOMME DE CONTACT

(en recherche d'emploi)

DEVENEZ CONSULTANT

et

CRÉEZ VOTRE CABINET

en suivant une formation rémunérée de 4 mois organisée par *Consultec* et l'E.S.G. avec des experts en communication, marketing, conseil, finances, fiscalité... Début le 4 septembre 1989 à Paris.

Env. lettre de motivation + C.V. + photo à : E.S.G. Formation continue, 19, rue Erard, 75012 Paris. 43-43-34-00.

---

copra

COPRA poursuit son développement en immobilier d'entreprise sur l'Ile-de-France et recrute :

UN(E) « CHEF DE PROGRAMME »

Vous avez au minimum 2 à 3 ans d'expérience comme Chef de Programme ou Commercialisateur dans le secteur Immobilier d'Entreprise, et un diplôme d'Etudes supérieures.

Vous souhaitez :

- **Rejoindre une petite et jeune équipe au sein d'un grand promoteur national en forte expansion.**
- **Prendre en charge la réalisation complète de plusieurs programmes situés en Région parisienne sur le plan commercial, technique, économique.**

Vous adressez votre CV + photo + prétentions à Patricia THION – COPRA 13-15, rue des Sablons, 75116 PARIS.

ADJOINT DIRECTION MARKETING

TELERAMA, hebdomadaire en diffusion croissante, filiale d'un important groupe de presse, recherche l'adjoint de la Direction Marketing.

Sous sa responsabilité, vous participerez à la conception et à la réalisation des opérations de recrutement de nouveaux abonnés et de relances. Vous assurerez le suivi du budget de ces opérations.

De formation commerciale supérieure (Bac+3, Bac+4), vous avez acquis une expérience (environ 2 ans) dans les domaines du marketing direct, presse, édition, VPC. Vous avez en outre de réelles qualités d'adaptation et de rigueur.

Nous souhaitons vous rencontrer. Adressez votre candidature (lettre et CV), sous la réf. 6205/LM à MEDIA P.A. 47, rue de Bellevue - 95513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX

Télérama

MEDIA PA

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

LIDL

CONDUIRE L'IMPLANTATION IMMOBILIERE D'UN LEADER DE LA DISTRIBUTION

PARIS - LYON - STRASBOURG - METZ - CAMBRAI

Avec plus de 600 magasins et 50 centres commerciaux, Lidl règne aujourd'hui sur la distribution alimentaire Discount en RFA. Le Groupe s'implante aujourd'hui en France, avec des ambitions similaires et réalistes. Il bénéficie pour réussir ce tour de force d'importants moyens et d'un produit parfaitement maîtrisé.

Vous conduisez sur le terrain les acquisitions immobilières, en propriété ou en location, des futurs points de vente (entre 400 et 800 m²).

Après étude d'implantation, vous déterminez la bonne opportunité et négociez les contrats. Enfin, vous gérez le parc immobilier de votre région.

A l'aise parmi les notaires, promoteurs, administrateurs..., vous avez développé au cours de quelques années d'expérience une bonne connaissance des pratiques immobilières. La trentaine, votre formation supérieure juridique (ou équivalent) vous sera utile. Rapidement disponible, au sens fort du terme, vous maîtrisez la langue de Goethe.

Pour le reste, nous vous initierons à notre culture de la distribution. Parlez-en à notre Conseil Anne Leick. Elle attend votre dossier, sous référence 4619 et vous donnera plus de détail sur simple appel.
Informations Minitel : 3616 code Managing.

MANAGING
40, rue de Tivoli
67000 STRASBOURG
Tél. 88.36.12.00

MEDIAPA

Notre établissement bancaire et financier s'inscrit activement dans les modifications et le renouveau du monde bancaire.

Notre premier développement sera d'abord celui de l'ensemble du personnel.

Si c'est aussi votre conviction, vous êtes le DRH que nous recherchons.

DIRECTEUR RELATIONS HUMAINES

Membre du Comité de Direction, outre votre participation aux choix stratégiques de l'entreprise, vous aurez, assisté d'une équipe de plus de vingt personnes et d'un budget supérieur à 300 millions de francs la responsabilité complète des Ressources Humaines d'un établissement de 1 500 personnes.

Au-delà de la gestion et de l'animation nous recherchons un véritable professionnel qui soit une personne d'écoute et de négociation, de rigueur et d'imagination.

Agé d'une quarantaine d'années, diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez un parcours en entreprise industrielle ou de services qui vous permettra d'être immédiatement opérationnel.

Poste basé dans la région Provence - Alpes - Côte d'Azur.

Merci de nous adresser votre dossier sous réf. 2004 C/M ou transmettez-le à **CVCADRE** en composant le 36.15 code JCM sur votre minitel.

CVCADRE 36 15 JCM

JEAN-CLAUDE MAURICE CONSEIL - 12, RUE DE PONTHIEU - 75008 PARIS

PARIS - LYON - NANTES - RENNES - TOULOUSE - VOIRON - BARCELONE

DEBUT PROFESSIONNEL PROMETTEUR DANS LES RESSOURCES HUMAINES...

Faisant partie d'un groupe de réputation internationale, notre établissement (450 personnes) situé en proche banlieue Nord-Ouest de Paris, est en pleine expansion dans son domaine technologique de pointe : nombreux marchés, nombreux projets, nombreux recrutements... Accompagnant cette croissance, notre équipe "Personnel" souhaite offrir à un jeune cadre débutant la possibilité de s'épanouir dans une fonction prenante et qualitative intégrant

RECRUTEMENT ET FORMATION

Dans notre environnement d'ingénieurs et de commerciaux, vous assurerez, sous la responsabilité de notre jeune chef du personnel et pour une partie significative de notre établissement, l'ensemble des missions "recrutement" (définition des profils - annonces - logistique - entretiens - participation au choix final intégration...) et "formation" (diagnostic des besoins court et moyen terme - plan formation - budgets - suivi des réalisations...) avec également d'autres missions (gestion de rémunérations...).
Intervenant parallèle "Ressources Humaines", votre "collègue" (au parcours réussi...) facilitera aussi votre intégration au sein de notre société et du service.
Jeune diplômé d'études supérieures, votre goût pour ces activités, votre implication, votre disponibilité sont réels, et vous êtes intéressé par ce poste aux aspects multiples. Alors adressez dès aujourd'hui votre dossier complet à notre conseil Joël HAXAIRE sous la référence M/RF/LM.

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Développer une nouvelle filiale implantée dans le NORD et spécialisée dans les TRAVAUX ROUTIERS...

...Tel sera le challenge pour

UN CHEF DE CENTRE

Dynamique et efficace
Formation ingénieur TP
- 40 ans environ -

Notre Groupe - C.A. : plus d'un milliard de Francs et **2.600 personnes - est diversifié dans le milieu des Travaux Publics.**

le CHEF de CENTRE, basé à Lille, dépendra directement du Directeur Général et sera responsable de l'Agence Nord et Littoral.
Ses qualités seront avant tout :

- un sens du contact commercial à haut niveau
- une technicité éprouvée de chantier de TP
- un gestionnaire incontesté

Meneur d'hommes, ce poste présente un aspect relations humaines important; ce qui facilitera la réalisation des objectifs fixés par la Direction Générale et permettra d'instaurer un style de management compatible avec une ambiance harmonieuse du centre de travaux.

La rémunération est attrayante. Une voiture de fonction est prévue.

Si vous vous reconnaissez dans cette description, exprimez votre intérêt pour ce poste dans une lettre manuscrite accompagnée d'un CV, d'une photo et de vos prétentions, en adressant votre dossier sous la réf. 77983 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 PARIS, qui transmettra - Discrétion totale assurée.

GRENOBLE

RESPONSABLE ACHATS ET CONTROLE DE GESTION

Grand Groupe Industriel largement implanté en France et à l'étranger, nous sommes placés au tout premier plan de la compétition internationale. Très présents sur nos marchés, nous progressons également grâce à une diversification réussie de nos activités et à une politique active d'investissements technologiques. Aujourd'hui, nous créons pour l'une de nos divisions un poste de haut niveau.

De formation ESC, Gestion ou équivalent, à 30-35 ans environ, vous avez une solide expérience de la fonction Achat en secteur industriel et de bonnes connaissances en gestion.

En étroite relation avec le Directeur Général et à la tête d'une petite équipe, vous exercerez vos talents sur 2 axes complémentaires : le contrôle de gestion de la Division et l'achat des matières premières qui représente un important budget.

A vous de mettre en avant toutes vos qualités professionnelles : bonne appréhension des données (qu'elles soient d'ordre financier ou technique), savoir-faire relationnel, sens de la négociation, pouvoir de persuasion pour réussir dans cette mission clé.

Bien entendu, vous avez une excellente maîtrise de l'anglais pour évoluer dans ce contexte très international.

Si ces perspectives vous intéressent, adressez votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo indispensable), sous la référence 6203/LM, à

C.V. - 47, rue de Bellevue - 92513 BOULOGNE CEDEX, qui transmettra.

MEDIAPA

Sedri GROUPE

Leader des réseaux ciblés, notre Groupe a connu depuis sa création, en 1981, une progression exceptionnelle en développant son savoir-faire dans les domaines de la TELEMATIQUE, MONETIQUE, VISIONNIQUE, MEDICAL, ...

PRENDRE LA RESPONSABILITE MARKETING D'UNE LIGNE DE PRODUITS

C'est la mission que nous proposons à un diplômé d'une école de commerce ou équivalent ayant acquis une expérience significative dans le domaine du marketing ou de la vente.

- Au sein de la Direction Marketing, vous aurez à suivre l'évolution d'une gamme de produits.
- Vous analyserez les marchés, gèrerez et optimiserez le Marketing Mix et assurerez le bon lancement des produits.
- Vous aurez un rôle de conseil en terme d'axes de communication et d'outils de promotion.
- Vous serez le lien entre les services Recherche et Développement et les équipes commerciales.

Ce poste basé près de Soissons nécessite des déplacements sur Paris.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous Réf. DS/AS, à notre Conseil : Anna STAROSWIECKI - **INFORAMA Carrières** 50, rue Marcel Dassault - 92100 BOULOGNE

BORDEAUX - LILLE - MARSEILLE - PARIS
PAU - SOPHIA-ANTIPOLIS - TOULOUSE

INFORAMA carrières
la technologie par les hommes

ROBERT & PUBLICS

Filiale, relations publiques, du groupe de multi-Communication International Robert & Partners.

■ Nos clients: des entreprises, des collectivités, des salons professionnels, des Ministères...

■ Notre approche: la création d'évènements... dont on parle.

■ Notre souci: la rigueur du suivi.

MEDIATEAM

Pour accompagner son développement dans un grand Groupe International, nous recherchons:

UN RESPONSABLE DE PROJET

Dans le cadre d'une équipe à taille humaine, sur un domaine d'intervention "hors média" et sur plusieurs budgets, vos missions seront multiples et diverses.

- Définir avec le client une stratégie de communication ad hoc.
- Concevoir les opérations: expositions, colloques, évènements-spectacles, festivals, concours, etc...
- Suivre sur le terrain la mise en place des opérations.
- Faire passer le message auprès des cibles-échos: journalistes, décideurs, relais d'opinion.

Si la créativité appliquée vous passionne, si vous avez à la fois le sens de la fête et de l'organisation-terrain, si vous avez un profil de type Bac + 5, HEC - ESSEC, Sciences Po... + 2 ou 3 ans d'expérience acquise en Agence ou chez l'Annonceur, alors adressez lettre, C.V. et photo (en précisant la référence 323), à notre Conseil Sophie Guénot - MEDIATEAM 15/17, rue de Vanves - 92100 BOULOGNE.

NOS PROJETS SERONT LES VOTRES

Agence Conseil en Communication Institutionnelle et Financière, filiale d'un grand groupe de communication français recherche

CHARGÉ DE BUDGET EN RELATIONS PRESSE/ RELATIONS INVESTISSEURS H/F

Agé de 30-35 ans, de formation supérieure, vous avez acquis une expérience d'environ 5 ans comme journaliste économique ou financier, analyste financier ou encore comme responsable de budget relations presse en agence ou chez l'annonceur.
Soucieux de donner une nouvelle dimension à votre carrière, au sein d'une agence en constante évolution, vous souhaitez donner libre cours à votre créativité, à votre sens de l'organisation et des contacts, à votre dynamisme, à votre esprit d'équipe ainsi qu'à votre sens de l'initiative.

Des qualités rédactionnelles seront un atout majeur.

La rémunération, très motivante, sera fonction du profil du candidat.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo sous réf. 07/100 à N. MACHADO - 59, boulevard Péreire - 75017 Paris.

REPRODUCTION INTERDITE

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Ce groupe français, 6 milliards de C.A. dont 50% réalisés à l'export et par les filiales étrangères, leader européen ou mondial dans chacune de ses branches d'activité, recherche dans le cadre de sa **politique de centralisation des décisions financières stratégiques**, son

TRESORIER ADJOINT INTERNATIONAL

Optimiser et organiser la gestion de la Trésorerie internationale, tel est l'objectif poursuivi par le Directeur des Services Financiers en créant ce poste.
Votre rôle sera donc de gérer la trésorerie internationale du Groupe, de suivre la gestion de trésorerie des sociétés étrangères et de participer aux opérations de taux.
Votre but est de réduire les risques financiers et permettre l'optimisation des choix. Vous disposez d'outils micro performants.

De formation supérieure, vous avez une expérience de 2 à 3 ans comme Trésorier ou Opérateur Devises, vous maîtrisez les marchés des changes, les NIF, les outils de gestion de taux et bien sûr vous parlez Anglais.

Vous trouverez dans ce poste l'opportunité d'élargir vos qualités de négociateur et d'organisateur.

Pour plus d'informations, tapez 3616 JOB PLUS, code annonceur 11X, réf. 20719, et adressez lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. 20719 à notre conseil :

CONCEPT RECRUTEMENT
2, place André Malraux 75001 PARIS

GROUPE CONCEPT

Une grande entreprise internationale (CA France 1988 > 5 Mds F) leader sur son marché, recherche un

Juriste d'Affaires

A fort potentiel

Paris — **300 KF+**

En position d'adjoint du Directeur Juridique et en prise directe avec les opérationnels, vous aurez pour mission de suivre l'activité juridique de la société et de ses filiales avec la perspective d'animer une équipe de collaborateurs. Intervenant en Droit Commercial sur les contrats clients et fournisseurs, les accords de partenariat et joint-ventures négociés et conclus par les entités du Groupe, vous pourrez traiter également des questions de Droit des Sociétés, Droit Social (conseil et contentieux), Droit Immobilier, etc...
A 35 ans environ, doté d'une solide formation juridique complétée éventuellement par Sciences Po ou un diplôme anglo-saxon, et nanti d'une expérience juridique réussie d'au moins 7 ans, vous souhaitez développer vos compétences techniques et vos qualités de contact dans un environnement professionnel de tout premier plan.
Anglais indispensable.

Contacter Frédéric Foucard au (1) 42.89.30.03 ou adresser CV + n° tél + photo + rémunération actuelle à Michael Page Tax & Legal, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous réf.FTL422MO.

MP
Michael Page Tax & Legal
Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal
Paris.Lyon.Londres.Amsterdam.Bruxelles.New-York.Sydney

MULTINATIONALE JAPONAISE
Leader mondial sur son marché
offre poste évolutif à

CONTRÔLEUR DE GESTION

Le candidat, de formation supérieure (Sup de Co ou équivalent) **débutant ou ayant première expérience**, devra s'intégrer à une équipe performante.

Dans le cadre de la mise en place d'un système de contrôle de gestion, il sera amené à intervenir tant au niveau industriel que des services du Siège.

L'anglais est indispensable, la connaissance de la micro-informatique serait très appréciée.

Si cette opportunité vous motive, envoyez lettre de candidature manuscrite, accompagnée d'un CV, sous Réf. 8599, à :

HERTZ CONSULTANTS
34, rue de l'Arcade – 75008 PARIS

Une importante Banque Régionale recherche en région Centre Est ses

Exploitants Seniors

Rattachés aux Directeurs d'Agence, ils auront pour responsabilité la gestion et le développement d'une clientèle d'entreprises.
De formation Bac + 2 minimum, âgé de 25/30 ans, vous avez une première expérience dans le domaine bancaire comme Exploitant Entreprises, expérience pendant laquelle vous avez fait preuve de réelles qualités de gestionnaire et de développeur.
Pour ces missions qui vous permettent de réussir et d'accéder à terme à des fonctions élargies au sein de la Banque,

contacter Philippe Béraud au 78.28.16.04 ou adresser CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Rhône-Alpes, 19 rue de l'Arbre Sec, 69001 LYON, sous réf.PB202MO.

MP
Michael Page Rhône-Alpes
Paris.Lyon.Londres.Amsterdam.Bruxelles.New-York.Sydney
Spécialiste en recrutement Financier

COMDISCO

Leader mondial dans le secteur du brokerage et du leasing de matériel informatique, notre forte croissance en Europe nous conduit à rechercher pour notre quartier général européen un

Contrôleur de Gestion

Neuilly — **230 KF+**

Rattaché au Controller Europe, il devra à la tête d'une équipe d'environ 6 personnes suivre et analyser sur un plan européen l'activité brokerage et leasing.
Il supervisera par ailleurs la facturation centralisée sur la France. Le poste très autonome requiert une forte capacité d'initiative ainsi qu'un très bon niveau d'anglais. Agé de 26/32 ans, vous êtes de formation supérieure et vous avez acquis 2 à 4 ans d'expérience dans les services financiers d'une entreprise de préférence anglo-saxonne.
Contacter Xavier d'Anglade au (1) 42.89.30.03 ou adresser CV + photo + n°tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous réf.XA1989MO.

MP
Michael Page Finance
Paris.Lyon.Londres.Amsterdam.Bruxelles.New-York.Sydney
Spécialiste en recrutement Financier

CLESTRA

UNE ÉQUIPE EUROPÉENNE EN PLEIN DÉVELOPPEMENT

Nous concevons, vendons, fabriquons (en juste à temps) et mettons en œuvre sur chantiers des solutions modulaires de cloisons amovibles et de plafonds intégrés destinés à équiper les locaux de bureaux et les locaux à atmosphère contrôlée. Nous sommes présents dans 10 pays européens, et, depuis peu, aux U.S.A. et en Corée du Sud par l'acquisition de deux entreprises industrielles et commerciales de notre secteur d'activité.

Nous sommes une filiale du groupe Financière Strafor (4,1 Mds FRF de C.A., 8 200 personnes) 1 250 personnes participent aujourd'hui à notre déploiement international. Nous réalisons un C.A. consolidé de 760 millions de FRF dont 75 % hors France. Notre entreprise se développe depuis sa création en 1961, sur une base européenne et multiculturelle, élargie aujourd'hui au monde entier. Nos produits et services sont devenus dans notre métier une référence internationale de qualité, de fiabilité et de performance.

Le rapide développement de nos activités nous amène à renforcer notre direction financière par deux créations de postes :

Contrôleur de gestion international
Strasbourg

Vous assurerez la coordination du contrôle de gestion et du contrôle budgétaire de l'ensemble des filiales et unités de vente et travaux qui constituent notre groupe. Vous contribuerez à élaborer le business plan de nos filiales récemment acquises et à en suivre la réalisation. (réf. CGIS)

Contrôleur de gestion
Paris

Vous serez chargé, pour le compte du directeur de notre division France à Montrouge, d'assurer le contrôle de gestion et le contrôle budgétaire de l'ensemble de nos cinq unités de vente et travaux en France. Vous assurerez en outre le reporting avec notre siège à Strasbourg. (réf. CGP)

Ces deux postes s'adressent à des diplômés de l'enseignement supérieur, pratiquant l'anglais, et capables d'évoluer rapidement dans un environnement international.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), en précisant la référence choisie, à notre conseil CAPFOR – 8, rue des Francs-Bourgeois – 67000 STRASBOURG.

Informations Minitel : 3615 code CAPFOR.

CAPFOR
PARIS - LYON - AIX/MARSEILLE - NANTES - CLERMONT-FERRAND - BORDEAUX
ANGERS - AUCH/TOULOUSE - BREST - NICE - NIORT - QUIMPER - ROUEN - STRASBOURG

BANQUE INTERNATIONALE - PARIS
recherche

d i r e c t e u r

SALLES DES CHANGES

A 30-35 ans, vous avez une solide expérience de 6 ans minimum.
Vous connaissez les nouveaux produits financiers et vous avez le sens commercial et la pratique de l'anglais.

Ce nouveau challenge vous intéresse ! Adressez votre dossier, sous référence 6206, à

MEDIA PA 47, rue de Bellevue - 92513 BOULOGNE cedex.

SUD-OUEST

LAISSER SON EMPREINTE...

... Dans un important groupe de dimension européenne au volume de chiffre d'affaires supérieur à 2 milliards de F. Au-delà des aspects traditionnels : établissement et suivi des moyens budgétaires, analyse des résultats et des écarts, cohérence et respect des procédures, propositions... qui définissent le

Contrôle de Gestion

nous vous demanderons, auprès de l'équipe de direction du groupe, de **CONCEVOIR, DEVELOPPER, METTRE EN PLACE**, un système "Reporting" Groupe avec un souci de communication, de crédibilisation et de décentralisation.

Diplômé (HEC, ESSEC, ESC...), votre expérience antérieure d'au moins 4 ans en Audit ou en Adjoint Contrôleur de Gestion, votre savoir-faire, votre qualité de contact, votre logique alliée à la simplicité seront des atouts importants pour notre Directeur Financier qui attend beaucoup de vous.

Merci d'adresser à notre Conseil, Joël HAXAIRE, votre dossier complet (lettre manuscrite, CV, photo et rémunération) sous la référence Z/CG/LM.

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

REPRODUCTION INTERDITE

Organiser notre informatique comptable

Paris

Cet important groupe bancaire, à vocation régionale, crée au sein de sa Direction Financière, le poste d'Adjoint du Responsable du Département Comptable.

Vous serez chargé d'organiser et de transférer nos systèmes de gestion comptable sur le progiciel de comptabilité MSA.

Pour cela, il vous faudra :
- Définir l'architecture des systèmes comptables dans le cadre des réglementations et avec le souci de la fiabilité des informations,
- Concevoir et mettre en œuvre des outils de gestion statistiques et analytiques accessibles à l'ensemble des utilisateurs,
- Animer et former une équipe de 6 personnes chargées de traiter la comptabilité de cet organisme et d'assurer la pérennité des systèmes,
- Assister le Responsable du Département dans le reporting comptable et réglementaire.

30 ans environ, école de gestion, DECS ou équivalent, vous avez acquis une première expérience de l'organisation et de la mise en place de progiciels de gestion dans un groupe industriel ou bancaire. Poste évolutif vers d'autres fonctions de gestionnaire.

P. de BEJARRY vous remercie de lui adresser votre dossier sous réf. 314, à :

ELITE *Conseil* 15 rue Maison-Dieu, 75014 Paris.

Rhône-Alpes

Responsable administratif et financier.

Au cœur d'une région particulièrement dynamique, notre "organisme" (200 personnes - 140 MF) a su se créer une forte notoriété dans le développement d'infrastructures et de services aux entreprises. Décidés à jouer la carte européenne, nous cherchons aujourd'hui à renforcer notre potentiel de compétences en intégrant notre Responsable administratif et financier.

Doté de larges responsabilités, vous superviserez le fonctionnement des services comptable, financier, informatique, ainsi que la politique des ressources humaines. Vous prendrez personnellement en charge tout particulièrement le contrôle de gestion et le montage financier et budgétaire de nos grands projets.

De formation financière supérieure, vous avez une expérience réussie de "controller" ou d'audit en cabinet anglo-saxon. Sept ans d'expérience minimum vous auront permis d'harmoniser rigueur professionnelle et aisance relationnelle. D'origine anglo-saxonne, de préférence, vous maîtrisez parfaitement la langue française et avez, si possible, de solides connaissances de la comptabilité française.

Merci de nous convaincre de votre motivation en envoyant votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite +CV +photo) à notre Conseil, Dominique de Verneuil, sous réf. 836 AM.
ADM.A, 75 bis, rue de Sèze, 69006 Lyon.

PARIS - LYON - GRENOBLE - BORDEAUX — ADMA

MEDIA-SYSTEM

UPS United Parcel Service

Nous sommes le N°1 mondial du transport Express de petits colis et documents : 220.000 personnes, 94.000 véhicules, 350 avions, 11 millions d'objets transportés par jour, 11 milliards de $ de CA.
Dans le cadre de notre récente implantation en France et pour faire face à notre très rapide expansion, nous créons le poste de

JEUNE RESPONSABLE DE LA COMPTABILITE

FRANCE

En étroite collaboration avec la Direction Générale, vous animerez l'équipe comptable (4 personnes) et vous garantirez la réalisation de l'ensemble des opérations de comptabilité et de reporting financier.
Nous vous offrons le soutien et la structure d'un groupe en pleine évolution, un environnement jeune et professionnel, un salaire très motivant et un haut niveau de responsabilité.
Vous avez environ 24-28 ans, une formation supérieure (Sup. de CO, MSTCF, DECS...), une expérience courte mais très opérationnelle de la fonction (la comptabilité anglo-saxonne est un plus) et une bonne pratique de l'Anglais.
Pour être candidat à ce poste basé à Orly, vous pouvez adresser lettre, CV (si possible avec version anglaise) et photo à :

Patrice ANDRE, UPS/TTA Express - Zone de fret sud - Bâtiment 351 - B.P. 809 - 94548 ORLY Cédex

---

COMPAGNIE FINANCIERE DE SUEZ

Jeune Cadre

AU SEIN DE LA DIRECTION DU PLAN ET DE LA STRATEGIE

Vous participerez :
- à la tenue d'un système d'information et d'analyse sur les actifs, les métiers, les résultats et la concurrence,
- à la tenue du secrétariat des Comités dont est chargée la Direction du Plan et de la Stratégie.

Vous serez chargé d'études de rentabilité et élaborerez des prévisions et des simulations à moyen terme.

Vous avez une formation du type Grande Ecole de Gestion et une première expérience de 3 à 5 ans environ, soit dans l'audit ou le conseil, soit dans un service d'opérations financières, de prévision ou de contrôle de gestion. Vous maîtrisez l'anglais et le maniement d'un micro-ordinateur vous est familier

Merci d'adresser lettre manuscrite + C V. + photo, en précisant la référence CJ/CH, à la **COMPAGNIE FINANCIERE DE SUEZ** Direction du Personnel et de l'Administration Générale - 1, rue d'Astorg - 75008 PARIS.

MEDIA BK

GROUPE

PELÈGE

LE GROUPE PELÈGE

recherche pour sa filiale immobilière internationale

UN RESPONSABLE COMPTABILITÉ FINANCE GESTION

Le candidat devra réunir les compétences suivantes :
- comptabilité générale et analytique,
- comptabilité en devises,
- fiscalité nationale et internationale (conventions internationales...),
- financement d'opérations en FF et en devises (Coface...).

En outre, le candidat devra avoir une bonne pratique du montage d'opérations à l'étranger, si possible dans le domaine immobilier.
La connaissance de l'anglais est indispensable et la pratique de l'outil informatique est vivement souhaitée.

Une rémunération motivante sera fixée en fonction du profil.

Merci de bien vouloir adresser C.V., photo et prétentions à :

M. Yves-Paul Bouchetard, groupe Pelège
15, rue du Rocher, 75008 Paris.

Les chiffres : un moyen
La gestion : une fin

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Provence

Notre Groupe (500 personnes, 500 MF) fortement diversifié : promotion immobilière, capital risque, agro-alimentaire, textile, papier... recherche pour sa nouvelle filiale d'Avignon (110 MF, 90 personnes) qui fabrique des papiers haut de gamme, son Directeur Administratif et Financier.

Rattaché au Directeur Général du Groupe, vous assurez, avec l'appui de deux Comptables et d'un Contrôleur de Gestion, la comptabilité générale (bilan compris) et analytique, la trésorerie et l'ensemble des tâches administratives : personnel, juridiques, fiscales... liées à la fonction. Votre objectif est d'amener l'entreprise au niveau de performance du Groupe.

Ce poste s'adresse à un gestionnaire de 30 - 35 ans, diplômé d'une Sup de Co option gestion-finance dont l'expérience acquise dans une entreprise industrielle fabriquant si possible des produits en grande série a permis de prouver son intelligence des chiffres, son esprit de décision et son sens du dialogue.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 21/3229 A à :

EGOR RHONE-ALPES
Tour du Crédit Lyonnais
129, rue Servient - 69431 LYON CEDEX 03

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL UNITED KINGDOM

PARTENAIRE DE LA COMMUNAUTE SCIENTIFIQUE

Filiale d'une prestigieuse institution mondialement connue, localisée à **NANCY**, nous sommes appelés à devenir le premier centre de la formation scientifique et technique européen. De création encore récente, nous constituons nos équipes et recherchons aujourd'hui un

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Il s'agit véritablement de créer la fonction et son environnement : mise en place du système comptable et du contrôle de gestion, tenue du budget et prévisions, trésorerie, relations avec les banques... C'est une personnalité ouverte, diplômée et expérimentée que nous attendons : Sup de Co + DECS, ayant mis en place un contrôle de gestion selon les normes anglo-saxonnes... un cursus idéal !

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) à notre Conseil sous référence 741 M.

SODERHU
22 rue Saint Augustin
75002 PARIS.

SODERHU MARKETING VENTE

MEMBRE DE SYNTEC

DESSEIN

BLOIS

UNE EQUIPE QUI GAGNE :

Filiale d'un grand groupe de communication, notre Imprimerie (500 personnes), l'une des plus modernes d'Europe, recherche :

RESPONSABLE COMPTABILITE GENERALE

De formation, minimum DECS, vous avez une solide expérience dans un poste similaire.

Vous maîtrisez l'outil informatique, vous connaissez la Comptabilité Anglo-Saxonne. L'anglais courant est indispensable.

Vous serez chargé(e) d'animer une équipe qui assure le suivi de la comptabilité, de la trésorerie, la gestion des immobilisations, etc... jusqu'au bilan.

Rémunération et Politique Sociale très attractives.

Merci d'adresser votre dossier complet (CV + lettre manuscrite + photo et prétentions) sous réf. 06001C à notre Conseil Sylvie LE MERCIER.

Discrétion assurée.

ACSOR 13, quai de la Saussaye B.P. 193 - 41006 BLOIS CEDEX

NIORT - MONTAUBAN - BLOIS

Nous sommes un groupe multinational
Nous recherchons pour notre siège européen
basé à Paris-La Défense

un analyste financier

En liaison avec les filiales européennes ou le groupe aux USA, vous aurez la responsabilité :
- de préparer les dossiers d'acquisition de sociétés et d'investissement (11 usines en Europe);
- d'analyser les bilans des filiales et en particulier l'endettement et les dividendes;
- vous serez l'interface pour toutes les questions bancaires et de trésorerie.

Vous êtes diplômé(e) d'études supérieures bilingue anglais/français.
Vous avez 3 à 4 ans d'expérience professionnelle en finance et une bonne habitude de la micro-informatique.

Votre professionnalisme et votre rigueur vous permettront d'évoluer rapidement dans notre groupe, numéro 1 dans son secteur d'activité.

Merci d'envoyer lettre + CV sous réf. 57714 à Média-System, 6/8 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

MEDIA-SYSTEM

1er réseau mondial d'agences de voyages, avec 786 agences implantées dans 35 pays développant un volume d'activité de 11,5 Milliards de francs, recherche pour son service d'audit interne

Wagons-lits Tourisme

Auditeur Confirmé

Diplômé d'une grande Ecole de Gestion et possédant un DECS, vous avez une expérience de deux années d'audit interne ou externe qui vous permettront :
- *d'assurer des missions principalement à l'étranger recouvrant des audits comptables et de contrôles internes,*
- *d'assumer un rôle de conseil auprès des unités auditées,*
- *de participer à l'élaboration et à la mise en place de procédures, dans le cadre des nouveaux systèmes de réservation européens.*

Vous maîtrisez au minimum 2 langues étrangères et vous êtes disponible pour de fréquents déplacements de 2 à 3 semaines.

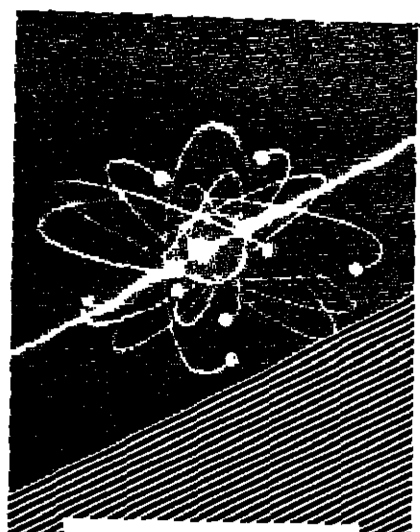
Adresser CV + photo + lettre manuscrite sous réf. MO07 à : WAGONS-LITS, Direction du Personnel et de la Communication, 14 rue d'Athènes, 75009 PARIS.

WAGONS LITS

REPRODUCTION INTERDITE

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



22 000 personnes
11,4 milliards de CA
dont 50% à l'international,
60 filiales et participations
en France
et dans le monde entier.

HEC, ESSEC, ESCP, INGENIEURS GRANDES ECOLES + INSEAD, ISA, MBA

Contrôleurs de gestion à Grenoble, Lyon, Marseille, Paris ...

Merlin Gerin, Groupe international, présent sur tout le territoire français fonde l'efficacité de sa gestion sur le professionalisme de ses contrôleurs.
Compétents en finance et gestion, leur mission s'articule autour de 3 axes:
- **assister** les responsables opérationnels dans la fixation des objectifs (plan, budget notamment), l'établissement des plans d'actions, l'examen des performances réalisées,
- **participer** au développement de la qualité des outils et méthodes de gestion dans le cadre de la politique du groupe,
- **assurer** le contrôle de gestion dans les différents domaines (gestion de production, suivi de projets techniques, suivi de l'activité commerciale).

Contrôleurs confirmés

Vous avez 3 à 5 ans d'expérience en contrôle de gestion dans un groupe international, si possible avec une expérience industrielle (gestion de production...).
Vos responsabilités s'exerceront au sein de centres de profit importants (500 à 1000 MF de CA) réf 1FMOND 185

Jeunes contrôleurs

Débutants ou avec une première expérience, vos responsabilités s'excerceront au sein de filiales françaises ou de départements opérationnels ou encore auprès de la direction centrale du contrôle de gestion. réf 1 FMOND 186

Votre parcours professionnel vous permettra d'évoluer au sein du Groupe (France et international).
Merci d'adresser votre candidature sous référence correspondante, au service Recrutement des Ingénieurs et Cadres- Merlin Gerin- 38050 Grenoble cedex

GROUPE SCHNEIDER

la maîtrise de l'énergie électrique

MERLIN GERIN

Contrôleur de gestion débutant

INSEAD, ESTP + 3EME CYCLE, ESC, ISG...
Voulez-vous évoluer avec nous ?

Vous avez un fort potentiel.
CBC aussi ! CBC, c'est le bâtiment et l'immobilier d'aujourd'hui. Entreprise jeune (7 ans), fortement informatisée, CBC, c'est 5,5 Mds de CA en 89, 3800 personnes et une croissance soutenue.

Vous avez des ambitions élevées.
CBC aussi ! CBC a décidé d'investir dans une formation de haut niveau. Pendant 1 an, le contrôleur de gestion du groupe vous pilotera en vous confiant des missions précises au sein de nos filiales.

Vous souhaitez évoluer après avoir fait vos preuves. Familiarisé à l'esprit du groupe et à ses méthodes, vous rejoindrez une filiale.

Au sein de son équipe contrôle de gestion, vous prendrez des responsabilités qui vous permettront ensuite d'évoluer dans le groupe.

Merci d'adresser votre dossier avec photo, sous réf. 322M, à J.B Valadon, Direction des Relations Humaines, 29/31 rue de l'Abreuvoir, 92100 Boulogne. Tél. 49.09.67.70.

CBC

NOTRE PREMIÈRE RICHESSE,

MEDIA-SYSTEM

CONTROLLER

E V O L U E R   A U   S E I N   D ' U N   G R A N D   G R O U P E

Nous sommes la filiale d'un très grand groupe industriel français, leader mondial dans son domaine d'activités, et implantée dans le Nord de la France. Notre groupe est réputé pour la qualité et pour la rigueur de sa gestion.

Le Controller que nous recherchons est rattaché au Directeur Général et supervise une équipe de 11 personnes. Il est responsable de l'ensemble des questions administratives, comptables et juridiques de la société, participe à la définition et à la mise en place de l'organisation, et veille à l'application et au respect des normes et des procédures du Groupe.

A 30 ans au moins, vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (Grande Ecole, ESC, Maîtrise de Gestion) avec une spécialisation comptable et financière. Votre expérience au sein d'une Entreprise industrielle, de préférence internationale, vous a permis de bien connaître les normes anglo-saxonnes. Vous parlez l'anglais et maîtrisez l'informatique en tant qu'utilisateur.

Vous souhaitez intégrer un Groupe où la fonction de Controller est prépondérante et où vous pourrez évoluer. C'est ce que nous vous proposons.

Pour ce poste, basé en région, merci d'adresser votre candidature et votre niveau de rémunération actuel sous référence 501.01 à notre Conseil Marc Sibold qui vous assure de sa totale discrétion.
COFROR - 20, place de l'Iris - La Défense 2 - 92400 COURBEVOIE

Cofror

COMPAQ

Gérer, créer, conseiller... à suivre...

Avec plus de deux milliards de dollars de CA au plan mondial, une croissance plus rapide qu'aucune autre entreprise, nous avons bâti une solide réputation dans le domaine de la micro-informatique professionnelle.
Pour accompagner notre développement, nous créons le poste de

GESTIONNAIRE DES PROGRAMMES PROMOTIONNELS SALE$PAQ

Intégré à notre équipe Marketing, vous participerez activement à l'optimisation de nos actions novatrices en matière de promotion SALE$PAQ et assurerez l'interface entre nos revendeurs et nos services internes :
- vous gèrerez une partie des programmes promotionnels destinés à notre réseau de distribution.
- vous créerez et développerez des outils de gestion en liaison avec nos départements financiers et informatiques, diffuserez les budgets et contrôlerez les allocations.

De formation gestion ou finance (bac + 5), vous avez déjà acquis une expérience en milieu HIGH-TECH d'au moins 2 ans.
Vous souhaitez aujourd'hui valoriser vos qualités relationnelles dans une fonction directement liée au Marketing.
De bonnes connaissances en anglais sont souhaitables.

Merci d'adresser votre candidature (lettre + CV + rémunération actuelle) sous référence PMS à Renaud FORTIN Direction des Ressources Humaines COMPAQ - 5, avenue de Norvège - 91953 LES ULIS Cédex.

LEVI-TOURNAY/ABSCOM

Aujourd'hui, responsable administratif et financier
Demain, directeur financier

Nous sommes une SSII spécialisée dans la vente de produits et de prestations en informatique graphique.

Notre développement très rapide (création de nouvelles filiales, élargissement de notre champ d'activité...) nous amène à recruter un responsable administratif et financier.

Pour l'ensemble de notre groupe (6 sociétés situées en Europe), vous pilotez en direct la gestion et supervisez notre service comptable et l'administration du personnel.

De formation supérieure (sup. de co), vous avez, après 5 ans d'expérience dans un service financier, une très bonne pratique du contrôle de gestion et souhaitez évoluer rapidement vers un poste de directeur financier.

Si ce challenge vous motive,
merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf.42464
à HCA, 1 place du Palais Royal, 75001 Paris qui transmettra.

Cabinet EXPERTISE COMPTABLE
dominante analyses économiques, conseils et expertises privées recherche

1 ASSISTANT CONFIRME

formation universitaire (école de commerce ou maîtrise) + expérience 2/3 ans

Envoyez lettre de candidature manuscrite + CV à
ELBAUM FIDUCIAIRE
8 rue du Commandant Schloesing 75116 PARIS

CONTESSE

IMPORTANTE SOCIETE HIGH-TECH (500 MF)
située en banlieue ouest de Paris, recherche

CHEF COMPTABLE

Placé sous l'autorité du Directeur Administratif et Financier, il prendra en charge :
- l'ensemble de la comptabilité générale.
- l'établissement des déclarations sociales et fiscales.
- le reporting mensuel (anglo-saxon).
- l'élaboration des budgets.
- le suivi de la trésorerie.
- la conduite de projets de gestion (procédures et mises en place).
- l'animation d'une équipe de 5 personnes.

Le candidat, disponible dès septembre, âgé de 30/35 ans, de formation DECS, justifie d'une expérience similaire d'au moins 5 ans dans un environnement très informatisé.
La pratique de l'anglais sera un atout appréciable.

Manager à fort potentiel, sa grande adaptabilité, son sens de l'écoute et sa rigueur intellectuelle sont les principales qualités requises pour réussir au sein de cette entreprise jeune et performante.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à notre Conseil Bruno TUMA sous référence MVI.

SECOR - Ressources Humaines
113, avenue Victor Hugo - BP 79
92503 Rueil-Malmaison Cedex.

SECOR RESSOURCES HUMAINES

ORC

COMPAGNIE D'ASSURANCE-VIE
DE DIMENSION INTERNATIONALE recherche

AUDITEUR CONSULTANT

Au sein de la Branche Groupe, il aura pour mission de contrôler l'activité assurance de grandes institutions financières.
Ses analyses tant organisationnelles que financières lui permettront de tenir pleinement un rôle de conseil auprès de la Direction générale de ces clients partenaires.

Pour ce poste qui conjugue rigueur et sens du contact nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur (Ecole Supérieure de Commerce ou de Gestion) ayant une première expérience de l'audit, si possible dans le domaine banque-assurance.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 08.622 à Contesse Publicité - 20 avenue de l'Opéra - 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

REPRODUCTION INTERDITE

UNIVERS DE LA GESTION

***Le Monde*, point de rencontre des grandes ambitions.**

Lorraine

CONTROLEUR DE GESTION

Filiale d'un groupe allemand, un des leaders français dans sa spécialité, cette unité de production, implantée en Lorraine est spécialisée dans la fabrication de constructions mécaniques. Elle réalise un CA de plus de 280 MF avec 550 personnes. Dans le cadre de sa nouvelle organisation financière, elle recherche un Contrôleur de Gestion.

Rattaché au Directeur Administratif et Financier, il travaille en étroite collaboration avec celui-ci sur des projets de gestion financière. Il a la responsabilité du service contrôle de gestion. Il organise au niveau de ce poste l'ensemble des fonctions. Il assure le suivi du système de gestion de l'unité de production pour l'ensemble des gammes de produits.

Nous souhaitons rencontrer un candidat âgé d'environ 30 ans, de formation supérieure de type DECS, école de gestion... et pouvant justifier d'une expérience de 3 à 5 ans dans un service administratif et financier ou en contrôle de gestion.

L'allemand courant est indispensable. Il s'agit d'une fonction évolutive dans un groupe européen de première dimension.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 39/3211 A à :

EGOR REGION EST
41, avenue Foch - 54000 NANCY

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL UNITED KINGDOM

Jeune Contrôleur de Gestion H/F
"Business Analyst Europe"

Société US réputée, nous sommes leader mondial dans un secteur majeur de l'Informatique. Nos activités européennes connaissent un tel développement qu'elles représenteront avant 3 ans *plus de la moitié de notre revenu mondial.*
Afin d'atteindre ce but en maintenant les objectifs de rentabilité, notre Patron pour l'Europe, basé à Paris, recherche un jeune bras droit à fort potentiel pour lui confier la fonction de "Business Analyst".

Sa mission comprendra le recueil des informations, l'analyse détaillée des coûts et des ventes, la préparation, le contrôle et l'actualisation des budgets, la consolidation et le reporting à la maison-mère.

De formation supérieure (type ESC ou équivalent), passionné d'informatique (vous utiliserez chez nous les outils les plus performants), vous disposez d'une première expérience du Contrôle de Gestion, acquise de préférence dans un environnement anglo-saxon.
Très disponible, vous aimez voyager et travailler en anglais.

Un poste formateur et plein de possibilités d'évolution vous attend.

Envoyer lettre manuscrite + CV, sous réf. PC 1464, à notre Conseil PLEIN CADRE - 350 rue de Vaugirard - 75015 PARIS qui nous permettra, dans un premier temps, de communiquer confidentiellement.

PLEIN CADRE

Etablissement bancaire en cours de création recherche son

RESPONSABLE DES OPERATIONS BANCAIRES

A 30/35 ans, avec une formation supérieure doublée d'un diplôme bancaire, vous possédez de réelles qualités d'organisation, une grande rigueur. Vous êtes doté d'une expérience de 3 à 5 ans dans le secteur de la Banque.

Votre challenge sera le suivant :
- **assurer la gestion de l'ensemble des moyens de paiement (dont la carte bancaire),**
- **mettre en place l'ensemble des modalités de compensation et prendre en charge leurs évolutions techniques et réglementaires,**
- **réaliser le suivi et le contrôle des opérations d'échange interbancaire.**

Pour ce poste basé à Paris 15e, envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 58058, à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

MEDIA-SYSTEM

Filiale française d'une entreprise suédoise, nous sommes leader europeen dans notre domaine d'activite.

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Membre de l'équipe de Direction, vous serez en étroite collaboration avec le Directeur de la filiale. Vos responsabilités porteront sur toutes les opérations administratives, comptables et financières de la Société. Vous serez également en relation avec la maison-mère.
De formation supérieure (DECS, Ecole de Commerce ou équivalent), vous possédez une expérience professionnelle d'au moins 5 ans et maîtrisez la langue anglaise parlée, écrite. Bien sûr, vous connaissez les règles de la comptabilité anglo-saxonne.
Pour ce poste situé en Lot-et-Garonne, quelques déplacements à l'étranger seront à prévoir.
Nos atouts : vous offrir une rémunération motivante et vous garantir une entreprise performante.
Merci d'adresser lettre, CV, photo et rémunération actuelle sous réf. D/07 à Denis ANDRIEU - FIDAL - 21, avenue Michelet - 47000 AGEN

KPMG FIDAL

TRESORIER DEVISES

Groupe industriel français, leader sur le marché international, (80 milliards de francs de C.A.), recherche un **TRESORIER DEVISES.**

De formation supérieure (MBA, Sup de Co, DESS gestion Dauphine...), vous possédez une première expérience dans ce domaine, acquise dans un service financier international d'une grande entreprise.

Responsable d'une équipe, vous serez chargé de :
- la centralisation du risque de change,
- des relations et de l'assistance auprès des filiales sur la déclaration et la gestion des informations relatives au risque de change,
- la supervision du reporting auprès de la direction de la trésorerie du Groupe.

Vous travaillerez en relation avec les services informatiques du Groupe, des filiales, et les autres services de la Direction Financière.

Habitué à travailler en contexte très informatisé, vous possédez de réelles qualités relationnelles.

Pour ce poste basé à Paris La Défense, la maîtrise de l'anglais est indispensable. Celle de l'allemand constituerait un plus.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite et C.V.) à **JETCOM :**
189, rue du Faubourg Saint-Honoré – 75008 PARIS, qui transmettra.

vous avez dit finances et comptabilité ?

2 raisons d'évoluer au sein de l'UCB

Filiale de la Compagnie Bancaire, l'UCB, N°1 du financement immobilier, s'impose avec 70 agences en France et une implantation européenne en constant développement.

L'UCB mise sur la diversification et la qualité de ses produits et sur ses collaborateurs : des hommes d'action et d'innovation.

Notre Direction Financière et Comptable porte ses ambitions sur de jeunes collaborateurs de bon potentiel. A 25/30 ans, de formation supérieure (ESC, Maîtrise...), peut-être avez-vous déjà le DESCF et/ou une pratique de la comptabilité des établissements de crédit et de la micro-informatique.

Rattaché à la comptabilité générale, vous intégrez dans un premier temps notre équipe chargée de la refonte du plan comptable et de ses incidences sur les chaînes de traitements informatiques. Vous perfectionnez, selon nos méthodes, vos connaissances dans les domaines comptable, juridique, fiscal. Ce nouveau bagage vous permettra d'évoluer selon vos compétences et vos motivations vers des missions fonctionnelles ou des responsabilités opérationnelles tant au sein de la Direction Financière et Comptable que dans une autre activité de l'UCB.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, Curriculum Vitæ, photo et rémunération actuelle sous référence FC/LM à Sylvie de La BLANCHARDIERE - COMPAGNIE BANCAIRE - 5, av. Kleber 75116 PARIS

UCB

compagniebancaire

CEPME
LES PRÊTS DE LA RÉUSSITE

Pour renforcer son équipe de spécialistes du financement de l'entreprise commerciale ou industrielle, le ***CEPME*** *recherche*

UN CHARGE D'AFFAIRES HF

Affecté au service du Siège, vous contribuerez au développement du portefeuille "grande clientèle" de l'établissement dans le domaine des crédits spéciaux.

Vous collaborerez à l'étude et au montage d'opérations complexes (syndications, LMBO, financements d'aéronefs, opérations immobilières).

Diplômé HEC, ESSEC, ESCP, IEP, vous êtes apte à traiter les affaires en langue anglaise et vous avez si possible une expérience des pratiques bancaires anglo-saxonnes.

Transmettez votre dossier de candidature sous réf. SCIC au ***CEPME*** *- Direction des Ressources Humaines 14, rue du 4 septembre - 75002 PARIS.*

Crédit d'équipement des PME

OIC

ETABLISSEMENT FINANCIER DE PREMIER PLAN

RESPONSABLE DES ETUDES ET DU SUIVI DES OPCVM

Chargé de développer l'activité, il devra :
- animer l'équipe qu'il aura constituée;
- assurer le secrétariat du comité OPCVM de l'établissement;
- participer à la définition et au suivi de notre politique vis à vis des SICAV et FCP auxquels nous participons.

Pour ce poste qui nécessite une réelle technicité en matière d'analyse financière, nous souhaitons rencontrer un candidat pratiquant la gestion administrative d'OPCVM depuis 2 - 3 ans et justifiant d'une formation supérieure (Ecole Supérieure de Commerce, DESS Banque - Finance...)

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 08.624 à Contesse Publicité - 20 avenue de l'Opéra - 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

REPRODUCTION INTERDITE

UNIVERS DE LA GESTION

HAUTE-SAONE — TERRITOIRE DE BELFORT

JEUNES BAC + 2
minimum

Vous avez de l'ENTHOUSIASME, nous vous offrons une FORMATION et la possibilité de devenir de VRAIS PROFESSIONNELS de la Banque.

Votre dynamisme, votre goût pour le conseil et le service font de vous un commercial qui a déjà eu ou non la possibilité de faire valoir ses compétences.

Promouvoir l'image et développer les produits du 1er groupe bancaire européen auprès d'une clientèle de professionnels et de particuliers, c'est ce que vous propose, après une formation bancaire de plusieurs mois, notre caisse régionale. (Contrat de qualification pour les - de 25 ans).

Si vous êtes prêts à vous engager dans un métier passionnant et évolutif, merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence CA, à notre Conseil : B.P. 2032, 25050 BESANCON cédex.

Cabinet Conseil J.P. Dornier

Terres d'aventure
LE VOYAGE A PIED

NOTRE PASSION :
le Voyage à pied
UNE VOCATION :
l'Organisation de randonnées à travers le monde.

Aujourd'hui, nous recherchons notre

SECRETAIRE GENERAL H/F

Vous avez 32-40 ans, une formation supérieure de type Sup de Co + D.E.C.S. et avez acquis une expérience de plusieurs années à un poste similaire au sein d'une PME dans le Tertiaire.

Venez rejoindre notre équipe et prendre en charge la gestion administrative/comptable/fiscale/informatique/juridique/personnel de notre Société.

Adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. SG/07 à notre Conseil :

PB International Management
75, rue de Miromesnil
75008 Paris - Tél. 42.94.07.34

Assistant Consolidation
Interface Filiales

La Compagnie Générale de Bâtiment et de Construction (Groupe Générale des Eaux) créée en 1982 - 40 filiales - connaît un fort développement en France et à l'International. En qualité d'Assistant Consolidation, vous participerez à l'exploitation d'un système de consolidation comptable performant. Votre sens du contact sera apprécié de nos filiales et vous permettra de réaliser, dans un esprit de conseil, différentes missions d'assistance au sein d'une équipe dynamique. Votre formation (ESC, MSTCF, MSG...), complétée par une première expérience, vous rend rapidement opérationnel pour ce poste évolutif au sein du Groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV, sous réf. 323 M, à C.B.C., Marie-Annick Fedeli, 29/31 rue de l'Abreuvoir, 92100 Boulogne.

CBC

NOTRE PREMIERE RICHESSE, CE SONT LES HOMMES

MEDIA-SYSTEM

SECRÉTAIRES

Le PRESIDENT d'une importante SOCIETE INDUSTRIELLE
renforce son SECRETARIAT et recherche une

SECRETAIRE ASSISTANTE

Formation Supérieure, excellente culture générale et parfaite maîtrise de la langue française : expérience réussie d'environ 5 ans souhaitée. Ambiance de travail agréable ; rémunération motivante - proche banlieue Ouest.

Adresser lettre, C.V., photo et prétentions sous réf. 2657 à ORGANISATION ET PUBLICITÉ - 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Le Monde — CADRES

LE DÉPARTEMENT DES YVELINES
recrute
pour la DIRECTION de l'ENSEIGNEMENT,
de la CULTURE et des SPORTS
Service archéologie à VERSAILLES

UN CHARGÉ DE MISSION CONTRACTUEL

(Homme ou femme)
Spécialité : photographe — dessinateur

PROFIL DU POSTE :

L'agent recruté devra effectuer, seul ou en collaboration, les types de travaux suivants :
- Photographie d'objets noir et blanc et couleur ;
- Développement, duplication, tirages papier noir et blanc ;
- prise de vue extérieure (fouilles archéologiques et monuments) ;
- responsabilité du laboratoire de développement et de tirage du service archéologique ;
- Tenue et mise à jour du répertoire des clichés photographiques.

De plus, cet agent devra posséder des aptitudes au dessin archéologique, des notions de mise en page et des techniques d'imprimerie, de façon à pouvoir préparer les publications du service d'archéologie départemental.

Les candidatures, composées d'une lettre de motivation, d'un curriculum vitae, d'une photographie d'identité, d'une photocopie des diplômes, devront être adressées avant le 7 juillet 1989 inclus à :

Monsieur le président du Conseil général,
Direction générale des services du département,
Service du personnel,
Bureau du personnel administratif et technique,
2, place André-Mignot, 78012 Versailles Cedex.

Les renseignements complémentaires pourront être obtenus au 39-02-78-78 poste 38.58.

Groupe de presse professionnelle basé à Montpellier recherche un

journaliste expérimenté

pour seconder le rédacteur-en-chef

Lettre manuscrite, CV + photo + rémunération actuelle et prétentions à Havas - 34063 Montpellier Cedex - réf. 196 285.

MAIRIE banlieue parisienne recherche
CHEF DE CABINET CONTRACTUEL
chargé de la communication et de sa logistique. Adresser c.v. détaillé, lettre manuscrite et prétentions s/réf. 372 à PL Consultants, 101, rue de Tolbiac, Paris-13e.

Société allemande de documentation technique multilingue
cherche pour sa filiale à Paris
INGÉNIEUR TRADUCTEUR/TRICE
ayant une parfaite connaissance de l'anglais.
Envoyer candidature à :
BOTS S.A. Documentation technique multilingue, 84-88, bd de la Mission-March., 92400 Courbevoie.

Cherchons jeune fille 18/20 ans pour s'occuper d'un enfant. Grande chambre privée avec bain, piscine, voyages. $ 65/semaine. Ecrire à : B. Sudderth, 2300 Mistletoe Dr., Ft. Worth, Texas 76110 USA.

Établissement scolaire recherche
professeur qualifié de **sciences physiques**
Classes scientifiques. Lycée. Pour rentrée septembre 89. Temps partiel ou fractionné.
Tél. : 45-75-62-66.

CABINET CONSEIL JURIDIQUE ET FISCAL 17e ARRDT
recherche
CONSEIL JURIDIQUE
Minimum 5 ans d'exp.
Envoyer CV C/O Fiducia France 86, r. Laugier, 75017 Paris.

PRÉPAREZ L'ÉTÉ POUR PRÉPARER VOTRE AVENIR
POUR SON DÉPARTEMENT CADRES INTERIM NATION RECHERCHE
DES CADRES BANQUE
*** FINANCE**
*** GESTION**
*** ASSURANCE**
ENVOYER CV A INTERIM NATION
75, BD DE PICPUS, 75012 PARIS
TÉL. : 43-45-50-00.

LYCÉE PRIVÉ sous contrat centre de Paris
recherche
Prof. math. prof. physique
Tél. : 45-63-30-73.

Assistant marchés publics
Expérience nécessaire.
Poste pouvant être pourvu par fonctionnaire détaché.
Envoyer c.v. à E.P.O.S. 11 bis, av. Daumesnil, Paris-12e.

JEUNE SOCIÉTÉ DE CONSEILS JURIDIQUES
propose à conseil juridique inscrit, ayant 3 ans min. expérience, un
POSTE DE COLLABORATION OU ASSOCIÉ
avec responsabilités et autonomie à pourvoir sur Valence ou St-Étienne. Rémunération motivante et évolutive.
Env. C.V. + lettre manuscrite + photo : Philippe Leninger SA, 13, rue des Émeraudes, 69006 Lyon.

INSTITUT DE SONDAGES cherche
PSYCHOLOGUES
pour tâche ponctuelle sur Paris et banlieue, entretiens semi-directifs.
Tél. au (16) 56-94-53-55.

JPG CONSEIL
Cabinet de conseil en
Formation et communic.
recherche des
CONSULTANTS FORMAT.
En management, organisation, techniques de communication, qualité, accueil clientèle et négociation.
Formation supérieure, connaissance de l'entreprise et expérience de l'animation souhaitées.
Veuillez écrire lettre de motivation + C.V. + prét. à JPG Conseil, 5-7, rue de Saintonge, 75003 Paris.

Société Américaine d'Informatique Documentaire
recherche pour la direction de son siège à Paris
UN CADRE EXPÉRIMENTÉ
Gestion, informatique, documentation, anglais cour.
Envoyer C.V. et prétentions à :
Data Trek International 25, rue Bastrol, Paris-11e.

Société allemande de documentation technique multilingue
cherche pour sa filiale à Paris
INGÉNIEUR TRADUCTEUR/TRICE
ayant une parfaite connaissance de l'anglais.
Envoyer candidature à :
BOTS S.A. Documentation technique multilingue, 84-88, bd de la Mission, Marchand, 92400 Courbevoie.

Établissement scolaire
recherche
Professeur qualifié de Sciences physiques
classes scientifiques, lycée, pour rentrée sept. 89, temps partiel ou fractionné.
45-76-62-66.

Cabinet Expertise Comptable et Commissariat aux comptes en expansion.
recherche
COLLABORATEURS DECS + 2
Pour révision contractuelle et légale de dossiers importants. Formation juridique appréciée.
Envoyer lettre manuscrite, c.v. et prétentions
sous le no 8 433
Le Monde Publicité
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

LYCÉE TECHNIQUE DU SUD-EST
cherche pour rentrée septembre 1989
PROFESSEUR ARTS APPLIQUÉS
pour section F2
Env. C.V., lettre manuscr.
Au no 8430
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

LABORATOIRE OCÉANOGRAPHIE CNRS
recherche
INGÉNIEUR EN INFORMATIQUE
pour aide à maintenance développement, assistance utilisateurs pour réseau SUN connecté grands centres calculs nationaux.
Env. C.V. et lettre de cand. à : Lodyc Labo Océanographie CNRS, Université P. et M.-Curie, Tour 14, 2e étage, 4, place Jussieu, 75252 Paris Cedex 05.

M.J.C., 311, fg Montmélian, 73000 Chambéry
recrute au 15-09-89.
ANIMATEUR F.J.T.
Formation DEFA et expérience souhaitées.
ANIMATEUR M.J.C.
Animation globale secteur enfants et adolescents
DEFA ou DUT + BAFD.
Jury sélection 2e quinzaine août.
Lettre manuscr. + c.v.
Ne pas téléphoner.

RESPONSABLE DES DOSSIERS CLIENTS SECTEUR T.P.
Une équipe dynamique veut pouvoir compter sur votre rigueur (suivi des dossiers sur le plan administratif) mais aussi sur votre sens de la négociation (recouvrement des créances, secteur privé et public).
Formation juridique ou comptable, salaire 100 000 F/an env.
Moser BP 101, 78002 Versailles Cedex.

Centre National de Formation (région orléanaise)
recherche
pour rentrée septembre 89
2 FORMATEURS en mécanique
Niveau licence minimum. CAPET mécanique, construction ou agrégation souhaité.
1 FORMATEUR en pédagogie.
Niveau maîtrise en sciences de l'éducation minimum. Expérience souhaitée.
Ecrire sous le no 8 442, LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy 75007 Paris.

FORMATION PROFESSIONNELLE

F.F.M.J.C. : Formation professionnelle de directeurs de M.J.C.

Public visé en priorité :
- 5 années réelles d'expérience professionnelle (hors les professions de l'animation) ;
- 3 ans d'expérience sociale bénévole ;
- Niveau culture générale : baccalauréat minimum.

Formation 2 ans rémunérée par l'Etat, validée FFMJC et université. Mise en poste à l'issue de la formation.

Concours national de recrutement : 15-16-17 septembre 1989.

Dossier d'inscription à retirer avant le 22 juillet 1989.

F.F.M.J.C. – 15, rue de la Condamine, 75017 PARIS.

DEMANDES D'EMPLOIS

RESPONSABLE DU DÉVELOPPEMENT PRODUITS FINANCIERS

Dans la perspective de l'ouverture du Marché Commun des OPCVM, je suis prêt à mettre à la disposition de votre Établissement, mon expérience Bancaire et mes Compétences en Stratégie d'Investissement, Communication et Commercialisation d'OPCVM et tous produits financiers. Clientèle Institutionnelle, Bancaire et Réseaux de conseillers.

Écrire sous no 8438 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

SECRÉT. DU PRÉSIDENT 37 ans, format. supérieure commerc. Tr. franç., anglais, allemand. 15 ans exp. de la fonction dans différentes sociétés franç. et étrang. Relations avec clientèle et fournisseurs, suivi des dossiers étrangers. Organisation voyages, courrier direction, participation foires et congrès internat. Sténo dans les 3 langues. Ecrire sous le no 8013 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy 75007 Paris.

DIRECTEUR FINANCIER ESSEC + MBA Harvard, total. bilingue franç., angl. 5 ans direct. financier au siège europ. à Paris d'une multinat. US. Comptabilités franç. et anglo-saxonne. Expertise confirmée du management internat. et reporting. Financements spéciaux: Contrats internationaux. Contrôle et assistance des filiales étrangères. Acquisitions et fusions. Cherche poste à la direction générale et attend les propositions de votre société. Ecr. confident. s./réf. 8014 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

Prof. de math expérimenté, psychologue clinicienne, ch. tps partiel Paris, lycée sous contrat, hôp. de jour. 46-33-78-80.

Diplômée psychologie du travail (DESA), exp. entreprise + recrutement, excellent relationnel., gde disponibilité rech. poste responsable recrutement ou gestion de carrières. Ecrire sous le no 8439 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy 75007 Paris.

Juriste, solide exp., droit des affaires, droit social, droit marques, droit communautaire, connaissances gestion commerce international, angl., ital. courants, ch. poste juriste d'entreprise ou secrétaire général. Ecrire sous le no 8416 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy 75007 Paris.

Le Sicamtanaire et moi
Votre futur bras droit,
JF, 36 ans, bonne vendeuse, bonne formation Droit/Éco.
45-57-04-13.

Secrétaire BTS, 30 ans, 8 ans d'expér., t. texte. Sens des resp. cherch. sept. Paris emploi motivant. Secteurs social ou communicat. 40-43-32-12, 9 h à 16 h.

---

capitaux propositions commerciales

Petite entreprise tous corps d'état rech. TRAVX RÉNOVATION et ravalements appts, magasins, collectivités, etc., devis gratuit, prix modérés. Possib. crédit. 48-82-34-56+.

Pots à capillarité « diamant vert ». Rech. partenariat pour la fabricat. et la distrib. des pots à capillarité en plastique, France et pays europ., destinés aux cultivateurs. Marché potentiel très import. Écr. à Diamant Vert SA, 25-27, ch. du Pétray, case postale 38, CH-1245 Collonge-Bellerive, Suisse. Télex : 423210 DVJM.

---

secretaires

NEPTUNE ETT recherche **SECRÉTAIRES DE DIRECTION** BILINGUES, STÉNO
Appeler le 45-63-81-47.

Le Monde — L'IMMOBILIER

appartements ventes

6e arrdt

ODÉON STUDETTE
+ terrasse. 740 000 F, charme. EXCELLENT PLACEMENT. 40-68-94-03.

10e arrdt

A vendre à Paris-10e, près hôpital St-Louis, entièr. rénové, 92 m², cuis. équipée 15 m², 2 s. de bns, soleil, 3e ét., asc. Tél. pr R.V., bureau 42-78-58-11, poste 16 et dom. 42-29-42-77.

appartements achats

Recherche 1 à 3 pièces PARIS, préfère RIVE GAUCHE, avec ou sans travaux. PAIE COMPT chez notaire. 48-73-48-07 même le soir.

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE
8, av. de Messine 75008 Paris, recherche APPARTEMENTS DE GRANDE CLASSE Belles réceptions avec minimum 3 chambres.
(1) 45-62-78-99

INTERNATIONAL SERVICE
rech. pr BANQUES, STÉS MULTIN. et DIPLOMATES GDS APPTS de stand. 5, 6, 7 P. Tél. : 42-80-20-42.

villas

Perraleye (95).
Vend villa (1972), entièrement rénovée, 230 m² habitables sur 1 500 m² de terrain aménagé, située à 30 min. de la gare du Nord par le train, à 30 min. de la Défense par l'autoroute A 15 et par le RER ligne C.
Prix : 1 780 000 F.
Tél. : 34-64-58-16.

immeubles

Importante société d'investissement achète cpt immeubles, appts, pavillons Paris et banlieue. Px élevé si justifié. 43-35-48-42.

maisons individuelles

LE PERREUX, lim. Nogent-sur-Marne, mais. meulière, époq. 1880, séj., 4 chbres, cuis., bns, jard. 1 650 000 F. AG. RÉGNIER, 254, av. Pierre-Brossolette, 94 Le Perreux. 43-24-17-63.

terrains

Intéressant pour placement Vd verger viabilisé, situé site protégé, 15' Mantes, 40' Pontoise, surf. et prix à déb. Tél. au 34-67-28-10 l'ap.-midi et le soir apr. 21 h.

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL – RC – RM
Constitution de sociétés. Démarches et tous serv. Perman. téléphoniques.
43-55-17-50.

SIÈGE SOCIAL
Burx équipés ts services Démarches R.C. et R.M.
SODEC SERVICES
Chps-Élysées 47-23-55-47
Nation 43-41-81-81

Domiciliation depuis 50 F/ms Paris 1er, 8e, 9e, 12e 15e et 17e. Permanence tél., télex, fax. INTER DOM 12e, 43-40-31-45.

VOTRE SIÈGE SOCIAL A L'ÉTOILE
16e, CHAMPS-ÉLYSÉES ou AVENUE VICTOR-HUGO
Burx, secrét., tél., télex, fax.
Domicil. : 170 à 390 F/M.
CIDES 47-23-84-21.

DOMICILIATIONS
Forum des Halles, Bureaux, Constitution de Sociétés, Télex, Télifax, Secrétariat. ACCESS - 40-26-15-12.

DOMICILIATION
Burx, télécopie, télex.
AGECO, 42-94-95-28.

Économie

SOMMAIRE

■ En annulant l'amendement qui élargissait aux « Dix de Renault » le bénéfice de la loi d'amnistie, le Conseil constitutionnel a provoqué une vive réaction de la part de la CGT et du PC.

■ L'UAP a dépassé le cap des 5 % dans sa participation au capital de Paribas *(lire page 40)*.

■ Siemens ne renonce pas à son OPA sur Plessey *(lire page 40)*.

■ Le Conseil national du crédit indique les moyens de rénover la « vieille » convention collective des banques *(lire page 39)*.

■ British Aerospace souhaite une redistribution de la construction des Airbus *(lire page 39)*.

Après le refus de l'amnistie par le Conseil constitutionnel

La CGT en appelle à M. Mitterrand sur les « dix de Renault »

Après le rejet, samedi 8 juillet, par le Conseil constitutionnel de l'amendement socialiste élargissant la loi d'amnistie aux licenciés pour fautes lourdes, la CGT a vivement réagi et demandé au président de la République d'*« imposer »* la réintégration de ses dix syndicalistes licenciés de Renault. M. Louis Viannet, secrétaire confédéral de la CGT, considère que le chef de l'Etat, *« premier garant du respect des libertés et des droits »* est *« de fait interpellé par cette situation »*. Pour le numéro deux de la CGT, l'*« Etat étant actionnaire principal »*, M. Miterrand et le gouvernement peuvent *« imposer la réintégration »* des dix.

Après avoir affirmé que la décision du Conseil constitutionnel est *« marquée de l'empreinte de classe qui caractérisait déjà* [ses] *verdicts antérieurs »*, M. Viannet assure qu'elle *« ne saurait ralentir les efforts* [de la CGT] *pour obtenir l'amnistie des élus et militants sanctionnés »*. *« L'amnistie est avant tout une décision, un acte politique. N'est-il pas symbolique que, en cette année du bicentenaire, elle s'applique plus facilement aux condamnés de droit commun qu'aux militants qui luttent avec les salariés pour la défense de leurs droits et de leurs revendications ? »*, ajoute-t-il après avoir souhaité que soit donné *« un élan exemplaire »* à la mobilisation pour la manifestation prévue le 12 juillet.

Le Parti communiste a lancé un appel pour que cette manifestation *« soit une étape importante dans la riposte de masse »*. Considérant que la décision du Conseil constitutionnel constitue *« une injustice à l'égard du monde du travail »*, le PC réclame la réintégration des dix *« au moment où l'on célèbre le bicentenaire de la Révolution si l'on veut que les idéaux de liberté, d'égalité et de fraternité aient un sens »*.

M. Pierre Arpaillange invité dimanche 9 juillet du Forum FR 3-RMC a déclaré que, *« s'il n'y a aucune possibilité sur le plan judiciaire »* d'obtenir la réintégration des syndicalistes licenciés, il ne reste que la voie de la négociation avec Renault. Le garde des sceaux a précisé qu'il est *« difficile »* de dire s'il existe ou non une autre possibilité et que le problème va être *« examiné longuement aussi bien au ministère de la justice que par les services du premier ministre et ailleurs »*. Quant à la manifestation de militants CGT organisée jeudi 6 juillet rue de Bièvre devant le domicile privé de M. Mitterrand, le ministre de la justice l'a jugée *« inadmissible »*. *« Le président de la République doit être laissé en dehors de conflits de cette nature »*, a-t-il affirmé.

Répondant à la demande de la CGT, qui en appelle au chef de l'Etat et au gouvernement, les services du premier ministre font valoir que la décision du Conseil constitutionnel *« s'impose à tout le monde y compris au gouvernement »*. L'Hôtel Matignon ajoute : *« C'est maintenant un problème entre la CGT et Renault. »* L'entourage de M. Michel Rocard se déclare satisfait de la rapidité du Conseil constitutionnel pour rendre sa décision non pas à cause des dix de Renault, mais parce que le premier ministre lui avait demandé de siéger en urgence pour que l'amnistie concernant les indépendantistes antillais, qui n'est pas remise en cause, puisse être applicable le plus vite possible afin d'éviter des troubles de l'ordre public en Guadeloupe.

M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, a indiqué lundi sur France-Inter qu'il ne pensait pas que *« la violence soit la meilleure forme d'action syndicale »*. *« L'avenir dira, a-t-il ajouté, si c'est vraiment sur cette base que l'on peut vraiment remobiliser le syndicalisme. »*

L'autorité de la chose jugée

Dans sa décision, en date du 8 juillet, le Conseil constitutionnel déclare contraire à la Constitution l'article 3 de la loi d'amnistie votée lors de la session de printemps. Cet article aurait pu permettre aux « dix de Renault », qui avaient été licenciés pour *« faute lourde »*, d'être réintégrés dans leur entreprise. Le gouvernement, qui souhaitait que les mesures d'amnistie concernant les indépendantistes antillais et les nationalistes corses soient mises en œuvre avant le 14 juillet, avait saisi en urgence le Conseil constitutionnel.

Les neuf « sages » ont, en revanche, jugé conforme à la Constitution les autres dispositions de la loi d'amnistie, notamment celles concernant l'extension du bénéfice de l'amnistie à la Corse. Ils estiment que les députés n'ont pas outrepassé *« les limites inhérentes au droit d'amendement »* et que ces dispositions *« ne sont pas sans lien avec le texte en discussion »*.

Se fondant sur l'autorité de la chose jugée, le Conseil constitutionnel a, une nouvelle fois, repoussé l'article de la loi d'amnistie concernant les *dix de Renault* » en rappelant que le sujet avait déjà été tranché il y a un an (*le Monde* du 22 juillet 1988).

Voici les principaux extraits de la décision du Conseil :

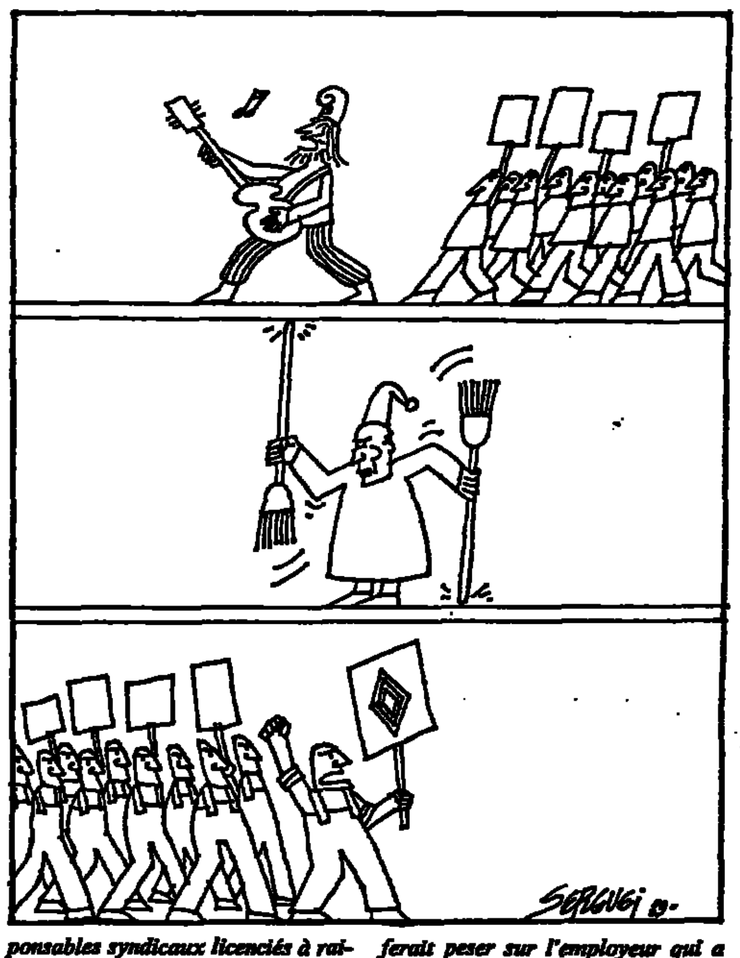
« Considérant que, par sa décision nº 88-244 DC du 20 juillet 1988, le Conseil constitutionnel a déclaré contraires à la Constitution, dans le texte de l'article 15-II de la loi d'amnistie relatif au droit à réintégration, les mots : « Ayant consisté en des coups et blessures sanctionnés par une condamnation non visée à l'article 7 de la présente loi » ; qu'il ressort des motifs de cette décision que le droit à réintégration ne saurait être étendu aux représentants du personnel ou responsables syndicaux licenciés à raison de fautes lourdes ; qu'en effet, ainsi que le relève la décision du 20 juillet 1988, dans cette hypothèse, « on est en présence d'un abus certain de fonctions ou mandats protégés » et, de plus, « la contrainte qu'une telle réintégration ferait peser sur l'employeur qui a été victime de cet abus ou qui, en tout cas, n'en est pas responsable excéderait manifestement les sacrifices d'ordre personnel ou d'ordre patrimonial qui peuvent être demandés aux individus dans l'intérêt général » ; « qu'en particulier la réintégration doit être exclue lorsque la faute lourde ayant justifié le licenciement a eu pour victimes des membres du personnel de l'entreprise qui, d'ailleurs, peuvent être eux-mêmes des représentants du personnel ou des responsables syndicaux » ;

» Considérant que l'article 3 de la loi portant amnistie présentement examinée a pour objet de compléter le premier alinéa du paragraphe II de l'article 15 de la loi nº 88-828 du 20 juillet 1988 par la phrase suivante : « Ces dispositions sont applicables en cas de faute lourde, sauf si la réintégration devait faire peser sur l'employeur des sacrifices excessifs d'ordre personnel ou patrimonial » ; que se trouve par suite reconnu un droit à la réintégration dans l'entreprise, distinct de l'amnistie déjà acquise, aux représentants du personnel ou responsables syndicaux licenciés à raison de fautes lourdes ;

» Considérant que l'article 3 réserve l'hypothèse où la réintégration ferait « peser sur l'employeur des sacrifices excessifs d'ordre personnel ou patrimonial » ;

» Considérant que le tempérament ainsi apporté laisse subsister la règle générale énoncée par cet article qui reconnaît un droit à la réintégration en cas de faute lourde ; qu'en particulier il ne prend pas en considération le cas où les victimes de fautes lourdes seraient des membres du personnel de l'entreprise qui peuvent être eux-mêmes des représentants du personnel ou des responsables syndicaux ;

» Considérant qu'une telle disposition méconnaît l'autorité qui s'attache, en vertu de l'article 62 de la Constitution, à la décision du Conseil constitutionnel du 20 juillet 1988 ; qu'il suit de là que l'article 3 de la loi doit être déclaré non conforme à la Constitution. »



Postiche

« LE législateur a méconnu l'autorité qui s'attache à la décision du 20 juillet 1988. » La décision du Conseil constitutionnel est sans appel : même affublé d'un postiche, l'amendement permettant la réintégration des « dix militants CGT de Renault » dans leur entreprise n'est pas moins anticonstitutionnel aujourd'hui qu'hier. C'est donc sans surprise que les neuf « sages » ont annulé cette disposition, malgré le subtil habillage dans lequel l'avait drapée le député socialiste rapporteur du projet de loi d'amnistie — d'ordinaire plus inspiré, — M. Jean-Pierre Michel.

Lors du débat sur le projet d'amnistie des Guadeloupéens, à l'Assemblée nationale le 30 juin, M. Michel avait fait adopter avec l'appui de ses amis et des communistes un amendement tentant de contourner la décision du 20 juillet 1988 par laquelle le Conseil constitutionnel avait déjà déclaré qu'il ne saurait y avoir de réintégration de salariés protégés ayant commis des fautes lourdes. En clair, avait-il affirmé, oui à l'amnistie, non à la réintégration de responsables syndicaux ayant commis des actes violents dans le sein de l'entreprise : ce serait méconnaître les droits de l'employeur comme ceux des victimes de ces actes de violence.

Le rapporteur socialiste avait donc rédigé son amendement de façon à coller au plus près des considérants du Conseil constitutionnel, en précisant qu'il pouvait y avoir réintégration, même en cas de faute lourde, sauf si cela devait faire peser sur l'employeur *« des sacrifices excessifs d'ordre personnel ou patrimonial »* (c'était les termes du Conseil constitutionnel). Bref, le Conseil disait : il ne peut y avoir réintégration en cas de faute lourde parce que... ; l'amendement Michel s'efforçait de tourner le dispositif en disant : il y a réintégration quand il y a faute lourde sauf si... Les neuf « sages » ne pouvaient que maintenir leur décision initiale. Ils devaient rappeler notamment que l'amendement en question ne prenait pas en compte *« le cas où les victimes sont d'autres membres du personnel »*.

A l'époque, il n'y avait personne dans les couloirs de l'Assemblée nationale pour miser un sou sur l'avenir de cet amendement. A tel point qu'on pouvait le considérer comme un gage sans frais offert par les socialistes au PCF en fin de session. Même le groupe communiste n'était pas complètement dupe. Au-delà de la satisfaction momentanée, Mme Muguette Jacquaint (PCF, Seine Saint-Denis) avait laissé planer la menace d'actions musclées de représailles lors des *« festivités »* du Bicentenaire, au cas où le Conseil constitutionnel aurait l'outrecuidance de ne pas se déjuger.

Les « dix de Renault », portés par le PCF au rang d'un véritable mythe, voient leur brassard orné d'un nouveau « fait d'armes ». On en finirait presque par oublier ce que le terme de *« fautes lourdes »* employé pour leur licenciement à l'été 1986 recouvre : des cadres de l'entreprise avaient été molestés et séquestrés. Mais, pour l'heure, après la tentative de coup de force « des dix », jeudi dernier, devant le domicile du chef de l'Etat, rue de Bièvre, le PCF se mobilise sur fond de Bicentenaire, pour transformer les délégués CGT non réintégrés en victimes de la *« terreur patronale »*...

P.S.

Trois années d'escarmouches

La décision du Conseil constitutionnel n'est que le dernier épisode en date d'un feuilleton compliqué qui a débuté il y a trois ans. Un mois après l'annonce de plusieurs centaines de licenciements à Billancourt, des incidents marquent les derniers jours de juillet 1986 dans l'usine.

Le 25 juillet, un groupe de salariés envahit des bureaux de la direction et jette des dossiers par la fenêtre. Le 1er août surtout, au matin, pendant qu'une manifestation se tient dans l'usine, une vingtaine de personnes envahissent les locaux de la direction du personnel, certaines *« masquées et armées de barres de fer »*, selon les attendus de l'arrêt récent de la cour d'appel de Versailles. A la tête des manifestants *« se trouvaient des salariés protégés »*.

Des portes furent cassées, des placards et des tiroirs forcés, *« des documents éparpillés ou dérobés »*. Surtout, des cadres furent pris à partie : l'un d'eux, responsable de l'atelier d'entretien, reçut un coup de tête ; deux autres, injuriés, ont été conduits en cortège à travers l'usine, des lettres SS peintes sur leur veste, pendant une demi-heure jusqu'à la porte où ils furent symboliquement « licenciés », reçurent des coups de pieds, furent menacés en passant sur le pont de l'île Séguin d'être jetés à la Seine, comme le rappelle encore l'arrêt.

Accusés d'avoir participé aux incidents, et considérés par la direction comme ayant entraîné les autres salariés, six délégués CGT furent licenciés en octobre pour « faute lourde », avec l'accord de l'inspection du travail : MM. Pierre Léri, Abdellatif Hamzaoui, Michel Bouin, Serge Biard, Saïd Ilioul et Jean-Pierre Lamisse, ainsi qu'Yves Perrin « coordonnateur » du comité d'hygiène et de sécurité. Deux autres, élus au CHSCT, MM. Joël Jégouzo et Jean-Pierre Quillars, eux, faisaient partie des licenciés pour raison économique.

En outre, la régie Renault d'un côté, les cadres molestés de l'autre portèrent plainte contre plusieurs des militants cégétistes devant le tribunal de Nanterre : l'affaire aboutit à un jugement modéré : des amendes allant de 1 000 à 3 000 francs, le tribunal accordant les circonstances atténuantes, en raison du climat du moment ; de son côté la CGT avait fait valoir que les militants incriminés avaient joué un rôle modérateur.

Mais les neuf militants allaient devenir avec M. Claude Jaguelin, licencié en juin 1987, les « dix de Renault », figures de proue d'une campagne incessante de la CGT et du Parti communiste (dont la plupart font partie) pour *« la défense des libertés »*. Le syndicat a mené une véritable guerre d'escarmouches contre la Régie, les licenciés revenant périodiquement dans l'usine en dépit des « astreintes » obtenues par la direction, ce qui entraînait des bagarres avec les gardiens, et a amené la direction à licencier plusieurs autres salariés au début de 1988.

L'affaire a été relancée par la loi d'amnistie en juillet 1988. Le Conseil constitutionnel avait en effet exclu du bénéfice de la loi les personnes licenciées pour « faute lourde » de même que celles qui n'étaient pas titulaires d'un mandat électif ; quant aux salariés licenciés pour motif économique, ils n'étaient pas concernés non plus. La Régie refusa donc de reprendre ces militants.

Aussi, les militants et leur syndicat firent appel devant les prud'hommes. Le 17 février 1989, le juge départiteur du tribunal décida la réintégration de MM. Léri, Bouin, Ilioul, Hamzaoui, Lamisse et Perrin dont il requalifiait la *« faute lourde »* en *« faute grave »*, ce qui leur permettait de bénéficier de la loi d'amnistie. De même pour MM. Jegouzo et Quilgars, dont il estimait que le licenciement *« économique »* déguisait une sanction comme pour deux autres délégués, MM. Diallo, licencié en octobre 1986, et Battu, en mars 1988. Il rejetait seulement les requêtes de MM. Jaguelin et Biard.

« Champagne »

Ces nouveaux « dix » devaient être réintégrés quelques jours plus tard, le juge l'ayant imposé sous astreinte, et le président de la cour d'appel de Versailles ayant finalement rejeté le sursis réclamé par la Régie qui avait fait appel sur le fond de l'affaire. Une *« immense victoire »* pour la CGT, déclarait le 17 février M. Gérard Alezard, secrétaire du syndicat : *« Aujourd'hui c'est la direction et le gouvernement qui sont condamnés. »* *« Une nouvelle étape pour le combat engagé pour défendre les droits des travailleurs »* disait M. Marchais, tandis que *l'Humanité* titrait « Champagne » !

Las ! le mercredi 26 avril, la cour d'appel rejetait les conclusions du juge départiteur, considérant que les faits à l'origine de l'affaire constituaient bien une « faute lourde » et que les licenciements économiques n'avaient pas eu de caractère de sanction déguisée.

Cet arrêt a provoqué de nouvelles manifestations. De plus, depuis le mardi 16 mai, les nouveaux « dix » ont décidé de revenir dans l'usine, où ils viennent dormir tous les soirs de la semaine. Lundi 10 juillet encore, ils sont revenus y *« prendre leur poste »*.

G.H.

AFFAIRES.

United Biscuits ne croit pas à une OPA de Jacobs Suchard

Sir Hector Laing, président d'United Biscuits (UB), numéro un de la production de biscuits en Grande-Bretagne, a déclaré qu'il ne croyait pas à l'imminence d'une OPA du groupe suisse Jacobs Suchard, comme le bruit en courait dans la City, vendredi dernier, et dans la presse britannique dimanche 9 juillet. Le montant de cette OPA avait même été chiffré : 2 milliards de livres sterling (20,6 milliards de francs). M. Klaus Jacobs, président de Jacobs Suchard, sans vouloir faire de commentaires sur le projet éventuel d'OPA a tout de même déclaré qu'il avait été *« surpris »* par la réapparition de cette rumeur, déjà mise en circulation en janvier dernier.

● **Succès de l'adjudication d'OAT en ECU. —** L'Etat français a procédé jeudi 6 juillet à l'émisson d'obligations en ECU, dans le cadre de ses adjudications mensuelles d'OAT (obligations assimilables du Trésor). Ces titres, qui sont assimilés à la tranche d'un milliard d'ECU 8,50 % 1997 lancée en avril, ont été favorablement accueillis sur le marché ; 352 millions d'ECU (2,5 milliards de francs environ) ont été adjugés, alors que le total des soumissions atteignait 775 millions. D'autres adjudications d'OAT en ECU devraient avoir lieu avant la fin de l'année.

TRANSPORTS

L'industrie ferroviaire a connu une année 1988 catastrophique

L'année 1988 a été la plus mauvaise des dix dernières années pour l'industrie ferroviaire, selon le rapport annuel de la Fédération des industries ferroviaires (FIF). Le volume des affaires de la profession est passée, en francs constants, de 14,5 milliards de francs en 1981 à 9,6 milliards, l'an dernier.

Cette évolution est *« imputable au premier chef à la baisse constante qu'a connue le marché intérieur sur cette période »*, note le rapport. L'exportation ne se porte pas mieux : les ventes à l'étranger ont diminué de 17 % et aucun contrat significatif n'a été signé.

Pour faire face à une conjoncture aussi médiocre, les industriels *« ont dû conduire une politique d'ajustement des effectifs qui, en un an, ont chuté de 12,5 %. (...) Ainsi, en l'espace de deux ans, près de cinq mille salariés auront-ils été licenciés »*.

La fédération note que les besoins mondiaux potentiels sont importants, mais que le nombre de clients solvables est peu élevé. Elle appelle les pouvoirs publics à faire preuve de plus d'attentions à l'égard d'une profession en difficulté. Elle suggère qu'une troisième génération de TGV soit lancée et que les crédits d'investissements de la SNCF et de la RATP soient mis *« en harmonie avec les missions que le gouvernement leur assigne »*.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOURCE Perrier

Le conseil d'administration de la société Source Perrier a décidé de mettre en paiement un acompte de dividende de 10 F par action, soit 15 F avec avoir fiscal, à valoir sur l'exercice en cours.

Cet acompte sera payé le 19 juillet 1989 en même temps que le solde du dividende de l'exercice précédent de 13 F par action.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
SCIENCES ET MÉDECINE

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

Économie

SOCIAL

La banque ne sera pas la sidérurgie de demain

affirme le rapport du Conseil national du crédit

Le rapport de mission sur le thème « Modernisation et gestion sociale des établissements de crédit », demandé par M. Pierre Bérégovoy, en décembre 1988, au Conseil national du crédit (CNC) (1), tombe à pic. Depuis le 2 mai, en effet, le patronat de l'Association française des banques (AFB) (2) et les organisations syndicales poursuivent au sein de la commission paritaire une sorte de bras de fer. L'enjeu est la « rénovation » de la convention collective, qui date de 1936 mais a connu plusieurs révisions depuis. L'AFB voudrait notamment pouvoir modifier profondément les dispositions sur les licenciements, les classifications et la prime d'ancienneté.

Réunies dans un front commun qui apparaît purement défensif, les fédérations CFDT, FO, SNB et CFTC *« maintiennent leur exigence d'une négociation globale sur l'emploi, la formation, les reconversions et les classifications avant d'envisager une quelconque réforme du système curatif protecteur des salariés »*. Les syndicats redoutent que, pour forcer la main, l'AFB dénonce la convention collective. Le bureau de l'AFB se réunit le 11 juillet, sur plusieurs sujets, mais une dénonciation immédiate est exclue. Les discussions devraient donc reprendre en commission paritaire en septembre avec peut-être au bout l'ouverture d'une véritable négociation. Le rapport du CNC va-t-il la favoriser ?

D'emblée, le rapport souligne que le secteur financier est entré dans *« une période de profonde mutation »* qui va accroître l'exigence de modifier les modes de gestion mais aussi de développer l'innovation sociale et la mobilité. A plus d'un titre, le constat est rassurant, même s'il incite à un plus grand effort d'adaptation. En termes quantitatifs, *« il n'y a pas de régression en vue pour la demande de produits financiers et bancaires, même si un ralentissement n'est pas à exclure »*. Cependant, l'émergence de nouveaux besoins requiert *« une adaptation en profondeur de l'offre bancaire et l'adoption de stratégies différenciées »* si dans l'Europe de 1993 *« les banques françaises ne veulent pas perdre des parts de marché »*.

Sur l'évolution des effectifs, le rapport confirme que la banque ne sera pas la sidérurgie de demain. Les nouvelles technologies, en favorisant la création de produits et de services nouveaux, permettront l'apparition de nouveaux emplois. Globalement, les effectifs devraient diminuer pour les opérations bancaires classiques, ce qui affectera surtout les centres administratifs. En revanche, les effectifs devraient être consolidés pour les opérations de services financiers au profit des particuliers et des PME.

Décroissance des effectifs

Ainsi, selon le rapport, *« l'ensemble du secteur, tel qu'il est actuellement circonscrit, va poursuivre dans les prochaines années la légère décroissance des effectifs constatée depuis 1986 (– 0,09 % en 1986, – 0,21 % en 1987). Tandis que la plupart des établissements de crédit à réseau dense vont réduire leurs effectifs ou au mieux les stabiliser, la situation sera plus favorable pour les entités plus petites, spécialisées dans les activités de marché ou de conseil »*, comme pour les sociétés financières. Une évolution comparable à celle des grands pays de l'OCDE, à l'exception de l'Allemagne. En définitive, estime le rapport, *« le problème des effectifs n'est pas essentiellement d'ordre quantitatif, il réside dans la nécessité d'adapter rapidement la qualification du personnel bancaire en fonction de la mutation des métiers financiers »*.

Plusieurs problèmes sont ainsi clairement identifiés : une pyramide des âges fortement déformée ; des départs naturels qui n'autorisent pas *« une politique d'embauche soutenue »* ; une mobilité tant géographique que professionnelle insuffisante ; une exigence de qualification requérant de plus en plus *« adaptabilité »*, *« polyvalence »*, *« aptitude à travailler en équipe, à communiquer, à négocier avec un client, à se situer dans un environnement complexe »*. Si la gestion prévisionnelle de l'emploi se développe, elle *« reste encore en aval des orientations stratégiques »*.

Le rapport préconise la mise en place de *« pratiques participatives »* mais il formule surtout des propositions sur *« les modalités du dialogue social qui devraient découler d'un accord général sur les conditions de la modernisation »*. Sont ainsi évoquées les trois dispositions de la convention collective qui sont au centre du débat actuel sur sa révision. Le premier point concerne l'article 49, qui définit les critères retenus pour la mise en jeu des procédures de licenciement collectif. La liste des *« priorités au départ »* place en tête *« les derniers embauchés »*, le choix étant ensuite fait en fonction des charges familiales, de l'ancienneté et de la *« valeur professionnelle »*. L'AFB se demande si, avec la nouvelle législation sur les licenciements, un tel article a encore sa justification. De plus, les responsables bancaires font remarquer que l'embauche s'effectue désormais à des niveaux plus élevés (bac + 2 ou + 3) pour des postes qui traitent des nouveaux produits et des nouvelles technologies.

A la CFDT, première organisation au regard des élections professionnelles, on assure ne pas être *« fermé »* à une éventuelle révision de l'article 49. Mais encore faut-il, avant toute modification, satisfaire au préalable de la conclusion d'un accord-cadre sur l'emploi et la formation du type de celui qui a été conclu au Crédit mutuel. *« Inéluctablement,* reconnaît un syndicaliste de la CFDT, *un tel accord amènerait quelques révisions de la convention collective. »*

Le rapport du CNC souligne que *« la mise en jeu de procédures de licenciement collectif devrait rester exceptionnelle »*. S'il admet que les critères de l'article 49 peuvent être précisés, il va plutôt dans le sens des syndicats en assurant qu'une renégociation éventuelle *« devrait n'être envisagée qu'à condition qu'elle soit replacée dans le cadre de la négociation d'un accord global portant sur l'emploi, la formation et la reconversion »*. Cet effort de reconversion doit d'abord être mis en œuvre par les départs volontaires et par une priorité à *« la reconversion interne de tous les salariés qui le souhaitent et qui se donnent les moyens d'y parvenir »*. De nouveaux investissements doivent être consacrés à la formation, déjà bien développée (autour de 6 % de la masse salariale en 1989).

Une autre classification

L'autre débat concerne la prime d'ancienneté qui pour les banques relevant de l'AFB représente 0,7 % de la progression de la masse salariale (1 % de la valeur du coefficient de base par année d'ancienneté plafonnée à 35 %). Le rapport, prudent, se contente de noter que les pratiques des autres pays sont sur ce point comparables. L'AFB se défend de vouloir réaliser une quelconque économie en récupérant la part de la masse salariale consacrée à l'ancienneté. Mais elle veut la modifier profondément – sans la supprimer totalement – en affectant une partie aux dépenses de formation et au financement des retraites. FO refuse toute remise en cause de l'ancienneté tandis que la CFDT récuse les propositions de l'AFB tout en se montrant plutôt ouverte à une adaptation favorisant les qualifications.

Le dernier point a trait aux classifications. L'AFB souhaiterait passer de la quinzaine d'échelons actuels à six niveaux de base (deux pour les employés, deux pour les gradés et deux pour les cadres). Les syndicats, surtout FO et la CGT qui est hostile à toutes les propositions de modifications, sont plus que méfiants. Le rapport du CNC note que les classifications ne sont *« plus adaptées à la réalité »* et qu'il est donc souhaitable de les *« réviser »*, ce qui conforte l'AFB. Il suggère d'approfondir la réflexion entre les partenaires sociaux sur les métiers et les compétences et de définir des *« familles d'emplois facilitant la polyvalence et la mobilité interne »*. Il faudrait parvenir à des catégories *« moins nombreuses »*.

Au-delà du débat sur la convention collective, le rapport du CNC préconise pour la formation *« un pilotage central, en même temps qu'un accompagnement individualisé permettant à chaque salarié de construire son propre projet »*. Pour les retraites, il suggère une mutualisation sur l'ensemble de la profession. Il touche aussi au décret tabou de mars 1937 sur le temps de travail et d'ouverture des guichets en proposant un nouveau décret ouvrant la possibilité d'aménager le temps de travail *« dès lors que cette possibilité aurait fait l'objet d'une négociation »*. Plus globalement, il juge nécessaires des accords de branche sur la modernisation, permettant *« d'organiser le dialogue social autour d'un petit nombre de principes essentiels »*. Sera-t-il écouté par les intéressés ? Ceux-ci devraient se retrouver début septembre. La menace d'une dénonciation immédiate s'éloignant, trouveront-ils un terrain d'entente autour d'une révision de la convention collective qui commencerait par aborder les problèmes de l'emploi ?

MICHEL NOBLECOURT.

(1) La mission était composée de M. Lavergne, inspecteur général du travail, M. Le Floc'h Prigent, PDG d'Elf-Aquitaine, M. Moussy, membre du CNC (CFDT), M. Yoncourt, président de la Société nancéienne Varin-Barnier.

(2) Les banques mutualistes ou coopératives, les caisses d'épargne, les caisses de Crédit municipal, les sociétés financières et les institutions financières spécialisées ne font pas partie de l'AFB. En 1987, les banques AFB regroupaient 252 634 salariés et le système bancaire dans son ensemble 443 011 salariés.

BILLET

Les grillons, les « puces » et l'humanisme

Sophia-Antipolis a vingt ans. Depuis 1969, le premier technopôle a fait des petits, puisqu'on en compte vingt-cinq en France, mais il reste le plus important avec cinq cents entreprises, une centaine de professions libérales et de commerces, dix mille emplois et un chiffre d'affaires réalisé sur le parc de 6,3 milliards de francs.

« Le quartier Latin des champs » : tel était le titre de l'article dans *le Monde* (20 août 1969) de Pierre Laffitte alors patron de l'école des Mines, aujourd'hui sénateur des Alpes-Maritimes, qui fut au point de départ de cette initiative. Avec deux idées d'avance : assurer une *« fertilisation croisée »* entre les laboratoires de recherche et les entreprises de pointe et décentraliser. A l'époque, le Midi ne pensait qu'au tourisme et il ne fut pas facile de convaincre les élus et les fonctionnaires. C'est aujourd'hui chose faite : les ingénieurs de biotechnologies, de télécommunications, d'électronique aimant le soleil et les « puces » flirtent volontiers avec les grillons de la garrigue.

En 1989, le succès est largement au rendez-vous. Trop même peut-être, puisque la vive croissance provoque des embouteillages matin et soir sur la route d'accès, des difficultés à trouver localement des sous-traitances de qualité et... les appétits renouvelés des hommes politiques, en particulier celui redouté de Jacques Médecin, le maire de Nice.

Un modèle ? *« Non, un état d'esprit,* corrige Pierre Lafitte, *presque un mode de vie »* fait de l'ouverture de entreprises et de leurs salariés au monde extérieur, au progrès, au dialogue. D'où des transferts technologiques, des animations, des clubs, y compris culturels et sportifs, et des rencontres de tout type. Il paraît que les sophipolitains font en moyenne plus d'enfants que les autres...

La logique voulait que Pierre Laffitte invitât pour l'anniversaire à réfléchir sur l'avenir des technopôles. Les hôtes de marque – pas moins de quatre Prix Nobel, un ministre, des artistes, des philosophes, des professeurs, une kyrielle de PDG – durent plancher sur le thème ambitieux, mais qui fait l'âme de Sophia : « Humanisme et modernité ». *« Pourquoi depuis deux ou trois décennies,* a déclaré Roger Fauroux, ministre de l'industrie, en introduction des débats, *nombreuses sont les voix qui se sont élevées pour voir dans la modernité l'ennemie implacable de l'humanisme ? »*

La pollution, le règne du roi profit, l'accroissement des inégalités, les exclus, les manipulations génétiques... Le progrès se fait-il contre l'homme ? Belle question pour le vingt et unième siècle.

E.L.B.

ÉTRANGER

British Aerospace souhaite une redistribution de la construction des Airbus

« Le système d'assemblage des Airbus est stupide », a déclaré à Londres Sir Raymond Lygo, directeur général de British Aerospace et membre du conseil de surveillance d'Airbus, à un groupe de journalistes français. M. Lygo pense que la solution d'avenir serait de transformer le groupement d'intérêt économique Airbus Industrie en société anonyme ayant mission de faire des bénéfices.

La RFA et la France se sont convaincues, à la fin des années 60, qu'il n'était plus possible à un seul avionneur ou à un seul pays de financer et de vendre de grands avions de ligne. D'abord cela coûte trop cher et ensuite tous les pays ont tendance à acheter des appareils dans lesquels leurs industriels sont parvenus à placer des pièces ou des appareillages. Elles ont donc décidé de s'associer pour lancer les Airbus A-300 et sont parvenues à convaincre les Britanniques et les Espagnols de se joindre à elles.

La mécanique est simple. Le capital d'Airbus Industrie, société de commercialisation, est réparti entre MBB (RFA) pour 37,9 %, Aérospatiale (France) pour 37,9 %, British Aerospace (Royaume-Uni) pour 20 % et Casa (Espagne) pour 4,2 %. Ces quatre avionneurs se partagent le travail (et les bénéfices éventuels) au prorata de leur participation.

Sir Raymond Lygo trouve stupide que les ailes fabriquées par sa société fassent plusieurs fois la navette entre Hambourg et Toulouse afin d'être équipées et montées. Il est vrai que tout serait plus simple et meilleur marché si chaque avion était fabriqué en entier et assemblé au même endroit. Cette situation idéale n'existe nulle part.

En fait, Sir Raymond semble souhaiter remettre en cause le partage du gâteau Airbus tel qu'il est pratiqué aujourd'hui. Il est un fervent admirateur du libéralisme thatchérien. Il s'enorgueillit des 236 millions de livres (2,5 milliards de francs) de bénéfices réalisés en 1988 par British Aerospace pour un chiffre d'affaires de 5,6 milliards de livres (60 milliards de francs). Il ne doute pas que, si Airbus était une société anonyme, la répartition du travail se ferait selon les seuls critères des coûts et des compétences. British Aerospace obtiendrait assurément des parts supplémentaires.

L'ennui est que le système Airbus ne peut être remanié aisément. Certes, MBB a des coûts de fabrication plus élevés que ceux de British Aerospace, mais il y a gros à parier que l'affectation – hypothétique – aux Britanniques de morceaux du fuselage construits par les Allemands provoquerait l'explosion d'un consortium qui ne peut, de toute façon, se transformer juridiquement qu'à l'unanimité.

A l'évidence, une société anonyme formerait une entreprise plus homogène et plus performante que le groupement d'intérêt économique actuel, mais il faudrait pour la créer que les quatre partenaires et les quatre gouvernements concernés acceptent une mise en commun de leur secteur avions civils et des fermetures d'usines afin d'en rationaliser la production. Autrement dit, la vertueuse société anonyme chère aux thatchériens verra le jour lorsque la flamme européenne et unitaire permettra une fusion des structures et des outils de l'industrie aérospatiale européenne. Malheureusement, le premier ministre de Sa Majesté ne semble pas vraiment tenté par une collaboration trop poussée avec le Continent... La société anonyme Airbus attendra encore un peu.

ALAIN FAUJAS.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

AVENIR

Havas Media Regions, filiale à 100 % d'Havas SA et Mai pic, groupe britannique diversifié coté à la Bourse de Londres, ont décidé de réunir dans AVENIR, société cotée à Paris, l'ensemble de leurs activités médias, non seulement en France et Grande-Bretagne mais aussi sur un ensemble de pays couvrant l'Europe, les USA et l'Extrême-Orient.

Rappelons que ce rapprochement a été précédé, il y a un an, par la constitution d'Europoster société commune créée par Avenir et Mills and Allen Ldt, filiale de Mai pic, spécialisée dans l'affichage. A l'occasion de la création d'Europoster, société destinée à développer l'activité d'affichage sur les marchés européens, Avenir et Mills and Allen avaient procédé à un échange d'actions à hauteur de 21 % de leur capital respectif.

Le nouvel accord, conclu entre Havas Media Regions et Mai pic donne naissance au premier groupe européen d'affichage, de journaux gratuits, et de régies de presse. Le nouveau groupe emploiera sept mille collaborateurs permanents et représentera, dans sa nouvelle configuration, un CA de l'ordre de 6 milliards de francs et un résultat après impôt d'environ 250 MF pour 1989.

Cet accord prévoit que :

– Havas Media Regions apporte à Avenir les participations qu'elle détient dans Havas Regies (première société française de régie de Presse quotidienne régionale) et dans la COMAREG première société européenne de journaux gratuits), ainsi que son activité de presse hebdomadaire régionale.

Mai pic apporte à Avenir l'ensemble de sa branche médias United Communication qui comporte : Mills and Allen Ldt (première société d'affichage au Royaume-Uni). David Allen (première société d'affichage en Irlande). Skysites (concession d'affichage d'aéroports britanniques). Pearl and Dean Uk and Asia (édition de gratuits et publicité dans les transports en Angleterre et en Extrême-Orient) et 50 % d'Europoster.

Avenir détiendra ainsi 100 % d'Europoster, qui regroupe :

– 100 % de Bernaerts, première société d'affichage en Belgique.

– 58 % d'Avenir Espagne, première société d'affichage en Espagne.

– 40 % d'Avenir Red, première société d'affichage du Portugal.

Europoster est actuellement en train d'acquérir 75 % du capital de la première société d'affichage italienne, la GIG.

A l'issue des apports effectués par Havas Media Regions et MAI pic, le capital du nouvel ensemble, qui prendra le nom d'Avenir-HMR et qui sera présidé par Philippe Santini, devrait être composé de 3 031 888 actions contre 1 333.323 actuellement.

Avenir-HMR procédera ensuite à une augmentation de capital en numéraire qui permettra d'accroître ses capacités financières et d'augmenter le nombre de titres répartis dans le public. A l'issue de cette opération financière, Havas, qui aura toujours conservé la majorité pendant toute la durée des opérations, détiendra environ 51 % du capital d'Avenir-HMR, Mai pic environ 36 %.

L'intention des deux principaux actionnaires de la société est de développer le marché du titre Avenir-HMR dans la perspective d'un transfert au marché à règlement mensuel dans les prochains mois.

Ces opérations n'entraîneront pas de dilution du résultat par action d'Avenir-HMR.

L'ensemble de ces opérations, qui a été approuvé par les conseils d'administration d'Havas Media Regions et d'Avenir, réunis sous la présidence de Philippe Santini, le 6 juillet 1989, reste soumis à l'approbation des actionnaires d'Avenir qui seront prochainement réunis en assemblée générale extraordinaire.

La banque Paribas conseille Avenir et Havas Media Regions, dans le montage et la réalisation de cette opération, Mai pic étant, de son côté, conseillé par Hambros Bank.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Le Crédit National

R E M E R C I E . . .

...de leur confiance, les actionnaires qui ont assuré le succès de l'augmentation de capital réalisée récemment et qui ont privilégié le paiement du dividende en actions. Il remercie en particulier les souscripteurs qui ont permis la réussite de la tranche d'actions à bons de souscription d'actions qui a été offerte pour la première fois sur le marché international.

Grâce à cette augmentation de ses fonds propres, le CRÉDIT NATIONAL dispose des moyens de poursuivre son développement au service des entreprises.

Marchés financiers

L'UAP détient 5 % de Paribas

M. Michel François-Poncet, président de la Compagnie financière de Paribas, souhaitait voir émerger dans son tour de table *« quatre ou cinq actionnaires importants qui pourraient franchir le seuil des 5 % »*. L'UAP, compagnie nationale d'assurances, présente à son capital dès sa privatisation en mars 1987 (avec 3 %), est la première à lui donner satisfaction en annonçant le 10 juillet qu'elle a passé le cap des 5 %. Un seuil important psychologiquement, puisqu'il oblige le détenteur à en faire la déclaration aux autorités boursières, mais également financièrement. Au cours actuel, Paribas vaut environ 30 milliards de francs en termes de capitalisation boursière et une participation de 5 % représente un véritable engagement de la part de son propriétaire.

Un engagement que M. Jean Peyrelevade, PDG de l'UAP, assume pleinement en tant que premier investisseur français, convaincu que la défense du capital des principaux groupes nationaux ne peut se réaliser, dans le contexte français, qu'en faisant cohabiter capitaux publics et capitaux privés. Les nombreux chefs d'entreprise – M. François-Poncet n'est ni le premier ni le dernier – qui viennent frapper à sa porte, pour lui demander d'entrer dans leur actionnariat ou de renforcer sa participation, partagent ses vues. Et le statut de nationalisée ne fait plus, en 1989, figure de « chiffon rouge ». D'autant que la compagnie d'assurance a eu l'occasion de prouver son indépendance vis-à-vis des pouvoirs publics.

L'UAP ne devait pas être la seule à consolider sa position. Le groupe AXA-Midi dirigé par M. Claude Bébéar, dont la Compagnie financiare est actionnaire à hauteur de 3 %, et qui détient elle-même environ 3 % de celle-ci, devrait lui emboîter le pas. Paribas renforce également ses liens avec d'autres partenaires : le groupe italien Ferruzzi est entré récemment au capital de la compagnie (à hauteur de 1,3 %) alors que celle-ci détient 5 % d'une de ses filiales, le groupe alimentaire Beghin-Say. De même, Paribas et la Banca commerciale italiana (Comit) vont-elles échanger des participations d'environ 2 % (la Comit a reçu 0,6 % de Paribas au moment de la privatisation).

La consolidation du capital de Paribas, qui rejette l'idée d'avoir un actionnaire dominant, est une conséquence logique de sa privatisation. A l'époque, la Compagnie avait été dotée d'un « noyau dur » d'actionnaires trop nombreux avec des participations minimes (ils étaient dix-sept à se partager 18 % du capital), pour se sentir engagés financièrement et moralement dans la protection et la stratégie d'un groupe composante essentielle du paysage industriel et financier français.

Mais la montée en puissance de certains actionnaires correspond désormais aussi à un autre impératif. Le Parlement venant d'adopter la suppression de l'autocontrôle qui entrera en vigueur dans un an, Paribas se devait de s'y préparer. La maison de la rue d'Antin est en effet, par tradition culturelle, une adepte de l'autocontrôle. Actuellement, 9 % de ses titres sont détenus par deux filiales : 7 % par la Compagnie bancaire qui les a acquis à bon prix après le krach d'octobre 1987, et 2 % par Cobepa, la filiale belge.

CLAIRE BLANDIN.

Après huit mois de bataille

Siemens ne renonce pas à Plessey

ISTANBUL
de notre envoyée spéciale

« L'intérêt que porte Siemens à Plessey n'a pas pour seul motif les activités télécommunications du britannique. » S'exprimant devant la presse réunie samedi 8 juillet à Istanbul pour la traditionnelle conférence d'été de son groupe, le Dr Kaske, président du directoire de Siemens AG, ne s'est autorisé, sur le dossier Plessey, qu'une petite révélation sous forme de devinette.

Une révélation qui fait figure de message codé adressé à Plessey, numéro deux de l'électronique outre-Manche, fournisseur attitré du ministère de la défense britannique en matière de radars et de systèmes de télécommunications militaires. Celui-ci confirmait, mercredi 5 juillet, son intention de revendre sa participation dans GPT (filiale télécommunication détenue à parts égales avec l'autre britannique General Electric Co). Dans l'esprit des dirigeants de Plessey, Siemens aurait pu s'en porter acquéreur et, en contrepartie, renoncer à l'OPA qu'il a lancée en novembre dernier, conjointement avec GEC, sur leur groupe.

Or non seulement l'état-major de Siemens trouve élevée l'évaluation à 750 millions de livres (soit 7,5 à 8 milliards de francs) de la part de Plessey dans GPT, mais encore le groupe n'entend pas se contenter d'une seule activité télécommunications en Grande-Bretagne, ainsi que le Dr Kaske l'a exprimé en termes sibyllins. Le groupe Siemens, sous réserve de ne pas être lâché par son partenaire GEC, entend donc poursuivre les négociations qu'il mène depuis deux mois avec le ministère britannique de la défense et qui vise à rendre recevable son OPA. Le ministère de la défense doit en effet formuler un certain nombre d'exigences quant au sort des activités militaires de Plessey. *« La formulation de ces obligations sera décisive pour nous, elle nous incitera à représenter ou non une OPA »*, a averti le Dr Kaske.

Une tête de pont

Ces négociations sont-elles sur le point d'aboutir ? Visiblement pas, puisque pour les dirigeants de Siemens *« tout plaide en faveur du non-rachat de Plessey par Siemens d'ici à la fin de l'exercice »*, c'est-à-dire le mois de septembre. Le géant allemand de la construction électrique et électronique (59,4 milliards de deutschemarks de chiffre d'affaires soit 200 milliards de francs) semble placer de gros espoirs dans le marché des semi-conducteurs en Grande-Bretagne. *« Les besoins sont supérieurs à ceux de la RFA. Il est important d'avoir un pied dans ce marché »*, a analysé le Dr Kaske. D'autant que Siemens, qui envisage de produire 40 millions de mémoires de 1 mégabit l'année prochaine dans son usine de Ratisbonne, (plus de 20 millions pour l'exercice en cours), et qui a annoncé le passage à la production en série de mémoires 4 mégabits, est à la recherche de débouchés.

C'est pourquoi on lui attribue des visées sur un constructeur informatique britannique et sur l'allemand Nixdorf, qui connaît actuellement des difficultés. Hypothèses que le président du directoire n'a pas cru bon devoir démentir.

Le Dr Kaske a abordé avec un peu plus de gêne les pourparlers en cours depuis le mois de décembre dernier entre Siemens et IBM en vue de la reprise par son groupe de Rolm et d'une coopération en matière de commercialisation des systèmes privés de communication sur le marché américain. Pour l'état-major de Siemens, la lenteur à conclure serait imputable à un juridisme excessif des Américains.

Prudentes prévisions

Ambitieux dans leur projet de développement (le groupe Siemens devra s'imposer sur deux des trois régions Amérique-Europe-Pacifique au cours de la décennie 1990), les dirigeants du groupe font preuve de la plus grande prudence en matière de prévisions de résultat pour l'exercice en cours.

Malgré des commandes en progression de 18 % au cours des huit premiers mois de l'exercice, Siemens vise un chiffre d'affaires de 60 milliards de deutschemarks (environ 204 milliards de francs) pour l'exercice 1988-1989, à peine plus élevé que les 59,4 milliards de deutschemarks enregistrés l'an passé. Il est vrai que le groupe n'a facturé qu'une seule centrale nucléaire (deux l'avaient été l'an passé). Du fait des pertes essuyées par ses filiales américaines (gonflées par l'appréciation du dollar) et des investissements dans le domaine des semi-conducteurs, Siemens espère pour 1988-1989 un résultat net supérieur à celui de l'exercice précédent (1,3 milliard de deutschemarks, environ 5 milliards de francs). Sans autre précision.

CAROLINE MONNOT.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices génér. de base 100 : 31 décembre 1988

	30 juin	7 juillet
Valeurs franç. à rev. variable	112,9	114,1
Valeurs industrielles	116,9	117,7
Valeurs étrangères	112,8	113,6
Pétroles-Energie	141,5	140,9
Chimie	105,6	104,9
Métallurgie, mécanique	125	126
Electricité, électronique	106,1	107,7
Bâtiment et matériaux	128	129,3
Ind. de consommat. non alim.	107,3	108,6
Agro-alimentaire	112,2	114,3
Distribution	119,8	122,3
Transports, loisirs, services	120,7	121,6
Assurances	123,9	127,4
Crédit banque	103,1	103,3
Sicomi	99,3	98
Immobilier et foncier	101,7	103,6
Investissement et portefeuille	102,9	105,4
Base 100 : 31 décembre 1988		
Valeurs franç. à revenu fixe	98,7	98,5
Emprunts d'Etat	98,8	98,4
Emprunts garantis et assimilés	98,3	98,6
Sociétés	98,6	98,4
Base 100 en 1949		
Valeurs franç. à rev. variable	4 007,9	4 050,6
Valeurs étrangères	4 471,4	4 503,1
Base 100 en 1972		
Valeurs franç. à rev. variable	578,5	584,6
Valeurs étrangères	597,4	601,6
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des val. franç. à rev. fixe	120,2	119,9
Emprunt d'Etat	119,2	118,7
Emprunts garantis et assimilés	120,2	120
Sociétés	120,3	120
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE		
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	478,1	481,4
Produits de base	357,3	357
Construction	524,7	532,4
Biens d'équipement	348	353,3
Biens de consom. durables	616,6	611,3
Biens de consom. non durables	583,4	589,3
Biens de consom. alimentaires	702,2	714,7
Services	446,3	452,5
Sociétés financières	512,5	523,2
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	491,2	491,9
Valeurs industrielles	480,3	484,2
BOURSES RÉGIONALES		
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	333,3	332,8

PARIS, 10 juillet =

Stable

La deuxième semaine de juillet a commencé, à Paris, dans le plus grand calme. Sous les lambris du palais Brongniart, de plus en plus désertés par les boursiers, l'indicateur instantané accusait une très légère hausse (+ 0,09 %).

Rien, pour l'instant, ne paraît pouvoir tirer la Bourse de Paris de sa somnolence, ni la hausse de Wall Street à la veille du week-end ni la baisse des taux d'intérêt aux Etats-Unis, et même à Paris, où le loyer de l'argent au jour le jour confirme son fléchissement au-dessous de 9 %.

Tout au plus, ce fléchissement a-t-il un peu favorisé des valeurs de banque, comme CETELEM, Compagnie bancaire et Via Banque (+ 3 %). A ces hausses ajoutons De Dietrich (+ 5 %) et SODEXHO (+ 3 %), Mais avec, dans ce dernier cas, quarante titres traités, ce qui donne la mesure de l'animation !

Au chapitre des baisses, citons Metrologie Int. (– 4,5 %). Salomon (– 2,9 %), avec cent dix titres, Total France (– 2,5 %) et Galeries Lafayette (– 2 %).

Visiblement, opérateurs et gestionnaires semblent avoir pris de l'avance sur leur départ en vacances.

Sur le MATIF, en revanche, la baisse des taux d'intérêt a fait l'effet d'un stimulant, le cours de l'échéance septembre s'élevant de 0,35 point à 108,36.

Sur le marché de l'or, la nouvelle baisse du dollar a déprimé le cours du lingot, à 78 300 F contre 79 350 F, le napoléon perdant un point à 451 F.

ETATS-UNIS

Standard and Poor's : les craintes de récession pèsent sur les dividendes

Les craintes d'une récession, et donc d'une diminution des bénéfices, commencent à influer sur les décisions des entreprises américaines en matière de dividendes, indique l'agence de cotation Standard and Poor's dans sa dernière étude publiée jeudi 6 juillet.

Au mois de juin, seules quatre-vingt-huit sociétés ont annoncé une hausse de leur dividende, contre cent six pour le même mois de l'an dernier, souligne la firme d'analyse financière. Les chiffres pour l'ensemble du premier semestre restent cependant légèrement supérieurs à ceux de la même période de 1988, avec 916 augmentations contre 893.

« Nous nous attendons toujours à un atterrissage en douceur de l'économie, mais cela ne signifie pas qu'il se passera bien », souligne M. Arnold Kaufman, responsable de la lettre d'information de la firme. *« Avec le chômage qui augmente peu à peu et l'affaiblissement de la consommation, les bénéfices des entreprises vont diminuer dans les mois à venir »*, et donc leurs dividendes, estime-t-il.

TOKYO, 9 juillet ⬇

Léger recul

Des signes indiquant que la baisse des taux d'intérêt américains, longtemps attendue, pourrait intervenir bientôt n'ont pas permis au marché d'accentuer sa hausse initiale, et la clôture est intervenue sur une note irrégulière à l'issue d'une séance marquée par des transactions peu étoffées et lentes.

Les chiffres du chômage américain ont été favorablement accueillis, mais leur impact sur la Bourse japonaise a été atténué par les considérations relatives à l'évolution du marché des changes, constate Michael Cuthill, de Bank of Tokyo.

L'indice Nikkei a perdu 27,95 points à 33 676,02. Les investisseurs restaient dans l'attente des résultats du scrutin législatif du 23 juillet prochain, qui constituera un test crucial pour le Parti libéral démocrate (PLD) au pouvoir, selon les sources du marché.

VALEURS	Cours du 7 juillet	Cours du 10 juillet
Akai	774	756
Bridgestone	1 650	1 630
Canon	1 850	1 830
Fuji Bank	3 390	3 400
Honda Motors	2 040	2 020
Matsushita Electric	2 480	2 430
Mitsubishi Heavy	1 220	1 280
Sony Corp.	8 000	8 000
Toyota Motors	2 630	2 610

FAITS ET RÉSULTATS

● **Forte baisse des revenus des firmes d'investissements au premier semestre.** – Les revenus des firmes d'investissements new-yorkaises tirés de l'émission d'actions et d'obligations ont fortement baissé au premier semestre 1989, et ce malgré une quasi-stabilité du volume d'affaires traitées, selon une enquête publiée par Securities Data Co., qui mesure régulièrement les résultats de ces sociétés. Ces revenus pour l'ensemble des firmes d'investissements travaillant à Wall Street ont plongé de 32 % sur les six premiers mois de l'année, pour totaliser 1,38 milliard de dollars, contre 2,04 milliards de dollars au premiers semestre 1988. Cette forte baisse est due à un recul de 45 % des émissions d'actions, beaucoup plus lucratives que les lancements d'emprunts. Ceux-ci ont, en revanche, fortement augmenté, pour un volume total (actions et obligations) en légère baisse, à 141,6 milliards de dollars, contre 145,7 milliards de dollars un an plus tôt. Ces résultats vont peser encore sur des firmes qui finissent seulement de digérer le krach d'octobre 1987. Dans les mois qui avaient suivi le krach, nombre de firmes d'investissements avaient licencié une partie de leurs employés.

Merrill Lynch vient en tête des grandes firmes pour le volume traité, avec 25,2 milliards de dollars. Mais 91 % de ce volume proviennent d'obligations, et les revenus de la firme ont donc baissé de 33 %, à 194,4 millions de dollars. Elle est suivie par Goldman, Sachs and Co. avec 16,9 milliards de dollars, et First Boston Corp. avec 16,3 milliards de dollars. Drexel Burnham Lambert, chargée par Kohlberg Kravis Roberts de financer son rachat de RJR Nabisco, l'OPA la plus importante jamais effectuée, prend la première place pour les revenus, avec 256,8 millions de dollars, dont 149,6 millions provenant de la transaction sur RJR. Cette transaction, financée par des obligations à haut risque *(« junk bonds »)*, la place également en tête pour les transactions sur ces obligations, avec 6,8 milliards de dollars, dont 4 milliards pour RJR. L'ensemble des firmes d'investissements ont émis au premier semestre pour 14,8 milliards de dollars de *« junk bonds »*. Le nombre et la valeur des grandes fusions de sociétés ont également fortement reculé au premier semestre par rapport à la même période de 1988. En six mois, 695 acquisitions de firmes américaines (pour plus de 10 millions de dollars) ont été enregistrées, contre 784 un an plus tôt, pour une valeur totale en baisse de plus de 20 %, à 164,9 milliards de dollars (contre 209,5).

● **De Dietrich : baisse des résultats.** – De Dietrich a enregistré pour 1988 une baisse de 37,6 % de son bénéfice net consolidé à 68 millions de francs en raison des mauvais résultats des divisions « équipements ferroviaires » et « thermiques ». Le chiffre d'affaires est resté pratiquement stable, à 2,71 milliards de francs en 1987 (contre 2,74 milliards de francs l'an dernier). La division ferroviaire a souffert du retard dans la mise en production des remorques des rames du TGV-Atlantique et d'une baisse des commandes à l'exportation. En outre, la division équipements thermiques de De Dietrich a subi les conséquences de deux hivers doux, et ses ventes sont passées de 785 millions de francs en 1987 à 741 millions l'an dernier, baisse qui a été amplifiée au niveau du résultat en raison des rabais que le groupe a dû consentir.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Arnault & Associés	....	415 d	Le gd livre du mois	....	383
Asystel	....	256	Loca Investissement	....	259
B.A.C.	....	343	Locamic	....	144
B. Demachy & Assoc.	....	....	Metallurg. Minière	....	235
B.I.C.M.	....	510	Métroservice	....	179
Boiron	....	412	Métroservice (bons)	20 30	....
Bolloré Technologies	....	980	Molex	201	202
Boisset (Lyon)	....	268	Navale-Delmas	....	1118
Câbles de Lyon	....	2200	Olivetti-Logabax	190	....
Calberson	....	882	Om. Gest.Fin.	....	403
Cardif	....	780	Pinault	....	677
C.A. I.-de-Fr. (C.C.I.)	....	585	P.F.A.S.A.	....	511
C.A.T.C.	....	140	Presbourg (C.In & Fin)	....	94
C.D.M.E.	....	1710	Présence Assurance	....	565
C. Equip. Elect.	....	....	Publicat. Filipacchi	....	715
C.E.G.I.D.	....	820	Razel	....	680
C.E.G.E.P.	....	280 10	Rémy & Associés	....	329
C.E.P.-Communication	....	413 80	St-Gobain Emballage	....	....
Ciments d'Origny	....	609	St-Honoré Matignon	....	230
C.N.I.M.	....	604	S.C.G.P.M.	....	525
Codetour	....	280	Segin	395	395
Concept	....	340	Sélection Inv. (Lyon)	....	115
Conforama	....	891	S.E.P.	....	576
Creeks	....	480	S.E.P.R.	....	....
Dafsa	....	150	Serbo	....	560
Dauphin	....	1480	S.M.T.Goupil	....	380
Devanlay	....	1201	Sodinforg	....	675 c
Deville	....	547	Supra	....	273 10
Dolisos	....	201 70	Thermador Hold. (Lyon)	....	230
Editions Belfond	....	....	TF 1	....	430
Elysées Investissem.	....	19	Unilog	....	193
Finacor	....	235	Union Financ. de Fr.	....	495
Garonor	....	420	Viel et Cie	....	211
Gr. Foncier Fr. (G.F.F.)	....	294			
Guintoli	....	787			
I.C.C.	....	259 20			
Idia	....	268			
Idianova	....	144			
IM2	....	300			
Int. Metal Service	....	920			
La Commande Electr.	....	268			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ LEMONDE

Marché des options négociables le 7 juillet 1989

Nombre de contrats : 8 222.

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Sept. dernier	OPTIONS D'ACHAT Déc. dernier	OPTIONS DE VENTE Sept. dernier	OPTIONS DE VENTE Déc. dernier
Accor	680	–	–	–	12
CGE	400	–	–	4	7
Elf-Aquitaine	520	27	45	14	24
Eurotunnel SA-PLC	120	6,50	11,50	–	–
Lafarge-Coppée	1 700	43	–	–	–
Michelin	180	11,50	18	8,80	11
Midi	1 400	53	–	–	–
Paribas	480	36	50	4,50	9
Peugeot	1 700	96	–	52	66
Saint-Gobain	600	55	–	9	13
Société générale	480	32	–	–	–
Thomson-CSF	200	17,50	–	5	–

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 7 juillet 1989
Nombre de contrats : 49 398.

COURS	ÉCHÉANCES Sept. 89	Déc. 89	Mars 90
Dernier	107,96	107,72	107,40
Précédent	107,74	107,54	107,12

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Sept. 89	OPTIONS D'ACHAT Déc. 89	OPTIONS DE VENTE Sept. 89	OPTIONS DE VENTE Déc. 89
108	0,61	0,66	1,04	1,43

INDICES

CHANGES

Dollar : 6,31 F ⬇

Le dollar a, lundi 10 juillet, poursuivi sa baisse, amorcée la semaine dernière en prévision d'une baisse des taux d'intérêt américains. L'annonce, vendredi 7 juillet, d'une diminution des créations d'emplois aux Etats-Unis a accentué le mouvement. Le franc reste ferme par rapport au deutschemark, qui reste fixé à 3,3920 F environ.

	7 juillet	10 juillet
FRANCFORT		
Dollar (en DM)	1,8950	1,8690
TOKYO		
Dollar (en yens)	139,50	139,30

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (10 juillet) ... 8 13/16-8 15/16 %
New-York (7 juillet) ..... 8 7/8-9 %

BOURSES

PARIS *(INSEE, base 100 : 30-12-88)*	6 juillet	7 juillet
Valeurs françaises	114,1	113,9
Valeurs étrangères	113,4	113,7
(SBF, *base 100 : 31-12-81*)		
Indice général CAC	482	481,4
(SBF, *base 1000 : 31-12-87*)		
Indice CAC 40	1 737,57	1 729,89
(OMF, *base 100 : 31-12-81*)		
Indice OMF 50	495,18	493,62
NEW-YORK *(Indice Dow Jones)*		
Industrielles	2 462,44	2 487,86
LONDRES *(Indice « Financial Times »)*		
Industrielles	1 794,7	1 816,6
Mines d'or	203,7	206
Fonds d'Etat	85,47	85,43
TOKYO	7 juillet	10 juillet
Nikkei Dow Jones	33 703,97	33 676,02
Indice général	2 507,29	2 504,15

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. + ou dép. –		DEUX MOIS Rep. + ou dép. –		SIX MOIS Rep. + ou dép. –	
$ E.-U.	6,3325	6,3375	– 13	+ 2	– 5	+ 20	+ 75	+ 160
$ can.	5,3192	5,3279	– 149	– 119	– 275	– 237	– 687	– 588
Yen (100)	4,5459	4,5528	+ 145	+ 172	+ 275	+ 327	+ 784	+ 899
DM	3,3882	3,3921	+ 58	+ 76	+ 121	+ 144	+ 342	+ 407
Florin	3,0047	3,0107	+ 48	+ 61	+ 93	+ 116	+ 273	+ 329
FB (100)	16,1750	16,1960	+ 70	+ 171	+ 194	+ 321	+ 565	+ 992
FS	3,9283	3,9339	+ 65	+ 82	+ 129	+ 155	+ 401	+ 475
L (1 000)	4,6665	4,6737	– 136	– 102	– 243	– 191	– 707	– 597
£	10,2650	10,2794	– 452	– 396	– 825	– 747	– 2427	– 2231

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	9 1/8	9 1/4	9 1/16	9 3/16	8 15/16	9 1/16	8 3/4	8 7/8
DM	6 5/8	6 7/8	6 11/16	6 13/16	6 3/4	6 7/8	6 15/16	7 1/16
Florin	6 3/4	7	6 15/16	7 1/16	7	7 1/8	7 1/8	7 1/4
F.B. (100)	8 1/4	8 3/4	8 1/4	8 9/16	8 1/4	8 9/16	8 1/4	8 9/16
F.S.	6 5/8	6 7/8	7 1/16	7 3/16	7 1/16	7 3/16	6 7/8	7
L (1 000)	9 3/4	10 1/4	11 3/4	12 1/4	11 3/4	12 1/4	11 3/4	12 1/8
£	13 5/8	13 7/8	13 3/4	13 7/8	13 7/8	13 15/16	14 7/8	14 1/8
F franç.	8 3/4	9	9	9 1/8	9 1/16	9 3/16	9 1/8	9 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Marchés financiers

BOURSE DU 10 JUILLET

Cours relevés à 14 h 54

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
3805	C.N.E. 3% ★	3790	3700	3708	− 2 14
1110	B.N.P. T.P.	1100	1100	1110	+ 0 91
1213	C.C.F. T.P.	1210	1212	1210	....
1137	Créd. Lyon. T.P.	1134	1133	1133	− 0 09
1725	Renault T.P.	1736	1745	1750	+ 0 86
1916	Rhône-Poul. TP	1950	1975	1951	+ 0 05
1347	St-Gobain T.P.	1346	1360	1346	− 0 07
1360	Thomson T.P.	1370	1376	1377	+ 0 51
720	Accor	724	728	723	− 0 14
620	Air Liquide	606	602	607	+ 0 33
3030	Alcatel ★	2953	2951	2965	+ 0 41
2140	Alt. Superm.	2100	2090	2090	− 0 48
355	A.L.S.P.I. ★	364	372 90	367	+ 0 82
606	Alsthom ★	593	590	592	− 0 17
2670	Arjom. Prioux ★	2505	2520	2510	+ 0 20
640	Ausedat-Rey ★	665	670	670	+ 0 75
1060	Aux. Entrepr. ★	1010	1010	995	− 1 49
700	Av. Dassault ★	692	692	695	+ 0 43
420	BAFIP ★	420	418	424	+ 0 95
315	Bail-Equipem. ★	313 20	315	319	+ 1 85
870	Bail Investiss. ★	871	879	882	+ 1 26
385	B.N.P. C.I. ★	385	387	385	....
520	Cie Bancaire ★	539	537	554	+ 2 78
615	Bazar H.-V. ★	800	802	806	+ 0 83
690	Béghin-Say ★	667	663	670	+ 0 45
900	Berger (Mo)	841	840	840	− 0 12
760	Bic ★	742	741	741	− 0 13
....	B.I.P. ★	779	779	778	− 0 13
550	B.I.S. ★	593	595	596	+ 0 51
3040	Bongrain S.A. ★	2958	2995	2995	+ 1 25
....	Bon-Marché ★	793	800	800	+ 0 88
665	Bouygues ★	708	706	704	− 0 56
136	B.P. France ★	132	131	131 10	− 0 68
665	B.S.N. ★	691	694	694	+ 0 43
725	Canal Plus ★	698	700	699	+ 0 14
2520	Cap Gem. S. ★	2375	2398	2351	− 1 01
3130	Carrefour ★	3220	3220	3193	− 0 84
210	Casino ★	202 90	201 80	202	− 0 44
133	Casino A.D.P. ★	126	126 50	126	....
935	Castorama D.I.	908	912	912	+ 0 44
1300	C.C.M.C.	1290	1285	1285	− 0 39
275	Centrest	272	270	270	− 0 74
630	Cetelem ★	594	599	617	+ 3 87
475	Cerus ★	448 20	450	448 90	+ 0 16
2280	C.F.A.O. ★	626	636	630	+ 0 78
440	C.G.E.	428 50	427	429	+ 0 12
1590	C.G.I. Informat.	1595	1600	1587	− 0 50
1580	C.G.I.P. ★	1560	1560	1545	− 0 96
555	C.G.P.	567	567	569	+ 0 35
1280	Chargeurs S.A. ★	1199	1190	1194	− 0 42
1500	Ciments franç. ★	1465	1465	1470	+ 0 34
630	Club Méditerr. ★	634	633	632	− 0 32
695	C.M.B. Packag.	675	676	675	....
190	Codetel ★	187	190	187	....
355	Colimeg ★	367 80	369	365 50	− 0 63
935	Coles ★	931	942	955	+ 2 58
245	Cpt. Entrepr. ★	225	222	226	+ 0 44
1140	Compt. Mod. ★	1026	1020	1033	+ 0 68
830	Créd. Foncier ★	848	837	839	− 1 06
455	C. F. Immeub. ★	451 10	459	451 20	+ 0 02
194	C.C.F. ★	197 10	196 50	196 50	− 0 30

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
630	Cr. Lyon. (CI) ★	617	622	611	− 0 97
1070	Crédit Nat. ★	1048	1040	1041	− 0 76
505	C.S.E.E. ★	495 10	499	496	+ 0 18
650	Crouzet ★	675	676	685	+ 1 48
2990	Damart S.A. ★	3110	3130	3040	− 2 25
1380	De Dietrich ★	1320	1390	1390	+ 5 30
215	Dév. P.d.C. (Li)	215	211	211	− 1 86
330	Dév. R. Sud-Est	330	330	330	....
545	D.M.C.	530	530	530	....
460	Drouot Assur ★	440 50	450	440 50	....
3800	Docks France ★	3889	3887	3865	− 0 62
985	Dumez ★	974	989	990	+ 1 64
1010	Dunhill Lebié	1000	1000	990	− 1
1980	Eaux (Gén.) ★	1971	1966	1980	+ 0 46
2160	Ecco ★	550	565	561	+ 2
985	Electrofinanc. ★	1003	1004	1012	+ 0 90
580	El. S. Dassault ★	554	551	551	− 0 54
520	Elf-Aquitaine	527	524	525	− 0 38
400	— (certific.) ★	426	417 50	426	....
1490	Epeda B.-F.	1360	1360	1349 c	+ 1 05
3300	Essilor ★	3170	3150	3194	+ 0 76
1560	Essil. Int. (DP) ★	1538	1535	1510	− 1 82
530	Esso S.A.F. ★	525	516	520	− 0 95
1590	Eurafrance ★	1645	1610	1600	− 2 74
1540	Eurocom ★	1560	1540	1530	− 1 92
2790	Euromarché ★	2730	2750	2750	+ 0 73
750	Europe nº 1 ★	740	741	748	+ 1 08
114	Eurotunnel ★	116	116 50	116 10	+ 0 09
1320	Exor ★	1360	1380	1398	+ 2 79
1220	Facom ★	1200	1210	1195	− 0 42
1000	Fichet-Bauche ★	1025	1020	1050	+ 2 44
197	Financial ★	206	205	206 10	+ 0 05
495	Fives-Lille ★	464	459	456 50	− 1 62
1870	Fromager. Bel ★	1880	1901	1903	+ 1 22
1690	Gal. Lafayette ★	1750	1760	1713	− 2 11
585	Gascogne ★	575	575	575	....
1720	Gaz et Eaux ★	1717	1720	1715	− 0 12
780	Géophysique ★	816	815	800	− 1 96
625	Gerland ★	682	680	680	− 0 29
3380	Groupe Cité ★	3450	3448	3448	− 0 06
1070	Gr. Victoire	1024	1026	1026	+ 0 20
480	— (certif.)	515	513	515	....
1400	GTM-Entrep. ★	1468	1455	1460	+ 0 14
910	Guyenne-Gas. ★	884	887	876	− 0 90
390	Hachette ★	395	395	391	− 1 01
965	Havas ★	938	939	936	− 0 21
570	Hénin (La) ★	562	561	562	....
1270	Hutchinson ★	1271	1280	1277	+ 0 47
365	Imétal ★	342	340	344 50	+ 0 73
230	Ingénico ★	237 20	238	240	+ 1 18
6710	Inst. Mérieux ★	6500	6590	6500	....
485	Interbail ★	482	481 50	482	....
1460	Intertechnique ★	1505	1508	1526	+ 1 40
1280	J. Lefebvre ★	1261	1269	1272	+ 0 87
1120	Labinal ★	1069	1051	1063 c	+ 1 14
2010	Lab. Bellon ★	2220	2225	2200	− 0 90

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
1670	Lafarge-Coppée	1612	1620	1617	+ 0 31
1370	Lebon ★	1350	1330	1340 c	+ 2 06
3780	Legrand ★	3937	3920	3912	− 0 64
2210	Legrand (DP) ★	2300	2340	2340	+ 1 74
1390	Leroy-Somer ★	1360	1389	1358	− 0 29
700	Locabail Im. ★	715	720	710	− 0 70
480	Locafrance ★	489 90	472	480	− 2 02
855	Locindus ★	805	805	802	− 0 37
510	Luchaire ★	481	478 50	478 50	− 0 52
4170	L.V.M.H. ★	4045	4000	4020	− 0 62
1750	Lyonn. Eaux ★	1776	1775	1776	....
98	Mais. Phénix ★	97 80	97 50	97	− 0 82
230	Majorette (Ly) ★	234	226	227 c	+ 0 89
450	Mar. Wendel ★	439	441	445	+ 1 37
345	Matra ★	356	356	356	....
4490	Merlin-Gerin ★	4281	4280	4370	+ 2 08
205	Metaleurop ★	210	210	206 50	− 1 67
....	Métrologie Int. ★	267	269	255	− 4 49
210	Michelin	180 50	179 80	178 50 c	+ 0 66
1310	Midi (Cie)	1329	1329	1344	+ 1 13
210	Midl. Bk SA ★	195	198	198	+ 1 54
405	Min Salsig (Mo)	401	402	402	+ 0 25
....	M.M.B.M. ★	218	219	218 50	+ 0 23
130	Moulinex ★	147 80	148 10	147	− 0 54
1030	Navig. Mixte ★	1024	1021	1025	+ 0 10
183	Nord-Est ★	187 90	188	185 20	− 1 44
360	Nordon (Ny)	370	370	370	....
610	Nouvelles Gal. ★	545	545	545	....
895	Occid. (Gén.) ★	889	882	882	− 0 79
1440	Omn.F.Paris ★	1381	1415	1370	− 0 80
425	Olida-Caby ★	404 90	393	393	− 2 94
4080	Oréal (L') ★	4075	4080	4070	− 0 12
500	Paribas	503	504	503	....
440	Paris-Réesc. ★	435	445	435	....
1130	Pechelbronn ★	1060	1051	1062	+ 0 19
380	Pechiney CIP ★	353	355	353 10	+ 0 03
230	Pechiney Int.	229 40	231 90	228	− 0 61
465	Penhoët ★	420	430 10	420	....
1320	Pernod-Ricard ★	1355	1354	1361	+ 0 44
1630	Peugeot S.A.	1704	1712	1709	+ 0 29
500	Plastic Omn. ★	485	490	490 50 c	+ 1 78
730	Poliet ★	748	740	747	− 0 13
1190	Préfabail Sic. ★	1095	1106	1126	+ 2 83
645	Primagaz ★	650	646	645	− 0 77
705	Printemps ★	696	709	696	....
3160	Promodès ★	3117	3082	3187	+ 2 25
620	Radiotechn. ★	570	569	570	....
177	Raff. D. Total ★	166	165	164 50	− 0 90
3280	Redoute (La) ★	3261	3295	3280	+ 0 58
570	R.-Poulenc CIP ★	553	551	554	+ 0 18
325	Robur financ.	330	327	330	....
1770	Roussel-Uclaf ★	1850	1850	1865	+ 0 81
3610	R. Impér. (Ly)	3670	3615	3610	− 1 63
186	Sade	166	166 20	166 20	+ 0 12
1470	Sagem ★	1450	1470	1474	+ 1 66
615	Saint-Gobain	635	635	636	+ 0 16

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
1360	St-Louis ★	1300	1312	1301	+ 0 08
2510	Salomon	2600	2575	2535	− 2 50
820	Salvepar	840	580	580 •	− 0 05
875	Sanofi ★	889	887	885	− 0 45
685	S.A.T. ★	700	691	686	− 2
295	Saul-Chât. (B) ★	291 50	291 50	286	− 1 89
730	Saupiquet (Ns)	675	675	675	....
760	Schneider ★	780	776	775	− 0 64
81	S.C.O.A. ★	78	78	78 60	+ 0 79
935	S.C.R.E.G. ★	960	970	983	+ 2 40
1010	Sab ★	1005	1013	1009	+ 0 40
450	Sefimeg ★	459	450 50	476	+ 3 70
1720	S.F.I.M. ★	1650	1650	1650	....
265	S.G.E. ★	246	246 60	246 50	+ 0 20
770	Silic ★	755	715	715 c	+ 0 56
530	Simco	564	561	572	+ 1 42
1220	Sk. Rossignol ★	1215	1200	1200	− 1 23
950	Signes ★	935	950	942	+ 0 75
490	Société Génér.	496 50	495	495	− 0 30
165	Sodecco	161	161	161	....
182	Sodero (Ns)	181	180	180	− 0 55
3630	Sodexho ★	3450	3510	3550	+ 2 90
113	Sogenal (Ny)	115 50	116	116	+ 0 43
395	Sogerap ★	400	400	400	....
2290	Somm-Allib. ★	2290	2324	2290	....
1580	Source Perrier ★	1540	1531	1535	− 0 32
785	Sovac ★	788	799	805	+ 0 88
600	Spie-Batignol. ★	610	615	613	+ 0 49
1110	Strafor ★	1135	1135	1100	− 3 08
340	Suez	340	339 50	340	....
470	Synthélabo ★	447	449 20	448	+ 0 22
225	Thomson-C.S.F.	213	205 50	206 c	− 0 09
600	Total (CFP) ★	508	509	509	+ 0 20
105	— (certific.) ★	100	100	100	....
1330	T.R.T. ★	1350	1320	1336	− 1 04
450	U.F.B.-Locab. ★	444	441 70	443	− 0 23
975	U.I.C. ★	982	988	986	+ 0 41
585	U.I.F. ★	579	585	585	+ 1 04
965	U.I.S. ★	970	970	978	+ 0 82
265	U.C.B. ★	275 60	275 50	283 50	+ 2 80
740	Unibail ★	769	762	786	+ 0 92
805	Valéo ★	776	779	795	+ 2 45
425	Vallourec ★	422	428	427 90	+ 1 40
380	Via Banque ★	360	365	374	+ 3 89
1230	Zodiac	1200	1230	1219	+ 1 58
995	Elf-Gabon ★	995	985	961	− 3 42
164	Amax Inc.	159 50	159 90	159 90	+ 0 25
225	Amer. Express	216	216	216 10	+ 0 05
240	Amer. Teleph.	229 80	230	230	+ 0 09
150	Anglo Amer. C.	153	152	152	− 0 65
435	Amgold	467 50	461	461	− 1 39
330	Banco Santander	333	332	332	− 0 30
1060	BASF (Akt)	1029	1025	1021	− 0 78
1020	Bayer	1016	1016	1017	+ 0 10
77	Buffelsfont.	82 90	80	80	− 3 50
250	Chase Manh.	235	234	234	− 0 43

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
98	Echo Bay Mines	98 10	98 10	98 10	....
105	De Beers	97 90	96 50	96 50	− 1 43
1980	Deutsche Bank	2109	2127	2129	+ 0 95
1110	Dresdner Bank	1163	1194	1195	+ 2 75
88	Driefontein Ctd	71 95	71	71 30	− 0 90
720	Du Pont-Nem.	710	700	701	− 1 27
315	Eastman Kodak	307	305	306	− 0 65
25	East Rand	20 65	20 50	20 90	+ 1 21
320	Electrolux	331	329	329	− 0 60
555	Ericsson	561	571	571	+ 1 78
285	Exxon Corp.	284	277 80	277 80	− 2 18
320	Ford Motors	305 50	299	299	− 2 13
50	Freegold	56 30	55 60	55 30	− 1 78
160	Gencor	157 50	153 50	153 50	− 2 54
355	Gén. Electr.	336	337 50	337	+ 0 30
....	Gén. Belgique	....	....	....	....
285	Gen. Motors	258 80	256 10	255	− 1 85
145	Goldfields	151 70	151	150 80	− 0 59
58	Gd Métropolitain	57 70	58 10	58 10	+ 0 69
32	Harmony	32 95	32 30	32 30	− 1 97
75	Hitachi	74 80	75 15	75 15	+ 0 47
1020	Hoechst Akt.	1026	1027	1027	+ 0 10
133	Imp. Chemical	129 80	126 80	126 80	− 2 16
725	IBM	713	708	708	− 0 70
380	ITT	370 50	368	368	− 0 67
178	Ito-Yokado	184 60	183	181 50	− 1 63
375	Mac Donald's	185 90	186	186	+ 0 05
113	Matsushita	111 50	111 60	111 60	+ 0 09
450	Merck	443	450	446	+ 0 68
475	Minnesota M.	446 60	453	453	+ 1 43
320	Mobil Corp.	320	320	319 90	− 0 03
280	Morgan J.P.	245 40	247	247	+ 0 65
30300	Nestlé	31260	31190	31190	− 0 22
1050	Nixdorf	1034	1034	1034	....
149	Norsk Hydro	155	157	155 80	− 0 13
123	Ofsil	137 50	135 80	135 80	− 1 24
2080	Petrofina	2010	2005	2005	− 0 25
905	Philip Morris	903	895	899 c	+ 0 26
120	Philips	116 50	117 80	118 20	+ 1 46
89	Placer Dome	89 50	89 60	89 60	+ 0 11
480	Quilmès	476	475	475	− 0 21
305	Randfontein	337	329	329	− 2 37
410	Royal Dutch	416	411	413	− 0 72
51	Rio Tinto Zinc	51 30	52 40	51 50	+ 0 39
33	Saat. & Saatchi	33 20	33	33 05	− 0 45
48	St Helena Co	49	48 50	48 50	− 1 02
255	Schlumberger	258	255	253 20	− 1 86
42	Shell transp.	43 60	42 40	42 40	− 2 75
1960	Siemens A.G.	1995	1998	2000	+ 0 25
360	Sony	359	358	358	− 0 28
54	Telefonica	52 10	52	52	− 0 19
285	T.D.K.	278	278 90	278 90	− 0 10
68	Toshiba Corp.	65 30	64	64	− 1 99
430	Unilever	427	428 80	428 80	+ 0 42
340	Unit. Techn.	323	322	322	− 0 31
505	Vaal Reefs	550	545	545	− 0 91
440	Volvo	450	451 50	451 50	+ 0 33
190	West Deep	209 50	207	207	− 1 19
410	Xerox Corp.	393 50	400 10	400 10	+ 1 68
183	Yamanouchi	172 50	170 50	170 50	− 1 06
3 17	Zambia Corp.	3 20	3 05	3 10	− 3 13

Comptant (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp. 8,80 % 77	123	1 157
9,80 % 78/93	101 80	9 748
10,80 % 79/94	104 55	9 143
13,25 % 80/90	103 62	1 343
16,20 % 82/90	103 41	7 900
16 % juin 82	106 02	1 369
14,60 % fév. 83	108 26	5 680
13,40 % déc. 83	116 60	7 379
12,20 % oct. 84	109 12	9 192
11 % fév. 85	114 15	4 189
10,26 % mars 86	107 45	3 373
ORT 12,75 % 83	....	..
OAT 10 % 2000	109 06	1 205
OAT 9,90 % 1997	107 97	5 669
OAT 9,80 % 1996	105 76	4 323
Ch. France 3 %	....	..
CNB Bques janv. 82	101 10	0 215
CNB Paribas	102	0 215
CNB Suez	102	0 215
CNI janv. 82	101 10	0 215
PTT 11,20% 85	109 20	6 269
CFF 10,30% 86	106 30	4 343
CNE 11,50% 85	106 10	1 049
CNT 9% 86	100 30	2 066
CRH 10,90% déc. 85	110 30	6 180
C.N.C.A. T.P.	....	111
C.G.E. 6% janv. 89-99	....	..
Dassault Avn. Obl. conv.	2790	..
Métrologie I. 6% 6/7	....	8 460

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Agache (Sté Fin.)	....	1480
A.G.F. (St Cent.)	....	1057
Applic. Hydraul.	....	1000
Arbel	....	772
Astorg	....	235
Avenir Publicité	....	....
Bain C. Monaco	....	351 80
Banque Hypoth. Eur.	....	....
Béghin-Say (C.I.)	....	....
Blanzy-Ouest	....	....
B.N.P. Intercontin.	....	389
Bénédictine	....	....
B.T.P. (Compagnie)	....	100
Calif	....	650
Cambodge	....	725
C.A.M.E.	....	170
Carbone-Lorraine	....	1030
Caso-Poclain	....	35 90
C.E.G.Frig.	....	334 30 c
Centen. Blanzy	....	2817 d
Cerabati	....	....
Champex (Ny)	145	140
C.I.C. (Financ. de)	....	210

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
C.I. Maritime	....	640
Citram (B)	2200	2200
Clause	....	1266
Cofradel (Ly)	....	1232
Cogifi	....	337
Comiphos	....	370
Cie Industrielle	....	7170
Comp. Lyon-Alem.	....	402
Concorde (La)	....	1045
C.M.P.	....	15 90
Créd. Gén. Ind.	....	451
Cr. Universel (Cie)	....	526
Créditel	....	142
Darblay S.A.	....	605
Degremont	....	438 40
Delalande S.A.	....	1520
Delmas-Vieli. (Fin.)	....	4200
Didot-Bottin	....	925
Eaux Bass. Vichy	....	1100
Eaux Vittel	....	3780
E.C.I.A.	....	1650
Electro-Banque	....	323 20
Eli-Antargaz	....	1073 d
E.L.M. Leblanc	....	600
Enelif-Bretagne	....	310
Entrepôts Paris	....	765 c
Europ. Accumul.	....	73 10
Europe Soudure Indust.	....	95
Eternit	....	2642
Finalens	....	232
FIPP	....	....
Fonc	....	1820
Foncière (Cie)	....	....
Fonc. Lyonnaise	....	409 50
Foncina	....	470
Forinter	....	1110
Fougerolle	....	713
France I.A.R.D.	....	315
France (La)	....	7450
From. Paul Renard	....	1148 d
GAN	....	1677
G.F.I.I.	....	280 20
Gaumont	....	530
Gazelin	....	316
Gévelot	....	....
Gr. Fin. Constr.	....	405 10
Gds Moulins Paris	....	691
G. Transp. Ind.	....	465 c
Imm. Plaine-Monceau	....	....
Imminvest	....	....
Immobail	....	404
Immobanque	....	740
Immob. Marseille	....	6310
Immofice	....	472 80
Invest. (Sté Cent.)	....	1325
Jaeger	....	243
Lafitte-Bail	....	440
Lambert Frères	....	442 50
Lille-Bonnières	....	979
Loca-Expansion	....	270
Locafinancière	....	378
Locatel	....	440
Louis Vuitton	....	1180
Louvre (Sté)	....	2955
Lucia	....	1450

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Machines Bull	....	97
Magasins Uniprix	....	....
Magnant S.A.	....	55 10
Maritime Part.	....	398
Métal Déployé	....	530
Mors	....	148 90
Navig. (Nat. de)	....	168
Nozal	....	423
Optorg	....	479 40
Oréal (L') C.I.	2175	2175
Origny-Desvroise	....	1400 c
Palais Nouveauté	....	862
Paluel Marmont	....	....
Parfinance	....	218 50
Paribas-CIP	381	....
Paris France	....	270
Paris-Orléans	....	232
Partenfin	....	390
Patern. Risq. Div.	....	1490
Piper-Heidsieck	....	2200
P.L.M.	....	200
Porcher	....	....
Promodès	1430	1415
Providence S.A.	....	....
Publicis	....	5500
Rochefortaise S.A.	....	823 c
Rochette (La)	....	128
Rosario (Fin.)	....	600
Rougier et Fils	....	375 c
Rozières (usine de)	....	775
Sacer	....	....
SAFAA	....	352
Safic-Alcan	....	830 c
SAFT	....	2900
Saga	....	205
Salins du Midi	....	514
Satam	....	102 90
Savoisienne (M)	338	350
SCAC	....	578
Senelle Maubeuge	....	470
S.E.P. (M)	161	161
Sici	....	582 d
Skanor (Li)	....	....
Simin	....	310 10
Siph (Plant. Hévéas)	....	390
Sofal financière	....	2470
Sofical	....	1061
Sofio	....	551
Soficomi	....	639
S.O.F.I.P. (M)	256	257
Sofragi	....	1200
Sopagi	....	165
Soudure Autog.	....	800
Sovabail	....	608
Suez (Fin. de)-CIP	264 70	264 70
Stami	....	760
Taittinger	....	3650
Talcs de Luzenac	....	....
Télémécanique Elect.	....	....
Testut-Aequitas	....	550
Tour Eiffel	....	....
Ufiner S.M.D.	....	730
Ugine A. Chat. Gueug.	....	565
U.A.P.	....	574
U.T.A.	....	2087
Vicat	....	2800

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Viniprix	....	1403
Virax	....	133 10
Waterman S.A.	....	800
Bras. du Maroc	....	220

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	730	....
Akzo	420	....
Alcan Alum.	141	141 50
Algemene Bank	126	130
American Brands	431	440
Am. Petrofina	544	540
Arbed	936	....
Asturienne Mines	190	193
Bco Pop Espanol	495	....
Banque Ottomane	1761	1651
B. Régl. Internat.	38000	39100
Br. Lambert	715	721
Canadian-Pacific	116	116 10
Chrysler corporation	161	157
CIR	29 15	....
Commerzbank	903	903
Dart. and Kraft	....	....
De Beers (port.)	....	....
Dow Chemical	580	580
Gén. Belgique	....	....
Gevaert	1290	....
Glaxo	142 90	140
Goodyear	352	352
Grace and Co	195	196
GTE corporation	357	360
Hewlett-Packard	333	339
Honeywell Inc.	460	470
Johannesburg	1075	....
Kubota	52 30	....
Latonia	....	....
Midland Bank Plc	36	....
Mineral-Ressourc.	96	....
Noranda	120 60	122 60
Olivetti	27	26 60
Pakhoed Holding	430	425
Pfizer Inc.	369 30	370 20
Procter Gamble	690	665
Ricoh Cy Ltd	56	55 50
Rolinco	304	311
Robeco	310 50	311 50
Rodamco	489	488
Saipem	12	12 10
Sema Group	33 50	33 80
Shell fr. (port.)	....	....
S.K.F. Aktiebolag	580	552
Steel Cy of Can.	118	....
Tenneco	345	....
Thorn EMI	81	82
Toray Indust. Inc.	43 60	43
Vieille Montagne	2460	2572
Wagons-Lits	1267	1301
West Rand	6 45	6 50
Whitman Corporation	220	....

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Banque Hydro-Energie	351	....
Boiron	850	....
Calciphos	185	187
Chambourcy (M.)	978	....
Cochery	236	240 d
Cogedep	65 50	70 75
C. Occid. Forestière	180	180
Copamex	327 50	331 50
Gecbot	99	106
Guy Degrenne	545	....
Haribo-Ricqlès-Zan	210	....
Hoogovens	287	....
Merlin Immobilier	240	....
Nicolas	990	....
Particip. Percier	362	....
Pathé-Cinéma	240 10	....
Rorento N.V.	183	182 50
Sacra-Matra	368	....
Serv. Equip. Veh.	55 30	....
S.P.R.	600	....
Sté Lecteurs du Monde	550	550
Ufinex	380	....
Union Brasseries	144	121 90 o
Wonder	1470	....

SICAV (sélection) 7/7

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	1005 55	981 02
Actilion	232 70	226 47 ◆
Actions France	550 98	531 07
Actions sélectionnées	649 10	624 67
Aedificandi	621 93	589 45
A.G.F. Actions (ex-CIP)	1200 16	1170 89
A.G.F. 5000	644 94	629 21
A.G.F. ECU	1062 64	1052 12
A.G.F. Foncier	118 16	115 28
A.G.F. Interfonds	439 63	428 91
A.G.F. Invest	124 66	121 62
A.G.F. OBLIG.	1082 31	1076 93
A.G.F. Sécurité	10546 86	10546 86
Agfimo	678 67	662 12
Aliali	207 98	200 47
A.L.T.O.	176 11	169 74
Amadi-Gan	6084 85	5789 64
Amplitude	633 37	614 92
Arbitrages court terme	5486 36	5474 40
Associc	1140 50	1140 50
Atout Futur	350 21	338 69
Aurecic	1419 40	1378 06
Avenir C.I.C.	110 96	107 73
Avenir Alizés	1450 36	1421 92
Axa Europe	127 49	121 71
Axa Investissements	132 61	126 60
Axa Valeurs PER	127 96	122 15
Bred Associations	2560 46	2542 83
Capital Plus	1676 03	1676 03 ◆
Cardeo-Fierce	33 77	32 32
CIP (voir AGF Actions)	......	......
Comis	1032 59	1017 33
Comptavalor	6387 32	6379 25
Compensatrale	110 31	107 10
Convertimmo	402 56	387 08
Cadinter	540 96	525 20
Dige	1043 43	1009 12
Drouot-France	866 13	826 85
Drouot-Investiss.	1139 17	1087 51
Drouot-Sécurité	252 69	241 23
Drouot-Sélection	153 46	146 50
Ecutic	1134 96	1118 19
Ecureuil Capitalisation	......	......
Ecureuil Investissem.	......	......
Ecureuil Monepremière	51134 78	51134 78
Ecureuil Monétaire	32603 59	32603 59
Ecureuil Privatisations	390 51	379 14
Ecureuil Trimestriel	2042 41	2022 18
Elicash	2121978	2121978
Energie	262 04	260 16
Epacic	2760 37	2760 37
Epacourt Sicav	4212 56	4202 05
Epargne Associations	24595 47	24558 63
Epargne-Capital	8500 49	8416 33
Epargne Court-Terme	627 63	627 63
Epargne Croissance	1653 48	1618 96
Epargne-Industr.	87 36	83 40
Epargne Inter	624 19	607 48
Epargne J	53735 86	53735 86
Epargne Long-Terme	188 37	183 33
Epargne Monde	1400 22	1362 74
Epargne Première	12469 77	12406 72
Epargne-Oblig.	196 25	191
Epargne-Quatre	1094 60	1065 30
Epargne-Unie	1349 04	1300 28
Epargne-Valeur	454 62	442 45
Epsilon	1194 26	1172 53
Eurocic Leaders	1106 16	1073 94
Eurodyn	1195 21	1155 91c
Euro-Gan	8482 04	8159 47
Fonsicav (div. par 10)	10928 13	10928 13
Foncival	268 57	260 12
France Avenir 4/4 Ret.	1 08	1 05
France-Gan	8809 06	8409 60
France-Garantie	264 59	264 08 ◆
France-Index Sicav	107 65	104 41

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
France-Investiss.	434 89	415 17 ◆
France-Obligations	463 86	449 17
Francic	482 41	468 36
Francic Pierre	106 70	103 59
Francic Régions	1204 26	1169 17
Fructi-Associations	27 62	27 62
Fructi-Epargne	28 96	28 25
Fructicapi	33 32	32 83
Fructicourt	109009 46	109009 46
Fructidor	243 12	239 53
Fructifrance	898 78	876 86
Fructimmo	30 01	29 28
Fructivar	4276 62	4265 96
Fructi ECU	584 65	558 31
Fructi-Première	11749 04	11575 41
Futurobligs	1145 06	1107 41c
Gestilion	57751 63	57607 51 ◆
Gestion Associations	157 10	153 64
Horizon	1177 15	1142 86
Interpar	106483 86	103382 39
Interoblig.	12873 44	12378 31
Intersélect France	516 68	501 63
Japacic	203 81	197 87
Jeune épargne	237 37	233 86
Laffitte-Amérique	242 10	231 12
Laffitte Europe	288 89	275 78
Laffitte-Expansion	295 94	282 52 ◆
Laffitte-France	357 94	341 71
Laffitte-Immobilier	263 70	251 74
Laffitte-Japon	427 42	408 04
Laffitte-Oblig.	143 84	137 32
Laffitte—Rend.	198 21	187 31
Laffitte-Tokyo	373 23	356 31
Latitude	5221 07	5213 25
Lion-Associations	11438 93	11438 93 ◆
Lion-Institutionnels	23224 31	23188 39 ◆
Lionplus	784 08	758 51 ◆
Lion Trésor	2120 47	2098 49 ◆
Livret Bourse Investis.	524 54	509 28
Livret portefeuille	725 37	704 24
Méditerranée	194 11	185 31
Mensuel CIC	10007 72	9907 64
Mondiale Investissem.	438 36	418 60
Monacic	5503 78	5503 78
Monedor	55498 77	55498 77 ◆
Mone J.	55943 43	55943 43
Mutualité Dépôts	10528 93	10507 91
Mutuelle Unie Sél.	153 86	146 69
Natio-Epargne	13894 25	13758 68
Natio-Epargne Trésor	5703 19	5689 81
Natio-Court terme	216356	216356
Natio-Inter.	1224 09	1191 33
Natio-Obligations	554 68	539 83
Natio-Patrimoine	1483 57	1443 86
Natio-Placements	64883 77	64883 77
Natio-Revenus	1066 17	1045 71
Natio-Sécurité	11693 45	11693 45
Natio-Valeurs	811 46	789 74
Nippon-Gan	6248 74	5965 38
Nord-Sud Développ.	1205 73	1203 32 ◆
Normalif	13038 95	12783 28
Obli Association	120 20	119 01
Oblicic Mondial	9199 20	9063 25
Oblicic Régions	1126 88	1110 23
Oblig. toutes catég.	150 89	148 66
Oblifon	1086 81	1076 05 ◆
Oblisécurité	10571 24	10571 24
Oraction	1229 06	1188 65c
Orvalor	5704 11	5487 94 ◆
Paribas Croissance	826 82	801 27
Paribas Epargne	18049 30	18017 27
Paribas Oblimonde	......	......
Paribas Opportunités	126 76	121 59
Paribas Patrimoine	550 06	527 64
Paribas Revenu	92 78	91 86
Patrimoine Retraite	174 48	171 04

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Parvalor	672 05	652 48
Phenix Placements	249 55	249 31
Pierre Investiss.	728	695 94 ◆
Placement A	1107 44	1107 44
Placement ct-terme	70823 18	70823 18
Placement J	55194 60	55194 60
Placement Premier	53044 87	53044 87
Pléiade	113 45	110 41
Première Obligations	10650	10639 36
Prévoyance Ecureuil	110 93	107 96
Prév'Association	22679 45	22679 45
Quartz	122 58	119 58c
Rentacic	186 91	184 44
Revenus Trimestriels	5482 06	5427 78
Revenu Vert	1181 36	1163 90
St-Honoré Bio-aliment.	880 84	850 44
St-Honoré Global	277 56	264 97
St-Honoré Matignon Pl.	218 31	208 41
St-Honoré Pacifique	594 18	567 24
St-Honoré P.M.E.	527 08	503 18
St-Honoré Réel	11574 24	11528 13 ◆
St-Honoré Services	523 60	503 46
St-Honoré Technol.	827 56	790 03
St-Honoré Valor	11866 46	11866 46
Sécuricic	5830 18	5824 36
Sécuri Taux	10828 41	10828 41
Scandan (Cardan BP)	723 53	712 84
Sicav-Associations	1436 72	1434 57
S.F.I. fr. et étr.	702 66	682 19
Sicav 5000	414 06	402 98 ◆
S.I.G.	824 07	786 34 ◆
Silvafrance	868 57	848 73 ◆
Silvam	447 24	435 27 ◆
Silvarente	210 30	208 22 ◆
Silvinter	451 41	439 33 ◆
S.N.I.	1242 08	1205 90
Sogepargne	367 99	364 69
Sogevar	1129 26	1078 07
Soginter	1428 36	1363 59
Soleil Investissement	545 50	520 76
Stratégie Actions	1204 58	1158 25
Stratégie Rendement	1153 49	1117 17
Technocic	1222 08	1186 49
Techno-Gan	6424 44	6133 12
Thesora	516 30	511 19
Transcontinents	87 19	85 49
Trésor Réel	11046 54	11046 54
Trésoricic	108965 12	108965 12
Trilion	5257 56	5205 50 ◆
U.A.P. Investiss.	463 50	446 75
U.A.P. moyen terme	108 22	104 31
Uni-Associations	113 98	113 99
Unifrance	562 33	542
Unifoncier	1322 66	1274 87
Uni-Garantie	1339 39	1313 10
Uni-Régions	3151 72	3037 80
Unirente	2309 84	2233 89
Univer	187 96	187 95
Univers-Actions	1280 12	1238 03
Univers-Obligations	1646 38	1592 24c
Valorem	573 58	558 59
Valorg	1636 29	1634 66
Valrel	41161 54	41140 97
Vauban	22887 88	22865 19

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 10/7	COURS DES BILLETS Achat	COURS DES BILLETS Vente
Etats-Unis ($ 1)	6 404	6 313	6 160	6 600
ECU	7 015	7 009	....	....
Allemagne (100 DM)	339 180	339 160	329	349
Belgique (100 F)	16 201	16 199	15 650	16 650
Pays-Bas (100 fl.)	300 900	300 850	292	312
Danemark (100 krd)	87 300	87 330	83 500	91 500
Norvège (100 k)	92 300	91 950	88	97
Grande-Bretagne (£ 1)	10 383	10 340	10	10 800
Grèce (100 drachmes)	3 925	3 920	3 750	4 600
Italie (1 000 lires)	4 676	4 662	4 400	4 900
Suisse (100 fr.)	394 410	383 160	381	403
Suède (100 krs)	99 270	98 770	95 500	103 500
Autriche (100 sch)	48 175	48 170	46 700	49 700
Espagne (100 pes.)	5 396	5 405	5 150	5 700
Portugal (100 esc.)	4 049	4 041	3 900	4 600
Canada ($ can 1)	5 375	5 307	5 150	5 550
Japon (100 yens)	4 588	4 548	4 400	4 620

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 10/7
Or fin (kilo en barre)	78300	78000
Or fin (en lingot)	78350	78300
Pièce française (20 fr)	452	451
Pièce française (10 fr)	389	.....
Pièce suisse (20 fr)	485	480
Pièce latine (20 fr)	456	452
Souverain	576	572
Pièce de 20 dollars	2835	2795
Pièce de 10 dollars	1550	1497 50
Pièce de 5 dollars	810	.....
Pièce de 50 pesos	2960	2950
Pièce de 10 florins	475	473
Or Londres	.....	.....
Or Zurich	.....	.....
Or Hongkong	.....	.....
Argent Londres	.....	.....

c : coupon détaché — o : offert — * : droit détaché — d : demandé — ◆ : prix précédent — ★ : marché continu

Le Monde

ÉTRANGER
3 Soudan : dix jours après le coup d'Etat.
4 Argentine : la prise de fonctions du président Menem.
6 La préparation du sommet des sept pays les plus industrialisés.
7 Israël : endiguer les représailles anti-arabes.

POLITIQUE
8 Radioscopie de l'Assemblée nationale et du Sénat :
— Le vague à l'âme des parlementaires.
— Au palais du Luxembourg, l'ennui.
9 Les chasseurs et les pêcheurs lancent un mouvement national.

SOCIÉTÉ
10 La moitié des universitaires devraient bénéficier de primes à partir de la rentrée.
11 à 13 BICENTENAIRE : la manifestation et le concert de la Bastille.
14 Les premiers jeux de la francophonie.
19-20 Sports.

CULTURE
16 *The Fairy Queen*, de Purcell, à Aix-en-Provence.
— Ouverture des Chorégies d'Orange.
17 Nouvelle extension du Centre Pompidou.
— Design : Tom Dixon chez Yves Gastou.
15 COMMUNICATION.

ÉCONOMIE
38 La décision du Conseil constitutionnel sur les « dix de Renault ».
39 British Aerospace souhaite une redistribution de la construction des Airbus.
40-41 Marchés financiers.

INFOS SERVICES
Abonnements 2
Annonces classées ... 25 à 37
Carnet 14
Météorologie : en grève.
Radio-Télévision 15
Spectacles 18

Nous sommes dans l'impossibilité de publier les mots croisés. Que nos lecteurs veuillent bien nous en excuser.

TÉLÉMATIQUE
Les corrigés du bac
3615 tapez LMBAC
Les grandes écoles
3615 tapez LEMONDE

La préparation du budget pour 1990

La progression des dépenses publiques pourrait atteindre 5,5 %

Les dépenses de l'Etat dépasseront 1 200 milliards de francs l'année prochaine, gonflées par de fortes charges salariales et une progression importante de la dette publique.

La préparation du projet de budget pour 1990 touche à sa fin pour ce qui concerne les dépenses, les décisions concernant les recettes ne devant être arrêtées comme chaque année qu'au début de septembre. En l'état actuel des choses et avant les derniers arbitrages que doit rendre Matignon, le projet de budget pour 1990 prévoit un peu moins de 1 230 milliards de francs de charges publiques, soit une progression de 5,5 % par rapport au budget initial de 1989, tel qu'il avait été voté à l'automne dernier.

Cette progression des dépenses publiques est sensiblement plus forte qu'il n'avait été envisagé au printemps, époque où un chiffre de 4,9 % était visé, qui épousait très exactement la progression de la richesse nationale en valeur alors retenue pour 1990 (+ 2,7 % de croissance en volume et + 2,2 % de hausse de prix). Pourquoi cette accélération des dépenses

Pour deux raisons essentielles. La première est la forte progression des dépenses de fonctionnement qui recouvrent les traitements et salaires : + 8 %. Ce taux élevé provient de l'important accord salarial fonction publique signé en novembre dernier pour les années 1988-1989 (+ 9 % environ) et qui aura pour effet de « relever » la base de calcul pour les augmentations de 1990. Le second motif de forte progression des dépenses de l'Etat l'année prochaine est le poids de la dette publique, qui progressera de 17 %, passant de 110 milliards de francs cette année à presque 130 milliards de francs. Ce dérapage impressionnant s'explique évidemment par des taux d'intérêt à court terme qui cette année auront été nettement plus élevés que prévu (deux points environ), ce qui pèsera sur 1990.

La plupart des priorités affichées par le gouvernement pour l'année prochaine (éducation nationale, recherche, justice, logement social...) se traduiront par de fortes augmentations des crédits de fonctionnement. Mais ces priorités entraîneront aussi dans certains cas des augmentations importantes des crédits d'équipement : pour les prisons, par exemple. Après la construction de treize mille places nouvelles (au lieu de quinze mille initialement prévues), le ministère de la justice va maintenant passer à un programme de rénovation des établissements existants entraînant des dépenses annuelles de 500 millions

Au total, pourtant, la progression des dépenses de l'Etat (+ 5,5 %) ne dépassera pas la croissance de l'activité nationale. On prévoit déjà, *en effet*, que l'activité économique sera sensiblement plus forte qu'escompté : + 2,9 % en 1990 au lieu de + 2,7 % envisagés au printemps. Cela après un résultat 1989 qui dépassera très probablement sensiblement les + 3,1 % prévus. Quant aux prix, les prévisions de hausse officielles vont elles aussi être sensiblement relevées pour 1990, passant de 2,2 % à 2,5 % ou même 2,6 %. Soit au total un produit intérieur brut qui augmenterait l'année prochaine de 5,5 % en valeur (2,9 % en volume et 2,5 % en prix). Comme les dépenses publiques...

ALAIN VERNHOLES.

Colère des éleveurs

Marche anti-lynx dans l'Ain

BOURG-EN-BRESSE
de notre correspondant

Plusieurs centaines de personnes ont manifesté samedi 9 juillet à Bourg-en-Bresse (Ain), à l'initiative du Syndicat départemental des éleveurs ovins, pour protester contre les prédations croissantes commises par les lynx au détriment des troupeaux dans la partie est du département.

Les manifestants se sont engagés dans les vieilles rues de la cité derrière un corbillard hippomobile qui charriait plusieurs dépouilles de moutons victimes du lynx. Un épouvantail de toile et de paille, à l'effigie de M. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat à l'environnement, recouvert d'une feuille de chou en guise de béret, avait été accroché à l'arrière du véhicule. Plusieurs éleveurs suivaient la voiture en portant des cadavres d'animaux installés sur des lits de fleurs dans des brancards de fortune.

Arrivés devant la préfecture, les manifestants ont embroché les dépouilles de moutons sur les grilles et brûlé le mannequin-sosie du secrétaire d'Etat, pendant qu'une délégation était reçue par le préfet.

Venu de la Suisse voisine, le lynx a trouvé dans l'Ain, principalement le sud du Bugey et le Revermont, le gîte et le couvert, avec un secteur forestier bien adapté à son comportement et riche en proies. Jusqu'en 1986, il est plutôt discret. En 1988, 129 moutons ont été officiellement répertoriés comme ayant été tués par le félin. La situation s'aggrave en 1989 : 127 bêtes ont déjà été égorgées, les éleveurs estimant même à plus de 200 le nombre des victimes. Non seulement le lynx décime les élevages, mais ses attaques répétées provoquent le stress des troupeaux et une baisse notable de la fécondité.

Si, après une partie de bras de fer avec le World Wild Life Fund, les éleveurs ont pu obtenir des indemnités correctes pour les bêtes dévorées, le différend subsiste au sujet de la réparation du préjudice indirect subi par les troupeaux. Le préfet de l'Ain a obtenu, exceptionnellement, de pouvoir « réguler » la prolifération des lynx (de 20 à 50 bêtes dans l'Ain, selon les estimations) ; mais les équipes de gardes fédéraux, bientôt renforcées par les lieutenants de louveterie et les éleveurs, victimes du carnassier, font chou blanc, car le lynx est malin.

Le conseil général de l'Ain a voté, à l'unanimité, un vœu pour demander que soit apportée *« une solution définitive au problème »*. Son président, le député (RPR) Jacques Boyon, a même parlé de « solution finale... » — *(Intérim.)*

● **TAXIS PARISIENS : hausse de 15 % des tarifs du 12 au 16 juillet.** — Le président de la Fédération nationale des artisans taxis, M. Armand Arianer, a annoncé le 10 juillet que le ministère des finances avait donné son feu vert pour l'application à Paris du tarif des dimanches et jours de fête du 12 au 16 juillet inclus. Ce tarif exceptionnel, lié aux embarras du Bicentenaire et qui doit faire l'objet d'un arrêté préfectoral, représente une hausse globale de 15 % par rapport au tarif normal. Prise en charge : 9,50 F (inchangée), heure d'attente : 85 F (inchangée) et prix du kilomètre : de 2,58 F à 4,02 F selon les trajets. La Fédération regroupe 5 200 adhérents sur 14 300 taxis parisiens. De son côté, le syndicat FO des conducteurs et artisans des taxis a maintenu son mot d'ordre de grève de deux heures par jour, à Paris, du 10 au 16 juillet.

Un accord industriel et social met fin au long conflit des chantiers navals de La Ciotat

Un accord social et industriel concernant l'avenir du site de construction navale de La Ciotat a été signé le 8 juillet à Marseille entre les pouvoirs publics, les collectivités locales concernées et les syndicats. Il met fin à un long conflit social avec occupation du chantier qui durait depuis deux cent soixante-seize jours.

M. Bernard Tapie, industriel et député des Bouches-du-Rhône, figure parmi les principaux repreneurs du site (avec le groupe de travaux publics Dumez et le promoteur immobilier Sari) et y développera une activité de construction et de réparation de navires de plaisance. Dès septembre, cent vingt emplois environ devraient être créés, avec une priorité d'embauche — aux conditions salariales, avantageuses, de la convention collective des Bouches-du-Rhône — pour les cent cinq grévistes. D'ici à trois ans, le nombre d'emplois pourrait atteindre huit cents, indique-t-on de sources syndicales.

Les grévistes ainsi que les anciens salariés de Normed actuellement en congés de conversion ont, d'autre part, obtenu une indemnité de 2 500 francs.

Il aura fallu trois ans pour venir à bout de la société Normed, aussi célèbre dans la douloureuse et interminable saga de la construction navale que le furent, en leur temps et dans d'autres branches industrielles malades, Lip ou Manufrance.

C'est, en effet, en juin 1986 que M. Alain Madelin, ministre de l'industrie dans le gouvernement Chirac tout juste formé, demandait au tribunal de déclarer Normed, qui avait déjà coûté depuis quatre ans plusieurs milliards de francs aux contribuables en cessation de paiement. Dès lors, une longue opération de repli était engagée, ponctuée de grèves, d'occupations, de manifestations violentes, de plans de préretraite et de congés de conversion, d'espoirs, vite déçus, provoqués par des repreneurs chasseurs de prime. A l'époque, Normed employait quatre mille quatre cents personnes et encore huit cent dix il y a un an.

Successivement les sites de Dunkerque, puis de La Seyne dans le Var furent mis en sommeil, les gouvernements cherchant, non sans succès à Dunkerque notamment, à recréer les conditions d'une réindustrialisation diversifiée et solide. Mais il restait l'abcès, le noyau dur irréductible, de La Ciotat où la CGT était le syndicat prédominant parmi les métallos, et où la municipalité, jusqu'en mars 1989, était tenue par le Parti communiste. Rayer la construction navale à La Ciotat c'eût été, de la part de quelque gouvernement que ce soit, un acte sacrilège. Comme si le vin disparaissait de l'économie et de l'histoire de Saint-Emilion. La face maritime est sauve puisque les navires de plaisance remplaceront les méthaniers, les pétroliers, les porte-conteneurs, qui firent la réputation du chantier.

L'accord de raison signé le 8 juillet tient beaucoup à l'acharnement et au « talent professionnel », dans ce genre de situation, de Jacques Chérèque qui, en l'occurrence, démontre qu'il peut être un efficace ministre à la fois des reconversions industrielles et de l'aménagement du territoire, puisque comme il l'avait déjà expliqué le 2 juin, lors de la signature d'un premier protocole, l'État va lancer à La Ciotat, minée par un chômage endémique, un vaste programme de redémarrage économique. Et au moment où la CGT ne craint pas sur d'autres théâtres de défier le pouvoir, l'accord de La Ciotat constitue un succès personnel pour l'ancien syndicaliste devenu préfet et ministre.

Pour l'heure, le grand navire porte-conteneur *Monterrey* construit pour un armateur mexicain, mais gardé en otage depuis plusieurs mois par le quarteron des derniers métallos, va pouvoir prendre la mer. Sans flonflons et sans fêtes car dix yachts ne valent pas un cargo...

FRANÇOIS GROSRICHARD.

ISRAËL

M. Pérès se prononce pour le départ des travaillistes du gouvernement

Jérusalem *(AP)*. — Le chef du Parti travailliste israélien, M. Shimon Pérès, a plaidé, lundi 10 juillet, devant la direction de son parti pour le départ des travaillistes de la coalition gouvernementale. M. Pérès, dont le discours devant les cent vingt membres du bureau politique du parti était retransmis à la radio, a précisé qu'il allait demander la convocation *« dès que possible »* du comité central, afin d'entériner sa proposition.

« Le Parti travailliste est arrivé à la conclusion, à la lumière des derniers événements (...) qui ont sérieusement compromis l'initiative de paix du gouvernement, qu'il serait opportun d'en tirer les conséquences et de dissoudre le gouvernement actuel d'une manière honorable et responsable », a déclaré M. Pérès en donnant lecture d'une lettre qu'il s'est proposé d'envoyer au premier ministre.

La décision de M. Pérès, ministre des finances dans le gouvernement de coalition, fait suite à la réunion, la semaine dernière, du comité central du Likoud, au cours de laquelle M. Shamir s'est rallié aux positions des « durs » de son parti, assortissant notamment son plan d'élections dans les territoires occupés de conditions inacceptables pour les Palestiniens (pas d'élections tant que l'Intifada n'aura pas pris fin, pas de droit de vote pour les Palestiniens de Jérusalem-Est, pas de négociations avec l'OLP, *« jamais »* d'État palestinien, poursuite de la colonisation dans les territoires occupés).

CUBA

Le Conseil d'Etat confirme la condamnation à mort du général Ochoa

Le Conseil d'Etat cubain a confirmé la condamnation à mort de l'ex-général de division Arnaldo Ochoa et de trois autres anciens officiers jugés pour trafic de drogue et *« haute trahison »*, a-t-on appris lundi 10 juillet de source officielle. La décision a été prise à l'unanimité des 29 membres du Conseil, présidé par Fidel Castro.

● **GRANDE-BRETAGNE : les auteurs de l'attentat de Lockerbie seraient identifiés.** — Selon le *Sunday Telegraph* du 9 juillet, les services secrets américains auraient identifié quatre terroristes responsables de l'attentat contre le vol Pan Am 103 qui s'était écrasé le 21 décembre 1988 à Lockerbie (Ecosse), faisant 270 morts. A la tête du commando terroriste, Hafez Kassem el-Dalkumi, quarante-trois ans, membre du Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général (FPLP-CG), actuellement détenu en RFA pour détention d'explosif. Un autre membre du commando, Khalid Jaafar, vingt et un ans, qui a péri à bord de l'avion, était libanais. *(AP.)*

Le numéro du « Monde » daté 9-10 juillet 1989 a été tiré à 506 014 exemplaires

(Publicité)

Jusqu'où peut-on reculer les limites de la mémoire ?

Curieuse expérience dans un rapide

Je montai dans le premier compartiment qui me parut vide, sans me douter qu'un compagnon invisible s'y trouvait déjà, dont la conversation passionnante devait me tenir éveillé jusqu'au matin.

Le train s'ébranla lentement. Je regardai les lumières de Stockholm s'éteindre peu à peu, puis je me roulai dans mes couvertures en attendant le sommeil ; j'aperçus alors en face de moi, sur la banquette, un livre laissé par un voyageur. Je le pris machinalement et j'en parcourus les premières lignes : cinq minutes plus tard, je le lisais avec avidité comme le récit d'un ami qui me révèlerait un trésor.

J'y apprenais, en effet, que tout le monde possède de la mémoire, une mémoire suffisante pour réaliser des prouesses fantastiques, mais que rares sont les personnes qui savent se servir de cette merveilleuse faculté. Il y était même expliqué à titre d'exemple, comment l'homme le moins doué peut retenir facilement, après une seule lecture attentive et pour toujours, des notions aussi compliquées que la liste des cent principales villes du monde avec le chiffre de leur population.

Il me parut invraisemblable d'arriver à caser dans ma pauvre tête de 40 ans ces énumérations interminables de chiffres, de dates, de villes et de souverains, qui avaient fait mon désespoir lorsque j'allais à l'école et que ma mémoire était toute fraîche, et je résolus de vérifier si ce que ce livre disait était bien exact. Je tirai un indicateur de ma valise et je me mis à lire posément, de la manière prescrite, le nom des cent stations de chemin de fer qui séparent Stockholm de Trchörningsjö.

Je constatai qu'il me suffisait d'une seule lecture pour pouvoir réciter cette liste dans l'ordre dans lequel je l'avais lue, puis en sens inverse, c'est-à-dire en commençant par la fin. Je pouvais même indiquer instantanément la position respective de n'importe quelle ville, par exemple énoncer quelle était la 27e, la 84e la 36e, tant leurs noms s'étaient gravés profondément dans mon cerveau.

Je demeurai stupéfait d'avoir acquis un pouvoir aussi extraordinaire et je passai le reste de la nuit à tenter de nouvelles expériences, toutes plus compliquées les unes que les autres, sans arriver à trouver la limite de mes forces.

Bien entendu, je ne me bornai pas à ces exercices amusants et, dès le lendemain, j'utilisai d'une façon plus pratique ma connaissance des lois de l'esprit. Je pus ainsi retenir avec une incroyable facilité, mes lectures, les airs de musique que j'entendais, le nom et la physionomie des personnes qui venaient me voir, leur adresse, mes rendez-vous d'affaires, et même apprendre en quatre mois la langue anglaise.

Si j'ai obtenu dans la vie de la fortune et du bonheur en quantité suffisante, c'est à ce livre que je le dois, car il m'a révélé comment fonctionne mon cerveau. Sans doute désirez-vous acquérir, vous aussi, cette puissance mentale qui est notre meilleur atout pour réussir dans l'existence : priez alors l'éditeur de vous envoyer le petit ouvrage écrit par W.R. Borg *"Les Lois Eternelles du Succès"*, en introduction à sa Méthode. Il est adressé à quiconque veut améliorer sa mémoire. Voici l'adresse : *Méthode W.R. Borg chez Aubanel, dpt 138 — 3, place St-Pierre — 84057 Avignon Cedex.*

E. Dorlier

BON GRATUIT

A remplir en **lettres majuscules** en donnant votre adresse permanente et à retourner à : *Méthode W.R. Borg, chez Aubanel, dpt 138 — 3, place Saint-Pierre, 84057 Avignon Cedex, France*, pour recevoir sans engagement de votre part et sous pli fermé *"Les Lois Eternelles du Succès"*.

Nom ______ Prénom ______
N° ____ Rue ______
Code postal ______ Ville ______
Age ____ Profession ______

Aucun démarcheur ne vous rendra visite

PCS
PREPARATION COMMERCIALE SUPERIEURE
Centre de préparation aux HEC et à Sciences Politiques créé en 1976
● Taux confirmés de réussite aux concours
● Corps professoral réputé
● Suivi personnalisé et groupes homogènes
● Admission : sur dossier pour bacheliers B, C, D.
Classes "pilote" HEC
Conditions d'admission
● Voie générale bac C plus mention et/ou admissibles aux concours
● Voie économique bac B et D plus mention et/ou admissibles aux concours
● Dépôt des dossiers à partir de janvier
PCS
48, rue de la Fédération 75015 Paris
tél. (1) 45 66 59 98
enseignement supérieur privé

A . C D E F G H

A découvrir d'urgence,
UN VRAI TRÉSOR :
DES MILLIERS DE COUPONS "MODE" (ET DÉCORATION)
► Des tissus de toutes sortes, y compris de vraies raretés, des métrages épatants pour une jupe, une robe, une blouse, un bermuda, un blazer, etc.
► Ou pour des rideaux, des coussins, des jetés de lit...
► Dans toutes les plus belles qualités : soie, lin, polyester, laine, coton, etc.
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

PREPAS SCIENCES-PO
Depuis 1967, la première préparation de Paris.
Prépas annuelles d'été ou par correspondance.
CEPES
57, rue Ch-Laffitte, 92200 Neuilly
47.45.09.19 ou 47.22.94.94.

(Publicité)
L'ESPAGNE EN TRAIN
Voyagez sans limitation de kilomètres pendant 8, 15 ou 22 jours dans tous les trains intérieurs du réseau espagnol RENFE
A PARTIR DE 510 F
Renseignements :
RENFE
1, av. Marceau, 75116 PARIS
Tél. : 47-23-52-01

En tous styles, toutes dimensions, laques et patines anciennes : également transformables en couchage de deux personnes (concessionnaire exclusif Jean Roche). Rémy réédite les plus beaux meubles « Louis XIII », « Rustique » (noyer de France), en passant par le XVIIIe siècle, jusqu'à l'Art nouveau et même l'Art déco.

Etonnante collection de lits de repos...

Rémy

Rémy : 80-82, rue du Faubourg-Saint-Antoine 12e, 43-43-65-58.